



LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES
ET LES AMÉNITÉS
DES ESPACES NATURELS PROTÉGÉS

ANNEXES

100 FICHES DE LECTURE

Etude réalisée pour les Parcs Nationaux de France et suivie par Gilles LANDRIEU

Bruno Maresca, Anne Dujin, Guy Poquet,
Xavier Mordret, Romain Picard, Estelle Fournel

COLLECTION DES RAPPORTS N° 255

NOVEMBRE 2008

Département « *Evaluation des Politiques Publiques* »
Dirigé par Bruno Maresca



Parcs
nationaux
de France

LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES ET LES AMÉNITÉS DES ESPACES NATURELS PROTÉGÉS

Annexe 100 fiches de lecture

REFERENCE N°1

Evaluation d'impacts en termes de création d'emplois

Références du document

Titre : Parc National du Mercantour. Etude des retombées du Parc National sur l'activité économique et sur l'emploi

Auteur : IRAP. 6 rue Léon Rey-Grange-Meythet. 74013 Annecy Cedex

Date de publication : Mai 2000

Site de téléchargement :

Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : Français

Organisme propriétaire du rapport : Parc National du Mercantour

Nombre de pages : 76

Espace concerné

Appellation : Parc National du Mercantour

Localisation : Région PACA. Alpes Maritimes (22 communes) et Alpes de Haute Provence (6 communes). Limitrophe du Parc italien "Alpi maritime".

Institutions gestionnaires de l'espace : le Parc est un Etablissement public à caractère administratif géré par un Conseil d'administration et un Directeur. Equipe permanente composée de 7 Chefs de secteurs et de Gardes moniteurs. Un Comité scientifique conseille le CA et la direction dans les domaines dont il a l'expertise.

Taille de l'espace naturel : 214 765 ha (cœur de parc + aire d'adhésion)

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : 18 000 habitants dans l'aire d'adhésion. Activités agricoles et pastorales, tourisme, activités cynégétiques et halieutiques, sports de nature (ski, randonnée, alpinisme..).

Environnement foncier de l'espace :	Statut	%Parc
	Domanial	10%
	Communal soumis	20%
	Communal non soumis, propriété privée	70%

Patrimoine naturel

Faune 192 espèces (aire d'adhésion) 168 (cœur du Parc)
139 espèces protégées
29 espèces d'intérêt communautaire, dont 1 prioritaire

Flore 2 400 espèces dans le cœur du Parc
200 espèces d'intérêt patrimonial
50 espèces protégées

Habitats 31 (Directive habitats), dont 7 prioritaires

Patrimoine culturel

4 sites classés et 13 inscrits
36 monuments historiques classés et 43 inscrits

Architecture religieuse : 82 ouvrages (églises, prieurés, couvents...)

Architecture militaire : 230 ouvrages, dont 28 châteaux

Architecture industrielle : 18 mines antiques, médiévales ou industrielles

Patrimoine rural : 200 gias (enclos d'altitude) datant du Moyen-âge

Patrimoine historique : 80 bornes frontières entre France, Comté de Nice et Italie

Archéologique : 100 000 gravures rupestres. Abris sous roche du néolithique

Type d'espace

Parc national ☒

Parc régional ☐

Marin ☐

Hte montagne ☐

Moyenne montagne ☐

Plaine ☐

Tropical ☐

Réserve naturelle ☐

Autre espace protégé ☐

Type de méthode

Analyse budgétaire ☒

Enquête fréquentation ☒

Analyse Input-output ☐

Evaluation contingente ☐

Valorisation économique de biens non-marchands
Analyse conjointe ☐

Autres méthodes ☐

Autre méthode académique ☐

2 ☐

Evaluation des retombées du Parc

Objet de l'évaluation

- ↳ Impacts de l'activité directe du Parc sur les activités économiques et sur l'emploi
- ↳ Effets économiques générés par l'attrait touristique du Parc
- ↳ Flux financiers liés aux investissements publics sur le périmètre d'étude et intervention spécifique du Parc dans ce domaine
- ↳ Facteurs de développement ou freins au développement pouvant être liés au Parc
- ↳ La dynamique territoriale "Parc" au vu de la spécificité des éléments économiques et démographiques.

Axes d'évaluation

- ↳ Evaluation des retombées et flux financiers directs.
- ↳ Evaluation de l'impact du Parc sur l'activité touristique.
- ↳ Evaluation des effets de l'existence du Parc sur les principales composantes socioéconomiques du périmètre concerné.

I. Méthodologie

Outils d'évaluation

Analyse rétrospective des budgets (fonctionnement et d'investissement) du Parc (1990-1998)

Enquête de fréquentation

Données de fréquentation touristique

Analyse des retombées et flux financiers directs.

- ↳ au niveau des charges de fonctionnement (achats, services extérieurs, autres services, autres charges de gestion courante) ;
- ↳ avec la prise en compte par commune des financements mis en œuvre dans le cadre d'opérations d'accompagnement économique (sections de fonctionnement et d'investissement).

Evaluation de l'impact du Parc sur l'activité touristique

- ↳ Estimation du pouvoir d'attraction du parc sur les touristes qui fréquentent l'espace Mercantour à partir d'une enquête réalisée durant l'été 1998 ;
- ↳ Analyse des données de fréquentation touristique fournies par les offices du tourisme et les comités départementaux et régional de tourisme.
- ↳ Confrontation des données de fréquentation (nombre de nuitées dans l'aire d'influence du parc) et de l'attractivité constatée et attribuable au parc.
- ↳ Estimation en termes de flux financiers (CA généré par l'activité touristique sur le secteur) au regard des ratios et données établies par l'enquête de fréquentation réalisée par le comité régional de tourisme.
- ↳ Estimation complétée par une évaluation des retombées de la fréquentation de la zone centrale du parc

Evaluation des effets de l'existence du Parc sur les principales composantes socioéconomiques du périmètre

- ↳ Evaluation quantitative par collecte de données sociodémographiques (INSEE, DDTE, RGA, DGI...).
- ↳ Evaluation qualitative par entretiens auprès de personnes ressources (élus, chefs de secteurs du Parc, socioprofessionnels, chambres consulaires...) pour déterminer le niveau d'adéquation entre l'action du Parc et les démarches d'acteurs locaux, le niveau d'implication du Parc dans les processus économiques, la dynamique partenariale avec les acteurs locaux (nombre et nature des conventions de partenariat)..

Autres attributs évoqués, non ou partiellement évalués

- ↳ Moyens et aides hors budget du Parc, liés aux différentes procédures contractuelles initiées ou accompagnées par le Parc.
- ↳ Evaluation des « richesses immatérielles » découlant du savoir-faire du Parc, de son implication dans les processus de décisions économiques, de la mise en œuvre des programmes scientifiques et des missions d'accueil et d'information.

II. Résultats

Impact sur l'emploi

Les recettes annuelles du Parc (fonctionnement + investissement) représentent 3,8 M d'euros (25 MF). Les dépenses de personnel (55% des dépenses totales et 71% des dépenses de fonctionnement) ont un impact direct sur l'économie locale à travers la consommation des ménages des personnels. Un tiers du budget du Parc est réinjecté dans le circuit économique à travers des opérations structurantes pour le territoire Parc ou par le biais d'achats et de prestations diverses.

Le Parc emploie (1998) 149 personnes, soit 80 équivalent-emplois. En comptant les emplois générés par la présence du personnel du Parc, celui-ci génère directement 108 équivalent-emplois.

22 équivalent-emplois externes sont directement liés à la mise en œuvre du budget du Parc, hors charges de personnel : 8 au titre du fonctionnement, 14 au titre de l'investissement.

Au total, l'impact direct du Parc est évalué à 102 équivalent-emplois. Avec les emplois générés par la consommation des ménages des personnels du Parc, les retombées directes du Parc sont évaluées à 130 équivalent-emplois.

Impact sur l'activité touristique

Le CA touristique estival généré par le Parc est évalué à 90 MF. En été, le Parc génère directement ou indirectement plus de 20% de l'économie touristique de l'espace Mercantour.

Sur la base d'un équivalent-emploi pour 51 000 euros (335 000F) de CA, le volume d'activité touristique généré par le Parc en été représente 270 équivalent-emplois.

Le Parc contribue au positionnement touristique de la Région, en permettant de nuancer l'image très urbaine des grandes stations du littoral.

Par sa politique de gestion de l'accueil des visiteurs dans la zone centrale (points d'information, refuges, sentiers, outils pédagogiques d'information), le Parc génère une activité économique directement issue de la découverte de la zone centrale, qui est évaluée à 1,5 M euros (10 MF) par an, soit 30 équivalent-emplois (compris dans les 270 cités plus haut).

Impact sur l'activité économique

Avec des programmes d'accompagnement (Contrat de Plan Etat-Région, contrat d'objectif, programmes européens), **le Parc reçoit une dotation de 4 millions de F de crédits d'intervention, hors budget du Parc. Ces sommes représente l'équivalent de 8 équivalent-emplois et induisent des retombées économiques dans les différents secteurs d'activité (agriculture, tourisme...).**

L'ensemble des effets directs et indirects du est évalué à un peu plus de 400 emplois.

Ces programmes d'intervention (accueil, information, formation, communication) contribuent à l'image du Parc qui a un impact sur l'activité touristique.

Les programmes scientifiques favorisent la constitution d'un réseau de savoir-faire. La vulgarisation des connaissances qui en sont retirées a des effets sur l'activité touristique et économique.

III. Limites de l'étude

Les données utilisées pour les différents calculs datent de 1998.

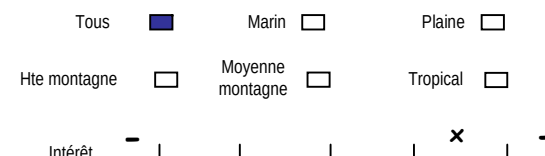
L'approche quantitative pour évaluer l'impact du Parc sur l'emploi et les activités touristiques a été transposée d'un exercice fait sur le Parc de la Vanoise et celui des Ecrins. A *fortiori*, la méthode est transposable à d'autres parcs. Elle permet d'alimenter un argumentaire en faveur du Parc en termes d'emploi.

Cependant, l'unité utilisée pour calculer le nombre d'emplois imputable à l'existence du Parc n'est pas explicitée. Pour les emplois directs, l'étude retient 3,5 emplois générés pour 10 actifs à temps plein. Pour évaluer les retombées sur les activités touristiques, l'étude retient 1 équivalent-emploi pour 51 000 euros (335 000 F) de CA. Dans les deux cas, l'étude ne fait qu'évoquer "le calcul économique".

En ce qui concerne les activités touristiques, les impacts n'ont été évalués qu'en période estivale.

L'évaluation des effets à moyen et long terme des programmes d'intervention auxquels participe le Parc reste plus difficilement quantifiable. Hors tourisme, les retombées sur les différents secteurs économiques (agriculture, travaux d'aménagement...) ne sont pas évaluées : seuls sont mentionnées le montant des investissements mis en œuvre par le Parc et les acteurs (collectivités, associations, personnes privées) qui en bénéficient. L'argumentaire qui peut en être tiré reste très qualitatif.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

IRAP. 6 rue Léon Rey-Grange-Meythet. 74013 Annecy Cedex
IRAP@orange.fr

Parc national du Mercantour. 23 rue d'Italie. 06006 Nice Cedex.
pierre.commenville@espaces-naturels.fr

Principale
référence
mentionnée
par l'étude

ROUX Pierre (Rapporteur). **Pour une valorisation économique et touristique des Parcs naturels en Provence Alpes Côte d'Azur.** Conseil économique et social. Février 1999.

REFERENCE N°2

Evaluation d'impacts en termes de profits commerciaux et de création d'emplois

Références du document

Titre : Prosperity and Protection - the economic impact of National Parks in the Yorkshire and Humber region

Auteur : Council for National Parks. 6-7 Barnard Mews. London SW11 1QU. Royaume-Uni

Date de publication : 2006

Site de téléchargement : <http://www.cnp.org.uk/docs/Prosperity%20and%20Protection%20Final%20Report.pdf>

Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : anglais

Organisme propriétaire du rapport : Council for National Parks

Nombre de pages : 100

Espace concerné

Appellation : Les 3 parcs nationaux de la région du Yorkshire and the Humber : the Yorkshire Dales, North York Moors et the Peak District.

Localisation : Nord-Est de l'Angleterre. Peak district proches de grands centres urbains (Sheffield, Manchester)

Institutions gestionnaires de l'espace : Chaque parc est administré par une National Parc Authority. Chacune compte un comité décisionnaire de personnes nommées pour un mandat limité, et une équipe de salariés.

Taille de l'espace naturel : Les 3 parcs couvrent, dans leur intégralité ou partiellement, 21% de la région du Yorkshire and the Humber

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : 68 000 habitants dans les parcs nationaux dans la région. L'étude se concentre sur les activités commerciales du parc, particulièrement sur les activités des entreprises du tourisme, des entreprises du tertiaire, et des exploitations agricoles.

Patrimoine naturel

North York Moors : paysage côtier, landes (bruyère), forêts (conifères), terres arables, prairies.

Yorkshire Dales : collines, 50% de landes (bruyère), 40% de terres arables, 3% de forêts mixtes, paysages de roche calcaire, rivières, cascades.

Peak District : terres arables, landes, paysages de roche calcaire, rivières, collines.

Patrimoine culturel

North York Moors : sites industriels, sites archéologiques

Yorkshire Dales : granges/murs de pierres caractéristiques de la région, villages historiques.

Type d'espace

Parc national ☒

Parc régional ☐

Marin ☐

Hte montagne ☐

Moyenne montagne ☐

Plaine ☒

Tropical ☐

Réserve naturelle ☐

Autre espace protégé ☐

Type de méthode

Analyse budgétaire ☐

Enquête fréquentation ☐

Analyse Input-output ☒

Evaluation contingente ☐

Valorisation économique de biens non-marchands

Analyse conjointe ☐

Autres méthodes ☐

Autre méthode académique ☐

Evaluation des retombées et des aménités du Parc

Objet de l'évaluation

- ↳ Impacts des parcs sur les activités commerciales à l'intérieur et dans un rayon de 5 miles (8km) des 3 parcs : soutien de l'activité des entreprises, attractivité touristique.
- ↳ Impact sur la création d'emplois
- ↳ Flux financiers publics et privés dans les périmètres d'étude liés à la présence d'un parc
- ↳ Importance économique du label « parc national »

Axes d'évaluation

- ↳ Attractivité des parcs pour les résidents et les entreprises.
- ↳ Rôle des National Park Authorities dans le développement économique.
- ↳ Impact économique de l'attractivité touristique des parcs.

I. Méthodologie

Outils d'évaluation

Enquêtes téléphoniques sur les perceptions

Compilation de données secondaires

Attractivité des parcs pour les résidents et les entreprises

- ↳ Etude sociodémographique sur la population résidant dans les parcs et à leurs alentours afin de considérer l'attractivité exercée par les parcs (et les activités offertes) sur différentes catégories sociales et d'évaluer l'impact des parcs sur les prix de l'immobilier.
- ↳ Pour chaque parc, des enquêtes téléphoniques ont été menées auprès de 2 échantillons d'entreprises implantées à l'intérieur du parc (318 entreprises) et dans des communes placées dans un rayon de 5 miles (8 km) autour du parc, afin de connaître leurs perceptions des effets du paysage et du label « parc national » sur leurs activités (Enquêtes de SQW Limited Consulting et QA Research). Comparaison avec 1 enquête téléphonique auprès d'entreprises implantées dans un espace naturel test, ne bénéficiant pas du label « parc naturel » mais étant caractérisé par un paysage de grande qualité (the Yorkshire Wolds). Extrapolation statistique des résultats des enquêtes à l'ensemble des entreprises des parcs.

Rôle des National Park Authorities dans le développement économique

- ↳ Recensement des formes de subventions versées aux parcs nationaux du fait de leur label ou de leurs missions ayant un impact direct sur le développement économique des communautés implantées dans les périmètres étudiés (aides aux exploitations agricoles allouées par les Park Authorities, etc.).
- ↳ Dépenses des charges de fonctionnement et nombre d'emplois générés par les Park Authorities (recrutements, commandes auprès de prestataires extérieurs).

Impact économique de l'attractivité touristique des parcs

- ↳ Compilation d'études précédentes sur le nombre de visiteurs et leurs dépenses dans les périmètres des parcs.
- ↳ Estimation monétaire des effets du tourisme dans les parcs sur l'ensemble de l'économie régionale.

Autres attributs évoqués, non ou partiellement évalués

- ↳ Rôle des Park Authorities en tant qu'instances décisionnaires dans l'aménagement du territoire : examen du nombre de permis de construire acceptés et refusés.
- ↳ Rôle de sensibilisation, de pédagogie et de formation des Park Authorities.
- ↳ Rôle de publicité des autres sites touristiques de la région.

II. Résultats

Attractivité des parcs pour les résidents et les entreprises

Les zones autour des parcs ont une activité économique plus importante et un taux de chômage plus bas que le reste de la région.

Les parcs exercent une attractivité envers les individus hautement qualifiés (42% de la population âgée entre 16 et 75 ans) mais compte également une proportion plus importante de personnes à faibles revenus que le reste de la région.

Les prix moyens de l'immobilier (le prix moyen d'une maison dans les Yorkshire Dales était début 2006 de 260 185 livres, soit 350 196 euros) sont plus élevés dans le périmètre du parc que dans le reste de la région et dans le reste du pays (192 743 livres début 2006, soit 259 386 euros).

En extrapolant les déclarations recueillies auprès des échantillons des entreprises interrogées lors des enquêtes téléphoniques, le chiffre d'affaires (CA) des 5038 entreprises implantées à l'intérieur des parcs (nombre d'entreprises estimé) est estimé à 1,8 milliards de livres (2,4 milliards d'euros) et de 34 000 emplois (postes intermédiaires et à temps partiel inclus). La valeur ajoutée générée (valeur de la richesse créée qui se calcule ainsi $VA = CA - \text{consommation intermédiaire}$) est alors grossièrement estimée à 576 millions de livres (774 millions d'euros).

Les Parcs générateurs de flux financiers

Plus de 2/3 des entreprises considèrent que la valeur des paysages des parcs ont un impact positif sur leur activité économique. 65% de l'activité économique dépend directement ou indirectement de la qualité de l'environnement. Le manque d'infrastructures et les restrictions des opportunités d'aménagement sont déplorés par 21% des entreprises.

Au cours de l'exercice comptable 2005/6, les trois Park Authorities ont dépensé plus de 16 millions de livres (21,5 millions d'euros) et employé 285 équivalent-emplois. Les commandes des Park Authorities à des prestataires extérieurs ont représenté 102 emplois.

Les parcs nationaux attirent de nombreux flux de subventions de la part d'organisations publiques et privées du fait de leur mission de conservation et de la priorité accordée à leur patrimoine naturel et culturel. Les 2,6 millions de livres (3,5 millions d'euros) versés par la Defra (ministère de l'environnement britannique) depuis 2002 dans le cadre du Sustainable Development Fund ont permis de lever 14 millions de livres (18,8 millions d'euros) de subventions supplémentaires et de financer 300 projets pour un total de 17 millions de livres (22,9 millions d'euros) tels que le soutien d'une coopérative de charbon de bois ou un projet de vergers. Les Park Authorities subventionnent également certaines propriétés agricoles durables n'ayant pu bénéficier de subventions nationales.

Impacts économique s de l'attrait touristique des Parcs

660 millions de livres (807 millions d'euros) sont dépensées par les visiteurs des parcs chaque année dans l'ensemble de la région, dont 400 millions dans les parcs (538 millions d'euros) et 260 millions (350 millions d'euros) dans le reste de la région.

Il est estimé que ces sommes dépensées peuvent être considérées comme permettant le maintien de 12 000 emplois dans la région. Ces dépenses touristiques directes créent d'autres activités économiques. L'impact économique total des visiteurs des parcs sur l'ensemble de la région pourrait alors être estimé à 1 milliard de livres (1,3 milliard d'euros).

Contacts

Council for National Parks. 6-7 Barnard Mews. London SW11
1QU. Royaume-Uni
info@cnp.org.uk

SQW Limited Consulting. Enterprise House. Vision Park.
Histon.
Cambridge. CB24 9ZR. Royaume-Uni
cclarke@sqw.co.uk

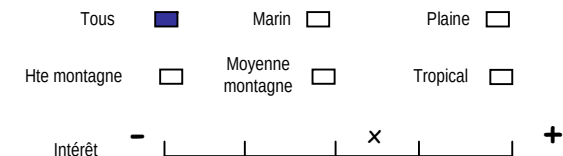
III. Limites de l'étude

Les différentes méthodologies employées sont explicitées. Et la robustesse des différentes méthodologies de valorisation monétaire est systématiquement évaluée. Toutefois, les différents aspects de l'évaluation économique sont désolidarisés les uns des autres. Les cinq volets de l'étude manquent de cohérence d'ensemble du point de vue méthodologique. Les parties mobilisent des données produites à des périodes différentes. Et on peut regretter l'absence de valorisation économique des impacts de l'appellation « parc national » sur les activités touristiques : la comparaison avec un territoire-test, non labellisé, dans le premier volet constitue en effet une démarche intéressante. Cette manque de cohérence empêche toute valorisation économique globale des parcs étudiés.

De ces deux principales limites, il ressort que l'étude s'attache plus à démontrer que les parcs nationaux ont une valeur économique indéniable qu'à l'évaluer précisément. Le rôle significatif des parcs sur l'ensemble des économies locales et régionales est démontré de façon solide et sous plusieurs aspects. Les attributs mesurés sont circonscrits autant que possible et comparés avec d'autres attributs afin de dégager leur caractère significatif. Néanmoins aucun chiffre n'est fourni pour une mesure globale des impacts des parcs sur les activités commerciales ; l'hétérogénéité des méthodologies et le caractère fragile de certaines extrapolations ne permettent pas une pareille évaluation d'ensemble.

Et la mesure des impacts négatifs des parcs nationaux sur l'activité économique n'apparaît pas toujours rigoureuse et exhaustive : le nombre de permis de construire accordés par les parcs est supérieur au reste de la région, cependant aucun détail n'est donné sur les éventuelles différences dans la nature des projets présentées. La perception des entreprises de rencontrer des limites de développement n'est pas infirmée de façon convaincante.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Principale référence mentionnée par l'étude

Hyde, T. & Midmore P. (2006), "Valuing our Environment: Economic Impact of the National Parks of Wales", a report to the Countryside Council for Wales

REFERENCE N°3

Evaluation d'impacts socio-économiques

Références du document

Titre : **An assessment of social impacts of national parks on communities in Quebec, Canada**

Auteur : Marie-José Fortin et Christiane Gagnon. Groupe de recherche et d'intervention régionales. Université du Québec à Chicoutimi. G7H 2B1. Canada

Date de publication : 1999

<http://www.uqac.ca/cgagnon/articlesCG/article05.pdf>

Type de document : Article universitaire

Organisme propriétaire du rapport : revue *Environmental Conservation*, n°26 (3), pp. 200-211

Site de téléchargement :

Langue de publication : anglais

Nombre de pages : 11

Espace concerné

Appellation : 2 parcs – le Saguenay Park et le Saguenay-St Lawrence Marine Park

Localisation : Province du Québec. L'étude porte sur 15 communes à l'intérieur et autour des deux parcs. Le Saguenay Park longe les deux rives de l'embouchure du parc maritime le Saguenay-St-Lawrence.

Taille de l'espace naturel : 284 km² (Saguenay Park) et 1138 km² (Saguenay-St Lawrence Marine Park)

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : sur les communes étudiées : 21 057 habitants. Exploitation forestière, production du sucre d'érable, tourisme, activités cynégétiques et halieutiques, sports de nature (camping, excursions en bateau, observation des baleines...).

Objet de l'évaluation

- ▮ Impacts de la création des parcs sur les communes avoisinantes
- ▮ Distribution spatiale et sociale des bénéfices économiques et des coûts sociaux des parcs dans le cadre du développement local
- ▮ Nature des relations entre les parcs et les communes avoisinantes

Axes d'évaluation

- ▮ Impacts sur la gouvernance locale
- ▮ Impacts sur l'économie locale
- ▮ Impacts sur l'industrie touristique
- ▮ Impacts sur les conditions de vie
- ▮ Impacts sur la participation des acteurs locaux
- ▮ Impacts sur la cohésion sociale

Type d'espace

Parc national ☒ Parc régional ☐ Marin ☒ Hte montagne ☐ Moyenne montagne ☐ Plaine ☐ Tropical ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐

Analyse
budgétaire ☒

Enquête
fréquentation ☐

Analyse
Input-output ☐

Evaluation
contingente ☐

Valorisation économique de biens non-
marchands
Analyse
conjointe ☐

Autres
méthodes ☐

Autre méthode
académique ☒

Evaluation des retombées du Parc

I. Méthodologie

Outils d'évaluation

Integrated Social Impact Assessment

Enquête de fréquentation

Données de fréquentation touristique

Objet de l'étude – choix de la méthodologie

- La méthodologie choisie a pour objectif d'examiner deux facteurs de changement social impliqués par la création des deux parcs nationaux : la mission nationale de conservation et le tourisme. Il s'agit d'identifier leurs impacts et les définir qualitativement.
- Les auteurs ont recours à une approche méthodologique fondée sur le modèle de l'Integrated Social Impact Assessment (ISIA), une méthode de collecte et d'analyse de données socio-économiques afin de prévoir les impacts d'actions alternatives, ou repérer rétrospectivement les effets contraires, sur les sociétés humaines (J.Hough).

Méthodes qualitatives et quantitatives

- Deux séries d'entretiens individuels : une série d'entretiens avec 16 administrateurs municipaux et une série d'entretiens avec 29 acteurs locaux (élus, représentants d'organisations touristiques, environnementales, d'aménagement du territoire)
- 3 entretiens de groupe avec 8 personnes pour 3 communes (employés des secteurs du tourisme et des services, seniors, jeunes, nouveaux arrivants, chasseurs locaux)
- Analyse documentaire des projets de développement des dernières années et des discussions publiques afin de comprendre comment les communautés locales envisagent les impacts à venir de la création récente des parcs nationaux.
- Analyse documentaire des statistiques socio-économiques sur les localités étudiées afin de dégager une éventuelle évolution.

Typologie des impacts socio-économiques des parcs

- Identifications de six types d'impacts des parcs nationaux sur les communautés locales (cinq sont présentés plus bas) : impacts sur la gouvernance locale, sur l'économie locale, sur l'industrie touristique, sur les conditions de vie, sur la participation des acteurs locaux, sur la cohésion sociale
- Pour chaque commune étudiée, les types d'impacts sont évalués comme très importants, importants ou peu importants pour l'élaboration d'une typologie.

II. Résultats

Impacts sur la gouvernance locale

Renoncement à d'autres projets de développement local dû aux restrictions imposées par la protection des parcs nationaux.

Perte du contrôle local sur une partie de leurs territoires gérées dorénavant par des instances qui obéissent à des missions nationales.

Restrictions sur les activités économiques et de loisirs (exploitation forestière, production du sucre d'érable, tourisme, chasse, pêche, camping, excursions en bateau, observation des baleines).

Restriction sur l'accès aux parcs (prix d'entrée), à des zones auxquelles les populations pouvaient se rendre librement pour leurs activités avant la création des parcs.

Impacts sur l'économie locale

Gains à travers l'attraction de flux financiers pour la construction de nouvelles infrastructures pour accompagner la création des parcs nationaux : routes, pistes de randonnées, expositions, etc.

Captation de fonds publics d'Ottawa et de Québec afin de développer les structures touristiques nécessaires à l'accueil des visiteurs des parcs. La répartition des fonds publics entre les communes est néanmoins très inégale.

Création d'emplois. Le parc marin a créé peu d'emplois et ceux-ci sont souvent destinés à des personnes hautement qualifiées qui ne sont pas originaires des communautés avoisinantes. Le parc Saguenay a créé plus d'emplois pour les habitants des localités environnantes, cependant ces emplois sont généralement peu qualifiés. Les postes qualifiés donnent lieu à un recrutement de personnes résidant hors des communes proches des parcs. Et le nombre d'emplois créés fut moindre que les communautés locales ne l'espéraient : en 1997, le parc Saguenay employait à 4 postes à l'année, 24 postes saisonniers et 30 postes parmi les prestataires auxquels le parc a recours. En termes d'emplois plus indirects, en 1994 le parc générait 100 emplois à l'année.

Impacts sur les conditions de vie

Le développement de l'industrie touristique impulse une tertiarisation (encore limitée au moment de l'étude) des emplois occupés par les habitants des communes environnantes.

Dans certaines communes telle Tadoussac, l'afflux de touristes augmente le coût de la vie : prix de l'immobilier et taxes locales.

Dans la commune de Rivière-Eternité, la création du parc Saguenay n'a pas endigué la dégradation de l'économie locale : par comparaison avec les moyennes régionales, le revenu moyen des foyers a diminué et le taux de chômage a augmenté.

Impacts sur la participation des acteurs locaux

La création des parcs a donné lieu à une plus grande mobilisation citoyenne : consultations publiques, groupes de dialogues mais également mouvements de protestation.

Les parcs ont mis en place avec certaines associations des partenariats dans le cadre de missions éducatives et de loisir.

Des entretiens avec les représentants municipaux, il ressort que les acteurs locaux souhaitent être impliqués dans les décisions concernant les parcs et les communautés voisines.

Il ressort des entretiens que les relations entre les communautés et les parcs se sont dégradées du fait des attentes déçues des communautés locales en termes de bénéfices économiques à la suite de la création des parcs.

Impacts sur la cohésion sociale

La création de parcs implique l'arrivée de nouveaux habitants recrutés dans les nouvelles activités économiques qui se développent (aussi bien pour des emplois permanents ou saisonniers). Leur arrivée permet de revitaliser des communes vieillissantes. Cependant quelques conflits d'intérêts apparaissent parfois entre les nouveaux arrivants et les anciens résidents.

La présence des parcs peut mettre à mal la cohésion des communautés locales dans le cas où certains groupes essaient de négocier des avantages avec les parcs : le cas s'est présenté lorsqu'un groupe amérindien a demandé de pouvoir siéger aux comités de coordination.

Contacts

Christiane Gagnon
christiane_gagnon@uqac.ca
Marie-José Fortin
marie-jose_fortin@uqac.quebec.ca

Université du Québec à Chicoutimi, Québec, G7H 2B1, Canada

III. Limites de l'étude

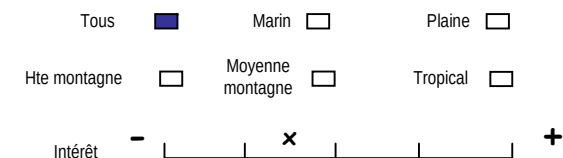
L'intérêt de l'étude réside dans l'examen des impacts potentiels de la création d'un parc national sur la cohésion sociale et les relations politiques au sein des communes environnantes.

L'étude souligne en effet que l'intégration des parcs nationaux sur un territoire régional et local ne va pas forcément de soi. Dans la menée de missions définies au niveau national, les autorités gestionnaires font primer l'intérêt national de conservation de ressources naturelles sur les objectifs régionaux et locaux de développement économique. Le risque de conflits d'intérêts existe.

L'étude souligne également les grandes disparités que peuvent avoir les retombées de la création d'un parc sur les communautés locales selon les caractéristiques socio-économiques pré-existantes de chaque commune et les choix de répartition des ressources nouvellement créées (subventions publiques, infrastructures, emplois). Le lecteur constate néanmoins que certaines idées sont évoquées plusieurs fois mais ne sont pas développées. L'article affirme qu'en dépit d'un financement essentiellement national, la mission de conservation des parcs nationaux dépend de la vitalité socio-économique des communautés avoisinantes. Cependant cette affirmation n'est étayée par aucun argument.

L'article a le mérite de recenser un large éventail de domaines qu'une étude des effets socio-économiques d'un parc est susceptible d'aborder, et de proposer une méthodologie intégrée pour évaluer des contextes différents. Toutefois, la dimension novatrice de la méthode labellisée ISIA n'apparaît pas clairement dans cette étude. La mesure chiffrée des impacts des deux parcs étudiés plus spécifiquement est très partielle et manque de rigueur méthodologique : l'examen des effets sur la création d'emplois ne porte que sur l'un des deux parcs, et les emplois directs et les emplois indirects du Parc Saguenay ne sont pas mesurés selon les mêmes indicateurs. En outre, l'étude mesure les disparités dans les retombées économiques des parcs sur les communes voisines en fonction de l'importance numérique et économique des infrastructures installées dans chaque commune. Or ceci ne rend pas compte des externalités positives qui peuvent toucher certaines communes bénéficiant de l'afflux de touristes logés dans les infrastructures installées dans une commune voisine.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Principale référence mentionnée par l'étude

FORTIN, Marie-José et GAGNON, Christiane. 1997. 'Petit-Saguenay: un paysage imposant qui participe au développement d'une communauté.' Profils Saguenay. Vol. 2, no 2: 10-11.

FORTIN, Marie-José et GAGNON, Christiane. 1997. 'Rivière-Éternité, une communauté en quête de la terre promise: le récréotourisme'. Profils Saguenay. Vol. 3, no 1: 6-7.

REFERENCE N°4

Evaluation d'impacts sur une activité économique régionale

Références du document

Titre : The Contribution of Montague Island Nature Reserve to Regional Economic Development

Auteur : Glen Christiansen, Nicolas Conner. NSW National Parks and Wildlife Service

Date de publication : Mai 1998

Site de

téléchargement :

Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : Anglais

Organisme propriétaire du rapport : Economics and Regulatory Reform Unit, National Parks and Wildlife Service

Nombre de pages : 51

Espace concerné

Appellation : Réserve naturelle de Montague Island

Localisation : Île à 350 km au sud de Sydney, à 9 km de la côte sud des Nouvelles Galles du Sud.

Type d'espace et statut : Réserve naturelle depuis 1953. Accès uniquement aux touristes en visites organisées. L'île est classée en zone de conservation du paysage (Landscape Conservation Area).

Institutions gestionnaires de l'espace : National Parks and Wildlife Service depuis 1990.

Taille de l'espace naturel : 246 ha (1,4 km de long sur 0,5 km de large)

Activités humaines à proximité de l'espace : administrativement, le territoire de l'île relève du gouvernement local d'EUROBODALLA sur la côte : population estimée à 30 500 personnes. Principales activités : construction, sylviculture, pêche, tourisme industries laitières, commerces de détail.

Environnement foncier de l'espace : la Réserve est une île entièrement protégée

Patrimoine naturel

Zone de reproduction de plusieurs oiseaux de mer parmi les plus importantes du sud de l'Australie.

Zone de protection la plus importante d'Australie pour le phoque à fourrure.

Intérêt paysager

Patrimoine culturel

Nombreux sites aborigènes d'un grand intérêt scientifique.

Valeur historique de l'île dans sa partie sud (phare et construction adjacentes).

Type d'espace

Parc national ☐

Parc régional ☐

Marin ☒

Hte montagne ☐

Moyenne montagne ☐

Plaine ☐

Tropical ☐

Réserve naturelle ☒

Autre espace protégé ☐

Type de méthode

Analyse budgétaire ☒

Enquête fréquentation ☒

Analyse Input-output ☒

Evaluation contingente ☐

Valorisation économique de biens non-marchands
Analyse conjointe ☐

Autres méthodes ☐

Autre méthode académique ☐

Evaluation des retombées du Parc

Objet de l'évaluation

- Utilisation d'une analyse "input-output" pour évaluer les impacts économiques régionaux d'une réserve naturelle. Technique utilisée par plusieurs études menées par le NPWS.

Axes d'évaluation

- Elaboration du profil économique de la région en utilisant une matrice "input-output".
- Identifier les secteurs économiques affectés par les activités de la Réserve pour les introduire dans la matrice "input-output".
- Utilisation de la matrice pour déterminer les retombées économiques régionales, directes et indirectes

I. Méthodologie

Outils d'évaluation

Matrice Input-output

Elaboration d'une matrice "input-output".

Une matrice "input-output" décrit les caractéristiques d'une économie régionale, les interrelations entre les secteurs économiques qui la composent et l'importance relative de chaque secteur.

- La matrice indique en ligne les ventes de chaque secteur à l'ensemble des autres secteurs et en colonne les achats de chaque secteur à l'ensemble des autres secteurs ;
- La matrice utilisée pour la Réserve naturelle comprend les 107 secteurs représentant le contexte économique régional de la Réserve. Pour les commodités de l'analyse, ces 107 secteurs ont été agrégés en 21 secteurs.

Profil économique du périmètre régional

- La matrice en 21 secteurs révèle la distribution sectorielle de la Production régionale brute (Gross Regional Output), du Produit régional Brut (Gross Regional Product), du revenu des ménages, de l'emploi, des importations et des exportations.

Multiplicateurs régionaux

- Après renseignement de la matrice, des multiplicateurs doivent être créés pour chaque secteur de l'économie régionale : ces multiplicateurs permettent d'estimer aisément les effets de tout changement dans la demande finale d'un ou de secteurs, sur la base du niveau d'activité dans l'ensemble de l'économie. Des multiplicateurs ont ainsi été créés pour générer la Production régionale brute (Gross Regional Output), du Produit régional Brut (Gross Regional Product), du revenu des ménages, de l'emploi, des importations et des exportations de chacun des secteurs.

Multiplicateurs régionaux

II. Résultats

Impact sur la production régionale brute et l'emploi

Les 121 000 \$ annuellement dépensés dans la gestion de la Réserve génèrent un surcroît de recettes de 17 000 \$ dans les autres secteurs de l'économie et 95 000 \$ supplémentaires imputables aux dépenses des ménages des personnels employés par la Réserve. L'impact global des dépenses de fonctionnement de la réserve est estimé représenter 233 000 \$ dans la production régionale brute. Cela signifie que chaque dollar dépensé par la Réserve génère 0,92 \$ dans d'autres secteurs de l'économie locale. Cela représente aussi au total l'équivalent de 7 emplois dans l'économie locale.

Les dépenses des touristes représentent annuellement 1,4 millions de \$ de la production régionale brute. Cela représente l'équivalent de 19 emplois dans l'économie locale.

Le total des dépenses de fonctionnement de la Réserve et des dépenses des touristes est ainsi estimé représenter 1,65 millions de \$ dans la Production régionale brute et 857 000 \$ dans le Produit régional brut, et générer 26 emplois locaux.

III. Limites de l'étude

Les données de fréquentation touristique utilisées par l'étude peuvent, selon les auteurs eux-mêmes, ne pas concerner uniquement le site de la Réserve. Dans l'étude, les dépenses des touristes représentent l'ensemble des dépenses faites sur le marché local par les touristes qui viennent visiter le site. C'est dire qu'une partie des dépenses ne sont pas imputables à la seule Réserve.

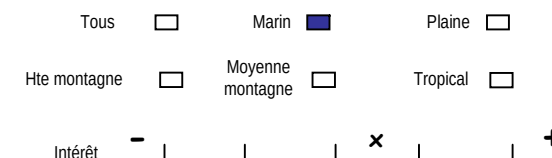
D'autre part, les effets induits des dépenses de fonctionnement de la Réserve lui sont certes attribuables, mais la Réserve peut attirer des visiteurs et des activités ailleurs dans la région qui ne sont pas pris en compte par l'étude.

De la même manière, les espaces protégés (Parcs nationaux ou Réserves) peuvent contribuer au développement de l'activité locale à travers les dépenses de fonctionnement et les effets induits sur le tourisme. Mais ces bénéfices ne sont pas les seuls qui peuvent être induits dans la région par l'existence de l'espace protégé. Des structures locales, publiques ou privées, peuvent se saisir des opportunités qu'offre l'espace protégé pour proposer des biens et services soit aux touristes, soit aux gestionnaires de l'espace eux-mêmes. Or ce développement d'activités reste mal pris en compte par l'étude.

Enfin les auteurs eux-mêmes attirent l'attention sur un point important. Penser que des programmes destinés à accroître la fréquentation touristique sur la Réserve induisent automatiquement un accroissement des bénéfices pour l'économie régionale, présente un risque. Les coûts nécessaires pour réaliser ces bénéfices peuvent conduire à une réduction de la valeur économique d'usage associée à la Réserve. Un flux touristique excessif, par exemple, peut conduire à une réduction du bien-être de la collectivité locale.

Or l'évaluation d'un tel risque n'est pas pris en compte dans la plupart des études.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Quelques précisions sur les termes de l'étude

Production régionale brute Produit régional brut

Si l'analyse Input-output est un outil parfois utilisé par la comptabilité nationale française, il n'en va pas de même des notions de produit ou de production régionale brut. D'où la nécessité de préciser les termes utilisés dans l'étude.

Terme utilisé par l'analyse Input-Output pour désigner le chiffre d'affaires régional (ventes et autres revenus régionaux)

Mesure de l'activité en terme de valeur ajoutée qui exclut la valeur des biens intermédiaires et des importations utilisés dans les processus de production.

Contacts

Economics and Regulatory Reform Unit
Environmental Policy Division
NSW National Parks and Wildlife Service (NPWS)
Australie

www.nationalparks.nsw.gov.au

Principale référence mentionnée par l'étude

BENNETT J., GILLESPIE R., POWELL R., CHALMERS L.
The Economic Value and Regional Economic Impact of National Parks. Australian Journal of Environmental Management Vol.3 n° 4. 1996.

REFERENCE N°5

Evaluation d'impacts en termes de création d'emplois

Références du document

Titre : Parc National des Cévennes. Etude des retombées du Parc National sur l'activité économique et sur l'emploi

Auteur : IRAP. 6 rue Léon Rey-Grange-Meythet. 74013 Annecy Cedex

Date de publication : Mars 2002

Site de téléchargement :

Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : Français

Organisme propriétaire du rapport : Parc National des Cévennes

Nombre de pages : 60

MONOGRAPHIE

Espace concerné

Appellation et pays : Parc National des Cévennes (France)

Localisation : Régions Languedoc-Roussillon et Rhône-Alpes. Lozère (61 communes), Gard (47 communes), Ardèche (9 communes).

Institutions gestionnaires de l'espace : le Parc est un Etablissement public à caractère administratif géré par un Conseil d'administration et un Directeur. Equipe permanente composée de Chefs de secteurs et de Gardes moniteurs. Un Comité scientifique conseille le CA et la direction dans les domaines dont il a l'expertise.

Taille de l'espace naturel : 321 380 ha (cœur de parc + aire d'adhésion)

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : 40 875 habitants dont 591 dans le cœur. Activités agricoles et pastorales, sylviculture tourisme, activités cynégétiques et halieutiques, station de ski en aire d'adhésion, sports de nature (randonnée, alpinisme..).

Existence de patrimoine culturel : oui ☒ non ☐

Environnement foncier de l'espace :

Statut	% cœur
Domanial	31 %
Communal soumis	3 %
Communal non soumis, propriété privée	66 %

Objet de l'évaluation

- Impacts de l'activité directe du Parc sur les activités économiques et sur l'emploi
- Effets économiques générés par l'attrait touristique du Parc
- Flux financiers liés aux investissements publics sur le périmètre d'étude et intervention spécifique du Parc dans ce domaine
- Facteurs de développement ou freins au développement pouvant être liés au Parc

Axes d'évaluation

- Evaluation des retombées et flux financiers directs.
- Evaluation des retombées du Parc sur l'agriculture, la forêt et la chasse
- Evaluation de l'impact du Parc sur l'activité touristique.
- Evaluation des effets de l'existence du Parc sur les principales composantes socioéconomiques du périmètre concerné.

Type d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☒
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☒ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☒ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées du Parc

I. Méthodologie

Outils d'évaluation

Analyse rétrospective des budgets (fonctionnement et d'investissement) du Parc (1990-1998)

Enquête de fréquentation

Données de fréquentation touristique

Analyse des retombées et flux financiers directs.

- ↳ au niveau des emplois directs (personnel permanent et non permanent) ;
- ↳ au niveau des charges de fonctionnement (achats, services extérieurs, autres services, autres charges de gestion courante) ;
- ↳ avec la prise en compte par commune des financements mis en œuvre dans le cadre d'opérations d'accompagnement économique (sections de fonctionnement et d'investissement).

Evaluation de l'impact du Parc sur l'activité touristique

- ↳ Evaluation du nombre de lits touristiques marchands, de résidences secondaires et de son équivalence en lits touristiques (hors meublés), du nombre de nuitées dégagées par l'effet parc.
- ↳ Traduction en retombées économiques à partir d'une hypothèse sur la dépense moyenne journalière par séjournant, la dépense moyenne journalière par visiteur, le taux d'attractivité induit par le Parc, le pourcentage de séjournants parmi les visiteurs et le nombre annuel de visiteurs à la journée

Evaluation des effets de l'existence du Parc sur les principales composantes socioéconomiques du périmètre

- ↳ Evaluation quantitative par collecte de données sociodémographiques
- ↳ Evaluation qualitative par entretiens auprès de personnes ressources (élus, chefs de secteurs du Parc, socioprofessionnels, chambres consulaires...) pour estimer l'existence d'effets de développement (ou de non-développement) liés à la politique mise en œuvre sur le territoire

Autres attributs évoqués, non ou partiellement évalués

- ↳ Moyens et aides hors budget du Parc, liés aux différentes procédures contractuelles initiées ou accompagnées par le Parc.
- ↳ Evaluation des « richesses immatérielles » découlant du savoir-faire du Parc, de son implication dans les processus de décisions économiques, de la mise en œuvre des programmes scientifiques et des missions d'accueil et d'information.

II. Résultats

Impact sur l'emploi

Le fonctionnement interne du Parc engendre 86,5 équivalent-emplois directs concernant un ensemble de 148 personnes.

Les recettes annuelles du Parc avoisinent les euros (35 millions de F). 22% du budget (8 millions de F par an) est injecté dans le circuit économique à travers la mise en œuvre d'opérations d'accompagnement, les achats et les prestations de services

Au total, **ce sont 17 équivalent-emplois extérieurs qui sont directement liés aux actions programmées par le Parc (11 pour le fonctionnement et 6 pour l'investissement).**

Impact sur l'activité touristique

Le nombre de lits touristiques marchands et non marchands représente 113 812. Le nombre de nuitées dégagées par l'effet Parc est de 1 300 000.

Dépense moyenne journalière par séjournant :	35,5 (220 F)
Dépense moyenne journalière par visiteur :	10,0 (65 F)
Taux d'attractivité induit par le Parc :	26 %
Pourcentage de séjournants parmi les visiteurs :	25%
Nombre annuel de visiteurs à la journée :	600 000

Sur ces hypothèses, les retombées économiques seraient :

**43,6 millions d'euros pour les nuitées dégagées (286 millions de F)
105 équivalent-emplois induits par les visiteurs**

Impact sur l'activité économique

Agriculture : les actions du Parc ont limité la déprise agricole. Elles ont favorisé un rapprochement du tourisme et de l'agriculture : progression du taux de double actifs des chefs d'exploitation (de 11% en 1970 à 18% en 1988). Les systèmes pastoraux utilisent 1/4 de la zone centrale du Parc (23 000 ha). La labellisation de produits et le programme Natura 2000 permettent aux agriculteurs de tirer profit du développement de l'activité touristique.

Impact sur l'activité économique

Les actions du Parc sur l'agriculture en masse financière ne sont pas très importantes et le Parc ne peut avoir qu'un effet modérateur sur les tendances générales de l'agriculture en France.

Forêt : dans le programme d'aménagement du Parc, sont prévues des pratiques visant à protéger les écosystèmes et le paysage. Cela implique la compensation des éventuelles contraintes (surcoûts, manque à gagner), qui n'est pas chiffrée. L'influence du Parc en termes économiques implique donc des coûts supplémentaires dans la mise en œuvre des travaux et la pression du gibier conduit à indemniser les propriétaires forestiers. A terme, les exploitants ne souhaiteront plus intervenir dans la forêt sous influence du Parc.

Chasse : en 2000, la masse de gibier abattu dans le Parc est estimée à 200 T. Le Parc rétribue le gibier à l'association des agriculteurs et des forestiers. Cette venaison constitue une source de revenus de l'ordre de 885 000 €. Cette économie peut être considérée comme "souterraine".

En ce qui concerne les activités touristiques, l'évaluation a été réalisée à partir de données trop anciennes sur l'activité du Parc (enquête de fréquentation de 1992). L'impact du Parc sur le tourisme est moins précis que pour les autres Parcs analysés. Le calcul ci-dessus utilisé pour d'autres parcs n'a pas été appliqué. Pour compenser, des hypothèses ont été faites à partir de données de l'INSEE et de l'Observatoire National du Tourisme. Sur l'ensemble de la Région Languedoc-Roussillon. Les chiffres évoqués ne reflètent pas le tourisme directement lié à la fréquentation du Parc des Cévennes et semblent surestimés.

L'évaluation des effets à moyen et long terme des programmes d'intervention auxquels participe le Parc reste plus difficilement quantifiable. Hors tourisme, les retombées sur les différents secteurs économiques (agriculture, travaux d'aménagement...) ne sont pas évaluées : seuls sont mentionnées le montant des investissements mis en œuvre par le Parc et les acteurs (collectivités, associations, personnes privées) qui en bénéficient. L'argumentaire qui peut en être tiré reste très qualitatif.

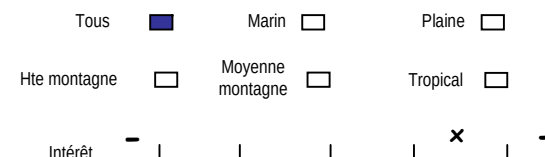
III. Limites de l'étude

Plusieurs données utilisées pour les différents calculs datent de 1998-1999.

L'approche quantitative pour évaluer l'impact du Parc sur l'emploi et les activités touristiques est identique à l'exercice fait sur les Parcs de la Vanoise, des Ecrins et du Mercantour. *A fortiori*, la méthode est transposable à d'autres parcs. Elle permet d'alimenter un argumentaire en faveur du Parc en termes d'emploi.

Cependant, l'unité utilisée pour calculer le nombre d'emplois imputable à l'existence du Parc n'est pas explicitée. Pour les emplois directs, l'étude retient 3,5 emplois générés pour 10 actifs à temps plein. Pour évaluer les retombées sur les activités touristiques, l'étude retient 1 équivalent-emploi pour 51 000 euros (335 000 F) de CA. Dans les deux cas, l'étude ne fait qu'évoquer "le calcul économique".

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

IRAP. 6 rue Léon Rey-Grange-Meythet. 74013 Annecy Cedex
IRAP@orange.fr

Parc national des Cévennes. 6 bis place du Palais, 48400 Florac.
Jp.morvan@espaces-naturels.fr

Principale
référence
mentionnée
par l'étude

Parc national des Cévennes. **Note technique sur l'impact économique du Parc national des Cévennes.** sd.

Références
du document

Titre : **Public preferences and willingness-to-pay for nature conservation in the North York Moors National Park, UK**
Auteur : P.C.L. White et J.C.Lovett

Type de document : Rapport d'étude

Organisme commanditaire du rapport : NYM National Park Authority and the University of York Innovation and Research Priming Fund

Date de publication : 1999

Langue de publication : Anglais

Nombre de pages : 13

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) :

Parc National de North York Moors

Région : North Yorkshire (Nord de l'Angleterre)

Type d'institution gestionnaire de l'espace :

Le parc est géré par un établissement public: le North York Moors National Park Authority.

Surface de l'espace naturel protégé : 1,436 km²
Activités humaines sur et à proximité de l'espace :

Sylviculture, Agriculture de moyenne montagne traditionnelle. Cette dernière est particulièrement protégée par le gouvernement et soutenue par l'Union Européenne. Cependant, les subventions sont en voie de diminution. La présence humaine sur le site du parc naturel de North York Moors est historique et a profondément transformé le site original de par son activité.

Existence de patrimoine culturel : oui non nc

Agriculture de moyenne montagne traditionnelle depuis plus de 3500 ans

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc

Plaine de bruyère caractéristique du Nord de l'Angleterre

Objectifs
de l'étude

- ↳ Estimer les préférences de la population pour les différents attraits touristiques du parc de North York Moors
- ↳ Estimer la valeur économique potentielle associée au parc de North York Moors
- ↳ Evaluer la propension de la population à financer la protection des espaces naturels protégés par le biais de prélèvements directs ou de taxes à l'entrée (octroi)

Type
d'approche(s)

- ↳ Evaluation de la valeur des biens environnementaux locaux selon la méthode des évaluations contingentes
- ↳ Evaluation des aménités environnementales non valorisables financièrement

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☒
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques
Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☒ Analyse Input-output ☐
Méthodes d'analyses de la valeur
Evaluation contingente ☒ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- ↳ Dans un contexte de baisse structurelle des aides publiques à la protection des espaces naturels protégés, les parcs nationaux se doivent d'assurer en partie leur autofinancement grâce à la valorisation des patrimoines naturels et des espaces touristiques dont ils disposent.

Evaluation de la valeur des biens environnementaux locaux par la méthode des évaluations contingentes

- ↳ **Méthode des préférences déclarées**
Cette méthode est basée sur les comportements révélés des consommateurs de biens environnementaux. Elle est utilisée pour l'ensemble des consommations quantifiables.
- ↳ **Méthode des préférences discrètes**
Cette méthode est basée sur les comportements de consommations prétendus des consommateurs de biens environnementaux dans une situation hypothétique donnée.

Evaluation des aménités environnementales non valorisables financièrement

- ↳ L'hypothèse sous-jacente de cette étude est qu'il est possible de traduire un large éventail de critères environnementaux en une seule valeur monétaire identifiable représentant la valeur totale d'une ressource particulière.
- ↳ Afin de s'assurer de la qualité des données de base de l'enquête, les auteurs ont décidé qu'il était judicieux de combiner des enquêtes par questionnaire postal et des entretiens en face-à-face, estimant qu'une enquête téléphonique ne permettrait pas d'obtenir des résultats d'une valeur comparable étant donnée la complexité du domaine de l'étude.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

L'étude met en avant le fait que les touristes et autres consommateurs de biens environnementaux occasionnels sont prêts à participer directement (c'est-à-dire, non par le biais du gouvernement central) au financement des parcs nationaux. D'après les résultats obtenus au moyen du questionnaire postal, les Anglais sont prêts à dépenser 3,10£ par personne et par an pour la protection et la gestion du parc national de North York Moors; soit 4,1 .

Ce chiffre est à comparer à la propension à financer la protection des biens environnementaux protégés (c'est-à-dire les 11 parcs nationaux du Royaume-Uni) par les consommateurs Anglais est de 119£ par personne et par an, soit 160 .

Résultats partiels concernant l'auto-financement des Parcs Nationaux (interview en tête à tête)

- 53,5% privilégient la taxe d'entrée comme moyen de financement tandis que 25% privilégient l'impôt national

Résultats partiels concernant l'auto-financement du Parc de North York (questionnaire postal)

- 46,3% des personnes interrogées sont préparées à l'idée de payer pour financer la gestion et l'entretien du Parc National de North York
- 49% des répondants non-désireux de financer les parcs nationaux arguent du fait que les Autorités devraient favoriser un usage productif des biens environnementaux afin de favoriser l'autofinancement des structures.

Impacts sur emploi

Non abordé

Impacts sur activités touristiques

Non abordé

Impact sur autres activités économiques

Sylviculture: L'augmentation de l'activité sylvestre pourrait être l'un des moyens d'autofinancement partiel du Parc National mais ce nouveau type de management pourrait entraîner des dommages importants sur l'éco-système, bien qu'il s'agisse d'un milieu semi-naturel.

Agriculture: L'activité et la productivité agricole n'aboutiront pas à une structure économique pérenne hors de toute combinaison avec l'éco-tourisme. Le maintien de l'agriculture traditionnelle de moyenne montagne demeure toutefois un vecteur important de sensibilisation à l'environnement et de captation de l'intérêt des consommateurs de biens environnementaux. La réforme prochaine de la politique agricole fait craindre de nouvelles réductions de subventions qui vont encourager les agriculteurs locaux à maintenir une production agricole indispensable tout en prenant en considération les attentes des visiteurs de façon croissante.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Les moyens mis en œuvre dans la réalisation de cette étude ne permettent pas de garantir des résultats d'un niveau de qualité satisfaisant.

Cette méthode semble en effet comporter un nombre important de biais: résultats basés sur déclarations, évaluations chiffrées, agrégations et combinaisons de résultats trop souvent approximatifs. On note dans le Tableau n°1 (p.6) que les échantillons des répondants aux deux questionnaires (interviews et postaux) ne sont pas comparables. Dans la mesure où les questions posées sont relatives à une participation financière hypothétique des répondants, on peut estimer qu'il s'agit là d'un biais majeur qui nuit à la portée de l'étude.

La non-représentativité des effectifs et leurs différences majeures ne permettent en aucun cas une mise en perspective des résultats obtenus alors que cette dernière est cependant osée par les auteurs.

On peut estimer cependant qu'un échantillon plus important (>900) et des données redressées auraient pu fournir des résultats exploitables.

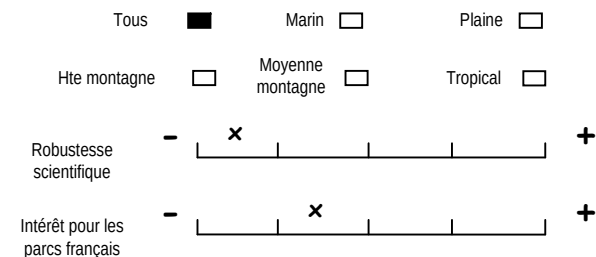
III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

Problèmes et limites de l'évaluation contingente.

La méthode de l'évaluation contingente est une d'enquête d'opinion dans laquelle on sollicite les personnes interviewées pour savoir combien elles seraient disposées à payer pour éviter une dégradation de l'environnement ou au contraire pour assurer une amélioration de l'environnement. Les valeurs exprimées par les interviewés sont ensuite agrégées pour calculer la valeur (monétaire) attribuée par le public à l'amélioration de l'environnement. Dans le cas présent, le défaut majeur est la faiblesse de l'échantillon ainsi que les différents modes de questionnement. Cette méthode a été retenue en raison de son coût bien inférieur et de la possibilité d'obtenir des résultats satisfaisants avec des échantillons réduits.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
North York Moors National Park Authority
Université de York
Auteur de l'étude (ou correspondant)
P.C.L. White and J.C. Lovett

Références utiles signalées par l'étude

- Maxwell, S. (1994). Valuation of rural environmental improvements using contingent valuation methodology: a case study of the Marston Vale Community Forest Project. *Journal of Environmental Management*. **41**, 385-399.
- Pearce, D. and Moran, D. (1994). *The Economic Value of Biodiversity*. London: Earthscan Publications.

Références
du document

Titre : **Impacts of Protected Areas on the Regional Economy of North-East NSW**
Auteur : Gillespie Economics

Date de publication : Aout 2006

Site de téléchargement : www.environment.nsw.gov.au

Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport : Department of Environment and Conservation NSW

Nombre de pages : 44

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Les 7 parcs nationaux du Nord-Est de la Nouvelle-Galles-du-Sud (Yuraygir, Nightcap, Border Rangers, Boonoo Boonoo, Bald Rock, Gibraltar Range, Washpool) ainsi que les autres espaces protégés du Nord-Est de la NSW qui comptent plus de 1500 visiteurs par an (44 au total), soient 51 espaces différenciés.

Région : Sud-Ouest de l'Australie

Type d'institution gestionnaire de l'espace :

Institution publique : Department of Environment and Conservation NSW

Surface de l'espace naturel protégé : 460 000 hectares

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : non précisé

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
(préciser)

Objectifs
de l'étude

↳ Impacts économiques de l'ensemble des espaces protégés de la Nouvelle-Galles-du-Sud : les sept parcs nationaux ainsi que les autres espaces protégés du Nord-Est de la NSW qui comptent plus de 1500 visiteurs par an.

↳ Valeur économique globale des espaces protégés du NSW

Type
d'approche(s)

↳ Evaluer l'impact économique régional de chacun des sept parcs nationaux de Nouvelle-Galles-du-Sud grâce à la méthode Input-Output, extrapolée aux autres espaces protégés

↳ Estimer les dépenses associées à la protection de chacun de ces parcs nationaux

↳ Evaluer la valeur économique globale de l'attractivité des espaces protégés par la méthode des coûts de transport

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☒
Plaine ☒ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☒

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☒ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Evaluer l'impact économique régional de chacun des sept parcs nationaux de Nouvelle-Galles-du-Sud grâce à la méthode Input-Output

- La méthode d'analyse input-output régionale comporte deux points majeurs: la construction d'une table input-output appropriée afin d'identifier la structure économique de la région, ainsi que l'identification de l'impact économique des visiteurs sous une forme compatible avec les équations input-output.
- Chaque espace protégé a été catégorisée par similarité avec l'un des sept parcs nationaux de NSW ; en partant de l'hypothèse que la structure des dépenses réalisées par les visiteurs serait alors identique. Cela aboutit à un chiffrage précis des dépenses effectuées par les visiteurs dans chacun des espaces concernés

Estimer les dépenses associées à la protection de chacun de ces parcs nationaux

- De nouvelles données ont été collectées en 2005 afin d'actualiser parc par parc la précédente étude de Gillespie Economics réalisée en 2004. Les dépenses ont été allouées par secteur, conformément à ce qui avait été fait pour le tableau input-output.
- Dans le but de déterminer l'impact total des dépenses du Department of Environment and Conservation, le tableau input-output a été actualisé en y intégrant les dépenses de chaque secteur et en les attribuant ensuite aux parcs nationaux concernés.

Evaluer la valeur économique globale de l'attractivité des espaces protégés par la méthode des coûts de transport (MCT)

- La méthode des coûts de déplacement (ou de transport) consiste à exprimer la demande d'usage des touristes et résidents ajoutée à leurs pertes d'agrément, c'est à dire calculer l'ensemble des coûts engagés dans leur déplacement vers un site environnemental protégé. En somme, La méthode des coûts de transport consiste à évaluer les différents coûts que les ménages sont prêts à payer pour profiter d'un lieu à usage récréatif.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

- La valeur économique des parcs nationaux a été estimée grâce à la MCT entre 25AUD et 50AUD (entre 17 et 35 Euros) par personne et par visite, ce qui, extrapolé à l'ensemble des espaces protégés de la région, équivaut à une valeur totale de 188 millions de dollars australiens (120 millions d'Euros).
- La contribution à l'économie locale des dépenses associées à la protection et la gestion de la réserve de la part du Department of Environment and Conservation (DEC) of NSW ont été estimées par les auteurs du rapport.
 - Chiffre d'Affaires estimé à 29 millions d'AUD (20 millions d'Euros)
 - Valeur Ajoutée direct et indirect estimée à 17 millions d'AUD (11,5 millions d'Euros)
 - Revenu direct et indirect estimé à 13 millions d'AUD (8,5 millions d'Euros)
 - Emplois directs et indirects estimés à 265 temps pleins ou temps partiels

Activité touristique

- Le nombre de visiteurs des différents espaces protégés du NSW ont été évalués par les auteurs grâce à des extrapolations:
 - Nombre de visiteurs des 7 parcs nationaux : 635 551
 - Nombre de visiteurs dans l'ensemble des espaces protégés de NSW: 5 891 684 (estimation par extrapolation, voir I. Méthodologie)

Impacts sur emploi

- L'impact des dépenses générées par le tourisme a été évalué grâce aux extrapolations effectuée précédemment. L'emploi est estimé en nombre d'emplois, incluant temps plein et temps partiel :

1651 emplois directs et indirects

Impact sur autres activités économiques

↳ Produit Régional Touristique :

Application de l'estimation de dépense: entre 25\$ et 50\$ à l'évaluation du nombre de visiteurs :

• **Le chiffre d'affaires annuel est estimé entre 200 et 250 millions de dollars australiens (de 130 à 165 millions d'Euros)**

↳ Impact régional global compte tenu de l'hypothèse de fréquentation:

• **Valeur ajoutée estimée à 107 Millions de dollars australiens (71 millions d'Euros)**

• **Revenu direct et indirect estimé à 59 Millions de dollars australiens (40 millions d'Euros)**

Enseignements valorisables par les parcs français

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

Aucune

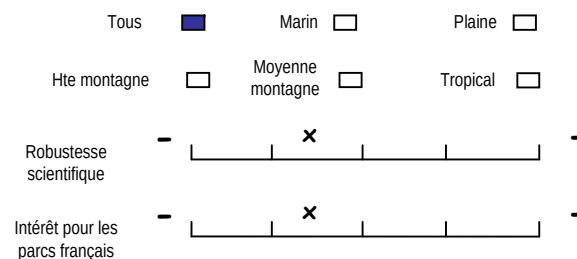
Intérêt et limites selon CREDOC

↳ Chaque réserve a été catégorisée par similarité avec l'un des sept parcs nationaux de NSW; en partant de l'hypothèse que la structure des dépenses réalisées par les visiteurs serait alors identique. Il s'agit d'un raccourci discutable car on peut estimer que la fréquentation et le volume de dépenses réalisées par les visiteurs d'un parc ne sont pas seulement fonction de la qualité des biens environnementaux dont il dispose, mais aussi de la qualité et de l'accessibilité de ses structures d'accueil. De plus, la renommée d'un parc naturel joue un grand rôle dans son attractivité.

↳ Afin d'estimer le nombre de visiteurs dans l'ensemble des espaces protégés du Nord-Est de la Nouvelle-Galles-du-Sud, les auteurs se sont permis de rassembler des estimations du nombre de visites annuelles. Chacun des espaces protégés ne disposant pas d'organe de contrôle ou de structure délivrant un ticket d'entrée, il n'existe aucune donnée permettant d'étayer les chiffres ainsi exprimés. Dans la mesure où ces chiffres parfois non vérifiables et approximatifs ont été utilisés par la suite afin de quantifier les retombées économiques de la fréquentation de chacun des parcs, on peut juger que la robustesse scientifique n'est pas à la hauteur des ambitions exprimées par les auteurs.

↳ Les parcs Français pourraient s'inspirer de cette méthode afin de quantifier financièrement l'ensemble des aménités dégagées par une région disposant de sites touristiques et protégés d'une taille et d'une renommée différente. Toutefois, un comptage précis et rigoureux du nombre de visiteurs ainsi qu'une certaine précision quant à la qualité des structures d'accueil et de confort offertes aux visiteurs renforcerait la scientificité et la qualité de ce type d'étude.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

Department of Environment and Conservation NSW

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Gillespie Economics (Consultants indépendants)

Références

utiles signalées par l'étude

- ↳ Buuljens, J. and Luckie, K. (2002) *The Economic Impact of Selected National Parks in North Eastern NSW*, prepared for the NSW NPWS.
- ↳ Gillespie, R. (2004) *The Economic Impacts of Selected national Parks In North Eastern NSW*, prepared for NSW DEC.
- ↳ West, G. (1993), *Input-Output Analysis for Practitioners, Version 7.1, User's Guide*, Department of Economics, University of Queensland.

Références
du document

Titre : La importancia de los Parques Nacionales en el desarrollo economico de las comunidades de poblacion afectadas por los menores

Auteur : Graciela Martinez Garcia

Type de document : Article universitaire

Organisme commanditaire du rapport : Université d'Oviedo

Date de publication : 1997

Langue de publication : Espagnol

Nombre de pages : 17

Site de téléchargement :

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Ensemble des espaces protégés ou méritant de l'être en Espagne

Région : Espagne

Type d'institution gestionnaire de l'espace : non abordé

Surface de l'espace naturel protégé : non précisé

Activités humaines sur et à proximité de l'espace :

Toute activité non nuisible à l'environnement et préalable à l'instauration du statut de site protégé

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
(préciser)

Objectifs
de l'étude

- ↳ Réaliser l'inventaire des espaces méritant une attention et une protection de la part des autorités
- ↳ Analyser le rôle des Parcs Nationaux et autres espaces protégés dans le développement économique et social de communautés de population situés à proximité des parcs nationaux

Type
d'approche(s)

- ↳ Liste des types de Parcs, Réserves Naturelles, Monuments Naturels et des Paysages Protégés
- ↳ Analyse de la régulation des activités humaines au sein des espaces protégés
- ↳ Inventaire des mesures qui doivent être prises pour que le rapport bénéfice/préjudice du rôle des Parcs Nationaux dans le développement économique soit positif

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques
Compilation de données diverses ☒ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☒
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur
Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

- ↳ Dans un contexte général de réappropriation du bien public environnemental par l'ensemble de la population (la communauté scientifique et les écologistes espagnols étaient jusqu'alors les seuls autorités compétentes et propriétaires d'une expertise légitime), la question des aménités des Parcs Nationaux espagnols dans le domaine du développement économique des populations concernées est grandissante à partir de la fin des années 70. La Constitution de 1978 introduit d'ailleurs un article 45 qui instaure un droit à l'environnement ambitionnant de réguler l'usage des biens environnementaux et de favoriser une gestion rationnelle des ressources naturelles.

Liste des types de Parcs, Réserves Naturelles, Monuments Naturels et des Paysages Protégés

- ↳ Parcs Naturels : aires naturelles peu transformées par l'activité humaine
- ↳ Réserves Naturelles : espace destiné à la protection des espèces
- ↳ Monuments Naturels : éléments rares, beaux et singuliers de la nature
- ↳ Paysages Protégés : lieux réputés pour leur valeur esthétique et culturelle

Analyse de la régulation des activités humaines au sein des espaces protégés

- ↳ Suite à l'inscription du droit à l'environnement dans la Constitution espagnole, c'est la loi d'avril 1989 de Conservation des espaces naturels et de la flore et la faune sylvestre qui établit les zones de protection spéciales. A l'intérieur de chacune de ces zones, une liste des activités humaines autorisées et prohibées est définie par cette même loi ainsi que par les Plans Rectoraux d'Usage et de Gestion.

Inventaire des mesures qui doivent être prises pour que le rapport bénéfice/préjudice du rôle des Parcs Nationaux dans le développement économique soit positif

- ↳ Les populations locales ne doivent pas être écartées de la gestion et de l'utilisation des ressources naturelles dont disposent les sites en question.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

- ↳ Un espace naturel se doit d'être protégé non seulement en fonction de ses qualités esthétiques mais aussi du fait de la nécessité de protéger et de conserver ses ressources naturelles. C'est donc la fragilité de ses dernières qui joueront un rôle primordial dans la mise en place, ou non, d'un système de préservation.

- ↳ La loi d'avril 1989 définit les modalités d'obtention d'un régime particulier de protection pour les sites éligibles à de telles mesures. Cependant, le flou qui régule aussi bien les attributions des statuts des Monuments Naturels ou des Paysages Protégés laisse augurer d'un certain arbitraire dans les décisions d'élection.

- ↳ Les Plans d'Usage et de gestion des sites protégés régissent les activités humaines autorisées au sein des espaces protégés et se distinguent en fonction du type d'espaces.

- ↳ Considérés comme les éléments spécifiques de la protection des biens environnementaux en Espagne, les Parcs Nationaux ne devraient pas être considérés et gérés comme des îlots en relation avec leur environnement extérieur mais devrait plutôt être véritablement intégrés à des "contrées" dans la mesure où elles sont l'un des éléments moteurs du développement économique des espaces environnants. Actuellement, l'obtention du statut de Parc National à un espace précis a pour effet de limiter le pouvoir des élus locaux et les interactions entre la population et l'espace en question.

- ↳ Il est indispensable d'articuler plus profondément les initiatives en direction du développement économique et social des territoires limitrophes des espaces protégés afin que les populations concernées bénéficient d'un niveau et d'une qualité de vie supérieurs à ceux que l'on observe actuellement.

Impacts sur activité touristique

- ↳ Non abordé spécifiquement

Impacts sur emploi

↳ Toute protection d'un espace induit la création d'un certain nombre d'emploi nécessaire à l'exercice scientifique ou la préservation des espaces, satisfaisant ainsi à des exigences de développement économique et social. Pour autant, les populations locales doivent être associées largement à ces programmes de recrutement afin d'intégrer une certaine partie des meilleurs connaisseurs de ces milieux naturels.

Impact sur autres activités économiques

↳ Les aires protégées doivent faire partie intégrante d'un projet de développement global d'un espace, liant ainsi la protection de la flore, de la faune, des ressources naturelles et de la qualité de vie humaine.

↳ L'un des écueils à éviter est de créer des espaces autonomes et exclusivement dédiés à la protection de l'environnement, sans prendre garde à la détérioration des conditions de vies aux alentours, créant ainsi un nouvel écosystème indépendant de l'activité humaine alors que les deux avaient été jusqu'alors particulièrement liés.

↳ Les espaces protégés doivent être utilisés par la population locale afin de servir son développement harmonieux et durable (sans passer par l'épuisement, à terme, des ressources naturelles) afin de bénéficier aux générations futures

Intérêt et limites selon CREDOC

↳ Le sujet est traité avec une exigence de sérieux mais la forme plébiscitée par l'auteur limite la lisibilité et la robustesse scientifique des conclusions apportées.

↳ L'absence de données précises concernant les aménités consécutives à l'obtention d'un statut particulier de protection et de conservation des biens environnementaux limite la portée de cette étude.

↳ L'analyse précise des conditions d'attribution des différents statuts des sites éligibles à une protection de la part des régions autonomes et du pouvoir central espagnol permet d'élargir le spectre de cette étude au territoire Français ou Européen afin de fournir les moyens de définir clairement les différents types de sites à protéger et d'attribuer des moyens à ceux-ci en fonction du statut retenu.

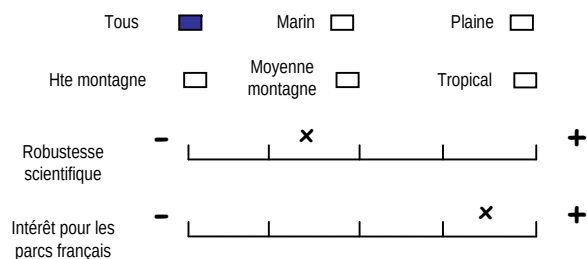
Enseignements valorisables par les parcs français

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

Non abordé

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
Université d'Oviedo

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Graciela Martinez Garcia

Références utiles signalées par l'étude

- ↳ Gonzalez Hernandez, J.M.: "Parques Nacionales y perspectivas de desarrollo economico" en *Los Parques Nacionales. Aspectos juridicos y administrativos*. Publicaciones del Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentacion, Madrid (1998).
- ↳ Vizcaino Calderon, M.: "Actividades autorizadas en los Parques Nacionales", *Presupuesto y Gasto Publico*, num. 9 (1981).

Références
du document

Titre : Valuing riverside wetlands: the case of the "Donau-Auen" national park

Auteur : Michael Kosz

Date de publication : Juillet 1995

Site de téléchargement :
Type de document : Rapport d'études

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport : Institute of Public Finance and Infrastructure Policy, University of Technology, Vienna

Nombre de pages : 18

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Donau-Auen, Autriche

Région : Niederösterreich (Basse-Autriche), entre Vienne et Bratislava (Slovaquie)

Type d'institution gestionnaire de l'espace :
Surface de l'espace naturel protégé : 9.300 hectares, dont environ 65% de forêt alluviale, 15% de prairie et 20% d'eau (Danube).

Activités humaines sur et à proximité de l'espace :

La création du parc national en 1996 a mis fin à toute activité économique afin de préserver l'intégrité écologique de l'espace protégé.

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc

La Danube : 36 kilomètres du fleuve du Danube forment la partie intégrale du Parc National

Objectifs
de l'étude

- ↳ Définir les moyens d'évaluation de la qualité écologique des marais protégés
- ↳ Définir la valeur des biens écologiques situés sur l'ensemble du parc national
- ↳ Estimer le bien-fondé des politiques en faveur du développement économique de l'espace protégé

Type
d'approche(s)

- ↳ Analyse Coûts-Bénéfices afin d'estimer les impacts économiques des projets d'installation d'usines hydro-électriques
- ↳ Analyse contingente : quelle est la propension des Autrichiens à financer la protection du parc naturel de Donau-Auen?

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Fluvial + marais ☒

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques
Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☒
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐
Méthodes d'analyses de la valeur
Evaluation contingente ☒ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Depuis 1980, des propositions ont été avancées par les autorités locales (la ville de Vienne et le gouvernement régional de Basse-Autriche notamment) dans le sens de l'installation de systèmes de récupération d'énergie hydraulique en général, et d'usines hydro-électriques en particulier. Dès lors, un conflit ouvert opposa les autorités, les compagnies d'énergie et les écologistes. Ce conflit culmina en 1984 lorsque commença l'abatage d'arbres situés sur l'emplacement actuel du parc national (déclaré tel en 1996)

Analyse Coûts-Bénéfices afin d'estimer les impacts économiques des projets d'installation d'usines hydro-électriques

- Il s'agit de juger de l'efficacité économique de la mise en œuvre d'un programme en comparant les bénéfices et les coûts sociaux attendus de ces actions. Cette comparaison constitue par la suite un indicateur de modification de l'utilité sociale apportée par cette décision publique. L'hypothèse centrale du raisonnement est qu'un état économique est plus efficace qu'un autre s'il assure un niveau de bien-être supérieur à un individu au moins, sans que les autres individus voient leur bien-être diminuer.

Analyse contingente : quelle est la propension des Autrichiens à financer la protection du parc naturel de Donau-Auen?

- L'évaluation contingente est une méthode d'analyse qui permet de mesurer la valeur d'un bien non-marchand. Elle est particulièrement utilisée dans le cas des biens publics environnementaux.
- La méthode de l'analyse contingente revient à créer un marché fictif en demandant à des consommateurs potentiels de fixer le prix auquel ils seraient prêts à acquérir le bien en question.
- Dans ce cas précis, l'analyse contingente revient à interroger 962 Autrichiens de 14 ans et plus, représentatifs en termes de CSP, en leur demandant de fixer le montant des dépenses qu'ils seraient prêts à effectuer afin d'assurer la pérennité de la protection du parc national de Donau-Auen.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Analyse Coûts-Bénéfices (ACB)

Afin de mesurer les valeurs des différents projets, quatre scénarios distincts ont été définis par les auteurs:

- Projet n°1** : Etablissement d'un parc national le long du Danube, dans toutes les zones disponibles. Ce parc sera exempt de toute activité économique non-touristique
- Projet n°2** : Etablissement d'un Parc National dans toutes les zones disponibles (y compris les propriétés privées) avec installation d'une centrale hydro-électrique
- Projet n°3** : Construction d'une centrale électrique de faible puissance. 9700 hectares de marais seraient épargnés de toute conséquence nocive sur leur écosystème.
- Projet n°4** : Construction d'une centrale électrique de forte puissance. Seuls 2700 hectares de marais seraient épargnés de toute conséquence nocive sur leur écosystème.

Les résultats de l'analyse coûts-bénéfices font apparaître que **les Projets n°1 et 4 ont des taux d'intérêt internes comparables.**

Si l'on ne prend pas en considération la valeur des biens écologiques, la présente étude démontre qu'il serait particulièrement bénéfique pour l'économie Autrichienne d'opter pour le projet n°4.

Cependant, dès lors qu'on introduit les propensions des Autrichiens à financer la protection des espaces concernés, on s'aperçoit que le projet n°1 est parfaitement en mesure de rivaliser avec le projet n°4 en termes de rentabilité.

Impacts sur l'emploi et l'activité touristique

Non abordé

Valorisation des biens environnementaux

L'introduction de la valeur écologique de l'espace destiné à être protégé par l'établissement d'un Parc National fait pencher la balance dans le sens du projet n°1 dans la mesure où les résultats de l'évaluation contingente lui sont très largement favorables.

Pour les auteurs, cela démontre que les méthodes d'évaluation économique peuvent contribuer substantiellement à la transparence des prises de décisions en matière d'écologie et d'environnement.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Trois limites inhérentes à la méthode d'évaluation contingente peuvent être identifiées.

En premier lieu, l'hypothèse selon laquelle les enquêtés se comportent comme des consommateurs face à des biens publics est douteuse. Pour certains, la gestion d'un bien public ne doit pas revenir aux consommateurs dans la mesure où sa gestion est à la charge de l'Etat.

La deuxième difficulté tient à la crédibilité que l'on peut accorder à des intentions, a fortiori lorsqu'il s'agit de dépenses monétaires.

Enfin, la complexité des sujets abordés peut amener les enquêtés à répondre avant d'avoir cernés l'ensemble des enjeux en question. Le cas du Parc National de Donau-Auen est intéressant dans la mesure où chacun des projets entraîne une certaine plus-value écologique. L'une directe, grâce à la protection de l'ensemble de l'espace concerné et l'interdiction de toute activité économique le long du Danube ; l'autre à moyen terme avec la réduction de la dépendance Autrichienne aux énergies fossiles en cas de construction de centrales hydro-électriques.

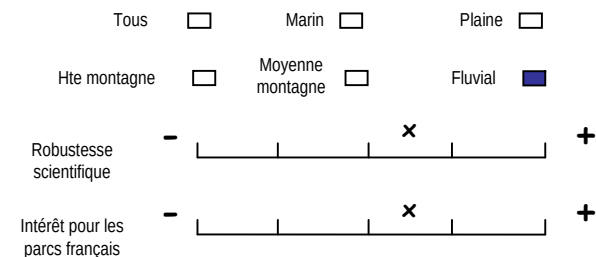
III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

Des difficultés empiriques évidentes émanent directement de la méthodologie employée dans ce cas précis. Ainsi, il est demandé aux enquêtés d'effectuer un arbitrage devant deux projets dont les valeurs écologiques sont certaines mais difficilement comparables. D'un côté, la construction d'usines hydro-électrique permettrait la production d'une énergie propre et renouvelable et diminuerait ainsi la dépendance de l'Autriche aux énergies fossiles. Or, l'éventualité de la création d'un espace protégé de toute activité de développement économique est elle aussi favorablement reçue chez les touristes potentiels en général et chez les écologistes en particulier.

D'un point de vue purement méthodologique, le fait de croiser une analyse coûts-bénéfices et une évaluation contingente au sein de la même étude est un instrument tout à fait nouveau, en tout cas en Autriche. Cela a par ailleurs mené à de nombreux débats théoriques et empiriques fondamentaux qui n'ont pas permis pour l'instant de tirer d'éventuelles conclusions. Quoi qu'il en soit, les auteurs sont conscients des éventuelles limites que ce mélange des méthodes a pu apporter, mais la nécessité d'évaluer la valeur des biens écologiques ainsi que celle de mesurer la propension des consommateurs éventuels à financer le bien social n'auraient pu être contournées.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

Institute of Public Finance and Infrastructure Policy, University of Technology, Vienna. Austria

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Michael Kosz

Références utiles signalées par l'étude

- u Schönback, W., Kosz, M., Madreiter, T., Gfall, D. and Brezina, B., 1994. Kosten-Nutzen-Analyse ausgewählter Varianten eines Nationalparks Donau-Auen. Research Report, Institute of Public Finance and Infrastructure Policy, University of Technology, Vienna. Austria

Références
du document

Titre : A Data Envelopment Analysis Approach to the Assessment of Natural Parks' Economic Efficiency and Sustainability. The Case of Italian National Parks

Auteur : Bosetti, V et Locatelli, G

<http://www.feem.it/feem/pub/publications/wpapers/default.htm>

Date de publication : Mai 2005

Site de téléchargement :

Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport : Fondazione Enrico Mattei

Nombre de pages : 29

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : 17 des 21 Parcs Naturels Italiens. Abruzzo, Lazio and Molise, Arcipelago la Maddalena, Arcipelago Toscano, Asinara, Aspromonte, Cilento and Vallo di Diano, Circeo, Monti Sibillini, Gargano, Dolomiti Dellunesi, Foreste Casentinesi, Gran Paradiso, Gran Sasso and Monti della Laga, Majella, Val Grande, Vesuvio.

Région : Italie

Type d'institution gestionnaire de l'espace : non précisé

Surface de l'espace naturel protégé : non précisée

Activités humaines sur et à proximité de l'espace :

non précisées

Existence de patrimoine culturel :
(préciser au besoin)

oui non nc

Patrimoine naturel le plus notable :
(préciser)

oui non nc

Objectifs
de l'étude

- ↳ Réalisation d'une analyse par étalonnage (benchmarking) des différentes politiques de gestion des espaces protégés
- ↳ Sélectionner les politiques de gestion les plus efficaces

Type
d'approche(s)

- ↳ Appliquer la méthode DEA (Data Envelopment Analysis) aux parcs nationaux italiens
- ↳ Définir les meilleures pratiques managériales grâce à la méthode DEA

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

La protection des écosystèmes est un enjeu croissant dans les sociétés modernes qui connaissent des taux de densité de population important (en Europe particulièrement). Alors que les coûts de conservation du patrimoine environnemental sont jugés importants par les pouvoirs publics, il convient d'encourager l'étalonnage (benchmarking) afin de définir les pratiques managériales les plus efficaces en termes de protection des espaces.

Appliquer la méthode DEA (Data Envelopment Analysis) aux parcs nationaux italiens

- La méthode DEA a été développée spécifiquement dans le but d'aider à la décision en comparant l'efficacité des modèles managériaux déjà utilisés. Cette approche s'appuie sur le principe de comparaison pour calculer un indicateur de la productivité globale, elle favorise ainsi la pratique du benchmarking. C'est par comparaison aux meilleures pratiques que l'indicateur de performance est calculé.

Définir les meilleures pratiques managériales grâce à la méthode DEA

- Le principal avantage de la méthode de l'enveloppement des données (DEA) est qu'elle permet de juger de l'efficacité de la gestion des parcs naturels non seulement au niveau interne (en comparant les résultats du parc au fur et à mesure de son développement) mais aussi en mettant cette gestion en perspective avec celle des autres parcs nationaux.
- Le choix d'indicateurs de coûts et de bénéfices pertinents est cruciale dans la mesure où il influera sur les résultats de l'analyse par étalonnage (benchmarking). Dans ce but, un questionnaire à l'attention des dirigeants et des actionnaires des Parcs Nationaux Italiens a été défini afin de déterminer les indicateurs retenus.
- Enfin, les résultats de l'étude ont permis de sélectionner les politiques de gestion des espaces protégés les plus pertinentes.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Résultats du questionnaire : les pourcentages expriment le niveau de pertinence jugé par les enquêtés.

Indicateurs retenus par les actionnaires et les dirigeants des parcs nationaux (par niveau de pertinence décroissant) :

OUTPUT

- Nombre de visiteurs (100%)
- Nombre d'ouvrages historiques (100%)
- Nombre d'espèces protégées
- Nombre de visiteurs scolaires ou étudiants (88%)
- Nombre d'aires équipées (56%)
- Nombre d'employés (56%)
- Etendue de l'espace (56%)
- Nombre d'actes non-écologiques (55%)

INPUT

- Coûts de gestion (100%)
- Coûts variables (89%)
- Etendue de l'espace (56%)

Impacts sur l'emploi

Si l'emploi direct au sein des parcs nationaux a été retenu comme étant une variable pertinente afin de juger de l'efficacité d'une politique mise en œuvre au sein d'un parc, il n'a pas été explicité plus amplement.

Impacts sur l'activité touristique

Non abordé

Impact sur autres activités économiques

Résultats de l'analyse de développement des données (DEA)

L'analyse DEA est particulièrement sensible aux choix préalables des indicateurs retenus. Aussi trois modèles de conservation et de protection des espaces ont été retenus afin de réduire le niveau de subjectivité.

Modèle n°1 : Développement socio-économique des espaces
Modèle n°2 : Conservation pure des espaces protégés
Modèle n°3 : Stratégie intermédiaire

Le critère de performance retenu a été celui de la maximisation des Outputs.

Les résultats obtenus (Figure 2, p.18) permettent de juger que l'harmonisation (modèle 3) entre des politiques de préservation et de conservation strictes (modèle 2) et des politiques de développement socio-économique (modèle 1) des espaces ont donné des résultats majoritairement satisfaisants.

De plus, les parcs obtenant les niveaux de résultats les plus faibles peuvent s'inspirer des politiques menées par les parcs nationaux les plus performants.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Le principe de consultation des acteurs du secteur de la protection et de la conservation des espaces protégés est à retenir dans la mesure où les résultats obtenus sont d'une qualité supérieure à ceux obtenus lorsqu'on interroge des personnes non informées des enjeux.

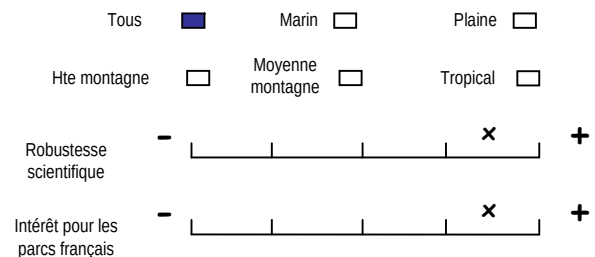
La méthode d'étalonnage par modèle multiple semble particulièrement adaptée aux parcs nationaux car les qualités des espaces protégés divergent parfois. Cela permet donc de comparer des politiques instituées dans des parcs aux natures particulièrement différentes.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

La circonscription de l'étude aux parcs Italiens limite la portée des résultats. Aussi, l'auteur propose d'élargir l'analyse DEA à divers parcs Européens au sein d'une prochaine étude.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
Fondazione Enrico Mattei

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Bosetti, V. et Locatelli, G.L

Références utiles signalées par l'étude

- U Bosetti, V., Casinelli, M., Lanza, A. 2003. Using data envelopment analysis to evaluate environmentally conscious tourism management. Paper prepared for the conference Tourism and Sustainable Development, Chia Sardegna September 19-20, 2003.

Références
du document

Titre : Estimating the use and preservation values of national parks' tourism resources using a contingent valuation method

Auteur : Choong-Ki Lee, Sang-Yoel Han
www.elsevier.com/locate/tournam

Date de publication : janvier 2002

Site de téléchargement :
Type de document : Rapport d'études

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport : Elsevier

Nombre de pages : 9

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) :

La Corée compte actuellement 20 parcs naturels nationaux. Le premier créé le fut en 1967.

Région :

Disposés sur l'ensemble du territoire ainsi que dans les eaux territoriales.

Type d'institution gestionnaire de l'espace :

La Korean National Parks Authority (KNPA) est une institution publique créée en 1987 et actuellement sous l'autorité du Ministère de l'Environnement.

Surface de l'espace naturel protégé :

644 000 km² de parcs naturels dont 380 000 terrestres et 264 marins.

Activités humaines sur et à proximité de l'espace :

Non précisé

Existence de patrimoine culturel :
(préciser au besoin)

oui non nc
Patrimoine naturel le plus notable :
(préciser)

oui non nc

Objectifs
de l'étude

- ↳ Savoir si les ressources naturelles dont disposent un espace sont suffisamment valorisables pour que l'on envisage d'augmenter la taxe d'entrée au cas où l'aide apportée par le gouvernement ne permettrait pas d'assurer la bonne gestion du parc ainsi que la protection des espèces et du paysage.
- ↳ Etre en mesure de juger si le bien-être apporté aux citoyens coréens par les parcs nationaux justifie le financement gouvernemental

Type
d'approche(s)

- ↳ Estimer la valeur d'usage et de protection des biens environnementaux de cinq parcs nationaux Sud-Coréens grâce à une évaluation contingente.
- ↳ Définition du prix d'entrée optimal pour chacun des parcs.

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☒
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques
Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☒ Analyse Input-output ☐
Méthodes d'analyses de la valeur
Evaluation contingente ☒ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Le concept de parc national est assez jeune en Corée du Sud (le premier parc a été inauguré en 1967) mais son succès est désormais avéré avec plus de 30 millions de visites chaque année. Aussi, le coût de la gestion des 20 parcs nationaux équivalait à 59 millions de dollars en 1999. 67,4 % de ce montant provenait des aides gouvernementales tandis que les 32,6% restant étaient autofinancés par chacun des parcs (taxe d'entrée, de séjour).

Du fait de la crise économique sévissant actuellement en Asie du Sud-Est, le gouvernement chercherait à réduire ses budgets alloués. Reste alors à la KNPA à effectuer un arbitrage entre réduction des coûts et augmentation de l'autofinancement.

Estimer la valeur d'usage et de protection des biens environnementaux de cinq parcs nationaux Sud-Coréens grâce à une évaluation contingente.

- ↳ Cinq parcs ont été sélectionnés pour la complémentarité de leurs ressources naturelles
- ↳ Un questionnaire dichotomique a été réalisé afin que les enquêtés n'aient qu'à approuver ou réprouver des prix d'acquisition hypothétiques qui leur sont successivement proposés.
- ↳ L'évaluation contingente est une méthode d'analyse qui permet de mesurer la valeur d'un bien non-marchand. Elle est particulièrement utilisée dans le cas des biens publics environnementaux. La méthode de l'analyse contingente revient à créer un marché fictif en demandant à des consommateurs potentiels de fixer le prix auquel ils seraient prêts à acquérir le bien en question.

Définition du prix d'entrée optimal pour chacun des parcs

- ↳ Il résulte alors de l'étude un prix optimal qui permet le meilleur arbitrage possible entre la nécessaire protection des ressources naturelles et l'attractivité de l'espace protégé.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Afin d'améliorer la gestion de ces parcs, la Korean National Parks Authority (KNPA) bénéficierait d'une étude concernant la valorisation des ressources naturelles dont elle dispose. Cela lui permettrait de justifier une augmentation substantielle du prix d'entrée de chacun des parcs.

Ainsi, la présente étude statue que le prix d'entrée de 0,5 Euros est largement inférieur à sa valeur d'usage. De plus, le prix de maintenance de 3 Euros par visiteurs est loin d'être couvert par les taxes d'entrée.

Afin d'assurer la pérennité des parcs nationaux coréens ainsi que la qualité de la conservation des espèces protégées, il convient que la KNPA décide d'une augmentation unilatérale des prix d'entrée dans l'ensemble des parcs coréens.

Impacts sur l'emploi

Non abordé

Impacts sur l'activité touristique

L'attractivité des parcs naturels coréens auprès de la population est particulièrement élevée. En 1999, les parcs nationaux coréens avaient enregistré 32 millions de visites. Ce qui représente 70% de la population totale de Corée du Sud. Cet engouement coréen pour les parcs naturels s'explique par la fonction sociale des parcs en plus de l'intérêt profond du peuple coréen pour le bien-être et la santé.

Cependant, il faut noter que l'attractivité des parcs coréens est sans doute renforcée par leur accessibilité ; cela s'expliquant notamment par la forte densité de population. (480 habitants/km² contre 93 pour la France ou 31 pour les Etats-Unis).

Impact sur autres activités économiques

Valeurs d'usage des différents Parcs Nationaux Sud-Coréens:

- Soraksan : 17 208 won (10 Euros) par visiteur
- Hallyo-Haesang : 15 701 won (8,5 Euros) par visiteur
- Mont Kayasan : 14 028 won (7,8 Euros) par visiteur
- Mont Pukhansan : 11 439 won (6 Euros) par visiteur
- Taeae-Haeae : 5758 won (3 Euros) par visiteur

Valeur de conservation des différents Parcs Nationaux Sud-Coréens

- Soraksan : 14 682 won (8,1 Euros) par visiteur
- Hallyo-Haesang : 12 756 won (6,5 Euros) par visiteur
- Mont Kayasan : 15 153 won (8,2 Euros) par visiteur
- Mont Pukhansan : 11 439 won (6 Euros) par visiteur
- Taeae-Haeae : 13 000 won (7 Euros) par visiteur

Ces résultats suffisent à justifier une augmentation importante des taxes d'entrée des parcs sud coréens, permettant ainsi de diminuer la dépendance de la KNPA aux subsides de l'Etat. Cependant, le gouvernement devrait maintenir son soutien apporté aux parcs naturels afin de maintenir la qualité de la gestion et de la protection des ressources naturelles.

Intérêt et limites selon CREDOC

Trois limites inhérentes à la méthode d'évaluation contingente peuvent être identifiées.

En premier lieu, l'hypothèse selon laquelle les enquêtés se comportent comme des consommateurs face à des biens publics est douteuse. Pour certains, la gestion d'un bien public ne doit pas revenir aux consommateurs dans la mesure où sa gestion est à la charge de l'Etat.

La deuxième difficulté tient à la crédibilité que l'on peut accorder à des intentions, a fortiori lorsqu'il s'agit de dépenses monétaires.

Aussi, la formulation des questions posées entraîneront des biais inévitables.

Il est intéressant de noter que des démarches comparables à celle entreprises dans cette étude peuvent amener les autorités gestionnaires des espaces réservés à justifier l'augmentation des coûts d'entrée des parcs naturels

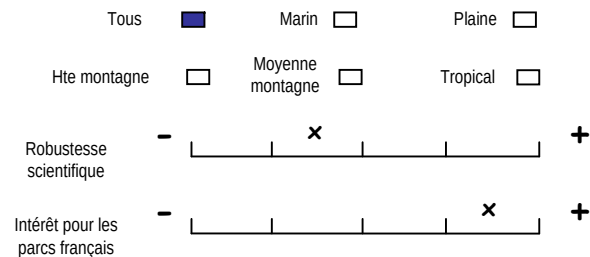
Enseignements valorisables par les parcs français

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

Non abordé

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

Parcs Naturels de Corée du Sud

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Choong-Ki Lee (cklee1958@daum.net), Sang-Yoel Han (sangyhan@taegu.net)

Références utiles signalées par l'étude

- ↳ Lockwood, M. Tracy, K. (1995). Nonmarket economic valuation of an urban recreation park. *Journal of Leisure Research*, 27 (2), 155-168.
- ↳ Korea National Parks Authority (1999). *1999 report of Korea National Parks*. Seoul : Government printers.

Références
du document

Titre : The French Parcs Naturels Régionaux : Socio-Economic Impact and Rural Development Actions

Auteur : Henry Buller

Date de publication : November 2000

Site de téléchargement :
Type de document : Document de travail (Working Paper)

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport : Centre for Rural Economy. University of Newcastle

Nombre de pages : 45

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) :
Parcs Naturels Régionaux (France)

Région : France

Type d'institution gestionnaire de l'espace :
Parcs Naturels Régionaux de France (PNR)

Surface de l'espace naturel protégé :
plus de 7 millions d'hectares

Activités humaines sur et à proximité de l'espace :
Tout type d'activité économique, au contraire des Parcs Nationaux

Existence de patrimoine culturel : oui non nc

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc

La surface totale des PNR est constituée à 37% de forêts (26% en France métropolitaine), à 40% de surfaces agricoles (la moitié de cette surface étant constituée de pâturages) et à 1,9% de zones construites.

Objectifs
de l'étude

- ↳ Définir le rôle des Parcs Naturels Régionaux
- ↳ Examiner la fonction latente des PNR Français : l'accompagnement du développement rural

Type
d'approche(s)

- ↳ Définition des Parcs Naturels Régionaux et comparaison avec les Parcs Nationaux de France
- ↳ Etat des lieux des fonctions objectives remplies par les parcs
- ↳ Analyse des fonctions latentes des PNR en tant que vecteurs du développement rural

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☒

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☒
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Les PNR ont été créés en France par un décret en date du 1er mars 1967. Le territoire d'un PNR est classé par décret du premier ministre pour une période de 12 ans renouvelables. Les règles de gestion d'un PNR figurent dans sa charte.

Les PNR intègrent l'activité humaine au sein de son environnement, au contraire des Parcs Nationaux (9 en France actuellement) qui sont des portions de territoire ayant pour fonction de protéger de l'action de l'homme des espèces ou des paysages. On dénombre aujourd'hui 45 parcs naturels régionaux (43 en métropole, 1 en Guyane et 1 en Martinique). Cela représentent 12% du territoire français, 3690 communes, plus de 7 millions d'hectares et plus de 3 millions d'habitants. La densité de population des PNR est donc de 41 habitants/km² contre 93 pour l'ensemble du pays (DOM-TOM compris).

Définition des Parcs Naturels Régionaux et comparaison avec les Parcs Nationaux de France

- ↳ Parcs Nationaux de France : principalement, des territoires de sauvegarde de la faune, de la flore et du milieu naturel, très protégés.
- ↳ Parcs Naturels Régionaux : établissement public de coopération créé entre des collectivités territoriales et labellisé par l'État, recouvrant le territoire d'une zone rurale remarquable, afin de protéger son paysage et son patrimoine et d'y mettre en œuvre un développement économique durable.

Etat des lieux des fonctions objectives remplies par les parcs

Analyse des fonctions latentes des PNR en tant que vecteurs du développement rural

- ↳ Trois types d'enjeux socio-économiques associés aux PNR sont identifiables
 - Les rapports entre les PNR et les résidents des parcs
 - Le développement économique et social durable du territoire délimité
 - Les conséquences socio-économiques de la création d'un PNR sur les territoires limitrophes

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Les PNR ont été créés en France par un décret en date du 1er mars 1967. Le territoire d'un PNR est classé par décret du premier ministre pour une période de 12 ans renouvelable. Les règles de gestion d'un PNR figurent dans sa charte.

Aujourd'hui, si les PNR connaissent une influence et une notoriété croissante, c'est sans aucun doute parce qu'ils ont fait leurs preuves en tant qu'interlocuteurs pertinents en termes de représentation rurale et de développement local. La fonction de valorisation des ressources naturelles peut désormais apparaître comme résultante, voire secondaire.

Les relations entre les milieux agricoles et les écologistes ont toujours été conflictuels en France. Aussi, les PNR ont été considérés *a priori* comme des adversaires par les exploitants.

Cependant, le développement de l'agro-tourisme et l'intérêt croissant de la valorisation des ressources naturelles comme source d'attractivité des territoires a renforcé les interactions et les synergies entre les populations agricoles et les gestionnaires des espaces protégés français.

Valorisation agricole

Impacts sur emploi

Une étude de 1996 menée par CDC Consultants a montré que l'implantation d'un PNR produisait des effets positifs sensibles sur le marché de l'emploi de la zone géographique environnante. En moyenne, on estime qu'un PNR entraîne une création d'emplois (directs ou indirects) équivalente à 2% de la population locale.

Au niveau global, on estime que les PNR ont entraîné la création d'un nombre d'emplois situé entre 17 600 et 31 400 (scénario pessimiste et optimiste).

Impacts sur activité touristique

Les activités de promotion touristique des PNR génèrent un chiffre d'affaires direct (dépenses des visiteurs) conséquent au vu de la population de ces derniers :

- 950 000 Euros pour le PNR de la Brenne
- 9 millions d'Euros pour le PNR du Lubéron

Impact sur autres
activités
économiques

L'action des Parcs Naturels Régionaux joue un rôle essentiel dans la stabilisation et la stimulation du marché de l'emploi au niveau local ; particulièrement au sein d'espaces dépourvus de tout dynamisme économique.

Les PNR sont des acteurs déterminants du développement rural en France.

En 1980, les Parcs Naturels Régionaux étaient considérés comme immobilisant économiquement par les acteurs locaux. Ces derniers jugeant négativement le rôle de conservation des ressources naturelles, certaines prérogatives étant ressenties comme sclérosantes. Aujourd'hui, de nombreuses communautés réclament le statut de PNR pour leur territoire afin de doper leur économie et bénéficier de l'image positive du Parc afin de renforcer l'attractivité de leur bassin économique.

Dévoqués vingt ans auparavant, les PNR ont largement gagné en notoriété dans la mesure où ils ont fait leurs preuves en termes de coordination du développement rural et d'accompagnement de la transition des économies agricoles vers une économie de l'agrotourisme. Les recettes engendrées par le tourisme et les dynamiques socio-économiques qu'elles entraînent sont désormais considérées comme des mannes providentielles dans des espaces qui ont connu un exode rural massif de 1950 à 1990.

Intérêt et limites
selon CREDOC

Enseignements
valorisables par les
parcs français

Véritable bilan de l'action des PNR tant au niveau environnemental qu'au niveau économique et social, ce rapport permet d'analyser le rôle qu'on joué les Parcs Naturels Régionaux dans les diverses aspects du développement rural en France.

Les Parcs Naturels Régionaux de France ont tout intérêt à s'intéresser à ce point de vue anglo-saxon de cette institution Française dans la mesure où la portée du rapport est assez large. Bien plus ambitieux qu'une simple comparaison entre les Parcs Nationaux Français (dont l'objectif principal reste la conservation de la biodiversité) et les PNR, ce travail met en lumière le rôle de gouvernance du milieu rural que tiennent les Parcs Régionaux français.

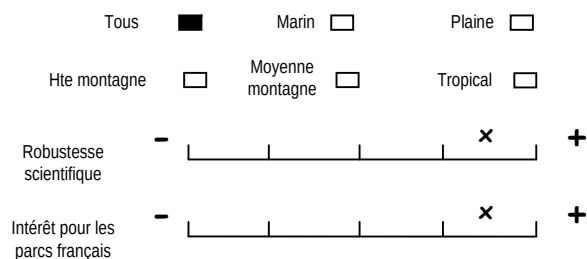
Le PNR semble être la structure idéale pour adapter au niveau local les nécessaires exigences politiques du développement rural durable, tant au niveau environnemental qu'économique ou encore social.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées
par les auteurs

Non abordé

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
Centre for Rural Economy. University of Newcastle

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Henry Buller

Références
utiles signalées
par l'étude

- ↳ CDC Consultants pour la Fédération des PNR. (1996). *Les PNR et l'emploi*. Paris : la Fédération.
- ↳ Dower, M. Buller, H. and Ansler-Handler, M. (1998). *The socio-economic benefits of National Parks*. Final Report of the Scottish Natural Heritage.
- ↳

Références
du document

Titre : Can marine protected areas enhance both economic and biological situations?

Auteur : Ami, D., Cartigny, P., Rapaport, A.

Date de publication : Octobre 2004

Site de téléchargement : www.sciencedirect.com

Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport : C.R. Biologies, Elsevier

Nombre de pages : 10

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Espaces marins

Région :
Type d'institution gestionnaire de l'espace :
Surface de l'espace naturel protégé :
Activités humaines sur et à proximité de l'espace :
Existence de patrimoine culturel : oui non nc
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
(préciser)

Objectifs
de l'étude

- Etudier l'impact de la création d'une zone maritime sur le plan biologique
- Analyser le bilan économique des Parcs marins
- Déterminer la coexistence possible d'impacts économiques et biologiques positifs au sein du même espace protégé.

Type
d'approche(s)

- Définition d'un indicateur d'efficacité économique
- Définition d'un indicateur biologique pertinent
- Analyse de la coexistence des deux phénomènes par le biais d'une simulation mathématique : le modèle de Clark

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☒ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☒ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

L'intérêt pour les zones maritimes protégées est grandissant. Cela s'explique par les retombées positives attendues de la création de ces espaces protégés. Ces bénéfices supposés sont regroupables en trois catégories:

- La préservation de l'écosystème marin
- L'économie de la pêche
- Activités de tourisme et récréatives

De plus, on estime que les zones maritimes protégées sont un rempart contre la surexploitation des ressources et une aide précieuse dans la gestion et l'étude des stocks de poissons.

Définition d'un indicateur d'efficacité économique

- ↳ L'indicateur économique désigné est la somme actualisée des revenus de l'exploitation de la ressource

Définition d'un indicateur biologique pertinent

- ↳ L'indicateur biologique désigné est celui de la densité du stock de ressource (poissons, fruits de mer, etc...)
- ↳ Une hypothèse de porosité est établie : on définit un coefficient de migration qui décrit les échanges biologiques entre la zone protégée et celle qui ne l'est pas

Analyse de la coexistence des deux phénomènes par le biais d'une simulation mathématique : le modèle de Clark

- ↳ Les situations où les critères économiques et biologiques sont favorisés simultanément, obtenues grâce à des simulations numériques, sont alors présentées

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

La création de territoire protégés (Marine Protected Areas : MPA) entraîne des conséquences, tant sur le plan économique que biologique.

Impacts sur emploi

Non abordé

Impacts sur activité touristique

Non abordé

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées
par les auteurs

Ce travail présente des résultats sous condition de diverses hypothèses discutables, et notamment celle de la rationalité de la gestion des sociétés de pêche.

Il serait notamment intéressant de réaliser cette étude avec une réserve en accès libre (Open Access) afin de renforcer la robustesse des travaux réalisés.

Ensuite, il est important de noter qu'il existe d'autres bénéfices supposés des réserves protégées maritimes. Aussi, l'intérêt des MPA pour les consommateurs ou la communauté scientifique ont été quelque peu laissés de côté.

Aussi, il aurait été possible de poser comme hypothèse d'objectif des sociétés de pêche la maximisation du bien social mais cela aurait exigé de définir la valeur sociale des zones maritimes protégées. En effet, au cas où la régénération du stock de poissons ne serait pas assurée, c'est la viabilité de la filière tout entière qui serait menacée. On voit là le rôle majeur que joue la question de la gestion des stocks.

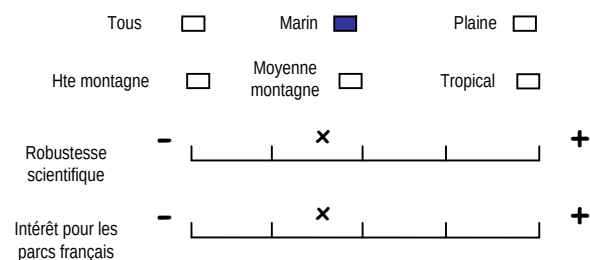
Enseignements
valorisables par les
parcs français

Le nombre élevé d'hypothèses et de présupposés limite indéniablement la pertinence des résultats obtenus malgré un cadre théorique particulièrement dense. Cependant, la technicité n'est pas gage de qualité.

Une hypothèse telle que la rationalité des patrons pêcheurs est fortement sujette à caution et elle ne résiste pas longtemps à une comparaison avec la réalité. En effet, alors que les quotas de pêche ont été avant tout mis en place afin de pérenniser les quantités de poissons disponibles et de permettre un renouvellement des stocks, les patrons pêcheurs ont, dans leur grande majorité, toujours été hostiles à ce type de réglementation.

Il serait donc intéressant de réaliser le même type d'étude en y intégrant des données issues de l'observation afin de remplacer des hypothèses très théoriques qui nuisent grandement à la portée des résultats.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
C.R. Biologies, Elsevier

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Ami, D., Cartigny, P., Rapaport, A.

Références
utiles signalées
par l'étude

- Clark, C.W., mathematical Bioeconomics :Uje Optimal management of Renewable Resources, second ed., John Wiley and Sons, New York, 1990.
- Hannesson, R. Marine Reserves : what would they accomplish, Mar. Resour. Econ. 13 (1998) 159-170

Références
du document

Titre : **Determinacion del valor de uso de cinco espacios naturales protegidos de Cordoba y Jaen**
Auteur : Arriaza, M., Ganzales, J., Ruiz Aviles, P., Canas, J.A.

Date de publication : 2002

Site de téléchargement :
Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : Espagnol

Organisme commanditaire du rapport : Université de Cordoue

Nombre de pages : 19

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Les parcs de Hornachuelos et los Villares situés dans la province de Cordoba, ainsi que les parcs de Sierra Magina, Andujar et Cazorla-Segura de la province de Jaen.

Région :

Cordoba y Jaen (Espagne)

Type d'institution gestionnaire de l'espace :
Surface de l'espace naturel protégé :
360 000 hectares répartis sur les 5 sites concernés

Activités humaines sur et à proximité de l'espace :
Existence de patrimoine culturel : oui non nc
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
(préciser)

Objectifs
de l'étude

- ↳ Analyser les variables socio-économiques et de localisation de chacun des parcs
- ↳ Déterminer la valeur d'usage de cinq espaces naturels des provinces de Cordoba et de Jaen

Type
d'approche(s)

- ↳ Inventaire des ressources naturelles et culturelles de chacun de cinq parcs
- ↳ Mise en place d'une méthodologie de l'évaluation contingente
- ↳ Mise en perspective des résultats

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques	
Compilation de données diverses	☐
Analyse du système d'activités	☐
Analyse budgétaire	☐
Analyse Coûts-bénéfices	☐
Enquête fréquentation et attractivité	☐
Analyse Input-output	☐

Méthodes d'analyses de la valeur	
Evaluation contingente	☒
Méthode des prix hédoniques	☐
Modélisation des choix	☐
Autres méthodes	☐
Méthode des coûts de transport	☐
Autre méthode académique	.....

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Lorsque des biens n'appartiennent pas à un marché défini, ils n'ont pas de prix à proprement parler. Aussi, la gestion et la répartition des biens disponibles ne peut se réaliser de façon efficiente. La fixation d'un prix est un objectif essentiel afin d'aider à la répartition judicieuse des ressources.

Ainsi, les économistes ont, par diverses méthodes, tenté de valoriser ces types de biens afin d'être en mesure de mener des études économiques classiques avec ces biens qui ne le sont pas. Parmi ces méthodes, figurent la méthode des prix hédoniques, ou encore la méthode des coûts de transport. La méthode utilisée dans cette présente étude est celle de l'évaluation contingente.

Inventaire des ressources naturelles et culturelles de chacun de cinq parcs

- ↳ L'étude porte sur quatre Parcs Naturels (selon la loi de 1989), et un Parc Périurbain (Los Villares).
- ↳ Ces parcs ont pour mission de préserver des ressources naturelles fragiles (faune et flore) ainsi que des paysages typiques (vallées, rivières de montagne) tout en intégrant l'activité d'une population locale et en l'intégrant aux actions du parc.

Mise en place d'une méthodologie de l'évaluation contingente

- ↳ Réalisation d'une enquête : 400 visiteurs des parcs sont interrogés sur leur disposition à financer la protection des ressources naturelles. Ensuite, il leur est demandé d'estimer la somme qu'ils sont prêt à verser pour pénétrer dans l'enceinte d'un parc. La formulation est donc ouverte.

Mise en perspective des résultats

- ↳ Les nécessaires distances à prendre avec ce genre d'études engendrent un regard critique sur les résultats de cette étude

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Les réponses obtenues permettent d'obtenir une indication concernant une disposition moyenne des visiteurs potentiels à payer pour la visite d'un espace protégé. On observe ainsi de grandes disparités selon le parc en question.

Valeurs moyennes des prix d'entrée déclarés par les enquêtés (n=400) :

- Andujar : 2,82 Euros
- Cazorla-Segura : 2,46 Euros
- Sierra Magina : 1,53 Euros
- Hornachuelos : 1,32 Euros
- Los Villares : 1,29 Euros

Valeurs moyennes des prix d'entrée déclarés par les enquêtés dont la réponse est supérieure à zéro:

- Andujar (n=264) : 4,28 Euros
- Cazorla-Segura (n=261) : 3,76 Euros
- Sierra Magina (n=249) : 2,32 Euros
- Hornachuelos (n=225) : 2,46 Euros
- Los Villares (n=230) : 2,24 Euros

On peut retenir que la valeur moyenne que les visiteurs accordent au prix d'entrée dans un parc est inférieure à une place de cinéma.

Impacts sur emploi

Non abordé

Impacts sur activité touristique

Non abordé

Impact sur autres activités économiques

Non abordé

Intérêt et limites selon CREDOC

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

La nature hypothétique du marché proposé aux usagers potentiels présente de nombreuses difficultés avant d'être en mesure de valider les résultats obtenus.

Ainsi, l'étude de Seip et Strand (1992) démontra que seuls 10% des enquêtés disposés à financer un projet de protection des ressources naturelles étaient réellement disposés à s'associer au projet en devenant actionnaire de façon réelle.

Cependant, Navrud (1992) estime que ce chiffre de 10% ne reflète pas la réalité car il estime qu'il y a une différence importante entre les deux propositions. En effet, l'intention de financer la gestion et la conservation d'un bien public ne correspond pas totalement avec l'idée d'entrer dans l'actionnariat au sein de société de protection d'une ressource naturelle (bien privé).

Grâce aux travaux de Jakobsson et Dragun (1996) peut citer d'autres types de biais inhérents à l'évaluation contingente :

- Le biais de cadre : la réponse dépend de la façon dont sera présentée le projet hypothétique.
- Le biais stratégique : les enquêtés peuvent estimer que leur réponse influencera les politiques publiques
- Le biais d'hypothèse : la différence entre la quantité de dépense affirmée et la quantité réellement dépensée en cas de réalisation du projet.
- Le biais de conception : les informations dont disposent les enquêtés préalablement influencent leurs réponses

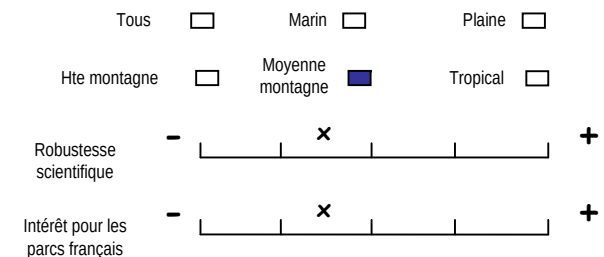
Enseignements valorisables par les parcs français

Le recul pris par les auteurs relativement au crédit que l'on peut accorder à ce type d'évaluations contingentes leur permet de tirer des conclusions valorisables :

↳ Un tiers des enquêtés ne sont pas prêt à s'acquitter d'un droit d'entrée pour visiter un espace naturel. Ce chiffre est à peu près constant quels que soient les parcs concernés. Ce chiffre est à considérer comme un minimum dans la mesure où certaines personnes déclarant être prêtes à s'acquitter d'un droit d'entrée reviendront sur leur discours au moment de passer à l'acte (Seip et Strand, 1992).

↳ Le montant du droit d'entrée varie fortement en fonction du parc : du simple au double dans le cas de cette étude. Plusieurs facteurs semblent jouer un rôle dans ce phénomène : la qualité et la quantité des ressources naturelles de l'espace concerné, la fragilité des espèces ou encore l'accessibilité et la taille des parcs et espaces naturels.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

Université de Cordoue

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Arriaza, M., Ganzales, J., Ruiz Aviles, P., Canas, J.A.

Références utiles signalées par l'étude

- ↳ Garrod, G., Willis, K.G. (1999) : *Economic Valuation of the Environment. Methods and Case Studies*. Ed. Edward Elgar, Cheltenham, UK.
- ↳ Seip, K., Strand, J. (1992) : "Willingness to pay for environment goods in Norway : a contingent valuation study with real payment". Environmental y Resources Economics.
- ↳ Jakobsson, K., Dragun, A.K. (1996) : *Contingent Valuation y Endangered Species. Methodological Issues y Applications*. Ed. Edward Elgar, Cheltenham, UK.

Références
du document

Titre : Étude sur les emplois et les activités induits par les réserves naturelles

Auteur : ENSESA Dijon

Type de document : Rapport de fin de contrat

Organisme commanditaire du rapport :
Date de publication : Octobre 1997

Langue de publication : Français

Nombre de pages : 75

Site de téléchargement :

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) :

Réserves naturelles Françaises

Région : Toutes

Type d'institution gestionnaire de l'espace :

Organisme public : Réserves Naturelles de France

Surface de l'espace naturel protégé :
Activités humaines sur et à proximité de l'espace :
Existence de patrimoine culturel :
(préciser au besoin)

oui non nc

Patrimoine naturel le plus notable :
(préciser)

oui non nc

Objectifs
de l'étude

- ↳ Déterminer l'impact des réserves naturelles sur l'économie nationale
- ↳ Analyser l'influence des réserves sur l'économie locale
- ↳ Tirer des enseignements sur la maximisation des aménités engendrées par l'implantation de réserves naturelles

Type
d'approche(s)

- ↳ Approche Macroéconomique
- ↳ Approche Microéconomique
- ↳ Fondements d'une analyse économique

Type
d'espace

Parc national ☐

Réserve naturelle ☒

Autre espace protégé ☐

Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐

Haute montagne ☐

Moyenne montagne ☒

Plaine ☐

Tropical ☐

Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☒

Analyse du système d'activités ☐

Analyse budgétaire ☐

Analyse Coûts-bénéfices ☐

Enquête fréquentation et attractivité ☐

Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐

Méthode des prix hédoniques ☐

Modélisation des choix ☐

Autres méthodes ☐

Méthode des coûts de transport ☐

Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Alors que l'emploi est désormais un enjeu majeur de nos politiques publiques, les thèmes environnementaux deviennent solubles dans les politiques de création d'emploi dans la mesure où il est apparu au cours des années 80 que l'atteinte des objectifs écologiques pouvait entraîner des incidences positives sur le marché du travail.

Aussi, chacun des dispositifs français de protection des ressources naturelles se doit de mesurer ses impacts directs et ses externalités positives sur le marché de l'emploi.

Classification des types d'effets sur l'emploi:

- Effets primaires= emplois directs + Emplois créés dans les secteurs sollicités par les demandes en biens et services des RN
- Effets secondaires= effets multiplicateurs + effets d'innovations

Approche Macroéconomique des Réserves Naturelles

- ↳ L'impact négatif des réserves sur l'emploi est considéré comme négligeable
- ↳ L'effet d'innovation est plus faible qu'au niveau local:

Approche microéconomique des réserves Naturelles

- ↳ On considère la réserve comme l'un des acteurs du système d'activité local.
- ↳ Une enquête par correspondance a été réalisée auprès des réserves au cours de l'été 1996 : 66 réponses ont été obtenues

Fondements d'une politique de protection de la nature

- ↳ Analyse des relations avec les acteurs locaux
- ↳ Perspectives

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Non abordé

Impacts sur emploi

? Impacts sur l'économie nationale:

Emplois Primaires

- Emplois directs : 366 Équivalents Temps Plein (ETP)
- Emplois indirects : 147 ETP

Emplois Secondaires

- Emplois induits : 59 ETP
- Emplois d'innovations : 153 ETP

? Impacts sur l'économie locale:

- Définition d'une typologie des réserves en fonction de trois critères :
 - Fréquentation
 - Moyens mis en œuvre (Input)
 - Implications dans le développement local

Cependant, il en ressort qu'il est particulièrement délicat de décrire précisément les emplois indirects et induits au niveau local. Certaines observations sont néanmoins remarquables:

- Les réserves ayant une fréquentation et des budgets importants ont une incidence sensible sur le marché du travail local
- Les réserves les plus anciennes sont particulièrement bien intégrées dans la société et l'économie locales.

Impacts sur activité touristique

Non abordé

Impact sur autres activités économiques

Résultats globaux :

- Incidence globale sur le marché d'emploi : 725 ETP
- Aménagement du territoire :
Dans la mesure où les fonds publics sont destinés, dans ce cas précis, aux territoires en perte de vitesse économique, il est pertinent d'estimer qu'il s'agit d'une redistribution pertinente des financements de l'État qui doit s'inscrire dans une démarche globale de renforcement du dynamisme des territoires ruraux.
- Bien public et satisfaction des ménages :
Il est important de souligner que les éventuelles incidences de la conservation des ressources naturelles sur le marché de l'emploi ne sont que des externalités. En premier lieu, l'objectif de ces politiques est de maximiser le bien-être de la population.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Les auteurs estiment qu'il existe une demande de biens publics environnementaux qui s'exprime, par exemple, par l'exigence des citoyens de jouir d'une nature protégée. Aussi, l'État pourrait théoriquement maximiser le bien-être offert à la population. D'un point de vue économique, cela signifie que l'État a pour intérêt de produire des biens environnementaux jusqu'à ce que le coût marginal (c'est à dire le coût de la dernière unité produite) égale la demande des consommateurs potentiels. Mais cette vision utilitariste part de l'hypothèse de rationalité des acteurs situés sur ce marché. Il existe des biais importants :

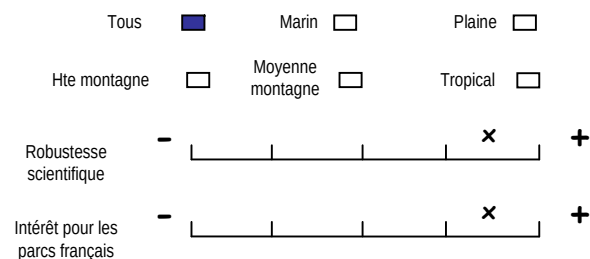
- L'État, en tant qu'acteur car producteur de bien public n'est pas toujours rationnel dans la mesure où les élus, locaux ou nationaux, doivent réaliser des arbitrages entre des programmes à long terme (stratégiques) et des projets à échéances plus courtes afin de satisfaire leurs électeurs. En soulignant le rôle des acteurs locaux dans leur étude, les auteurs négligent les décisions opportunistes.
- Les individus ne bénéficient pas d'une rationalité limitée, comme le démontrent les travaux d'Herbert Simon, a fortiori lorsqu'il s'agit de bien public. Habités à la gratuité de la consommation de ces biens, il est délicat pour les consommateurs de se figurer le prix qu'ils seraient prêt à payer pour continuer à jouir de ce bien.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

Les résultats obtenus concernant les incidences des réserves naturelles sur le marché de l'emploi n'ont pas de valeur en soi. Il serait judicieux de comparer l'effet des fonds publics destinés à la conservation des ressources naturelles et l'effet des fonds publics destinés à d'autres secteurs ou d'autres acteurs afin de mieux tirer parti des chiffres obtenus en output.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
Réserves Naturelles de France
Auteur de l'étude (ou correspondant)
Jean-Paul Daubart

Références utiles signalées par l'étude

- ARCADÉO, (1996). *Conséquences de la gestion et de la protection d'un territoire en termes de créations d'emplois et de développement durable*. Marseille. 57 pages.
- Oudard, X. (1994). *Le développement économique au sein des espaces naturels protégés*, Mémoire ESC Paris, 50 pages.

Références
du document

Titre : Essai de modélisation des coûts de gestion pour un réseau d'espaces littoraux protégés – application à la côte Aquitaine

Auteur : J. Dehez, P. Point

Date de publication : Juin 2003

Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : Français

Organisme commanditaire du rapport : Ministère de l'écologie

Nombre de pages : 6

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Littoral protégé aquitain.

Région : Aquitaine.

Type d'institution gestionnaire de l'espace :
Office national des Forêts (ONF), municipalités.

Surface de l'espace naturel protégé : 7000 hectares.

Activités humaines sur et à proximité de l'espace :
Activités récréatives et de loisir.

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc

Plages, littoral, forêts côtières, Dune du Pyla

Objectifs
de l'étude

- Comprendre les spécificités des espaces littoraux dues à l'utilisation de ces derniers à des fins récréatives.
- Former la base d'une réflexion sur l'organisation de l'offre d'accueil sur les zones côtières protégées.

Type
d'approche(s)

- Evaluer le coût de l'accueil massif du public.
- Evaluer les composantes de la gestion des espaces littoraux : contraintes financières, coûts d'opportunité, dommages écologiques, congestion.

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Littoral ☒

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques
Compilation de données diverses ☒ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐
Méthodes d'analyses de la valeur
Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques et des aménités

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

L'étude des services offerts par les espaces littoraux est primordiale. En effet, en raison de la surexploitation de certaines zones touristiques, il est devenu urgent de réaliser un bilan des stratégies de gestion de l'afflux touristique à des fins récréatives.

La spécificité de ce type de tourisme est sa forte capacité à nuire à l'équilibre écologique de l'espace visité, et ce de façon bien plus importante que le tourisme traditionnel des espaces naturels protégés.

Aussi, c'est la question du coût de l'accompagnement de ce tourisme de loisir qui doit être posée afin de parvenir à un partage des usages socialement optimal.

Evaluer le coût de l'accueil du public dans les espaces littoraux protégés

- u Analyse des coûts attachés à la protection des espaces littoraux
- u Prendre en compte la dimension multifonctionnelle des actifs naturels. Il existe un arbitrage à réaliser entre les usages marchands et non-marchands des espaces protégés. Cependant, les autorités locales sont tentées d'arbitrer en faveur des usages marchands.

Evaluer les composantes de la protection des espaces littoraux : contraintes financières, coûts d'opportunité, dommages écologiques, congestion

- u Réglementation : interdits, restrictions...
- u Servitude de certains espaces aux organismes de protection.
- u Mise en place de contrats de gestion avec des propriétaires privés.
- u Appropriation publique.

Valorisation des biens environnementaux

Impacts sur activité touristique

Impacts sur emploi

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Le modèle est appliqué à la gestion des forêts domaniales côtières situées entre Bordeaux et Arcachon (126 km).

La gestion des forêts domaniales représente un coût annuel supérieur à 25 millions d'euros. La moitié de ce montant est affectée à la gestion de l'usage récréatif (tourisme balnéaire). Il est donc important de noter que ces dépenses représentent le double de celles allouées à la seule protection des espaces.

Le système de comptes de l'INSEE permet de faire le lien entre les producteurs d'activités (ONF et municipalités) et les financeurs qui mettent des fonds à leur disposition.

L'Office National des Forêts est un acteur central même si sa fonction première (protection des forêts) ne prédomine pas dans cet espace précis qu'est le littoral aquitain.

Relativement au nombre de visites, le coût de la gestion de l'espace est relativement faible : entre 1 et 1,25 euros par personne et par visite. Néanmoins, la question des retombées financières liées à l'attractivité touristique doit être rapprochée de celle des coûts.

Ainsi, la protection de la Dune du Pyla (ou Pilat) a été évaluée à 3 euros par an et par mètre linéaire, ce qui est somme toute assez faible comparé à des sites d'un prestige équivalent. Cependant, l'évaluation du rôle de la Dune du Pyla dans l'attractivité de la région et l'impact du tourisme sur l'économie locale sont particulièrement délicates à mesurer.

Non abordé

Impact sur autres
activités
économiques

Non abordé

Intérêt et limites
selon CREDOC

Si les auteurs présentent quelques résultats partiels, ils arguent trop souvent de la difficulté méthodologique ou technique pour ne pas aller au bout de leurs raisonnements. En l'occurrence, l'absence totale d'une évaluation de l'attractivité des espaces protégés concernés en fonction de la qualité de leur protection limite, *a priori*, l'intérêt de cette étude pour les parcs nationaux.

De plus, il est tout à fait surprenant que les auteurs ne tentent pas de mesurer les impacts du tourisme sur l'économie locale car il s'agit d'un des moyens les plus évidents de juger de l'efficacité et du bien-fondé des politiques publiques entreprises.

L'analyse des coûts de gestion ne représente pas en elle-même un spectre pertinent lorsque les coûts sont scrutés indépendamment de l'efficacité et de l'intérêt de cette gestion à court et moyen terme.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées
par les auteurs

Afin de réaliser une étude des coûts d'une qualité suffisante, il est nécessaire d'identifier précisément le cadre théorique mais aussi de s'assurer de la robustesse et de la fiabilité des données sur lesquelles le travail est réalisé. C'est donc tout d'abord un effort de méthodologie qui est indispensable : tant au niveau du traitement des données que dans la collecte de ces dernières.

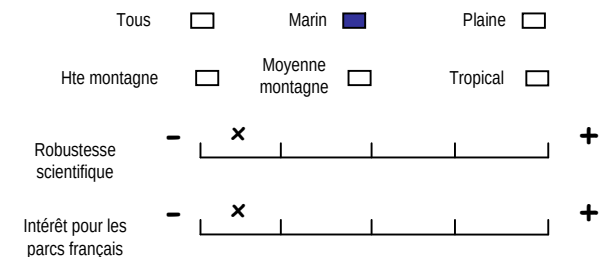
La récolte des données est particulièrement délicate. Dans le cas présent très peu de données sont disponibles concernant les prix ainsi que les quantités de facteurs de gestion.

Les coûts engendrés par la surveillance des baignades et le nettoyage des plages sont trop souvent omis. Cela ne permet donc pas de mesurer équitablement les niveaux de rentabilité des usages différents des espaces protégés.

L'action et les dépenses réalisées par l'Office National des Forêts (ONF) sont très faiblement prises en compte car les budgets mis en œuvre n'ont pas pu être affectés dans cette présente étude. Il en résulte donc une forte sous-évaluation des actions mises en place par cette institution.

Enseignements
valorisables par les
parcs français

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Patrick Point, Groupe de Recherche en Analyse et Politique Economique

Références
utiles signalées
par l'étude

⌋ Aucune

Références
du document

Titre : **Midiendo el impacto economico del gaasto turistico de los visitantes a los parques nacionales de Costa Rica**
Auteur : Juan Antonio Aguirre

Date de publication : 2008

Site de téléchargement :
Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication :
Organisme commanditaire du rapport : Centre for Sustainable developpment of Costa Rica

Nombre de pages : 16

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) :

Volcan Poas, Costa Rica

Région : Région centrale du Costa Rica

Type d'institution gestionnaire de l'espace :
Surface de l'espace naturel protégé :

5600 hectares

Activités humaines sur et à proximité de l'espace :

Commerces à proximité

Existence de patrimoine culturel :

(préciser au besoin)

oui non nc

Patrimoine naturel le plus notable :

Volcan en activité

oui non nc

Objectifs
de l'étude

- ↳ Étudier l'impact économique de l'interdiction du site
- ↳ En déduire les impacts positifs du parc national sur le commerce, lorsque le tourisme est autorisé

Type
d'approche(s)

- ↳ Analyse des ventes des commerçants durant la limitation de l'accès
- ↳ Comparaison avec les ventes en période normale
- ↳ Conclusions sur les aménités engendrées par le volcan sur l'économie locale

Type
d'espace

Parc national ☐

Réserve naturelle ☐

Autre espace protégé ☐

Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐

Haute montagne ☐

Moyenne montagne ☐

Plaine ☐

Tropical ☐

Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐

Analyse du système d'activités ☐

Analyse budgétaire ☐

Analyse Coûts-bénéfices ☐

Enquête fréquentation et attractivité ☐

Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐

Méthode des prix hédoniques ☐

Modélisation des choix ☐

Autres méthodes ☐

Méthode des coûts de transport ☐

Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Le parc national du Volcan Poas est localisé dans la vallée centrale du Costa Rica. C'est le plus important parc national du pays en termes de visiteurs et de symbole. En effet, le volcan Poas représente parfois le pays sur certaines publications officielles (timbres par exemple). Tout un réseau de petits commerçants s'est développé aux alentours du site afin de profiter de l'afflux massif de touristes (dont 50% d'étrangers) le week-end.

En avril 2005, une série d'éruptions violentes ont contraint les autorités locales à fermer le site et à en interdire l'accès pendant environ 3 semaines (l'accès étant particulièrement limité sur la fin de la période).

Analyse des ventes des commerçants durant la limitation de l'accès au site protégé

- La collecte de l'information étant rendue particulièrement difficile durant la période de limitation de l'accès, des méthodologies particulières (participatives) ont été employées.

Comparaison avec les ventes en période normale

- La disponibilité des données n'est pas assurée au sein de ce type de communautés qui ont coutume de ne pas dévoiler la vérité sur leurs résultats d'exploitation afin de tromper les organismes chargés de récolter les impôts. Aussi, les auteurs ont dû s'employer afin de convaincre les commerçants que l'obtention et le calcul de données fiables en Output pourrait être un élément particulièrement positif pour leurs établissements.

Conclusions sur les aménités engendrées par le volcan sur l'économie locale

- La protection du volcan Poas a engendré un développement économique accru des régions environnantes. Non seulement les régions limitrophes, mais aussi

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Deux phénomènes majeurs du développement économique ressortent de cette étude :

- Les communautés ne peuvent attendre des miracles économiques si elles n'entreprennent pas des projets de grande ampleur afin de mieux valoriser les espaces naturels. Bien entendu, il s'agit aussi de renforcer l'accessibilité aux sites ou encore de multiplier les atouts des zones d'attractivité en créant de nouvelles zones de loisirs adaptées à tous les âges.

- Les responsables et les élus locaux ont une grande responsabilité dans le succès (ou non) des projets touristiques. Leur rôle est pédagogique, notamment auprès des populations locales qui doivent être des relais fonctionnels indispensables à l'accueil des flux de touristes. Sans les infrastructures nécessaires au bon déroulement des séjours, aucun tourisme de masse n'est possible. Il ne faut pas oublier qu'une proportion importante des touristes se déplacent désormais en groupe : cela nécessite non seulement des voies d'accès suffisantes, mais aussi des services d'hôtellerie et de restauration adaptés.

Impacts sur activité touristique

Si l'impact sur l'activité touristique n'est pas étudié en tant que tel, les retombées de l'afflux touristique sont savamment considérées. Toutefois, il faut reconnaître que le battage médiatique qui succéda à la série d'éruptions n'a pas permis d'évaluer l'attractivité du site et des régions environnantes de façon parfaitement fidèle.

Chaque projet de promotion des espaces naturels à des fins touristiques devrait être accompagné de ce type d'étude afin d'éviter les frustrations de certaines collectivités locales qui attendent énormément d'un projet de développement.

De plus, toute projection prospective est stratégique car elle permet aux communautés locales d'adapter leurs actions (investissements, ventes, développement) en réaction aux phénomènes probables.

Impacts sur
emploi et
l'économie

Si l'on parle de développement durable, il ne faut pas omettre qu'il s'agit à la fois du développement écologique, mais aussi économique. Grâce au multiplicateur calculé dans cette étude, il est intéressant de voir que les grands bénéficiaires de l'aménagement des espaces protégés ne sont pas les zones protégées à proprement parler.

En effet, lors de l'interdiction, il a été démontré que les grands perdants furent majoritairement les régions situées à une certaine distance du volcan. Ces résultats restent cependant à rapprocher de la mise en garde concernant le recueil de données : la comparaison des chiffres n'est pas exempte de tout biais dans la mesure où la résonance médiatique des éruptions a pu entraîner une attractivité déconnectée de l'autorisation de pénétrer aux abords du volcan.

III. Intérêt de l'étude

Intérêts signalés
par les auteurs

D'un point de vue méthodologique, cette étude nous apprend certains enseignements. Dans un premier temps, l'application d'un multiplicateur permettant de transposer les résultats de vente T1 (limitrophe) aux résultats de vente T2 (région au sens plus large)

Deuxièmement, les résultats obtenus semblent tout à fait intéressants dans la mesure où ils semblent issus d'une logique économique tout à fait différente que celle observée lors d'études similaires sur des parcs nord-américains.

Troisièmement, ce travail peut être un outil permettant d'arguer positivement dans le sens de la protection des ressources naturelles.

Enfin, ce travail a produit deux résultats de grande valeur, en faveur du développement touristique. Ainsi, la population ne peut s'attendre à

Intérêt selon les
auteurs

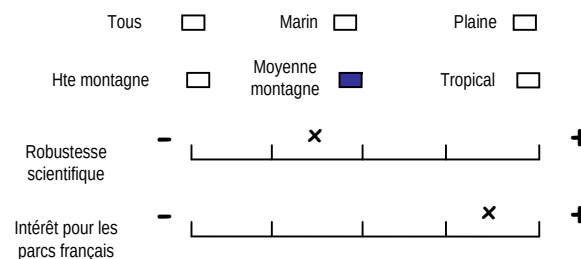
Intérêt et limites
selon CREDOC

une dynamique touristique accrue tant que l'infrastructure et l'accueil des touristes ne sera pas assuré de manière convenable; tandis que les autorités compétentes doivent prendre conscience de cet effet multiplicateur qui engendre des bénéfices "en cascade".

Ce type d'études est particulièrement utile et nécessaire car c'est avant tout une méthodologie novatrice qui a été utilisée. L'intérêt de ce type de travail réside donc plutôt dans l'objectif de décrire, le plus honnêtement que possible, les retombées réelles que l'on peut espérer. Toutefois, le risque est grand pour ce type de projet de servir démagogiquement des ambitions politiques dénuées de tout fondement éthique. Il va de soi que ce travail a été placé sous un niveau élevé d'objectivité.

Si les résultats produits paraissent pertinents d'un point de vue technique, les biais méthodologiques observés nous semblent ternir la pertinence de cette publication. D'un point de vue général, la situation générale du pays (absence de production statistique générale de qualité, trésor public peu efficace, etc...) ne permettant pas toujours de recueillir des données fiables, il peut sembler litigieux de les analyser tout à fait finement.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

Centre for Sustainable development of Costa Rica

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Juan Antonio Aguirre

Références
utiles signalées
par l'étude

U Tyrell, T.J., nd R.J. Johnston
2006, "The Economic Impacts of Tourism : A special issue" Journal of
Travel Research.

Références
du document

Titre : Putting a Price Tag on Conservation : Cost Benefit Analysis of Venezuela's National Parks

Auteur : Pablo Gutman

Date de publication : 2002

Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport : World Wide Fund for Nature

Nombre de pages : 28

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Parcs Nationaux Vénézuéliens

Région : Vénézuéla

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Les PN sont gérés par un établissement public : The Venezuelan conservation agency (IN-PARQUES)

Surface de l'espace naturel protégé : Le Vénézuéla compte 42 Parcs Nationaux qui couvrent 15% de son territoire.

Activités humaines sur et à proximité de l'espace :
Centres urbains et touristiques proches des zones de mangroves.
Présence de populations Indiennes qui vivent sur et de ces espaces.

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
Forêt tropicale primaire du Sud Vénézuéla et mangroves du centre et de l'ouest du pays.

Objectifs
de l'étude

- ✓ Appliquer ces méthodes à l'évaluation économique des Parcs Nationaux Vénézuéliens

Type
d'approche(s)

- ✓ Etablir une revue des différents outils d'évaluation économique utilisés pour l'analyse coûts-bénéfices des activités de protection des espaces naturels.
- ✓ Evaluation des efforts de conservation des espaces naturels selon la méthode de l'analyse coûts-bénéfices (dite) économique.

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☒ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☒
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques et des aménités

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- En raison des difficultés économiques du Venezuela, les ressources budgétaires et humaines destinées au management environnemental des parcs diminuent depuis le début des années 90. La protection des espaces naturels se trouve en concurrence pour l'allocation de ressources financières avec d'autres enjeux d'importance (éducation, santé etc.). L'analyse économique des bénéfices tirés de la conservation des espaces naturels peut constituer un argument de poids pour l'allocation d'un budget supérieur.

Analyse Coûts-Bénéfices de la conservation des espaces naturels

- L'**Analyse Coûts-Bénéfices économique** est basée sur l'évaluation des différents coûts (directs, indirects et coûts d'opportunité) engendrés par la conservation des espaces naturels comparés aux différents bénéfices (valeurs d'usage, d'option et de non-usage) tirés de cette protection du point de vue de la société dans son ensemble.

La notion de **valeur économique totale (VET)** permet de distinguer les valeurs d'usage, d'option et de non usage mais aussi usage présent et usages futurs.

L'évaluation économique des coûts et des bénéfices

- Après une revue des différentes techniques d'évaluation économique des coûts et bénéfices et du degré de difficulté de l'évaluation, l'auteur utilise principalement la **méthode des coûts de remplacement** pour évaluer les bénéfices des parcs nationaux. Cette méthode s'intéresse au coût lié au remplacement des services fournis par les écosystèmes ou des capitaux qui pourraient être endommagés par une détérioration de l'environnement.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Non abordé.

Impacts sur emploi

Non abordé

Impacts sur activité touristique

Les Parcs nationaux Vénézuéliens sont la principale destination des touristes. L'évaluation économique est basée sur une **estimation des recettes commerciales** générées par la fréquentation des parcs. Ainsi, 6 millions US\$ seraient dégagés annuellement suite à des investissements pour améliorer l'accès des parcs aux visiteurs et le contrôle des entrées.

Impact sur autres activités économiques

Les bénéfices de la protection des parcs naturels au niveau des **ressources en eau** (en particulier de la ligne de partage des eaux) sont évalués **par la méthode des coûts de remplacement**. **L'analyse porte sur une période de 30 ans.**

Ainsi, sur 30 ans, en permettant d'éviter des investissements de remplacement, les bénéfices des parcs nationaux sont compris entre :

- 141.6 et 212.4 millions US\$ / an pour la production hydroélectrique;
- 3.375 et 6.75 millions US\$ / an pour l'approvisionnement en eau des villes
- 0.675 et 2.025 millions US\$ / an pour l'irrigation privative en agriculture et entre 0.375 et 1.125 millions US\$ /an pour les projets publics d'irrigation.

Les zones de **mangroves** Vénézuéliennes sont particulièrement exposées à des dégradations en raisons de la proximité de zones urbaines et touristiques. De ce fait, l'auteur estime que 50% de la

surface de mangrove pourrait disparaître d'ici 15 ans en l'absence de protection. Le coût économique qui en résulterait correspond à une perte de récolte de bois dont la valeur serait comprise entre 0.125 et 1.875 millions US\$ /an.

Séquestration du carbone par les forêts tropicales : le coût de plantation pour remplacer la perte en forêt est estimé à 15.9 millions US\$ / an.

Coûts d'opportunité liés au non développement d'autres activités économiques sur les territoires occupés par les parcs.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Outre les limites signalées par l'auteur, le manque d'informations et de données disponibles rend la quantification difficile, voire impossible pour certaines catégories de bénéfices. L'auteur développe peu son analyse sur les coûts d'opportunité.

La méthode retenue ne peut être que partielle dans la mesure où certains coûts et bénéfices ne peuvent être quantifiés. La quantification et la robustesse de l'étude seraient améliorées en limitant l'évaluation à un type de parc national et/ou d'écosystème.

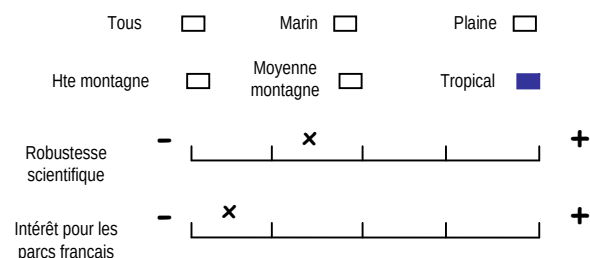
Toutefois, cette méthode présente l'intérêt de se placer dans la perspective de la société dans son ensemble à l'inverse de l'ACB financière qui évalue les coûts et bénéfices du point de vue restreint d'un acteur ou d'un groupe d'acteurs sociétaux.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

- L'évaluation strictement économique, reposant sur des prix de marché, est insatisfaisante pour rendre compte des bénéfices des parcs nationaux pour les populations indiennes qui y vivent.
- Ces populations contribuent à la conservation des parcs : l'évaluation devrait intégrer des dimensions culturelle, sociale et juridique.
- Les bénéfices non quantifiables : Certaines catégories de bénéfices ne peuvent être évaluées car les méthodes d'évaluation de ces bénéfices ne font pas l'objet d'un consensus scientifique. C'est le cas de la biodiversité et des services potentiels qu'elle rend.
- Les bénéfices réels du tourisme ne sont pas disponibles : l'évaluation proposée repose sur une prévision de l'agence des parcs nationaux. De même, les bénéfices locaux des mangroves ne sont pas disponibles et l'évaluation repose sur des études réalisées dans des pays voisins.
- L'évaluation de la séquestration du carbone par la forêt est en partie spéculative.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
World Wide Fund for Nature

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Pablo Gutman

Références utiles signalées par l'étude

- ↳ Dixon J.A., Sherman P.B. (1990). Economics of protected areas. Washington, DC.
- ↳ Pearce D.W., Turner R.K. (1990) Economics of Natural Resources and the Environment. Baltimore.

Références
du document

Titre : L'Ecotourisme et le parcs nationaux : un vecteur de développement durable et viable pour les communautés locales; le cas du Québec

Auteur : Christiane Gagnon

Type de document : Littérature grise, revue de la littérature, chap. de livre

Organisme commanditaire du rapport : Centre de recherche Quebecois sur le développement territorial

Langue de publication : Français

Nombre de pages : 21

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Les 2 parcs nationaux de la région de Saguenay – Lac-Saint-Jean au Canada (Québec).

Région : Québec

Type d'institution gestionnaire de l'espace : non précisé

Surface de l'espace naturel protégé : Un parc terrestre de 284 km² et l'autre, marin, d'une surface de 1 138 km²

Activités humaines sur et à proximité de l'espace :
Présence de communautés locales au voisinage des parcs : 7 pour le parc terrestre et 24 pour le parc marin.
La création des parcs a conduit au développement du tourisme qui a supplanté le modèle agroforestier préexistant.

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
Communautés rurales limitrophes vivant de l'agroforesterie

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc

Objectifs
de l'étude

- ↳ Identifier les enjeux sociaux et scientifiques relatifs au développement durable et à l'écotourisme.
- ↳ Identifier dans quelle mesure les parcs nationaux et l'écotourisme sont vecteurs de développement durable.
- ↳ Déterminer les conditions dans lesquelles le tourisme durable est porteur de développement durable et viable (DDV) pour les communautés locales.

Type
d'approche(s)

- ↳ Evaluation des impacts sociaux de la création de parcs nationaux sur les communautés locales

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☒ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre NC

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique ☐

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- ↳ L'auteur pointe le caractère incontournable de la prise en compte du développement durable et viable par tous les acteurs et note le net retard des gouvernements Canadiens et Québécois en la matière. En proposant un changement de paradigme, le DDV est porteur d'enjeux sociaux, en particulier dans la définition du rôle de l'Etat, et scientifiques, notamment en termes d'interdisciplinarité et d'apprentissage collectif.
- ↳ L'étude de cas porte sur une région de reconversion industrielle marquée par un recul démographique quand, dans les années 80 et 90, les deux parcs nationaux sont créés. Les nouveaux usages territoriaux à des fins de conservation ont donné lieu à des conflits entre acteurs sociétaux.

Evaluation des impacts sociaux de la création des parcs nationaux sur les communautés locales

- ↳ La méthodologie utilisée est celle de **l'évaluation des impacts sociaux** (SIA : Social Impact Assessment) (Rickson 1990). Cette méthodologie consistait à dresser un « portrait » économique et social des communautés locales d'accueil avant et après la création des parcs nationaux. Elle n'est pas décrite dans l'article mais a fait l'objet de nombreuses publications par ailleurs.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Non abordé

Impacts sur emploi

Les retombées économiques sont **moins importantes que prévues** notamment en termes de **création d'emplois** pour la population locale, **d'investissements** dans des entreprises et de **revenus des ménages**.

Impacts sur activité touristique

Développement du tourisme suite à la création des parcs et au déclin de l'agroforesterie. L'auteur plaide en faveur d'un tourisme durable et identifie comme conditions nécessaires à son développement : des ancrages territoriaux forts impliquant la participation des communautés locales d'accueil.

Impact sur autres activités économiques

7 types d'impacts sociaux sont identifiés par l'auteur développés dans d'autres documents. Ainsi, l'auteur distingue les impacts sur l'économie locale, la mobilisation des acteurs, le cadre de vie et la dynamique sociale, le développement de l'industrie touristique locale et régionale, la gestion territoriale, la sensibilisation et la protection de l'environnement. Toutefois, les communautés ne sont pas confrontées aux mêmes impacts et la survenance de ceux-ci n'intervient pas avec la même temporalité.

L'auteur a identifié **4 facteurs qui influencent les impacts sociaux des parcs sur les communautés locales** : 1) le stade du cycle de développement touristique de la localité, 2) les caractéristiques économiques, sociales et culturelles des communautés, 3) la distribution sociale des bénéfices liés au développement du tourisme qui modifie les perceptions et le niveau d'acceptabilité des impacts négatifs, et 4) les capacités de gouvernance locale.

La conclusion générale des différents travaux menés pendant 5 ans par l'auteur est que **les parcs nationaux ont peu servi de levier au développement local viable des communautés voisines**. En effet, certains changements, comme la diminution de l'accès au logement et l'augmentation de son coût, sont **négatifs pour les petites entreprises sociales ou familiales et les classes défavorisées**.

Les coûts et bénéfices de la création des parcs et du développement touristique ne sont pas répartis équitablement entre les acteurs sociaux, les genres et les communautés territoriales. A titre d'exemple, le recul démographique et économique de la commune de Rivière-Eternité située à l'entrée du parc de Saguenay se poursuit. A Tadoussac, la cohésion sociale entre petits commerçants et autres acteurs a été fortement affectée. De plus, il existe une **corrélation positive entre la localisation des infrastructures des parcs et l'intensité des impacts perçus** par les individus et les groupes sociaux. Ces situations engendrent des **conflits** et le **non-respect de la réglementation**. Enfin, **la création des parcs n'a pas favorisé le développement local viable**, aucune donnée ne permettant de dire qu'ils aient renforcé des capacités des communautés en termes de savoirs, de pouvoir des individus, d'identité territoriale, de viabilité des écosystèmes, de solidarité et d'équité sociale.

Enseignements valorisables par les parcs français

Dans sa conclusion, l'auteur plaide en faveur d'une méthodologie d'évaluation intégrée des impacts sociaux (EIS) sans en préciser le contenu.

Au-delà des bénéfices économiques attendus, les impacts sociaux des parcs au niveau des communautés locales ne doivent pas être sous-estimés. Ces impacts peuvent être positifs pour certaines catégories d'acteurs et négatifs pour d'autres : il est essentiel de s'intéresser à la répartition sociale des coûts et bénéfices des parcs.

III. Intérêt de l'étude

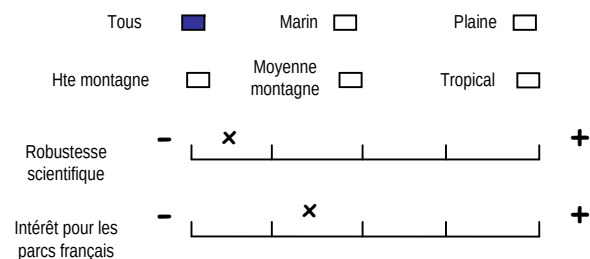
Limites signalées par les auteurs

Aucune limite n'est signalée par l'auteur.

Intérêt et limites selon CREDOC

L'intérêt du document est très relatif car la méthodologie n'est pas explicitée. De plus, les résultats des travaux menés sont peu développés et ne sont pas quantifiés. Les travaux dont ce document rend compte ont fait l'objet de nombreux articles et publications certainement beaucoup plus détaillées. En l'absence de description de la méthodologie utilisée et de présentation argumentée des résultats, la robustesse et la pertinence scientifique de l'étude ne peuvent être évaluées.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

Centre de recherche québécois sur le développement territorial
Université du Québec à Chicoutimi

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Christiane Gagnon

Références utiles signalées par l'étude

- Rickson, R.E. (1990). Social impact assessment : knowledge and development. Environmental Impact Assessment Review 10 : 1-10.
- Fortin, M-J., Gagnon C. (1999). An assessment of social impacts of national parks on communities in Québec, Canada. Environmental Conservation, Vol. 26, n°3, (septembre), p. 200-211.

Références
du document

Titre : Marine bill – marine nature conservation proposals – valuing the benefits

Auteur : Scottish Agricultural College and University of Liverpool
www.defra.gov.uk

Date de publication : 2007

Site de téléchargement :
Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport : DEFRA (Department for Environment Food and Rural Affairs)

Nombre de pages : 187

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Zones marines et côtières protégées Britanniques (Marine Conservation Zones : MCZs)

Région : Eaux territoriales Anglaise au-delà de 12 miles nautiques, plateau continental Britannique (fond de mer) et zones exclusives de pêche Britanniques (colonne d'eau). Sont exclues : les eaux territoriale Nord Irlandaise, Ecossaises et du Pays de Galles.

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Administrations publiques (sans plus de précision)

Surface de l'espace naturel protégé : non précisé

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : pêche à proximité des zones marines protégées; activités récréatives diverses sur ces zones.

Existence de patrimoine culturel : oui non **nc**
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non **nc**
Prairie sous-marine, l'huître indigène, l'hippocampe « long-snouted » etc.

Objectifs
de l'étude

- ↳ Evaluation monétaire des bénéfices environnementaux découlant de la mise en œuvre des mesures de conservation de la nature proposées dans le « Marine Bill ».

Type
d'approche(s)

- ↳ Méthode du transfert de bénéfices pour les bénéfices in situ
- ↳ Application d'une fonction de production pour les bénéfices en dehors des zones protégées (modélisation)
- ↳ Analyse de sensibilité des résultats obtenus

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☒ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques
Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐
Méthodes d'analyses de la valeur
Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- Le gouvernement Britannique a proposé un projet de loi, le Marine Bill, dont l'objectif global est de faciliter une nouvelle approche des activités maritimes allant dans le sens du développement durable des zones marines et côtières et de leurs ressources. Il prévoit des mesures pour améliorer la conservation de la biodiversité marine parmi lesquelles la désignation de zones marines protégées (notamment pour la conservation d'habitats et d'espèces rares ou menacées).

Evaluation économique des bénéfices attendus de la mise en place de zones marines protégées

- Cette étude tente de donner une estimation de la valeur des bénéfices découlant de trois scénarios de localisation des zones marines protégées (issus d'une étude antérieure) combinés à 3 hypothèses de niveau de protection.
- Les bénéfices découlant de la désignation de zones marines protégées sont de 3 types : bénéfices d'usage in situ, valeurs de non-usage et bénéfices en dehors des zones protégées. Les valeurs de non-usage ne sont pas évaluées dans l'étude.
- L'évaluation des bénéfices in situ** est au centre de cette étude. **La méthode retenue est celle du transfert de bénéfices.** Ainsi, à partir d'une évaluation de la valeur totale des biens et services marins du Royaume-Uni réalisée en 2006 par Beaumont et al., les auteurs déterminent les paramètres d'une fonction de bénéfices qu'ils appliquent ensuite aux données des zones marines protégées définies dans les scénarios.
- Pour l'évaluation des **bénéfices des mesures de protection en dehors des zones protégées**, les auteurs ont déterminé une **fonction de production** (dérivant de l'évaluation des bénéfices sur les zones protégées).
- Une **analyse de sensibilité** est ensuite réalisée pour tester les résultats obtenus avec ces modélisations.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Les valeurs actuelles globales des services fournis par les écosystèmes marins varient de 2.2 milliards à 4.4 milliards de £ sur une période de 20 ans en fonction des scénarios de localisation et de gestion des zones marines protégées. **Les bénéfices in situ annuels moyens** issus de la mise en place des zones marines protégées varient entre 0.9 milliards et 1.9 milliards de £ selon les modalités retenues dans les scénarios.

Ces valeurs englobent tous les services rendus par les écosystèmes marins pour lesquels une évaluation plausible a été obtenue à savoir : le recyclage des nutriments, la régulation des gaz et du climat, la production alimentaire, de matières premières, l'empêchement ou la limitation de perturbation, les loisirs et activités récréatives, et la valeur cognitive.

L'évaluation monétaire des services tels que la biorémédiation des déchets, les habitats intermédiaires (fournis par des organismes marins), la résistance et la résilience des écosystèmes, l'héritage culturel et l'identité, les valeurs de non-usage n'a pas été possible. **Ces valeurs peuvent néanmoins être conséquentes.**

Impacts sur emploi

Non abordé

Impacts sur activité touristique

L'évaluation des opportunités d'activités récréatives et de loisirs fournis par l'écosystème marin est incluse dans l'évaluation globale mentionnée ci-dessus. Ces activités peuvent être par exemple : la pêche récréative, la plongée, l'observation des oiseaux, des baleines etc. Elles sont donc directement dépendantes de l'écosystème marin et côtier.

Les auteurs estiment que les bénéfices des zones marines protégées en terme d'activités de loisirs et de tourisme varient entre 1.4 et 3.4 milliards de £/an.

Impact sur autres activités économiques

Les bénéfices en dehors des zones marines protégées correspondent à une productivité accrue dans la **fourniture de poissons** par l'écosystème marin. La valeur actuelle de ces bénéfices est estimée à 480 millions de £.

Intérêt et limites selon CREDOC

Le degré de confiance à accorder aux estimations réalisées est variable en fonction de la disponibilité de données quantitatives. Il s'agit d'une méthode relativement « lourde » en terme de moyens (modèles) et de données.

Seuls les bénéfices sont abordés dans cette étude : les coûts relèvent d'une autre étude.

Enseignements valorisables par les parcs français

Les taux d'erreurs de cette méthode peuvent être importants. Cette méthode nécessite de s'assurer de la validité des données de départ. Cette assurance est d'autant plus fragile que les données sont issues de travaux réalisés par d'autres.

III. Intérêt de l'étude

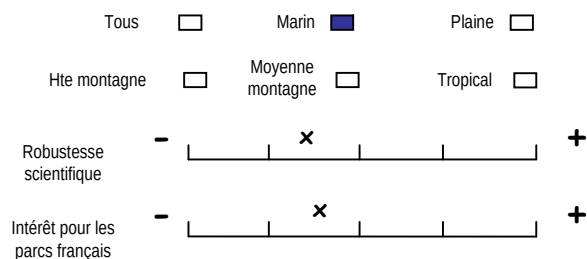
Limites signalées par les auteurs

Il n'existe pas dans la littérature scientifique d'exemples où la méthode du transfert de bénéfices soit dérivée de l'évaluation de la valeur totale de l'ensemble des biens et services fournis par les écosystèmes marins et côtiers.

Bases scientifiques existantes sur les systèmes marins et l'évaluation présentent des lacunes.

L'étude est basée sur des données secondaires et non sur une collecte de données primaires, jugée trop longue et coûteuse. La précision de la méthode de transfert des bénéfices dépend de la disponibilité des études sur les catégories de bénéfices découlant du changement de réglementation.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

DEFRA : Department for Environment Food and Rural Affairs

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Scottish Agricultural College (SAC) : Dominic Moran, Salman Hussain, Abdulai Fofana / University of Liverpool : Chris Frid, Odette Paramour, Leonie Robinson, Alex Winrow-Giffin

Références utiles signalées par l'étude

- Richardson, E.A., Kaiser, M.J., Hiddink, J.G., Galanidi, M. and Donald, E.J. (2006). Developing Scenarios for a Network of Marine Protected Areas: Building the evidence base for the Marine Bill. London: Defra. 72.

Références
du document

Titre : Social impacts of marine reserves in New Zealand

Auteur : Nick Taylor, Brigid Buckenham

Date de publication : 2003

Site de téléchargement : <http://www.doc.govt.nz>
Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport : Department of Conservation

Nombre de pages : 58

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : 16 Réserves marines de Nouvelle Zélande

Région : 3 réserves marines: 1) Cape Rodney-Okakari Point au Nord d'Auckland ; 2) Tonga Island dans le Parc National Abel Tasman; 3) Pohatu au sud-est de Christchurch.

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Institution publique : The Department of Conservation

Surface de l'espace naturel protégé : Cape Rodney-Okakari Point: 518 ha; Tonga Island : 1835 ha; Pohatu : 215 ha

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : Implication de la communauté Maori, tourisme, présence de résidents, pêche

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
Pêche traditionnelle

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
Grande variété d'habitats naturels et d'espèces

Objectifs
de l'étude

- ↳ Etablir les impacts socio-économiques des réserves marines
- ↳ Examiner les attitudes et changements d'attitudes des communautés localement et plus globalement vis-à-vis des réserves marines.
- ↳ Fournir des connaissances sociales utiles à la mise en place de nouvelles réserves marines.

Type
d'approche(s)

- ↳ Revue de la littérature sur le développement et l'impact des réserves marines
- ↳ Etudes de cas

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☒ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☒ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☒ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- ↳ Dans le cadre d'une volonté politique de développer une gestion intégrée et soutenable de son environnement marin, la New Zélande a mis en place différentes mesures de protection parmi lesquelles la création de 16 réserves marines. Le rapport de 1999 du *Parliamentary Commissioner for the Environment* traduit l'intérêt croissant de la société pour la protection marine. Plusieurs éléments suggèrent qu'une plus grande proportion de zones marines devrait être protégée.

Objet de la revue de la littérature

- ↳ La revue de la littérature est centrée sur le développement et les impacts des réserves marines, notamment sur les communautés. Elle comprend : 1) une revue de la littérature internationale sur le développement des réserves marines et les attitudes du public vis-à-vis d'elles; 2) une revue des recherches New Zélandaises sur les changements d'attitudes vis-à-vis de la protection marine et sur les impacts économiques et sociaux perçus et réels des réserves marines. Le matériel obtenu concerne principalement la Nouvelle-Zélande, l'Australie, les USA, l'Indonésie, les Caraïbes et le Royaume-Uni.

Méthodologie utilisée pour les études de cas

- ↳ Critères de sélection des 3 réserves : proximité (et réciproquement isolement) d'un centre urbain important, implication Maorie, présence d'une industrie touristique locale, durée d'existence de la réserve, modalités actuelles de gestion, utilisation de la terre sur la côte, importance des recherches sociologiques existantes.
- ↳ Caractéristiques communes : présence de résidents, d'entreprises touristiques et de tours opérateurs, intérêts Maori, pêche récréative et commerciale limitrophe ou sur place antérieurement.
- ↳ Interviews d'habitants, d'entrepreneurs dans le secteur du tourisme, de pêcheurs, des populations Maories locales, des personnels techniques et de terrain du DOC, et de personnes représentant des intérêts plus larges pour la protection de la nature.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Non abordé

Impacts sur emploi

A Pohatu, les auditions réalisées révèlent que **le nombre d'emplois généré par la création de la réserve est modeste**. Toutefois, la mise en place de cette zone protégée est récente (1999).

Impacts sur activité touristique

Les impacts dans le temps portent principalement sur **l'augmentation du nombre de visiteurs**. L'accroissement de visiteurs engendre en retour **une augmentation des niveaux d'activités récréatives** (natation, plongée) et **une demande pour des infrastructures à proximité** de la réserve telles que des entreprises touristiques mais aussi des routes, des parkings, des équipements sanitaires. Par exemple, en 25 ans, la fréquentation de la réserve de Cope Rodney-Okakari est passée de 13 000 visiteurs à 210 000/an. Dans le même temps, le nombre de véhicules est passé de 5 200 à 70 000/an créant une pression sur les capacités de parcage des véhicules et des difficultés de trafic. Les volumes de déchets générés posent également des problèmes de gestion.

Lors des **pics de fréquentation** (vacances scolaires, week-end, période estivale), les plages sont « surpeuplées » : les locaux se sentent dépossédés des lieux.

Les opportunités touristiques sont directement liées au nombre de visites. Les réserves participent au développement économique local principalement à travers l'activité touristique.

Les entrepreneurs touristiques estiment qu'elles permettent le maintien de la viabilité de leurs entreprises. A cet égard, Tonga Island est un bon exemple du développement des capacités d'hébergement, des restaurants et des cafés. Toutefois, **les petits commerces locaux n'en profitent pas forcément** car ils sont concurrencés par les vendeurs ambulants. **Les impacts touristiques des réserves mettent du temps à apparaître.**

Il existe également des **impacts négatifs du tourisme sur l'environnement**.

Impact sur autres activités économiques

Pêche commerciale et/ou récréative : Impact négatif au départ sur la pêche puisqu'elle est interdite sur le site. Les pêcheurs sont souvent opposés à la création des réserves marines. Pour ceux qui vivent de cette activité, l'accroissement du coût et du temps de transport constitue une contrainte économique souvent sous-estimée. Toutefois, certains estiment que l'accroissement du nombre et de la taille des poissons dans les réserves bénéficient aux zones alentours (« effet de débordement »). Autour de Cape Rodney-Okakari le nombre de pêcheurs professionnels a augmenté au cours de 20 dernières années.

Education et recherche : les réserves sont une opportunité d'étudier l'environnement marin, dans un but scientifique ou récréatif dans des conditions où les habitats naturels sont peu perturbés. Présence de laboratoires scientifiques et universitaires; Destinations privilégiées des groupes scolaires; Voyages éducatifs qui peuvent générer des revenus pour l'économie locale. Il existe un lien fort entre tourisme et éducation qui n'est pas toujours exploité pleinement.

Changement d'attitudes : Cette étude met en évidence un changement d'attitudes vis-à-vis des zones marines protégées : plus grandes connaissances et acceptation parmi les communautés locales mais aussi plus largement.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Peu de données chiffrées.

Etude réalisée sur la base d'auditions d'acteurs et riche en enseignements qualitatifs notamment sur les aspects vécus.

L'auteur ne nous renseigne pas sur la taille de l'échantillon auditionné. Il est par conséquent difficile de juger la robustesse scientifique de la partie portant sur les études de cas.

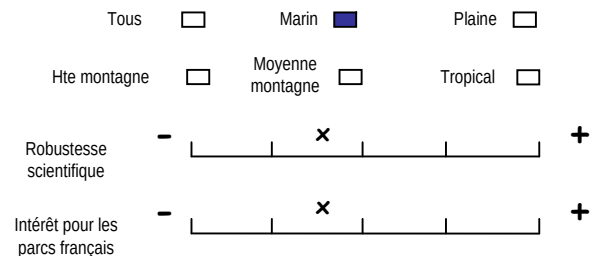
L'auteur ne propose pas une méthode d'analyse précise des impacts sociaux. Toutefois, le questionnaire utilisé pour les interviews est présenté en annexe. Il combine des questions fermées, semi-ouvertes et ouvertes. L'auteur ne renseigne pas le lecteur sur la méthodologie utilisée pour l'exploitation des enquêtes.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

Besoin d'informations sur les niveaux de fréquentation des réserves marines et les usages qu'en font les visiteurs. La récolte de ces données nécessite de mener des investigations dans la durée. Néanmoins des données basiques pourraient être obtenues en utilisant les dispositifs de comptage des visiteurs, des véhicules etc. Il est également nécessaire de mener régulièrement des enquêtes auprès des visiteurs incluant des questions sur leur origine, leur mode de transport, leurs préférences, expériences, activités etc.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
Department of Conservation, DOC

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Nick Taylor, Brigid Buckenham

Références utiles signalées par l'étude

- Burns, D.; Murphy, L. 1998: An analysis of the promotion of marine tourism and its markets in Far North Queensland, Australia, Chapter 22, pp. 415.430 in: Laws, E; Faulkner B.; Moscardo, G. (Eds), Embracing and managing change in tourism: International Case Studies. London: Routledge.

Références
du document

Titre : Social indicators of multifunctional rural land use : The case of forestry in the UK

Auteur : Bill Slee

Date de publication : Aout 2005

Site de téléchargement : www.sciencedirect.com

Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport : Macaulay Institute

Nombre de pages : 10

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Forêts du Royaume-Uni

Région : Toutes

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Une grande partie des forêts du Royaume-Uni appartiennent à l'Etat. Une faible part est détenue par des propriétaires privés.

Surface de l'espace naturel protégé :
Activités humaines sur et à proximité de l'espace :
Sylviculture, Agriculture.

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
Forêts de feuillus

Objectifs
de l'étude

- ↳ Définir des indicateurs de développement durable de la sylviculture
- ↳ Favoriser l'émergence d'une sylviculture durable et d'un usage des forêts à objectifs multiples

Type
d'approche(s)

- ↳ Construction d'indicateurs sociaux agrégés
- ↳ Analyse des politiques de développement multi-fonctionnel de la gestion des forêts

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Forêts ☒

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☒ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique ☐

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Grâce au Sommet de la Terre qui s'est tenu à Rio, l'idée d'une gestion intelligente des ressources forestières ainsi qu'un développement durable de la sylviculture a fait son apparition sur la scène internationale.

Suite à cela, la Conférence Ministérielle Européenne sur la Protection des Forêts a entériné l'idée d'une évaluation du management durable des forêts d'Europe, grâce à une série de critères et d'indicateurs prédéfinis ; ces derniers intégrant alors des considérations et des dimensions sociales.

Ce sont justement ces indicateurs sociaux qui sont les plus délicats à mesurer et ce pour diverses raisons. D'abord parce qu'il sont sujets à controverses entre les sociologues anglais, mais aussi parce que toute l'attention s'est portée jusqu'ici sur la valorisation des biens non-marchands, rendant marginale toute tentative d'évaluation sociale.

Construction d'indicateurs sociaux agrégés

- ⌞ Des indicateurs de performance dans la gestion des forêts existent déjà au Royaume-Uni. Ils sont particulièrement utilisés pour évaluer le rôle de la "Forestry Commission".
- ⌞ Le déclin du rôle productif du milieu rural, dû à la perte de compétitivité des Européens sur les marchés des matières premières, a incité les Etats à repenser le rôle des territoires ruraux, favorisant ainsi les éléments sociaux.

Analyse des politiques de développement multi-fonctionnel de la gestion des forêts

- ⌞ Afin de répondre aux exigences internationales, les organismes nationaux ont du introduire les notions de développement durable économique et social. Néanmoins, l'Etat a vite compris l'intérêt qu'il avait à juger plus globalement la gestion des ressources naturelles.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Les espaces ruraux ne sont plus exclusivement des zones de production et l'Etat. Aussi, afin d'approfondir les connaissances que l'on a du domaine social des zones rurales, il est important de créer des indicateurs pertinents.

- L'approche Utilitariste ne peut être retenue car elle est jugée trop grossière et théorique. Dans les faits, il est effectivement délicat d'allouer à toutes les ressources un niveau de satisfaction résultant de sa consommation.

- Sagoff (1988) argue du fait que les citoyens doivent devenir eux-mêmes les décideurs et les évaluateurs de la qualité des ressources naturelles. Dans la mesure où ils en sont les principaux consommateurs, il est important de connaître la façon dont ils appréhendent chacune de ces ressources.

- La "Forestry Commission" proposa un indicateur articulé autour de 4 piliers majeurs :

- ☐ Développement rural
- ☐ Tourisme
- ☐ Renouvellement du stock de ressources naturelles
- ☐ Environnement et conservation

- A partir de 2002, d'autres type d'approche ont tenté d'intégrer plus profondément l'idée de bien-être rural et de rôle (ou fonction) du milieu rural au sein de la société. Ainsi, O'Brien (2003) propose une méthode discursive et narrative qui est cependant très peu pratique bien qu'elle intègre les savoirs et les points de vues locaux.

- L'indicateur le plus pertinent semble s'appuyer sur les bases d'une analyse économique tout en essayant de l'approfondir à la dimension sociale. La méthode retenue a été celle de l'estimation des bénéfices non-marchands.

Impact sur autres activités économiques

Non abordé

Impacts sur emploi

Outre l'idée centrale de prendre en compte l'impact économique direct des surfaces forestières sur le bassin d'emploi, les conséquences du développement sylvicole sur le nombre d'emplois créés n'a pas été réellement abordé.

Impacts sur activité touristique

Non abordé

Intérêt et limites selon CREDOC

Cette étude ne fait qu'aborder des pistes possibles dans l'évaluation globale et approfondie des aménités dégagées par les forêts. En somme, ce texte ne permet pas d'appliquer une méthodologie précise à un territoire donné mais propose plutôt diverses pistes afin d'affiner les politiques publiques engagées dans la valorisation des territoires permettant la sylviculture.

Enseignements valorisables par les parcs français

Les parcs Français pourraient s'intéresser aux références les plus pertinentes énoncées dans l'article afin de repenser la gestion du patrimoine forestier français, en liaison avec l'Organisme National des Forêts (ONF).

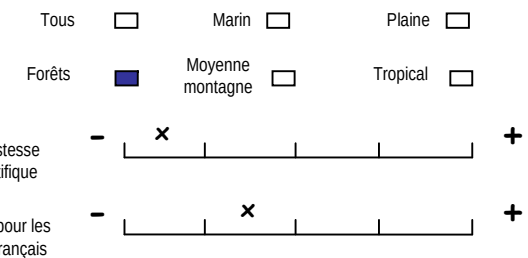
III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

Une grande part des forêts de Royaume-Uni étant détenues par l'Etat, cela simplifie grandement la définition d'indicateurs sociaux de l'usage des forêts. En effet, en ce qui concerne les propriétaires privés, l'indicateur social se réduit souvent à la capacité qu'auront ces derniers à subvenir à leurs besoins et à assurer la pérennité de leurs entreprises de gestion des ressources naturelles.

Aussi, il est important de noter que ce type d'étude est difficilement transposable à d'autres secteurs où la majorité des ressources seraient détenues par des propriétaires privés, tels que l'agriculture ou la pisciculture par exemple.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

Elsevier: Agriculture, Ecosystems and Environment

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Bill Slee

Références utiles signalées par l'étude

- DEFRA, 2004. Rural Strategy 2004. DEFRA, London
- Parkins, J.R., et al., 2001. Moving towards local level indicators of sustainability in forest based communities : a mixed methods approach. Soc. Indic. Res. 56, 43-72.
- Sagoff, 1988. The Economy of the Earth : Philosophy, Law, Environment. Cambridge Press University.

Références
du document

Titre : Beneficios economicos regionales genrados por la conservacion: el caso del MADIDI

Auteur : Fleck L. C., Amend M., Painter L. , Reid J.

Date de publication : 2006

Site de téléchargement : <http://conservation-strategy.org/files/Madidi%20Economics%20Complete%20document.pdf>
Type de document : Rapport d'étude

Organisme commanditaire du rapport : Conservation Strategy Fund (Canada)

Langue de publication : espagnol ET anglais

Nombre de pages : 79p

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Parque Nacional y Area Natural de Manejo Integradado Madidi (Bolivie)

Région : Département de la Paz, au nord-ouest de la Bolivie

Type d'institution gestionnaire de l'espace : non mentionné

Surface de l'espace naturel protégé : Le parc est divisé en une réserve de 1 271 500 ha et une aire naturelle de gestion intégrée (Area Natural de Manejo Integrado) de 624 250 ha dont le but est la conservation et le développement durable des communautés locales.

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : Les habitants du territoire où se situe le parc est diverse : communautés indiennes et agriculteurs. 3614 habitants répartis en 31 communautés (dont 9 dans le par cet 22 dans l'aire naturelle de gestion intégrée). S'ajoutent, dans la zone tampon de Madidi, 11265 habitants d'origine indienne et 22 588 d'agriculteurs. Des situations de pauvreté intense et chronique affectent plus de 90% de cette population.

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
(préciser)

Objectifs
de l'étude

Confrontation des retombées économiques des parcs sur les communes environnantes (issues des investissements régionaux pour la protection et des activités touristiques) aux coûts d'opportunités supportés par ces communautés.

Type
d'approche(s)

- ↳ Collecte d'informations financières sur les activités des organisations et entreprises principales
- ↳ Calcul des bénéfices directs des activités touristiques
- ↳ Etude qualitative pour évaluer les coûts d'opportunité

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☒ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☒
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte

- Contestation sociale contre l'existence d'une zone protégée considérée comme un frein à l'activité économique. Une question d'autant plus sensible dans un pays en voie de développement.
- Problème de redistribution des retombées économiques d'un parc : les externalités positives du parc rayonnent sur une échelle plus large que les territoires environnants alors que les acteurs locaux participent en premier lieu à la protection de la zone et en supportent les coûts.

Collecte d'informations financières sur les activités des organisations et entreprises principales

- Flux financiers (dans la zone protégée et les environs) issus des activités liées au travail de protection environnementale (recherche, gestion de la zone protégée, gestion des ressources naturelles, infrastructures, tourisme) : collecte en 2004 et 2005 de données financières auprès des principales organisations gouvernementales, non gouvernementales, et privées portant sur leurs activités de 1999 à 2004. Ne sont pris en compte que les flux financiers entrant et sortant de la région de Madidi. Sont donc exclus les flux internes.
- Estimation du nombre d'emplois locaux pour l'année 2004.

Calcul des bénéfices directs des activités touristiques

- Evaluation des bénéfices accumulés des ventes de billets d'entrée dans l'aire protégée.
- Evaluation des dépenses effectuées dans la région par les touristes venus visiter le parc et comptés par le nombre d'entrées dans le parc. Estimation à partir des données de la municipalité de Rurrenabaque.
- Estimation du nombre d'emplois générés par les visiteurs du parc dans la région de Madidi.

Etude qualitative pour évaluer les coûts d'opportunité

- Étude qualitative pour identifier les coûts d'opportunités potentiels de l'existence du parc. Collecte d'informations : vocation des terres de Madidi pour certaines activités comme l'agriculture, limites posées aux activités économiques dans les zones les plus escarpées du Madidi, conditions d'exploitation des ressources naturelles de valeur, situation démographique et socioéconomique, réelle et potentielle, pour une croissance économique dérivée d'activités traditionnelles.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Non abordé.

Impacts sur emploi

53 emplois locaux sont associés avec le parc de Madidi dont 31 sont associés au service national des aires protégées et 22 à des organismes associés.
L'activité touristique génère 72 emplois.

Impacts sur activité touristique

Dépenses des visiteurs du parc dans l'ensemble de la région en 2004 : 904 000 par an (1.38 millions US\$) dont 94,5% sont les dépenses de touristes étrangers.
Prix du ticket d'entrée pour les touristes étrangers : 6,6 (10US\$)
Prix du ticket d'entrée pour les touristes boliviens : 0,8 (1,26US\$)

Impact sur autres activités économiques

Investissements générés par le parc entre 1999 et 2004 : 793 000 par an (1,21 millions US\$). Ces investissements ont été principalement destinés à la gestion de la zone protégée et aux infrastructures.

La somme des investissements et des dépenses touristiques s'élève à 2 573 651 \$US par an. Une projection sur 25 ans estime les ressources du parc comme pouvant attirer de l'extérieur de la région un bénéfice économique potentiel de 12 887 181 (20 185 497 \$US), somme n'incluant pas le capital tiré d'investissements précédents. 97% des flux financiers générés par le parc (tourisme + investissements) proviennent de sources extérieures à la Bolivie. Les auteurs en concluent qu'une large part de ces flux auraient été dirigés vers d'autres régions, voire d'autres pays, si le parc n'avait pas existé.

Des coûts d'opportunité de l'existence du parc présentés comme peu significatifs : une bonne part du bois précieux a été retirée avant ou peu après la création du parc et les conditions géographiques du territoire limitent les opportunités d'activités agricoles très rentables.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

- Les auteurs affirment avoir adopté une démarche prudente puisqu'ils ont postulé que les investissements et les bénéfices du tourisme resteraient constants dans le futur alors que tout porte à croire qu'ils augmenteraient.

Cependant, parallèlement, les coûts d'opportunité de l'existence du parc, présentés comme peu significatifs, ne sont pas monétarisés, rendant audacieuse l'affirmation qu'ils sont faibles. Puisque l'étude aborde cette question, il aurait été plus rigoureux d'imaginer les activités qui auraient pu être développées si le site n'était pas protégé et de les valoriser économiquement (pour un exemple, voir fiche n°71, étude CREDOC 2008). La superficialité de cette partie de l'étude laisse l'impression que cette question des coûts d'opportunité n'a été traitée que de façon à renforcer l'argument que le parc a des retombées économiques positives pour la région et ses habitants. En outre, la question de la redistribution de ces retombées économiques - évoquée comme cruciale au début de l'étude - n'est pas traitée de manière approfondie.

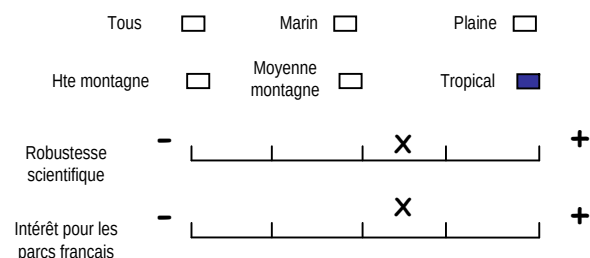
- Les auteurs rappellent certaines études qui montrent comment la création d'emplois qui ne sont pas en relation directe avec les activités traditionnelles de la région et l'élévation du niveau de vie des habitants de la région ont pour conséquence une réduction du phénomène de déforestation auquel participe la population. L'étude mentionne rapidement les nouvelles activités qui pourraient être développées dans le futur : tourisme communautaire, plantations de café. De même, la présence du parc contribue à l'assainissement des ressources naturelles et donc à la santé, à la participation civique des résidents de la région, etc.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

- L'évaluation des retombées économiques se limite à l'échelle de l'économie régionale bien que le parc crée des externalités aux échelles locale, nationale et mondiale.
- La valeur non-monétaire du parc n'est estimée ici que dans la mesure où elle est incluse dans les décisions d'investissements financiers effectués dans la région. Cependant, les bénéfices non monétaires d'un bien ont peu de poids dans la décision publique.
- Collecte des informations financières rétrospectives.
- Information incomplète sur la distribution spatiale des bénéficiaires : la zone d'impact économique du parc a été délimitée de manière qualitative (exple : inclusion de La Paz qui a bénéficié d'achats de biens et services non disponibles dans la région immédiate du parc).
- L'étude ne mentionne pas les effets indirects des flux financiers dans la région, sous-évaluant ainsi les retombées économiques du parc.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
Conservation Strategy Fund (Canada)

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Fleck L. C., Amend M., Painter L. , Reid J.

Références utiles signalées par l'étude

- ❖ BALMFORD, A., T. WHITTEN (2003), « Who should pay for tropical conservation, and how could the costs be met? » Oryx, 37(2):238-250.
- ❖ AMEND, M.; GASCON, C.; J. REID (2003), « Benefícios econômicos locais de áreas protegidas na região de Manaus, Amazonas », Conservation Strategy Fund, 29 p. (informe sin publicar).

Références
du document

Titre : « Une évaluation économique du paysage, une application de la méthode des choix multi-attributs aux Monts d'Arrée » (+ commentaire de Jean Cavaillès)

Auteur : Jeanne Dachary-Bernard

Site de téléchargement : http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/es373c.pdf

Type de document : Article universitaire

Organisme commanditaire du rapport : CEEP, université Montesquieu Bordeaux IV

Date de publication : 2004

Langue de publication : français

Nombre de pages : 17 p (+6 p)

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Paysage des Monts d'Arrée (France)

Région : Bretagne, à l'intérieur de l'aire géographique du Parc Naturel Régional d'Armorique (PNRA)

Type d'institution gestionnaire de l'espace : PNRA

Surface de l'espace naturel protégé : 43 000 ha, superficie de 14 communes rurales du Parc.

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : seule mentionnée, le tourisme

Existence de patrimoine culturel : oui non nc

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
Au sud des monts paysage de landes tourbeuses, au nord, paysage de prairies et de bocage.

Objectifs
de l'étude

- ↳ Evaluation ex-ante de la satisfaction retirée par les touristes d'éventuelles transformations du paysage pour une aide à la décision publique en matière d'aménagement du territoire.
- ↳ Dégager des indicateurs de la satisfaction retirée par les touristes d'une action globale de transformation du paysage pour chaque attribut le constituant (décomposition de son effet visuel global).

Type
d'approche(s)

- ↳ Utilisation de la méthode du choix des attributs (ou modélisation des choix).

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☒

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☒ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Évaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☒ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique ☐

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

- Le PNRA envisage des mesures paysagères pour remédier à des précédentes transformations du paysage qui ont eu lieu au détriment de l'écologie et de l'effet visuel du site.
- Dans le cadre d'un site touristique, nécessité de prendre en compte l'impact de ces mesures possibles sur le bien-être des touristes.

Construction de plusieurs scenarii, ou combinaisons de plusieurs projets paysagers

- Sont identifiés les 3 attributs du paysage sur lesquels pourraient porter d'éventuelles mesures paysagères (lande, bocage, bâtiments agricole) et les niveaux possible de transformation (exemple de 3 modalités pour la lande : très arborée, moyennement arborée, rase). Travail effectué à partir de l'avis d'experts et d'enquêtes sur le paysage auprès de la population. Les niveaux de transformation n'ont pas d'unité de mesure. Ils sont qualitatifs et sont classés selon leur effet visuel sur le paysage.
- La combinaison des 3 attributs et des 3 niveaux de transformation donne lieu à 27 scénarii possibles. Le nombre de scénarii est réduit à 6 ensembles de 3 scenarii proposés à chaque enquêté (méthode économétrique pour restreindre le nombre de scenarii possibles : processus de génération fractionnel). Pour chaque ensemble, 2 scenarii sur 3 proposent des mesures paysagères, le troisième maintient le *statu quo*.
- Est ajouté à ces scenarii l'attribut monétaire : le coût que les individus seraient amenés à payer pour bénéficier de la transformation multi-attributs correspondant à chaque scénario, ici proposée sous la forme d'un supplément de taxe de séjour payé par nuit et par personne.

Enquête auprès des touristes

- Les 6 ensembles de 3 scenarii ont été soumis par interviews directes auprès de 262 touristes choisis aléatoirement sur des sites touristiques et des lieux d'hébergement.
- Les ensembles de scénarii de l'effet visuel des transformations paysagère ont été illustrés par des photos.
- Outre les préférences des touristes pour les scénarii, le questionnaire s'intéressait également aux caractéristiques économiques et au comportement de visite de chaque touriste afin de déterminer dans quelle mesure ces variables ont un impact sur le choix de scénarii.

Contexte

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Selon Kahneman, cité par l'auteur, le consentement à payer reflète davantage une satisfaction morale de contribuer à la protection de l'environnement en général qu'une préférence pour une mesure paysagère. En effet, le bien-être retiré de la participation financière augmente avec le prix payé, et ce jusqu'à un certain seuil de prix au-delà duquel la satisfaction des enquêtés se dégrade.

Le consentement à payer des répondants croisé avec leurs caractéristiques socio-démographiques et leurs comportements touristiques permet de tirer de premières conclusions. Les familles nombreuses de touristes seraient plus satisfaites par un projet de transformation paysagère en dépit du surcoût créé par un supplément de taxe de séjour pour chaque membre de la famille; et les touristes déjà venus sur le site semblent y accorder une plus grande valeur.

Les préférences paysagères qui se dégagent dans l'ensemble consistent en une préférence pour un espace agricole bocager intégrant les bâtiments agricoles et pour un espace de lande non rase ou du moins faiblement arborée. Un programme de transformation paysagère en ce sens générerait chez un bénéfice individuel (par ménage-touriste et par an) de 9,66. Si on considère que le site est visité par 50 000 touristes, le bénéfice collectif du programme s'élèverait au montant des bénéfices tirés du paiement d'un supplément de taxe de séjour, c'est-à-dire 483 000 par an.

- La présentation de scénarii proposant de maintenir le statu quo sur les éléments du paysage ne maximise pas le bien-être des enquêtés, mettant en évidence la nécessité de transformations paysagères. Les auteurs déterminent un scénario optimal maximisant la satisfaction des enquêtés dans la limite de leur consentement à payer.

- Les auteurs calculent les « prix implicites » des trois niveaux de transformation pour chacun des attributs. Le but est de chiffrer économiquement le niveau de satisfaction retiré par les enquêtés pour chaque niveau supplémentaire de transformation d'un attribut. La comparaison des prix implicites ainsi obtenus permet de dégager un ordre de préférence entre attributs par niveau de transformation.

Impacts sur emploi

non abordé

Impacts sur activité touristique

non abordé

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées
par les auteurs

Jeanne Dachary-Bernard souligne que les résultats de l'enquête ne peuvent être utilisés de manière brute à la décision. Il faut en effet confronter ces résultats aux positions des résidents de la zone protégée sur ce qui doit être effectué en termes de transformation du paysage, ainsi qu'à des considérations écologiques et économiques (agricoles).

Les réflexions les plus intéressantes sont celles proposées par un discutant de l'INRA. Il s'emploie d'une part à une discussion éclairante des avantages et des limites de la méthode des choix multi-attributs. D'autre part, sont présentées les limites de son application en s'appuyant sur l'étude de Dachary-Bernard :

- La méthode des choix multi-attributs se fonde sur des préférences déclarées à partir de scénarii fictifs. Cette méthode expérimentale, hors réalité, peut poser des difficultés : dans quelle mesure les enquêtés ont en tête le même scénario que l'enquêteur ? Comment être certain « qu'à travers les photographies, qui sont une représentation de la réalité déformée (...) et très simplifiée, elles ont pu imaginer la globalité d'un scénario panoramique – sur 360 degrés, de bruits, d'odeurs, de sensations, etc., toutes choses que l'on éprouve *in situ* ? » ;
- La variable monétaire utilisée par Dachary-Bernard, à savoir la taxe hôtelière, peut ne pas être pertinente pour beaucoup de répondants. La moitié des visiteurs du parc habitent la région et ne sont pas concernés par cette taxe : ils peuvent très bien ne pas se soucier du poids d'un supplément à la taxe pour les visiteurs lointains. Les visiteurs lointains peuvent au contraire diminuer le montant déclaré estimant que ne venant que très rarement sur le site, ils n'ont pas à payer pour les visiteurs réguliers de la région.
- Une expérience aux Etats-Unis a montré que les enquêtés avaient une image dévalorisée des forêts et préféraient les paysages ras, montrant de l'avis du discutant la nécessité de confronter plusieurs méthodes de recueil et d'analyse des préférences avant de tirer les conclusions, et de raser des forêts entières.

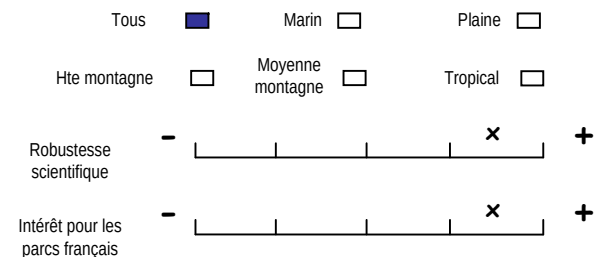
Enseignements
valorisables par les
parcs français

Le choix de certains attributs et de leur niveau de transformation dans le paysage conduit à faire des mesures dont le caractère significatif n'est pas toujours évident : on peut penser que la majorité des répondants considère l'intégration des bâtiments comme un élément important. Les avis peuvent diverger sur les modalités de permettre cette intégration de manière esthétique. Le résultat ici donné par l'auteur semble apporter au final peu d'informations.

Comme l'indique l'auteur, les préférences des habitants ont aussi une grande importance dans la décision publique de transformer le paysage. Une enquête séparée auprès des habitants aurait permis de constater d'éventuels conflits de préférences entre touristes et usagers quotidiens du site.

Conformément à la méthode des choix multi-attributs, le plaisir esthétique retiré du paysage est confronté à la contrainte du prix d'éventuelles transformations du paysage. Il serait également également intéressant de voir dans quelle mesure d'autres conséquences que le prix des transformations (conséquences écologiques ou contraintes pour des activités économiques telles que l'agriculture) peuvent nécessiter un arbitrage de la part des répondants lorsqu'ils déclarent préférer une transformation du paysage actuel.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

CEMAGREF Bordeaux
50, avenue de Verdun
Gazinet
33612 Cestas cedex

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Jeanne Dachary-Bernard
Jeanne.Dachary-Bernard@cemagref.fr

Références
utiles signalées
par l'étude

Kahneman D., Ritov I. et Schkade D. (2000), « Economic Preferences or Attitude Expressions? An Analysis of Dollar Responses to Public Issues », in *Choices, Values and Frames*, Cambridge University Press and the Russel Sage foundation, New York.

Références
du document

Titre : **Economic Impacts of state parks on state economies in the south**
Auteur : John C. Bergstrom, H. Ken Cordell, Alan E. Watson, and Gregory A. Ashley

Date de publication : 1990

Site de téléchargement :
Type de document : Article scientifique

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport : Collaboration : USDA Forest Service, The University of Georgia & The Georgia Agriculture Experiment Station **Nombre de pages :** 11

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Parcs nationaux dans différents états du Sud des Etats-Unis

Région : 2 parcs en Caroline du Sud (Myrtle Beach et Table Rock), 1 parc en Caroline du Nord (Hanging Rock), 1 parc en Georgie (Unicoi) et 3 parcs dans le Tennessee (Fall Creek Falls, Fort Pillow et Hiwassee)

Type d'institution gestionnaire de l'espace : non précisé

Surface de l'espace naturel protégé : non précisé

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : non abordé

Existence de patrimoine culturel : oui non **nc**
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non **nc**
(préciser)

Objectifs
de l'étude

- Estimer les impacts économiques (directs, indirects et induits) des visites récréatives des parcs nationaux sur les économies de 4 états du sud des Etats-Unis : la Caroline du Nord, la Caroline du Sud, la Georgie et le Tennessee.

Type
d'approche(s)

- Collecte de d'information pour alimenter la base de données PARVS (Public Area Recreation Visitors Study)
- Modélisation économétrique input-output (modèle INPLAN) à partir de la base de données PARVS

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre ☐ **Tous, non précisé**

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☒

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique ☐

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- Intérêt croissant pour les impacts économiques régionaux des activités récréatives de plein air pour répondre aux problématiques de pauvreté en zones rurales des PVD. La production de loisirs est un des usages non agricoles des terres qui pourrait générer des revenus en milieu rural dans un contexte de demande urbaine croissante. Si l'industrie reste une stratégie de développement rural, les autorités locales sont également intéressées par les « industries légères » comme le tourisme. Enfin, le contexte d'austérité budgétaire de ces pays renforce l'intérêt de disposer d'informations quantifiées pour aider à la décision politique.

Collecte de données

- Données sur les dépenses des visiteurs venant d'un autre état** dans la région considérée : ont été collectées dans le cadre d'une coopération multiagences(PARVS) sur les usages des zones publiques récréatives de plein air initiée en 1982 par le US Forest Service.
- La collecte de données comprend une **1^{ère} phase d'auditions de visiteurs** sur les caractéristiques de leur groupe de touristes et de leur voyages **réalisées dans les différents parcs et zones récréatives**. Puis une **2^{ème} phase d'enquêtes par mails** est réalisée pour examiner le **détail des dépenses récréatives** (4 catégories) des visiteurs.
- Echantillons finaux (nb de réponses aux 2 enquêtes) : 94 en Caroline N., 339 en Caroline S., 200 en Georgie, 642 dans le Tennessee.

Analyse Input-Output avec le modèle INPLAN

- Le système de modélisation Input-Output INPLAN est développé par l'USDA Forest Service. Il est utilisé pour estimer les effets directs, indirects et induits de la demande finale : une difficulté existe donc dans la manière dont on considère que les achats récréatifs modifie la demande finale pour en déduire les « outputs » sur l'économie régionale.
- 1) Allocation d'une part des dépenses totale de voyage à l'économie régionale , puis 2) allocation des dépenses récréatives aux différents secteurs économiques du modèle INPLAN.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Non abordé

Impacts sur emploi

Estimé à travers l'activité touristique (cf. ci-dessous)

Impacts sur activité touristique

Les dépenses moyennes par personne et par voyage calculées à partir des données des enquêtes varient de 9.35US\$ pour le parc national Fort Pillow dans le Tennessee à 40.08US\$ pour le parc de Myrtle Beach en Caroline du Sud. Les principales dépenses de voyage comprennent le transport, le logement la nourriture et les boissons, l'équipement annuel et des dépenses diverses.

Les effets directs, indirect, induits et totaux des dépenses de loisirs sur 6 indicateurs économiques (l'emploi, la valeur ajoutée, le revenu total, le rendement brut total, le revenu immobilier et la rémunération du travail) sont estimés pour chaque parc naturel et exprimés en US\$ de 1982.

Les impacts économiques sont très variables entre les parcs à l'intérieur d'un même état : par exemple, en Caroline du Sud, le rendement brut total associé au Parc de Myrthe Beach est estimé à 259 millions US\$ alors que celui du Parc National de Table Rock est d'environ 10 millions de \$. **Ces différences s'expliquent par les différences dans la fréquentation totale annuelle et la part de visiteurs venant d'un autre état.**

De même, les impacts économiques des dépenses récréatives varient considérablement d'un état à l'autre. Les paramètres explicatifs sont les mêmes que précédemment.

Ainsi, pour s'affranchir de l'influence de la fréquentation totale annuelle et comparer les résultats entre eux, les auteurs calculent des **coefficients multiplicateurs** (ratio effet total/effet direct). Ces coefficients fournissent un moyen d'évaluer les impacts économiques potentiels des dépenses de loisirs.

Impact sur autres
activités
économiques

L'ampleur de ces coefficients multiplicateurs suggère que **les impacts économiques des dépenses récréatives sont relativement importants sur les différents sites et dans les différents états**. Par exemple, le coefficient multiplicateur du revenu total varie entre 2.01 en Caroline du Sud et 2.83 dans le Tennessee. Cela signifie que pour chaque revenu total directement généré par une augmentation des dépenses récréatives des visiteurs extérieurs, un revenu additionnel de respectivement 1.01 et 1.83 sera créé par les effets indirects et induits.

Les différences de coefficients entre états pourraient refléter des différences de structures économiques. Globalement le Tennessee présente les coefficients les plus élevés. Les coefficients économiques régionaux pour les activités récréatives de plein air ne sont pas aussi importants que ceux obtenus pour d'autres secteurs d'activités. (ex : résultat de 1.85 pour la Georgie alors que l'agriculture dans cet état a un coeff. multiplicateur estimé à 2.66)

Intérêt et limites
selon CREDOC

Enseignements
valorisables par les
parcs français

Le modèle utilisé reste relativement « opaque » au lecteur : les informations qui sont données restent limitées. Les hypothèses sous lesquelles il fonctionne ne sont pas énoncées.

Limites d'utilisation des coefficients multiplicateurs

Les données nationales sur les dépenses utilisées dans le modèle sont exprimées en US \$ de 1977, puis pour l'analyse elles sont actualisées en US \$ de 1982 alors que l'étude est publiée en 1990.

Les auteurs considèrent que seuls les visiteurs venants d'un autre état « « stimulent » l'économie régionale en y injectant des « dollars étrangers ». Le transfert d'argent entre opérateurs économiques est considéré comme neutre du point de vue économique comme de celui de l'emploi : ceci constitue, nous semble-t-il, une hypothèse forte.

III. Intérêt de l'étude

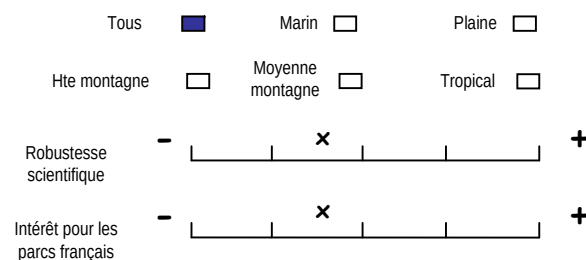
Limites signalées
par les auteurs

La taille des échantillons est parfois relativement faible : limite en termes de robustesse scientifique. Toutefois les résultats sont cohérents avec la littérature scientifique existante.

Les procédures d'allocations des dépenses récréatives dépendent de nombreuses hypothèses simplificatrices.

Les résultats ne reflète que les impacts économiques des visites des parcs nationaux alors que des activités récréatives ont lieues à d'autres échelles et sur d'autres types de sites.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude Collaboration scientifique entre : (a) US Forest Service, (b) The University of Georgia & (c) The Georgia Agriculture Experiment Station
Auteur de l'étude (ou correspondant)
John C. Bergstrom (b), H. Ken Cordell (a), Alan E. Watson (a), and Gregory A. Ashley(a)

Références
utiles signalées
par l'étude

U Miemyk, W.H. The Elements of Input-Output Analysis. New York: Random House, 1965.

Références
du document

Titre : Social and economic impacts of Kahurangi National Park

Auteur : C. Nicholas Taylor, Janet Gaugh, Julie Warren, Wayne McClintock

Date de publication : 1999

Site de téléchargement :
Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport : New Zealand Conservation Authority and DOC

Nombre de pages : 61

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Parc national Kahurangi en Nouvelle-Zélande

Région : Ce parc national est situé au Nord ouest de l'île du Sud

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Institution Publique : The Department of Conservation DOC

Surface de l'espace naturel protégé : 452 000 ha (2ème parc de NZ)

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : Communautés rurales autour du parc. Industries basées sur l'agriculture familiale et petites entreprises (ex: tourisme). Nombreux circuits de randonnées, rafting, kayaking, pêche.

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
Héritage Maori

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
Diversité géologique et de paysages, richesse de la biodiversité

Objectifs
de l'étude

- ↳ Analyser les impacts sociaux et économiques du parc national Kahurangi sur les économies locales, le tourisme et les usages récréatifs, les problématiques de gestion (dépenses et emplois du parc) et d'interactions avec les communautés.
- ↳ Développement de données sur les effets sociaux et économique du nouveau parc en vue d'analyses future de ces impacts ou d'études comparative
- ↳ Contribuer au management du parc et au développement de relations entre le parc et les communautés voisines.

Type
d'approche(s)

- ↳ Méthode d'évaluation sociale : profil de communautés, analyse des données disponibles concernant le parc, auditions d'acteurs, réunion collective

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☒
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre Montagne et forêt

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☒ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- Une première étude a été menée en 1993 avant la création du parc qui date de 1996. Cette étude fait suite à la première et doit permettre d'évaluer les effets du nouveau parc grâce à un suivi dans le temps. Elle doit contribuer à améliorer la gestion de ces effets et à bâtir des relations entre le parc et les communautés voisines notamment dans le cadre du Plan de gestion du parc réalisé par le DOC pour la période 1998-2008.

Evaluation sociale

- Le profil de communautés** est utilisé en évaluation sociale pour décrire les conditions de la situation initiale (baseline) et établir périodiquement l'étendue du changement social. Dans cette étude, les profils de communautés sont réalisés à partir d'une projection de données et de statistiques datant de 1993 (le parc a été créé en 1996). Ces données sont complétées par la documentation disponible sur les caractéristiques sociales et économiques de la région ouest.
- Analyse de données disponibles** : Les informations du DOC sur les dépenses et l'emploi du parc, le nombre de visiteurs, les circuits et abris sont analysées en termes de tendances et de changements ainsi que les données du secteur touristique issues du Visitor Information Network.
- Estimations de l'emploi** : Réalisées à partir de données issues d'auditions et de projections en utilisant des coefficients multiplicateurs d'emploi par type d'activité (issus de Narayan, 2001). Test de 3 scénarios de gestion future du parc avec des effets différents sur l'emploi.
- Auditions individuelles et réunions de groupes** : avec les représentants des communautés et des groupes d'intérêts dans différents secteurs (DOC, tourisme, autre entreprises, gouvernement et représentants régionaux et locaux, personne impliquées dans les activités des communautés). **Analyse des mots-clefs et du contenu de ces auditions** à l'aide d'un programme d'analyse de bases de données qualitatives.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

La chasse est en premier lieu pratiquée pour la régulation des populations plutôt qu'à des fins récréatives.

Impacts sur emploi

Création de 50 emplois directement dans les environs du nouveau parc et de 35 autres équivalent temps plein de manière indirecte à l'échelle nationale. En plus du travail familial, les entreprises emploient des salariés à temps partiel et saisonnier. Cet emploi est de nature saisonnière, serviciel et généralement assuré par les femmes.

Impacts sur activité touristique

Selon l'étude de 1993, le **tourisme** est constituée une opportunité économique pour les communautés autour du parc. L'industrie du tourisme serait encouragée par le parc. Toutefois, cette opportunité n'est pas vraie partout et il est trop tôt pour discerner de tels impacts.

La fréquentation touristique du parc a augmenté et ses caractéristiques ont changé : visiteurs domestiques et étrangers.

La demande pour tous types de **randonnées** a augmenté particulièrement les courtes : cette tendance devrait se poursuivre impliquant des besoins accrus de gestion des impacts sociaux et environnementaux. L'utilisation des équipements du parc a augmenté : manque de maintenance des circuits et abris. Pas de développement de nouveaux circuits depuis 1993 et faible implication de la population locale. Augmentation forte du nombre de **concessions touristiques** dans le parc principalement pour des activités de randonnées guidées.

L'utilisation d'hélicoptères (via des opérateurs) pour des usages récréatifs dans le parc a augmenté massivement. Il sont perçus différemment par les communautés locales qui sont habitués à les utiliser dans leur vie quotidienne et les visiteurs du parc en quête de tranquillité.

Le rafting est se développe et est la principale activité touristique utilisatrice d'hélicoptères. Il existe également un intérêt grandissant pour la **pêche récréative à la truite**, l'enjeu étant de limiter dans le même temps la pression sur les stocks de truites. Ces activités permettent le développement de plusieurs entreprises touristiques.

Le **mountain bike** est également une activité populaire en progression chez les touristes mais qui a été **interdite dans les parcs nationaux** : **conflits potentiels réels** entre cyclistes et randonneurs s'ils empruntent les mêmes circuits au même moment.

Impact sur autres
activités
économiques

La fréquentation du parc entraîne une nette pression sur les **routes d'accès** qui sont en mauvais état et peu entretenues et des conflits entre locaux et touristes. Une valeur économique et sociale serait dégagée de la réalisation d'un réseau de routes d'accès au parc. Implication de toutes les parties prenantes mais ressources financières limitées. De plus de nouveaux **services de transports** sont requis pour accéder à certains sites sur le parc. Les autorités ont pris le parti, face aux demandes de l'**industrie minière**, d'exclure des limites du parc les sites qui présentaient des signes évidents d'un possible développement commercial dans le futur. Les **activités hydroélectriques** sont interdites dans le parc mais des possibilités existent en dehors. Les communautés locales trouvaient des emplois à temps partiels dans la **cueillette en forêt notamment celle de la sphaigne**. Toutefois, la valeur commerciale de ces activités était faible. Pour l'auteur, tout en les excluant, le parc n'a donc pas d'impact mesurable sur ces activités.

Intérêt et limites
selon CREDOC

Enseignements
valorisables par les
parcs français

Il est légitime de s'interroger sur la validité scientifique et la robustesse des coefficients multiplicateurs utilisés pour les projections sur l'emploi.

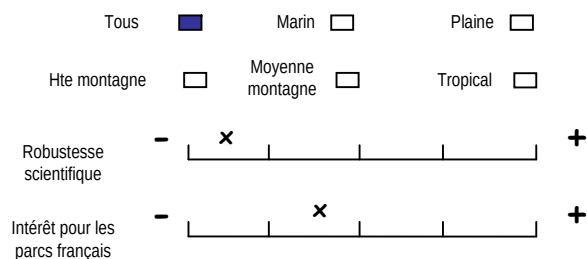
Les profils de communautés, qui fournissent des éléments qualitatifs mais aussi quantitatifs (caractéristiques démographiques et sociologiques, caractéristiques du marché de l'emploi, des secteurs d'activités, revenu des ménages, éducation, tenure etc.), pourraient être plus largement exploités dans l'analyse des impacts sociaux et économiques du parc (notamment dans les projections).

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées
par les auteurs

Les bénéfices du parc devraient être modérés par les coûts d'opportunité qu'il génère. Toutefois, ces coûts n'étaient pas toujours mesurables et sont de fait considérés comme négligeables (ex: activité minière, hydroélectricité). L'activité minière constitue par exemple un coût d'opportunité potentiellement important en termes d'emplois, bien que limité par les dispositions prises lors de la création du parc (cf ci-dessus).

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

New Zealand Conservation Authority and the Department of Conservation DOC

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Institute for Social Research and Development and Taylor Baines and Associates

Références
utiles signalées
par l'étude

- Narayan, V. 1993: Input/output table: the West Coast region (1986/87): its application and analysis. Economic Impact Analysis, Discussion Document, The West Coast Regional Council

Références
du document

Titre : **Évaluation économique des pertes d'usage dues aux tempêtes Lothar et Martin de Décembre 1999 : le cas de la forêt de Fontainebleau**
Auteur : Sylvie Scherrer

Date de publication : 2002

Site de téléchargement :

Type de document : rapport d'évaluation

Langue de publication : français

Organisme commanditaire du rapport : Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables

Nombre de pages : 98

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Forêt domaniale de Fontainebleau en France

Région : Seine-et-Marne

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Les forêts publiques de Fontainebleau sont gérées par l'Office national des forêts

Surface de l'espace naturel protégé : 25 000 ha

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : L'agglomération de Fontainebleau - Avon, dans le massif, représente 35 000 habitants

Existence de patrimoine culturel : La forêt est un site classé

Patrimoine naturel le plus notable : La forêt est une réserve de biosphère « Man and biosphere » de l'UNESCO, fait partie du réseau Natura 2000 et est classée en Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique et Zone d'intérêt communautaire pour les oiseaux.

Objectif
de l'étude

- Évaluer les pertes d'aménités relatives aux loisirs (en particulier la perte de jouissance du patrimoine forestier) dues aux tempêtes Lothar et Martin de 1999, dans la forêt de Fontainebleau

Type
d'approche(s)

- Enquête auprès des ménages par questionnaire téléphonique ou sur place pour évaluer les modifications de comportements suite aux tempêtes
- Évaluation contingente du consentement à payer pour remettre en état la forêt de Fontainebleau, à partir de 3 scénarios hypothétiques.

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☒ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre Massif forestier ☐

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques
Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☒ Analyse Input-output ☐
Méthodes d'analyses de la valeur
Evaluation contingente ☒ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique ☐

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

- Les tempêtes de 1999 ont durement touché la forêt de Fontainebleau. 120 000 arbres ont été repérés comme endommagés soit 221 000 m3 d'arbres, mais on estime le volume total des dégâts sur les arbres à 300 000 m3. C'est beaucoup plus que la précédente tempête de 1990 (120 000 m3). Dans un contexte d'évaluation globale des dommages générés par les deux tempêtes, la direction des études économiques et de l'évaluation environnementale a évalué leur impact sur les aménités récréatives, auprès de trois catégories d'usagers :

 - les personnes résidant dans les communes proches des forêts, pour qui la forêt est un but d'excursion à la journée
 - les personnes habitant dans des communes plus éloignées, pour qui la forêt est un motif de séjour
 - les touristes, pour qui la forêt est un motif de séjour
- Enquête auprès des ménages par questionnaire**

Deux types d'enquêtes ont été menées. Une enquête téléphonique a été menée par questionnaire. Elle a concerné 2009 personnes résidant à proximité de la forêt, choisies selon la méthode des quotas (sexe, âge et profession).

La deuxième enquête s'est faite sur 4 lieux très fréquentés de la forêt de Fontainebleau. 415 visiteurs ont ainsi été choisis de façon aléatoire, à raison d'une seule personne par groupe.
- Évaluation contingente du consentement à payer pour remettre en état la forêt de Fontainebleau**

L'évaluation contingente s'est basée sur l'idée que la valeur qu'un individu accorde à la forêt de Fontainebleau, ou service qu'elle rend, est égale au prix maximum qu'il est prêt à payer pour bénéficier de sa remise en état. Ainsi trois scénarios ont été proposés aux 2424 interrogés, pour estimer la valeur que les individus accordent à la perte de bien-être dans la forêt depuis les tempêtes : payer un supplément d'impôts locaux pendant quelques années, verser de l'argent à un fonds spécifique destiné à la forêt de Fontainebleau et enfin payer un droit d'entrée momentanée pour y accéder. L'alternative entre les trois scénarios permet d'atténuer les biais induits par chacun des scénarios. Ensuite, une modélisation de type Tobit, a été mise en place pour approfondir l'analyse des données quantitatives.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

La mesure du consentement à payer pour que la forêt retrouve son état initial

Des trois scénarios proposés pour remettre en état la forêt, le scénario préféré par les interrogés est le don volontaire effectué à un fonds spécifique (près de la moitié serait d'accord). Vient ensuite le supplément d'impôts locaux (35, 7% des interrogés sur place). Enfin le scénario le plus contraignant pour les enquêtés est celui qui propose d'instaurer un droit d'entrée (un quart des personnes sont d'accord).

Le prix du consentement à payer, par les personnes s'étant déclarées disposées à apporter leur soutien, est variable selon la méthode de calcul retenu. Si on ne tient pas compte des valeurs nulles données par les individus, on obtient en moyenne : 53 euros pour un supplément d'impôts, 55 euros pour un don et enfin un droit d'entrée moyen à 3 euros.

Impacts sur emploi

(non abordé)

Impact sur autre activité économique

(non abordé)

Impacts sur activité touristique

Des dégâts jugés importants, mais qui n'ont pas modifié les habitudes de fréquentation

La quasi totalité des résidents à proximité de la forêt de Fontainebleau juge les dégâts causés par les tempêtes très ou assez importants (91%). Cependant, l'enquête permet d'affirmer que les dommages n'ont pas entraîné de modification majeure dans les comportements des visites. Seulement un quart des personnes estime se rendre moins fréquemment en forêt de Fontainebleau depuis 1999 et parmi eux, seulement un quart impute cette baisse de fréquentation aux tempêtes.

A l'inverse si l'on prend en compte dans le calcul tous les refus à payer (pas assez d'argent, pas nécessaire de remettre en état la forêt, rejet du scénario ou attribution d'une valeur nulle au consentement à payer), les moyennes chutent à 15 euros pour le supplément d'impôt, 22 euros pour un don et 80 centimes d'euros pour le droit d'entrée.

Modélisation du consentement à payer

La probabilité d'obtenir une réponse favorable à l'idée de faire un don ou payer des impôts pour remettre en état la forêt, s'élève avec l'âge et le revenu familial des personnes. Les gens se rendant régulièrement dans le massif forestier sont plus favorables aux prélèvements d'impôts et aux dons ; par contre ils se montrent plus hostiles à payer un droit d'entrée.

Les personnes ayant déclaré avoir fait un don l'année passée se montrent plus favorables à en effectuer pour la forêt de Fontainebleau. Enfin, il ressort que les individus qui ont effectué un temps de transport assez long pour se rendre dans le massif se montrent plus enclins à verser de l'argent.

Intérêt et limites
selon CREDOC

Enseignements
valorisables par les
parcs français

L'enquête méthodologique est rigoureuse et il y a un réel effort d'explication de la modélisation du consentement à payer. Cependant, elle ne porte que sur l'impact touristique des tempêtes de 1999 dans la forêt de Fontainebleau. Aucun autre aspect n'est envisagé.

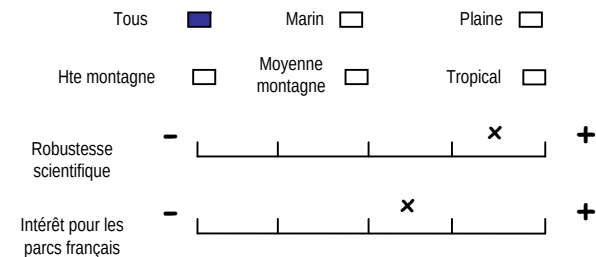
La méthode du consentement à payer sur la forêt de Fontainebleau, qui est un site classé, est une méthode transférable à d'autres espaces naturels pour lesquels doivent être évaluée la perte de bien-être due à un événement catastrophique ou à un changement économique par exemple.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées
par les auteurs

L'auteure insiste sur les différentes lectures possibles du consentement à payer, selon la méthode utilisée. Elle différencie trois calculs. Le premier prend seulement en compte les valeurs positives données au prix à payer. Le second inclue tous les refus de payer c'est-à-dire les valeurs nulles (pas assez d'argent ou pas nécessaire de remettre en état la forêt) et les « faux zéros » (rejet du scénario du mode de paiement). Enfin, la troisième méthode exclue du calcul, les « faux zéros ». Ceux-ci ne reflètent pas l'attribution d'une valeur nulle à la remise en état de la forêt ; ils expriment simplement le désaccord sur un des modes de financement. Selon la méthode utilisée, les prix peuvent varier du simple au quadruple.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Sylvie Scherrer

Références
utiles signalées
par l'étude

- ↳ Maresca Bruno, La fréquentation des forêts publiques en Ile de France, juillet 2000, CREDOC.

Références
du document

Titre : Protected areas as attractions

Auteur : Sandra Wall Reinius, Peter Fredman

Type de document : Article scientifique

Organisme commanditaire du rapport : Stockholm University

Date de publication : 2007

Langue de publication : Anglais

Nombre de pages : 16

Site de téléchargement :

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Suède : Parcs nationaux, sites du patrimoine mondial, réserves de biosphères.

Région : 3 sites protégés dans la région des montagnes Suédoises : le Parc National Fulufjället au sud de la région, The Laponian World Heritage Site (comprend 4 PN, 2 RNat., et 2 zones humides inscrites à la Convention Internationale des zones humides) au nord de la Suède et la réserve de biosphère Lake Torne (comprend 1 lac, 2 PN et 2 RN) nord de la Suède.

Type d'institution gestionnaire de l'espace : non précisé

Surface de l'espace naturel protégé : PN Fulufjället : 380km², The Laponian WHS : 9400 km², RB Lake Torne : 965 km²
Activités humaines sur et à proximité de l'espace : activités récréatives (randonnée, ski alpin, scooter des neige...), infrastructures touristiques, opérateurs touristiques

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
Héritage culturel des Sami, rennes grégaires

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
Lichen « épais », plus grande cascade de Suède, marais, prairies, landes, rennes grégaires

Objectifs
de l'étude

- Etude de l'influence des zones protégées (en tant qu'attractions) sur le comportement des touristes. Importance du statut de la protection.

Type
d'approche(s)

- Enquêtes par courrier de visiteurs volontaires et analyse des résultats

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☒ Moyenne montagne ☒
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre ☐ Lac, zones humides ☒

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☒ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique ☐

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- ↳ Dans de nombreux endroits les zones protégées sont devenues des produits touristiques que l'industrie promeut et vend comme des attractions. On sait l'importance des labels et des zones protégées dans le tourisme. Il est intéressant d'étudier le rôle de ces appellations dans les choix de visites des touristes (influence sur leurs comportements).

Méthode d'enquêtes et Analyse des résultats

- ↳ **Sur place**, les visiteurs sont invités, s'ils le souhaitent, à s'inscrire et à donner leur coordonnées pour répondre à l'enquête. La durée et la période de recueil des coordonnées est variable selon les sites.
- ↳ Ensuite, un questionnaire d'enquête leur est envoyé **par courrier postal**. 2 relances sont réalisées avec, dans le second envoi, une copie du questionnaire.
- ↳ **Les tailles d'échantillons finaux** sont de : 1 245 réponses de résidents Allemands et Suédois pour le Parc National Fulufjället (soit un taux de réponses final de 83%), 750 réponses de touristes Allemands et Suédois pour le Laponian WHS (soit un taux de réponse final de 76%) et 544 réponses de touristes Suédois, Norvégiens, Finnois, Anglais et Allemands pour la réserve de biosphère Lake Torne (soit un taux de réponses final de 67%).
- ↳ **Questions :**
 - Motivations pour visiter le site (notation d'items par ordre d'importance) : objet d'une **analyse en composantes principales**
 - Connaissance du statut de protection du site et sensibilité à ce statut
 - Lien entre statut et degré d'attractivité de la zone (Fulufjället et Lake Torne). En Laponie : 2 questions ouvertes ont été posées en fin de questionnaire pour 1) s'intéresser à la manière dont le classement au patrimoine mondial affectait la décision de visite de la zone et 2) étudier en quoi la Laponie était plus ou moins attractive du fait de son classement au patrimoine mondial.
 - Caractéristiques des touristes en fonction du rôle du statut de protection : objet d'une **régression logistique**.
 - Intérêt de la protection pour les touristes, la région alentour, la biodiversité et du point de vue des restrictions d'usages.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Connaissance et sensibilité au statut de protection :

- **la proportion de visiteurs qui connaît le statut du site varie fortement entre les 3 sites.** Ainsi, 76% des touristes connaissent le statut de Parc National du site de Fulufjället avant leur visite alors que seulement 16% savent que the Lake Torne est une réserve de biosphère. Le classement de la Laponie au patrimoine mondial est connu de 60% des touristes enquêtés avant leur visite.
- **de même, l'influence du statut de protection sur leur décision de visite est très variable :** plus de 44% des visiteurs interrogés disent être influencés dans leur décision de visite par le statut de Parc National du Fulufjället. En revanche, le statut de protection n'influence que 5% des visiteurs de la Laponie et 1% de ceux de Lake Torne dans leur choix de visite.

Degré d'attractivité conféré par le statut de protection : 1/3 des visiteurs interrogés considèrent que le statut de zone protégée (parc national ou réserve de biosphère) augmente l'attractivité du site. Seul 1% d'entre eux estiment, au contraire, qu'il le rend moins attractif. Les réponses données en Laponie aux questions ouvertes à ce sujet sont extrêmement variables.

Impacts sur emploi

Non abordé

Impacts sur activité touristique

Motivations de la visite : Les enquêtes révèlent que les motivations premières des touristes pour visiter le Parc National de Fulufjället sont « l'expérience d'une belle nature » et « l'absence de déchets » et en Laponie ce sont « les expériences de nature » et « les possibilités de randonnées ». L'analyse en composantes principales montre que les facteurs les plus significatifs sont « une nature sauvage protégée et intacte » et « la paix et la tranquillité » pour le Parc National Fulufjället; en Laponie ce sont « la tranquillité de la randonnée » et « le logement, le service et le balisage » qui viennent en priorité.

Impact sur autres activités économiques

Caractéristiques des touristes influencés par la protection de la nature : Le modèle de régression montre que les touristes Allemands sont plus influencés par le caractère protégé du site que les visiteurs Suédois. Les personnes à hauts revenus comme celles ayant des revenus modestes, les touristes venant pour la première fois, ceux qui étudient la nature et ceux pour qui la presse écrite est la source principale d'informations, sont plus influencés par le statut de protection. Toutefois, le modèle de régression montre que d'autres facteurs, non considérés dans l'étude, affectent la décision de visite.

Intérêt de la protection de la nature :

- 81% des visiteurs estiment que **le statut de PN augmente la valeur du site pour les touristes** et 51% dans le cas du patrimoine mondial.
- La majorité d'entre eux considère que **la protection augmente la valeur de la zone pour la région**.
- ¼ seulement estime que **le PN restreint les activités humaines** sur le site (30% pour le patrimoine mondial).
- la quasi-totalité pense que **le PN préservera la biodiversité**.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Les enquêtes sont réalisées après la visite : on peut se poser la question de l'influence de l'expérience vécue lors de la visite sur la réponse finale au questionnaire. En d'autres termes, dans quelle mesure les réponses sont-elles le reflet de la perception (a priori) d'un « label » de protection de la nature comme le suggèrent les auteurs ?

Les tailles d'échantillons sont suffisantes pour accorder du crédit aux résultats. Toutefois, il nous semble délicat de réaliser des comparaisons entre types d'appellations dans la mesure où les enquêtes ne sont pas reproduites sur plusieurs sites ayant la même appellation. De ce fait, conclusion des auteurs concernant l'effet plus fort de « l'étiquette » parc national sur les comportements de touristes par rapport aux autres « labels » demande à être vérifiée.

Ce type de questionnement peut être utile par exemple pour construire un plan de communication, définir et cibler des actions de marketing ou encore pour valoriser un territoire ou un patrimoine naturel.

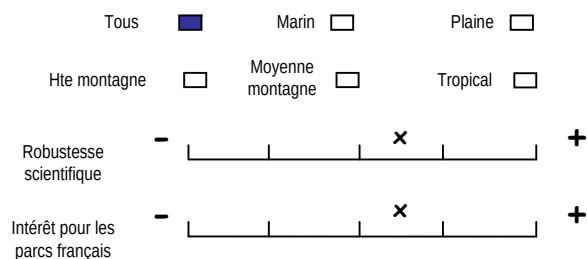
III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

Les auteurs font l'hypothèse que la protection de la nature fonctionne comme une attraction qui influence l'attitude du touriste c'est-à-dire que l'appellation de la zone protégée lui confère en quelque sorte « un label qualité » qui a un impact sur la perception du touriste.

D'autres facteurs, non pris en compte dans l'étude, affectent la décision de visite.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
Stockholm University

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Stockholm University :Sandra Wall Reinius, Peter Fredman

Références utiles signalées par l'étude

- ? McCool, S. (1985). Does Wilderness Designation Lead to Increased Recreational Use? Journal of Forestry 83:39-41.
- ? Marsh, J. (2000). Tourism and National Parks in Polar Regions. In Tourism and National Parks—Issues and Implications, R. Butler and S. Boyd, eds., pp. 127-136. Chichester: Wiley.

Références
du document

Titre : The Economic Impact of Canada's National, Provincial & Territorial Parks in 2000

Auteur : The Outspan Group Inc.

Date de publication : 2005

Site de téléchargement :
Type de document : Rapport d'étude technique

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport : Canadian Parks Concil / Conseil Canadien des Parcs

Nombre de pages : 144

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Tous les parcs canadiens gérés par les agences fédérales, provinciales et territoriales des parcs c'est-à-dire les parcs nationaux mais aussi les parcs et sites historiques. Exclusion des zones protégées gérées par d'autres institutions.

Région : 12 provinces et régions Canadiennes

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Les Agences Canadiennes des Parcs sont des agences gouvernementales

Surface de l'espace naturel protégé : non précisé

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : non précisé

Existence de patrimoine culturel : oui non **nc**
Patrimoine naturel le plus notable : oui non **nc**

Objectifs
de l'étude

- Estimer les dépenses réalisées par les Agences Canadiennes des Parcs dans chaque province et territoire et celles des touristes attribuables aux visites des Parcs Canadiens.
- Analyser les retombées économiques de ces dépenses (et pas uniquement les bénéfices commerciaux) des parcs nationaux, provinciaux et territoriaux Canadiens.

Type
d'approche(s)

- Analyse Input-Output :**
 - Sources de données
 - Modélisation économique : Economic Impact Model for Parks and Protected areas (EIMPA, V. 7.0)

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☒

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre ☐ Non précisé ☒

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques
Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☒
Méthodes d'analyses de la valeur
Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique ☐

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- Il est admis que les dépenses associées aux parcs et aux zones protégées sont conséquentes et stimulent les économies locales et régionales. En 2003, les membres du Conseil Canadien des Parcs ont souhaité l'élaboration d'une analyse synthétique des retombées économiques à l'échelle nationale des parcs nationaux, provinciaux et territoriaux du Canada. Cette étude est une première tentative dans ce sens, devant fournir un premier ordre de grandeur.

Modélisation des retombées économiques des parcs : Analyse Input-Output

- Les **données** nécessaires sont directement liées à la spécification de la méthode de calcul des retombées économiques :
 - Dépenses des organisations** : fonctionnement et maintenance, développement des investissements, salaires.
 - Dépenses des visiteurs** : transport (3 catégories), hébergement, nourriture et boissons (2 catégories), loisirs et divertissements, autres dépenses.
 - 12 agences de parcs participent à l'étude** et ont fourni les données nécessaires à l'analyse.
- Le modèle utilisé est le **Modèle d'impact économique des parcs et zones protégées** (EIMPA). Ce modèle utilise les **multiplicateurs d'impact dérivés du modèle entrées-sorties** de Statistique Canada (1999) qui n'évalue que les **effets directs et indirects**.
- Les **résultats** du modèle concernent les effets à l'intérieur et à l'extérieur de la région dans laquelle les dépenses ont été engagées. Une estimation de l'impact économique total est obtenu en additionnant ces effets.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Impacts sur emploi

Non abordé

Les dépenses salariales engagées par les 12 agences participantes **représentent 49.7% de leurs dépenses totales**, soit 275 millions \$ sur des dépenses totales d'environ 555 millions \$. Il existe une **forte variabilité** des dépenses salariales entre les parcs.

Les effets sur l'emploi sont exprimés en ETP annualisés. Les emplois réels dans le secteur du tourisme étant souvent saisonniers et de courte durée, les auteurs estiment qu'ils pourraient être 4 à 5 fois supérieurs. Par exemple, les effets des dépenses totales (agences + touristes) générées par les parcs sur l'emploi en Ontario sont de 4347 ETP ce qui pourrait représenter 13 000 emplois temporaires ou saisonniers.

Estimation des effets totaux sur l'emploi au Canada: 59021 ETP.

Impacts sur activité touristique

Les dépenses totales engagées par les visiteurs dans les 12 parcs participants à l'étude sont d'environ 3 milliards \$ sur la période 2000/01. Elles **sont donc 5 fois plus élevées que celles des parcs sur la même période**. Les différences notables entre les valeurs des dépenses totales d'hébergement dans les parcs provinciaux et territoriaux s'expliquent principalement par une non uniformité dans les définitions de ces dépenses. **Les dépenses de loisirs et de divertissements constituent la catégorie de dépenses la plus importante : 1/3 des dépenses totales**. Les dépenses alimentaires représentent 845 millions \$ et celles de transport 630 millions \$.

Impacts sur autres activités économiques

En générant des dépenses totales (agences des parcs + touristes) de 3.6 milliards \$ les parcs sont d'importants moteurs commerciaux dans l'ensemble des provinces et territoires. **L'impact économique de ces dépenses est considérable**. Dans chaque région, il est **proportionnel à la quantité de dépenses engagées dans les parcs** mais la structure économique locale sous-jacente détermine l'ampleur des retombées économiques qui restent à l'intérieur de chaque région.

Les dépenses engagées dans les parcs de chaque région ont des retombées considérables sur d'autres. **Ces retombées extérieures sont d'autant plus importantes que les économies sont moins développées.** Par exemple, près d'un 1/3 des dépenses engagées dans les parcs des Territoires du Nord-ouest profite aux PIB d'autres régions alors que seul 1/10ème des dépenses en Ontario ont des retombées sur le PIB d'autres zones.

Les impacts économiques totaux associés aux dépenses engagées dans les parcs nationaux, provinciaux et territoriaux au Canada sur le PIB sont estimés à environ 2.5 milliards \$ dont 1.6 générés par le revenu du travail. L'impact sur les recettes fiscales est de 137 millions \$.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Limites liées aux hypothèses sous-jacentes du modèle. Pas de description du fonctionnement du modèle.

Il est intéressant de regarder l'échelle des retombées économiques des parcs.

Une particularité de cette étude réside dans le fait qu'elle s'intéresse à l'impact économique des dépenses des intuitions gestionnaires des parcs elles-mêmes, en plus de l'évaluation de l'impact des dépenses des touristes dans les parcs.

Enfin, elle ne se cantonne pas à l'étude des bénéfices commerciaux des parcs mais s'intéresse à leurs retombées économiques.

III. Intérêt de l'étude

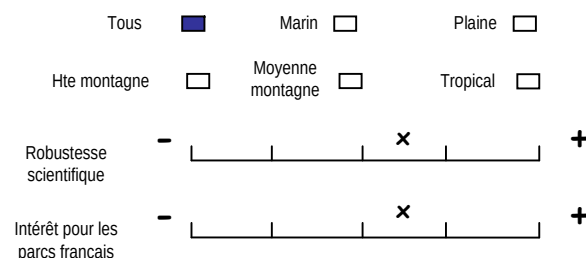
Limites signalées par les auteurs

Le modèle utilisé ne calcule pas les effets induits : l'impact économique total présenté dans l'étude est une estimation à minima et très prudente des effets totaux associés aux dépenses réalisées dans les parcs. On peut raisonnablement affirmer que les effets induits représentent 20 à 30% de l'effet total.

2 provinces n'ont pas participé : ceci diminue les estimations à l'échelle nationale.

D'une manière plus globale, les auteurs signalent la difficulté et le risque qu'il y a à vouloir comparer les études d'impacts entre elles : ces études n'utilisent pas toutes les mêmes composantes et/ou mesures d'impacts. Leurs résultats ne sont donc pas comparables.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude John Good (Canadian Parks Council, Executive Director) : jgood@parks-parcs.ca

Auteur de l'étude (ou correspondant)
The Outspan Group Inc.

Références utiles signalées par l'étude

- ↳ The Outspan Group Inc. (2003). Une étude des retombées économiques de Parcs Canada, préparé pour Parcs Canada, Ministère du Patrimoine canadien.
- ↳ Barbier, E., Acerman, M., et Knowler, D. (1997). Évaluation économique des zones humides : guide des décideurs et des planificateurs. Préparé pour le Bureau de la Convention de Ramsar. University of York, Institute of Hydrology et l'UICN, Gland, Suisse

Références
du document

Titre : The Kenai National Wildlife Refuge : Economic Importance

Auteur : Scott Goldsmith, Alexandra Hill

Type de document : Rapport d'étude

Organisme commanditaire du rapport : US Fish and Wildlife Service

Date de publication : 2000

Langue de publication : Anglais

Nombre de pages : 62

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Refuge National de faune et de flore sauvage : National Wildlife Refuge NWR, USA

Région : Péninsule Kenai Borough dans la région Centrale du Sud de l'Alaska

Type d'institution gestionnaire de l'espace : US Fish & Wildlife service (institution publique)

Surface de l'espace naturel protégé : plus de 2100 km²
Activités humaines sur et à proximité de l'espace : pêche commerciale et industrie de transformation des produits de la pêche, tourisme, production et raffinage du pétrole. Randonnées, rafting, observation d'oiseaux, pêche sportive du saumon, etc.

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc

Objectifs
de l'étude

- ↳ Analyse des retombées économiques du Kenai National Wildlife Refuge (Refuge National de faune et de flore sauvage de Kenai)

Type
d'approche(s)

- ↳ L'analyse Input-Output à l'aide du « ISER Alaska Input-Output Model »

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☒
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☒

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques et des aménités

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- Les auteurs ne présentent ni le contexte dans lequel se place l'étude, ni les raisons de sa réalisation.

Modèle Input-Output

- Le modèle économique développé n'est pas décrit dans l'étude. Il s'agit d'un **modèle d'analyse Input-Output** développé à l'ISER et décrit en détails dans le document « The ISER Alaska Input-Output Model » (cf. références). Ce modèle est une représentation des flux économiques entre les industries et les filières de l'économie de l'Alaska.
- Une allocation correcte des activités économiques qui dépendent du refuge et/ou des ressources du refuge n'est pas réalisable. Les auteurs distinguent donc 2 catégories d'activités différentes :
 - Les activités « in situ »** sont celles qui ont lieu sur les terres du refuge. Elles sont estimées à partir des activités des visiteurs du site. Leur évaluation n'inclue aucune des activités connexes au site ou dépendant des ressources du site.
 - Les activités dépendantes du refuge** comprennent toutes les activités qui ont lieu sur le site (activités in situ), et toutes les activités hors du site mais qui ne seraient pas possibles sans les ressources du refuge et ce, même si la valeur de ces activités ne provient pas en totalité des ressources du site (ex : saumon).
- Les données et résultats :**
 - Les données et résultats sur les visites récréatives** proviennent de différentes sources : refuge, rapports du « State of Alaska Department of Fish and Game » et d'enquêtes.
 - Les données et résultats sur les dépenses touristiques** sont calculées à partir d'enquêtes conduites par l'ISER et le « US Fish and Wildlife Service ».
 - L'importance économique** des activités du refuge et/ou dépendantes du refuge est mesurée par le nombre d'emplois et la masse salariale.
 - L'impact économique total** du refuge sur l'économie de la province est calculé à partir du flux d'argent injecté dans l'économie provinciale par les visiteurs non-résidents et la pêche commerciale.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Non abordé

Impacts sur emploi

Les dépenses des visiteurs créent des emplois directement dans les services, le commerce, les transports et, par un effet de levier, dans les autres secteurs. Les auteurs estiment que les dépenses des visiteurs dans le refuge (21 millions \$) permettent de soutenir en moyenne 407 emplois annuellement (dont la moitié grâce à la pêche sportive) et une masse salariale de 8.7 millions \$. Une moyenne annuelle de 950 emplois et une masse salariale de 20.2 millions \$ sont soutenus par les dépenses des visiteurs du refuge (49 millions \$) dans l'ensemble de la Péninsule Kenai Borough. La majorité de ces emplois sont dus à la pêche sportive (78.2%). Du fait de la nature saisonnière des visites du site, le nombre d'emplois soutenus est considérablement plus élevé durant l'été.

Impacts sur activité touristique

Le nombre total de visites du refuge national est estimé à 292 000. Il s'agit principalement de visites « de circonstances » (non planifiées) (61,6%) ou pour la pêche sportive (29,4%).

Le nombre total de visites récréatives de la Péninsule Kenai Borough attribuables au refuge national s'élève à 542 000 : l'objet de ces visites est le plus souvent la pêche sportive (62%), alors que les visites « de circonstances » représentent 33,2% du total.

Les touristes dépensent au total 21 millions \$ pendant leurs visites pour pratiquer la pêche sportive (48,6% des dépenses totales) et la randonnée (17%), pour des activités non consuméristes (11,9%) ou lors de visites « de circonstance » (8,4%). **28 millions \$ viennent s'ajouter à ces dépenses** lorsque l'on considère plus largement les dépenses des visiteurs dans le reste de la Péninsule Kenai Borough **attribuables au refuge**. Ces dépenses dépendantes du refuge sont principalement liées à la pêche sportive (77,9%).

Impacts sur autres activités économiques

Industrie de la pêche : L'impact économique total de l'industrie de la pêche dans l'estuaire Cook Inlet (qui s'étend sur 180 miles ou 290 km du Golf d'Alaska à Anchorage, dans le sud de l'Alaska) est estimé à 1350 emplois / an en moyenne, dont plus de 80% détenus par des habitants de l'Alaska, et une masse salariale de 50.5 millions \$. Les auteurs estiment que 40% du poisson pêché par l'industrie de la pêche dans le Cook Inlet dépend du refuge.

L'impact économique de la pêche qui dépend du refuge (et de sa transformation) est de 542 emplois/an en moyenne et de 20,2 millions \$ de masse salariale.

L'importance économique totale des activités dépendantes du refuge correspond aux emplois créés par les visites récréatives du fait du refuge, auxquels viennent s'ajouter ceux créés par l'industrie de la pêche du fait du refuge. Elle est donc estimée à une moyenne annuelle de 1492 emplois soit une masse salariale de 40,4 millions \$.

Impact économique des visiteurs du refuge non-résidents :

- In situ : 15 millions \$ (sur 21) sont dépensés par des visiteurs ne résidant pas dans la province, ce qui représente 288 emplois (moyenne annuelle) et une masse salariale de 6,2 millions \$ pour l'économie locale.
- Dépendant du refuge : 32 millions \$ sont imputables à des dépenses de visiteurs non-résidents, soit 641 emplois/an en moyenne et une masse salariale de 13,7 millions \$. A cet impact économique s'ajoute celui de la pêche commerciale sur l'économie de la province (cf. ci-dessus).

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

On peut regretter l'absence de description détaillée du modèle et donc des hypothèses sous-jacentes, rendant absolument impossible de vérifier la robustesse des résultats scientifiques. Pour ces raisons, l'intérêt de cette étude nous paraît un peu faible.

L'intérêt de cette étude réside dans la résolution du problème d'un manque de données sur les activités économiques en les répartissant en 2 catégories qui se recoupent partiellement.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

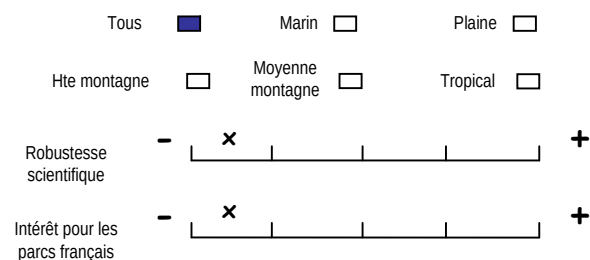
Les autres retombées économiques du parc ne sont pas quantifiées. Néanmoins, elles sont mentionnées : les dépenses de fonctionnement et d'investissement de l'administration du parc ont des retombées sur ses fournisseurs et le secteur du bâtiment.

Seules les retombées économiques pour la Péninsule de Kenai Borough sont évaluées. Une étude complémentaire des retombées économiques sur une zone plus grande (dans la région d'Anchorage) pourrait être justifiée.

La production de pétrole n'est pas incluse dans l'étude.

La valeur économique totale du refuge n'est pas calculée dans cette étude.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
US Fish and Wildlife Service

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Scott Goldsmith, Alexandra Hill

Références utiles signalées par l'étude

- ↳ Institute of Social and Economic Research, Structural Analysis of the Alaska Economy (1997): *A Perspective from 1997*, a study for Alaska Science and Technology Foundation by Scott Goldsmith, August 1997.
- ↳ Institute of Social and Economic Research (1998), *The ISER Alaska Input-Output Model*, Working Paper 98.1 by Scott Goldsmith, January 1998 (revised April 2000).

Références
du document

Titre : Impact of national park visitation on rural economies and government revenue in queensland : examples of Girraween, Eungella, Daintree and Carnarvon

Auteur : Lindberg K., Denstadli J.M.

Date de publication : 2004

Site de téléchargement :

Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport : The Queensland Parks and Wildlife Service

Nombre de pages : 92

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Parcs nationaux, Australie

Région : 4 parcs situés dans le Queensland : Giraween : région de Granite Belt; Eungella: région d'Eungella; Daintree dans la région de Port Douglas; et Carnarvon dans la région de Carnarvon.

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Institution publique : The Queensland Parks and Wildlife Service (QPWS)

Surface de l'espace naturel protégé : Giraween : 11 700 ha , Eungella : non précisé (517 km²) , Daintree : 17 100 ha, Carnarvon : 43 000 ha

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : Tourisme

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
Population Aborigène

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
Collines de granite, ornithorynques, gorges et falaises de grès.
A Daintree : forêt tropicale humide classée au patrimoine mondiale des zones tropicales humides

Objectifs
de l'étude

- Evaluer la contribution du tourisme dans les parcs nationaux aux économies rurales
- Fournir des informations sur les caractéristiques des visiteurs des parcs, leurs expériences et leurs préférences.

Type
d'approche(s)

- Analyse Input-Output à l'aide de modèles régionaux

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☒ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☒

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- Les retombées économiques des parcs et des aires protégées sur les économies régionales et rurales peuvent être très importantes, en particulier dans un contexte où des activités économiques comme l'agriculture et la foresterie connaissent un déclin dans les communautés rurales Australiennes. Pourtant, le gouvernement investit relativement peu dans le tourisme et la conservation de la nature. Les données quantitatives sur la contribution du tourisme dans les parcs aux économies rurales sont limitées.

Analyse Input-Output : modèles régionaux

- Mesure des retombées économiques totales en tenant compte des dépenses des visiteurs, des effets de levier et des effets de perte. Ainsi, **l'impact économique est égal au nombre de visiteurs par an x les dépenses moyennes par visiteur x le multiplicateur régional.**
- Les estimations sur **le nombre de touristes** se basent sur des sources diverses telles que des comptages de véhicules, des enquêtes...
- Dépenses des visiteurs** : 2 estimations sont présentées 1) les dépenses totales réalisées dans la région par les visiteurs du parc et 2) celles qui dépendent directement de l'existence du parc. Les dépenses des résidents locaux sont incluses quand ils auraient voyagé en dehors de la région dans « un scénario sans parc ». Elle sont exclues dans le cas où ils auraient simplement annulé leur voyage. Ces dépenses sont estimées à l'aide de données collectées lors d'enquêtes.
- Multiplicateurs régionaux** : Le tourisme a des effets multiplicateurs sur les économies locales et les autres industries. Des tableaux entrées-sorties ont été créés spécialement pour cette étude car ceux fournis par le Queensland Treasury portent sur des échelles plus grandes.
- Les modèles entrées-sorties** reposent sur de nombreuses hypothèses. Citons : la non prise en compte des effets d'économies d'échelle et du progrès technique. Ils décrivent des effets moyens plutôt que des effets marginaux. Ce sont pour la plupart des modèles statiques (structure économique constante) et basés sur les données d'une seule année.
- Autres résultats des enquêtes** : analyse des caractéristiques des visiteurs des parcs nationaux.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Non abordé

Impacts sur emploi

Les dépenses des touristes des parcs permettent au total de créer : 25 emplois équivalent temps plein (ETP) à Girraween, 80 ETP à Eungella, 1366 ETP à Daintree et 41 ETP à Carnarvon. Ces résultats sont particulièrement impressionnants pour Daintree où ils représentent 8% des emplois dans le secteur du tourisme de la région.

Impacts sur activité touristique

Nombre estimé de visiteurs en 2001 : 47 226 pour Girraween, 90 000 pour Eungella, 500 000 pour Daintree et 47 000 pour Carnarvon.

Dépenses moyennes par visiteur dans la région du parc en 2001 : 68 \$ pour Girraween (région de Granite Belt), 369 \$ pour la région d'Eungella, 369 \$ pour Daintree (Port Douglas) et 134 \$ pour la région de Carnarvon.

Estimation des dépenses moyennes par visiteur directement attribuables à l'existence du parc : 34 \$ pour Girraween, 42 \$ pour Eungella, 212 \$ pour Daintree et 103 \$ pour Carnarvon.

Estimation des dépenses annuelles totales des visiteurs dans la région du parc / directement attribuables au parc : 3.2/1.6 millions \$ pour Girraween, 10.9/3.8 millions \$ pour Eungella, 184.4/106.1 millions \$ pour Daintree et 6.3/4.8 millions \$ pour Carnarvon.

Les caractéristiques des visiteurs des parcs nationaux : variabilité des résultats entre les parcs. Ex : la plupart des touristes de Daintree sont étrangers alors que ceux de Girraween sont principalement des habitants du Queensland. Dans les 2 autres parcs, ces origines sont mélangées. Les touristes auditionnés se répartissent à parts égales entre genres. 1/3 gagne moins de 20 000 \$/personne. 1/3 de ceux de Daintree gagne plus de 65 000 \$ alors que ce n'est le cas que pour 12 % des visiteurs des autres parcs. La majorité des touristes de Daintree (85%) et de Carnarvon (83%) visitent le parc pour la 1ère fois.

Les touristes ont largement utilisé les équipements et services des parcs nationaux tels que les centres d'informations.

Impact sur autres activités économiques

Les dépenses des touristes des parcs permettent de générer un produit régional brut (PRB) de 1.2 millions \$ et 700 000 \$ de revenus pour les ménages locaux à Girraween ; 4.1 millions \$ de PRB et 2.4 millions \$ de revenus pour les ménages de Eungella; 54.1 millions \$ de PRB et 31.3 millions \$ de revenus pour les ménages de Daintree; et enfin, 2 millions \$ de PRB et 1.2 millions \$ de revenus pour les ménages de Carnarvon. **La contribution des parcs aux économies régionales et rurales est importante dans l'ensemble, particulièrement dans le cas de Daintree.**

Bien qu'une analyse coûts-bénéfices formelle n'est pas été réalisée, les auteurs concluent que **les fonds publics alloués aux parcs sont relativement modestes par rapport aux bénéfices qu'ils fournissent aux territoires ruraux et plus globalement à la société.**

Intérêt et limites selon CREDOC

Les auteurs ne s'intéressent qu'aux bénéfices liés à la fréquentation touristique des parcs nationaux : ils n'envisagent quasiment pas les coûts, en particulier les externalités négatives de cette fréquentation.

Enseignements valorisables par les parcs français

L'analyse des caractéristiques des visiteurs n'est pas très fouillée et n'apporte pas d'éléments vraiment intéressants.

Une description plus détaillée des effets de leviers sur le reste de l'économie serait intéressante.

III. Intérêt de l'étude

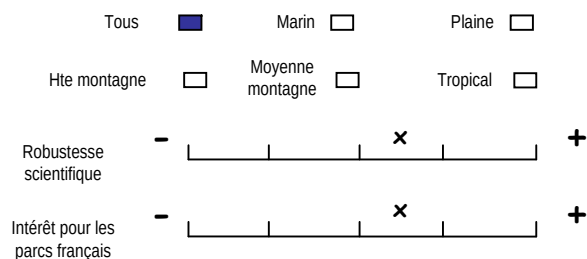
Limites signalées par les auteurs

Une partie des limites liées aux hypothèses sous-jacentes des modèles input-output régionaux développés pour cette étude est présentée dans l'annexe B.

Les auteurs présentent les sources d'erreurs possibles liées à la collecte des données par enquêtes (échantillonnage, non réponses, mesures, représentativité, couverture etc.).

Limites liées à l'extrapolation des résultats pour évaluer les retombées économiques nationales.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
The Queensland Parks and Wildlife Service

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Lindberg K., Denstadli J.M

Références utiles signalées par l'étude

- u Miller, R.E. & Blair, P.D. (1985). Input-Output Analysis: Foundations and Extensions, Prentice Hall, Englewood Cliffs, NJ.
- u Kinhill Economics (1998). 'The Value of Protected Areas to Queensland, Final Report', Report for the Queensland Department of the Environment.

Références
du document

Titre : A social and economic Profile of the Lake District National Park

Auteur : Land Use Consultant

Date de publication : 2004

Site de téléchargement :
Type de document : Power point, Rapport d'étude

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport : The Lake District National Park Authority

Nombre de pages : 136

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Lake District National Park, Angleterre

Objectifs
de l'étude

- Améliorer les connaissances sociales et économiques du parc national Lake District en vue de l'examen public du Plan 2001-2016 de la "Cumbria and Lake District Joint Structure".
- Le profil économique et social constitué dans cette étude doit servir de base aux futures politiques telles que le Plan de Développement Local.

Région : Comté de Cumbria situé au Nord Ouest de l'Angleterre

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Institution publique : The Lake District National Park Authority

Surface de l'espace naturel protégé : non précisé

Type
d'approche(s)

- Compilation et analyse de données provenant de différentes sources

Activités humaines sur et à proximité de l'espace :
Cf. résultats ci-dessous

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
Montagnes et Lacs

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☒
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre Lacs

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques
Compilation de données diverses ☒ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐
Méthodes d'analyses de la valeur
Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- ↳ Cette étude a été réalisée pour répondre à un besoin d'informations économiques et sociales sur le Parc National de Lake District dans le cadre de la future mise en place de politiques publiques.

Compilation et analyse de données de différentes sources

- ↳ **Les données** : Cette étude utilise principalement les données du Recensement 2001 mais aussi des données telles que l'Enquête Annuelle sur les Entreprises (ABI : Annual Business Inquiry) et l'« Index of Multiple Deprivation » (IMD).
- ↳ Un premier défi a été **d'harmoniser les échelles géographiques des données disponibles avec celle, plus petite, du parc**. De ce fait, le choix a été fait d'utiliser la distribution des habitants et non habitants de la zone pour donner un poids proportionnel aux données.
- ↳ Sur cette base **4 aires géographiques** ont été définies :
 - Le Parc National dans son ensemble;
 - Les villes du parc (Keswick, Windermere/Bowness, Ambleside, Coniston) ;
 - Les zones rurales du parc (le reste du parc);
 - Le reste de la région de Cumbria, également divisée en zones urbaines et rurales selon les définitions en vigueur en 2004.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Non abordé

Impacts sur emploi

Il y a une **densité d'emplois plus forte dans le parc national dans son ensemble que dans le reste de Cumbria** avec une proportion élevée des travaux à domicile. Les emplois dans les secteurs du commerce de détail, de l'accueil et de l'agriculture sont surreprésentés.

60% des gens vivent et travaillent dans les villes du parc, avec une nette polarisation vers les secteurs du commerce de détail et de l'accueil.

Dans les zones rurales du parc, l'emploi se trouve principalement dans les secteurs agricole et de l'accueil. Pourtant, le revenu des ménages reste relativement élevé. Plus d'1/4 des habitants de la campagne travaillent à domicile.

Impacts sur autres activités économiques

Le Parc National dans son ensemble a des caractéristiques sociales qui le distingue du reste de la région de Cumbria :

- On y trouve une plus de retraités et de couples sans enfants et globalement moins d'enfants. Cette **population** est plus qualifiée et en meilleure santé malgré la présence de personnes plus âgées.
- **Le parc immobilier** se caractérise par un fort taux de logements locatifs privés, de propriétés de vacances ou secondaires ; l'occupation par les propriétaires est plus faible que la moyenne mais la pleine propriété est plus fréquente. Les prix du logement sont significativement plus élevés dans le parc que dans le reste de Cumbria.
- Les **revenus des ménages** y sont légèrement plus élevés.

Les villes du parc :

- concentrent des proportions significativement plus fortes de retraités, de personnes du 4^{ème} age et de personnes seules. Ces éléments sont liés et indiquent que les villes sont les lieux de retraites privilégiés du parc. La **population** y est également légèrement plus qualifiée.
- Les villes sont les « centres de services » du parc : **l'accès aux services** y est très élevé par rapport au reste du parc et de Cumbria.
- En ville, la marche est privilégiée par rapport à la voiture et aux transports en commun pour se rendre sur son lieu de travail.

Impact sur autres activités économiques

Les zones rurales du parc :

- sont caractérisées par une moindre présence d'enfants et un plus grand nombre de couples.
- les **prix de l'immobilier** y sont les plus élevés du parc
- le **niveau d'accès aux services** est beaucoup plus faible qu'en zones urbaines.
- Les **déplacements** se font principalement en voiture.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Une approximation est faite lors de l'ajustement des données disponibles à l'échelle d'étude.
Limites liées aux sources de données.

Les définitions relativement floues des zones rurales et des zones urbaines à l'origine du découpage de la zone peuvent être des sources d'approximations et d'erreurs importantes.

L'idée d'un zonage pour expliquer des retombées économiques et sociales différentes entre le parc et la région alentour mais également à l'intérieur du parc est intéressante. Elles doivent néanmoins selon nous rester un facteur explicatif de la variabilité des effets et non devenir, comme c'est le cas ici, l'angle d'analyse des impacts.

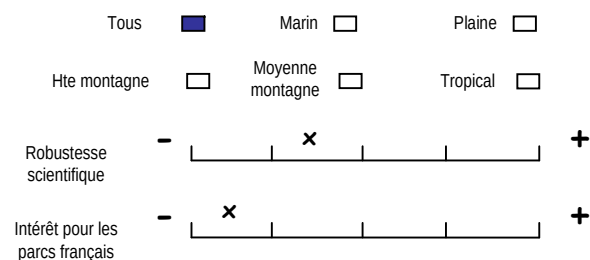
III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

Les données disponibles ne permettent de décrire que quelques caractéristiques des villes du parc. Les auteurs pointent l'intérêt d'une telle description dans la mesure où ces villes leurs paraissent inhabituelles et complexes.

Les auteurs engagent à la prudence concernant la généralisation des éléments portant sur les zones rurales du parc car il s'agit de zones géographiquement variables.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
The Lake District National Park Authority

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Land Use Consultants

Références utiles signalées par l'étude

↳ Néant

Références
du document

Titre : **Évaluation de la demande de paysage : état de l'art et réflexions sur la méthode du transfert des bénéfices**
Auteur : Mbolatiana Rambonilaza

Type de document : méta évaluation

Organisme commanditaire du rapport : Ministère de l'écologie et du développement durables

Date de publication : 2004

Site de téléchargement :

Langue de publication : française

Nombre de pages : 101

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Parcs nationaux, locaux, régionaux de France et environmental sensitive area (ASE) en Angleterre

Région : non renseigné

Type d'institution gestionnaire de l'espace : non renseigné

Surface de l'espace naturel protégé : non renseigné

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : non renseigné

Existence de patrimoine culturel : nc

Patrimoine naturel le plus notable : nc

Objectifs
de l'étude

- Apporter un éclairage sur la mise en œuvre d'évaluations paysagères avec les méthodes qualifiées par l'auteur de « directes » et qui sont les méthodes d'agrégation des préférences déclarées : la méthode d'évaluation contingente et la méthode par expérimentation des choix.
- Évaluer les possibilités de transfert des bénéfices paysagers avec les données disponibles selon qu'on applique un simple transfert de valeur, un transfert de fonction ou une méta-analyse.

Type
d'approche(s)

- Analyse critique des évaluations paysagères existantes et des transferts de bénéfices opérés, à partir d'une revue des études disponibles sur ce thème.

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☒ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☒ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

u Deux types de demandes formulées vis-à-vis des paysages ruraux

Le paysage est l'objet de deux types de demandes. La première, la demande d'usage, est celle exprimée par les visiteurs et les résidents pour les fonctions esthétiques et le cadre de vie offert par le paysage. La demande de non usage, pour sa part, s'adresse aux fonctions esthétique et écologique du paysage et concerne les non usagers, voire l'ensemble de la population du pays concerné.

u Deux « méthodes directes » pour l'évaluation des bénéfices paysagers

La première « méthode directe » est l'évaluation contingente. Dans sa version la plus couramment utilisée, deux scénarios fictifs sont présentés à l'attention des enquêtés : d'une part, le maintien du *statu quo*, d'autre part, le financement d'un programme de préservation du paysage. Les personnes sont ensuite interrogées sur la somme qu'elles consentent à payer (CAP) dans le cas du deuxième scénario. Sont distinguées la version standard de l'évaluation contingente et une approche multi-programmes telle que développée par Santos (1998). L'approche multi-programmes confronte les différences CAP exprimés entre le statu quo et plusieurs programmes différents afin de déduire les préférences entre plusieurs éléments de transformation du paysage ou « attributs ».

La deuxième « méthode directe », la méthode par expérimentation des choix, consiste à présenter plusieurs scénarios alternatifs à l'interrogé. A chaque scénario est attribué un coefficient de variation d'impôt, ce qui permet de calculer à la fin de l'enquête le consentement à payer de chaque individu pour chaque élément de transformation du paysage ou « attribut ».

u Le transfert de bénéfices : trois approches

La méthode de transfert des bénéfices est utilisée pour pallier les coûts élevés d'une évaluation. La méthode de transfert consiste à déterminer la valeur d'un programme environnemental à partir des résultats d'une évaluation précédemment menée sur un ou plusieurs autres sites. On distingue deux façons de procéder à un transfert de bénéfices à partir des résultats d'une seule autre étude : on peut attribuer au nouveau site la valeur moyenne obtenue dans l'évaluation précédente ou récupérer les coefficients des variables explicatives d'une équation de

consentement à payer de l'étude pré-existante pour les appliquer aux variables propres au site sur lequel s'opère le transfert de bénéfices. Ces variables explicatives sont les caractéristiques socio-économiques des populations bénéficiaires. Une troisième possibilité est de recourir à une méta-analyse qui consiste en la reprise des coefficients des variables explicatives d'un ensemble d'études existantes.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Évaluation contingente ou évaluation par expérimentation des choix ?

Selon les objectifs de l'évaluation, à savoir obtenir des informations avant la mise en place d'un programme ou après, les méthodes à utiliser ne sont pas les mêmes. Pour une évaluation ex ante, l'auteur juge préférable d'utiliser la méthode par expérimentation des choix. En effet, elle permet de mieux prendre en compte les relations de substitution ou de complémentarité entre attributs dans les préférences du public interrogé. Cela permettant aux décideurs de définir une politique environnementale en adéquation avec les préférences des citoyens.

Au contraire, la méthode de l'évaluation contingente convient mieux aux évaluations ex post où la question des effets de composition entre différents attributs n'a pas besoin d'être soulevée. Le choix laissé entre deux scénarios permet d'évaluer le montant des bénéfices d'un programme en le confrontant aux bénéfices d'un qui auraient été retirés de l'autre scénario.

Des évaluations ex post plus favorables aux transferts de bénéfices

La méthode de transfert des bénéfices se prête davantage aux évaluations ex post. Les évaluations ex post se caractérisant par l'estimation du bénéfice total du paysage (c'est à dire relevant d'une méthodologie type évaluation contingente) peuvent plus facilement faire l'objet d'un transfert car elles ne se focalisent pas sur les préférences paysagères du public. A *contrario*, les valeurs paysagères obtenues par une méthodologie par expérimentation des choix sont difficilement transférables à d'autres sites qui présentent chacun leurs caractéristiques propres.

Non abordé.

Impacts sur emploi

Impacts sur activité touristique

Non abordé.

Impact sur autres
activités
économiques

(non renseigné)

Intérêt et limites
selon CREDOC

Enseignements
valorisables par les
parcs français

Malgré l'intérêt que suscitent les questions soulevées par l'auteur, le texte développe une réponse trop succincte et limitée pour pouvoir répondre correctement à ces objectifs initiaux. On note un réel manque d'approfondissement sur chaque analyse développée. La méta-analyse, présentée comme une méthode de transfert de bénéfices efficace est peu explicitée.

III. Intérêt de l'étude

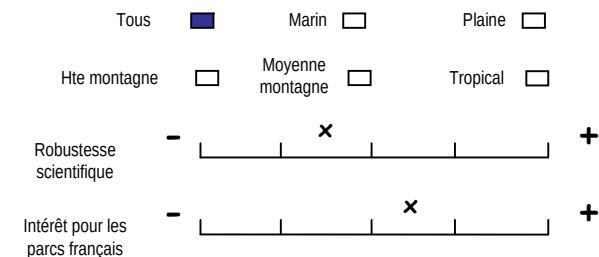
Limites signalées
par les auteurs

Dans la conclusion, l'auteur propose de continuer l'étude en approfondissant deux sujets qu'il n'a pas abordé. Il invite à comparer la performance des méthodes d'évaluation contingente multi-programmes et d'expérimentation des choix dans la révélation des caractéristiques des préférences paysagères.

L'auteur présente la méta-analyse comme la meilleure démarche pour opérer un transfert de bénéfices mais déplore le nombre insuffisant d'études disponibles permettant de couvrir un large éventail de situations culturelles et sociales dans la construction de coefficients de variables explicatives synthétiques.

Egalement, il propose d'insister sur l'analyse des contextes dans lesquels ont lieu les enquêtes pour tenir compte du processus de construction de la perception paysagère chez les individus : les perceptions des individus évoluent avant, pendant ou après avoir visité un site. Le suivi de l'évolution des perceptions à travers ces différentes étapes serait un test robuste de la fiabilité des résultats d'évaluations contingentes.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
Mbolatiana Rambonilaza

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Ministère de l'écologie et du développement durables

Références
utiles signalées
par l'étude

Lancaster Kelvin, « A New Approach to Consumer Theory », The Journal of Political Economy, Vol. 74, No. 2, 1966, pp. 132-157.

Hanley N. et alii (1998b). « Contingent valuation versus choice experiments : estimating the benefits of environmentally sensitive areas in Scotland », Journal of Agricultural Economics, 49 (1), pp. 1-15.

Santos J.M. (1998). The Economic Valuation of Landscape Change : Theory and Policies for Land Use and Conservation, Northampton MA, Edward Elgar.

Références
du document

Titre : **Évaluation des bénéfices pour le public de la protection des espaces littoraux remarquables**
Auteur : Sylvie Scherrer

Date de publication : 2003

Site de téléchargement :
Type de document : rapport d'évaluation

Langue de publication : française

Organisme commanditaire du rapport : Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables

Nombre de pages : 106

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : les espaces littoraux protégés en France et la pointe du Raz

Région : France et Bretagne

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Pour la pointe du Raz, le conservatoire du littoral

Surface de l'espace naturel protégé : (non renseigné)

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : Pour la pointe du Raz, présence de villages et d'un centre commercial sur le site

Existence de patrimoine culturel : La pointe du Raz est classée « Grand site de France »

Patrimoine naturel le plus notable : La pointe du Raz est classée « Grand site de France »

Objectifs
de l'étude

- Évaluer les contreparties positives des espaces protégés en termes de supplément de bien être pour les visiteurs.

Type
d'approche(s)

- Deux enquêtes par questionnaire : une nationale et l'autre ciblée sur les résidents aux alentours de la pointe du Raz
- Évaluation contingente du consentement à payer pour qu'un site littoral puisse bénéficier d'une protection, à partir de trois scénarios hypothétiques
- Évaluation des coûts de transports supplémentaires prêts à être engagés pour visiter un site littoral protégé

Type
d'espace

Parc national	☐	Réserve naturelle	☐	Autre espace protégé	☒
Parc régional	☐				

Type de milieu

Marin	☒	Haute montagne	☐	Moyenne montagne	☐
Plaine	☐	Tropical	☐	Autre	.....

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques	
Compilation de données diverses	☐
Analyse budgétaire	☐
Enquête fréquentation et attractivité	☒
Analyse du système d'activités	☐
Analyse Coûts-bénéfices	☐
Analyse Input-output	☐

Méthodes d'analyses de la valeur	
Évaluation contingente	☒
Méthode des prix hédoniques	☐
Modélisation des choix	☐
Autres méthodes	☐
Méthode des coûts de transport	☒
Autre méthode académique	.....

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

- La protection et l'aménagement des sites littoraux français se sont développés au cours des dernières années. Néanmoins, on ne connaît pas la valeur qu'accordent les français à ces espaces protégés.

Enquête auprès des ménages par questionnaire

L'enquête par questionnaire s'est faite en deux temps. Dans un premier temps, ont été interrogés 1807 personnes résidant dans un rayon de 50 km de la pointe du Raz. Puis ce sont 811 français qui ont été interrogés. Les deux populations ont été choisies pour des questions de représentativité de l'échantillon, dans le premier cas de la Bretagne et dans l'autre de la France (sexe, âge, profession).

Évaluation contingente du prix à payer pour avoir un littoral protégé

Cette méthode a été utilisée auprès des deux échantillons. Il s'agissait de connaître la valeur que les individus accordent à la protection d'un site littoral. Pour cela trois scénarios contingents ont été soumis aux enquêtés : le paiement d'un supplément d'un d'impôts pendant 5 ans, le don à un fonds spécifique et le prix d'un droit de stationnement.

Évaluation des coûts de transports prêts à être engagés pour visiter un espace littoral protégé

Cette méthode n'a été utilisée qu'auprès de l'échantillon représentatif national. Il s'agissait de demander aux enquêtés le prix qu'ils étaient prêts à payer en plus pour aller visiter un espace littoral protégé plutôt qu'un site équivalent non protégé. Cette méthode permettait implicitement d'apprécier le consentement à payer pour bénéficier d'un site littoral protégé.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Impact sur autres activités économiques

(non abordé)

Impacts sur emploi

(non abordé)

Valorisation des biens environnementaux

Enquête auprès des résidents dans un rayon de 50 km de la pointe du Raz

Le méthode du consentement à payer a été utilisée pour estimer la valeur que les enquêtés donnaient au littoral classé de la pointe du Raz. Les montants moyens obtenus (en ne tenant compte que des valeurs strictement positives données) sont de 46,90 euros pour un impôt local pendant 5 ans, 54,90 euros pour un don à un fonds spécifique de protection de la pointe du Raz et enfin 5,30 pour un droit de stationnement sur le site. La valeur accordée par les résidents proches de la pointe du Raz à ce site est donc élevée.

Pour l'enquête nationale, deux scénarios seulement ont été proposés aux enquêtés. Toujours en prenant la méthode de calcul qui ne tient compte que des valeurs positives, les interrogés consentent à donner en moyenne 29,80 euros pour un fonds spécifique de sauvegarde de littoraux et à payer 4,70 euros pour stationner sur un site protégé. Les résidents à proximité d'un littoral protégé accordent donc une plus grande valeur à la protection du littoral.

Quant à la méthode des coûts de transports, elle a été appliquée en distinguant deux populations : celle identifiant un site littoral protégé et l'autre. Pour la première catégorie, ils sont 71% à accepter d'allonger leur temps de trajet pour visiter un site protégé (avec en moyenne 107 km en plus) plutôt qu'un autre et 60% pour les autres (avec une moyenne de 64 km en plus).

Impacts sur activité touristique

Fréquentation des littoraux par les français

La première enquête effectuée en Bretagne auprès des résidents de la pointe du Raz a montré que 56% d'entre eux se rendait rarement sur celle-ci. A l'inverse, 30% déclarent s'y rendre régulièrement. La moitié des interrogés vont à la pointe du Raz en famille, pour l'autre moitié, les visites se font entre amis ou en couple. Et en majorité, les visites durent 2 heures (42%).

Dans l'enquête nationale, deux catégories de personnes ont été distinguées : les personnes déclarant résider à moins de 50 km du littoral et ceux résidant à plus de 50 km. Parmi les 811 personnes interrogées, 23% ont déclaré habiter à proximité d'un littoral. 45% d'entre eux s'y rendent régulièrement et la moitié d'entre eux connaît et a visité un site ayant fait l'objet d'aménagement pour préserver la faune et la flore.

Parmi les personnes résidant à plus de 50 km du littoral, 14% déclare ne jamais se rendre sur les côtes maritimes. Quant aux autres personnes visitant les littoraux, ils sont la moitié à avoir un site de prédilection et un tiers d'entre eux connaît un littoral protégé.

Intérêt et limites selon CREDOC

L'enquête méthodologique est rigoureuse et permet d'apprécier la valeur des littoraux protégés. Cependant, l'étude aurait peut être mérité un échantillon plus important pour l'enquête nationale par rapport à l'enquête en Bretagne.

Enseignements valorisables par les parcs français

La méthode du consentement à payer et des coûts des transports appliquée aux littoraux français protégés est une méthode transférable à d'autres sites qui désireraient évaluer la valeur qu'accorde le public aux aménagements effectués ou encore, mesurer l'efficacité des protections mises en place.

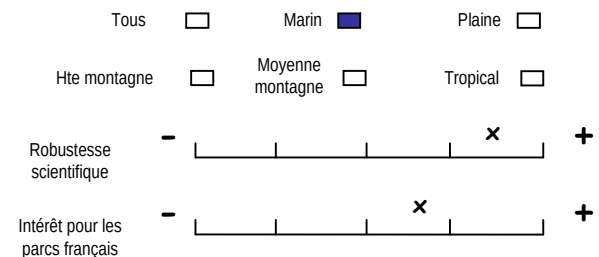
III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

L'auteure fait remarquer que les résultats obtenus avec l'évaluation contingente auprès des résidents de la pointe du Raz sont certainement plus élevés que si elle avait été faite sur un site. En effet, il ressort de l'enquête que les habitants de la pointe du Raz sont particulièrement attachés au site.

De plus, elle regrette de ne pas avoir pu interroger les visiteurs sur le site de la pointe du Raz, faute d'autorisation. Enfin, elle précise qu'elle n'a pas pu effectuer la méthode des coûts de transport dans sa version habituelle.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Sylvie Scherrer

Références utiles signalées par l'étude

- u Scherrer Sylvie, *Évaluation économique des pertes d'usage dues aux tempêtes Lothar et Martin de Décembre 1999 : le cas de la forêt de Fontainebleau*, Série Etudes, MEDD-D4E, document de travail n°02-E02.

Références
du document

Titre : **Les parcs naturels régionaux et l'emploi**

Auteur : cabinet Caisse des dépôts et consignations

Type de document : rapport d'étude

Organisme commanditaire du rapport : Ministère de l'environnement

Site de téléchargement :
Langue de publication : française

Date de publication : 1996

Nombre de pages : 54

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Les parcs naturels régionaux de France dont celui de la Brenne et du Luberon

Région : Centre et Provence-Alpes-Côte d'Azur

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Fédération des PNR

Surface de l'espace naturel protégé : non renseigné

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : oui

Existence de patrimoine culturel : oui

Patrimoine naturel le plus notable : nc

Objectifs
de l'étude

- Évaluer les impacts économiques des Parcs en les traduisant en emplois et ainsi évaluer la contribution des Parcs aux politiques de développement local.

Type
d'approche(s)

- Consultation de l'ensemble des Parcs pour obtenir des informations en terme d'emplois directs créés, budgets et priorités stratégiques.
- Recherche de données de cadrage nationales pour évaluer les emplois indirects créés.
- Réalisation de deux monographies sur les parcs de la Brenne et du Lubéron.
- Mise en place d'un modèle d'évaluation des emplois créés dans tous les Parcs.

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☒

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☒ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☒ Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☒ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

- ↳ Si auparavant, les économistes raisonnaient plus en termes de rythme de croissance, aujourd'hui la profondeur de la crise les conduit à se pencher davantage sur le contenu de cette croissance : durable ou pas ? L'étude s'est donc attachée à savoir dans quelle mesure les PNR jouaient un rôle vis à vis du développement local durable. Pour ceci, les auteurs du rapport ont distingués trois types d'emplois créés : directs, indirects (calculés à partir du supplément de demande généré par les injections de financements des Parcs) et induits (emplois créés ou maintenus sur le territoire des Parcs et grâce à leur appui).
- ↳ **Consultation de l'ensemble des Parcs**
Une vingtaine de Parcs ont été consultés (représentant 60% du budget cumulés de l'ensemble des Parcs). Cela a permis de connaître les emplois directs créés, les budgets de fonctionnement et d'investissement et les priorités stratégiques propres à chaque Parcs.
- ↳ **Recherche de données de cadrage nationales**
Cette recherche a permis de récolter différentes données de cadrage pour évaluer le nombre d'emplois indirects : valeur ajoutée par emploi, taux de pénétration des importations, part de la demande générée par les PNF allant à des entreprises nationales.
- ↳ **Réalisation de deux monographies sur les parcs de la Brenne et du Lubéron**
Ces deux étude de cas ont permis d'évaluer les emplois induits par l'ensemble des Parcs. Par contre, l'évaluation n'a pris en compte que deux secteurs d'activités : le développement local (commerce, artisanat et industrie) et le tourisme.
- **Mise en place d'un modèle d'évaluation des emplois créés dans tous les Parcs**
La mise en place du modèle d'évaluation « SIMParc » a permis d'évaluer le nombre d'emplois direct et indirects créés, à partir des données de cadrage nationales mais aussi les emplois induits par le calcul de coefficients, selon si le Parc se situait plus sur le modèle du Parc de la Brenne ou du Lubéron.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

(non renseigné)

Impacts sur emploi

Deux hypothèses de calcul retenues

La calcul des emplois créés par l'activité des Parcs a tenu compte des facteurs économiques externes pouvant influencer dessus, comme la valeur ajoutée à l'emploi ou les dépenses touristiques en francs et par visiteurs. Ainsi, l'étude distingue deux résultats, ceux relevant d'une hypothèse basse de calcul et l'autre relevant d'une hypothèse haute.

Dans l'hypothèse basse, l'étude conclut à la création de 900 emplois directs, 1300 indirects et 2800 induits en 1994. Au total, si l'on raisonne en termes d'emplois créés ou maintenus, multiplié par leur durée de vie probable à partir de 1994 et exprimée en années, on compte 17 600 emplois qui auraient duré un an.

Avec l'hypothèse basse, ce sont 3200 emplois induits qui sont calculés soit un total de 31 400 emplois qui auraient duré un an dans l'hypothèse haute.

Impacts sur activité touristique

Le cas du Parc de la Brenne et du Lubéron

Les deux études de cas se sont attachées à évaluer l'impact touristique des deux Parcs.

On a comptabilisé 35 277 personnes ayant visité le Parc de la Brenne en 1994. Cette fréquentation touristique situe le Parc au 629^{ème} rang des 1063 sites recensés par le Conseil national du Tourisme, comme ayant eu une fréquentation ou égale à 20 000 visiteurs en 1991. En prenant une moyenne de dépense journalière s'élevant à 150 francs par personne, on estime à 5 millions de francs le chiffre d'affaires du Parc pour l'année 1994.

Impacts sur
activité touristique

Le Parc du Lubéron, quant à lui, recense 350 000 visiteurs pour l'année 1994. Ce qui représente un chiffre d'affaires de 52,5 millions de francs (7,8 millions d'Euros). Le Parc du Lubéron a un impact touristique important : il se situe au 167^{ème} rang des 1063 sites du Conseil National du Tourisme.

Intérêt et limites
selon CREDOC

Cette étude économique de l'impact en terme de création d'emplois dans les Parcs présente une méthodologie rigoureuse pouvant servir de méthodologie type à reproduire. Malheureusement, les données de cadrage nationales ne sont plus actualisées. De plus, cette étude reste une évaluation *a minima* des emplois créés par les Parcs, premièrement, tous les secteurs d'emplois n'ont pas été pris en compte et deuxièmement il n'y a pas eu d'analyse approfondie des emplois de deuxième, troisième et quatrième rangs imputables aux revenus distribués sur le territoire des Parcs (c'est-à-dire l'effet multiplicateur keynésien lié à la consommation des détenteurs d'emplois directs, indirects et induits).

Impact sur autres
activités
économiques

(non abordé)

Enseignements
valorisables par les
parcs français

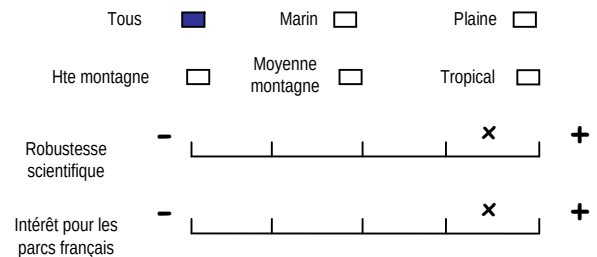
La méthodologie employée pour rendre compte de la création d'emplois dans les Parcs reste pertinente et rigoureuse pour les Parcs.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées
par les auteurs

Les auteurs signalent qu'ils se sont limités à calculer les créations de postes induits par l'activité des Parcs, dans les secteurs du développement local et du tourisme. Des secteurs d'activités comme ceux liés à la gestion du patrimoine et du cadre de vie auraient pu être intégrés dans l'étude. Au final cela sous-estime le nombre total d'emplois créés.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
Ministère de l'environnement

Auteur de l'étude (ou correspondant)
cabinet Caisse des dépôts et consignations

Références
utiles signalées
par l'étude

↳ Sadorge Jean-Luc, *Les laboratoires du développement rural*, CDSCOPE, Juillet-août 1995.

Références
du document

Titre : Valorisation contingente del uso recreativo y de conservacion de los visitantes del Parque Natural los Alcornocales

Auteur : José Luis Oviedo Pro, Alejandro Caparros Gass, Pablo Campos Palacin

Date de publication : 2005

Site de téléchargement :
Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : Espagnol

Organisme commanditaire du rapport :
Nombre de pages : 26

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Parc Naturel « Los Alcornocales », Espagne

Région : Région de Cadix Malaga en Andalousie

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Propriétaire privé mais les infrastructures du parc (aires récréatives, sentiers) appartiennent à la collectivité locale.

Surface de l'espace naturel protégé : 170 025 ha

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : non précisé

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
Forêt méditerranéenne de chênes lièges, site transitoire d'oiseaux migrateurs

Objectifs
de l'étude

- Estimation de la valeur économique des services récréatifs environnementaux et de la protection de la nature générée par les visites en libre accès du Parc Naturel Los Alcornocales.

Type
d'approche(s)

- Evaluation contingente des services récréatifs environnementaux
- Evaluation contingente de la protection

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☒
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre Forêt méditerranéenne ☒

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques
Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐
Méthodes d'analyses de la valeur
Evaluation contingente ☒ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte

- En Espagne, les zones naturelles protégées, et plus particulièrement les forêts, appartiennent à des propriétaires terriens privés qui ne sont pas tenus d'en autoriser l'accès. Dans le cas du parc naturel de Los Alcornocales, les infrastructures (aires récréatives et sentiers) appartiennent à la collectivité locale, ce qui permet le libre accès du public.

Evaluation contingente

- L'évaluation contingente** est une méthode d'estimation de la valeur économique de l'usage récréatif attribuée par les consommateurs. Elle permet de calculer la valeur de la protection d'un espace naturel. Elle consiste à simuler l'existence d'un marché en interrogeant les personnes sur leur disposition maximale à payer pour pouvoir consommer un bien ou un service environnemental déterminé.
- Evaluation contingente des services d'usages récréatifs environnementaux :**
 - Réalisation de 2 évaluations en utilisant 2 moyens de paiement différents pour définir le consentement maximal à payer des touristes avant l'annulation de leur visite récréative : 1) augmentation hypothétique des dépenses de voyage et 2) accès payant à l'entrée du parc.
 - La question de l'évaluation de l'usage récréatif est posée de manière dichotomique simple dans un premier temps, puis de manière ouverte.
 - Etude pilote sur 115 personnes puis échantillons de 450 personnes pour chaque moyen de paiement. L'analyse porte : 1) sur l'ensemble de l'échantillon et 2) sur les répondants non opposés au mode de paiement considéré.
- Evaluation contingente de la valeur de la protection :**
 - Les personnes interrogées se voient proposer la possibilité de réaliser un don de soutien volontaire annuel à un fond exclusivement dédié à la protection du parc naturel Los Alcornocales.
 - Echantillon de 450 personnes et 115 issues du test préliminaire
- Les enquêtes** sont réalisées *in situ* dans les aires récréatives et les sentiers libres d'accès du parc, de juin 2002 à mai 2003.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Les personnes enquêtées sont plus souvent opposées à la mise en place d'une entrée payante (23%) qu'à une augmentation de leurs dépenses de voyage (3%). En éliminant les personnes opposées à une entrée payante au parc, la valeur de l'usage récréatif obtenue augmente de 22% dans les réponses aux questions ouvertes et de 71% dans les réponses aux questions dichotomiques simples. Dans le cas des dépenses liées au voyage, l'effet sur l'estimation de la valeur de l'usage récréatif est négligeable.

La valeur d'usage obtenue avec l'évaluation supposant une augmentation des coûts de transport est jusqu'à 3 fois supérieure à celle obtenue dans l'hypothèse d'un accès payant (cas le plus extrême : estimations avec questions ouvertes).

Les résultats varient donc fortement en fonction du mode de paiement, du type de question et de l'échantillon retenu pour l'analyse (prise en compte ou non des personnes opposées au mode de paiement étudié).

Pour les auteurs, le cas le plus adapté à l'évaluation de la valeur du bien-être dérivée du consentement maximum à payer des visiteurs est celui où l'on s'intéresse aux **touristes qui ne sont pas opposés à une augmentation de leurs dépenses de voyage. Dans ce cas, les touristes consentent au maximum à payer 22.21€ / visite** (valeur moyenne) avant de renoncer à leur visite récréative. Les auteurs estiment que 3.1% de la valeur obtenue est attribuable à la visite d'autres lieux et à l'approximation du trajet jusqu'au parc. Ainsi, **la valeur corrigée du consentement à payer des touristes serait : 21.52€ / visite en 2002.**

Impacts sur activité touristique

En 2002, le parc totalise 80 715 visites. Un touriste visite en moyenne 1.65 fois le parc annuellement. Le nombre total de visites peut être utilisé pour calculer la valeur agrégée de l'usage récréatif et celui des visiteurs pour calculer la valeur agrégée de la protection. Ainsi, **la valeur agrégée de l'usage récréatif du parc est estimée à environ 1 737 000 € dans le cas de l'enquête sur les dépenses et à 890 000 € dans le cas d'une entrée payante.**

La divergence des résultats obtenus indique qu'il existe une différence notable entre les 2 moyens de paiements.

La valeur agrégée de la protection est estimée à 1 001 000 en 2002.

Certaines caractéristiques socioéconomiques des visiteurs peuvent expliquer les résultats obtenus.

Intérêt et limites
selon CREDOC

Enseignements
valorisables par les
parcs français

La méthode de l'évaluation contingente est basée sur des déclarations relatives à une participation financière hypothétique des personnes auditionnées : il nous semble qu'il y a un biais en raison de l'écart probable entre le déclaratif et le consentement réel à payer en situation.

On note que le type de questions (ouvertes ou dichotomiques simples) modifie le résultat de l'évaluation.

Il nous semble que les auteurs introduisent un biais en excluant de l'échantillon utilisé pour le calcul de la valeur de la protection les personnes qui déclarent refuser de faire un don au fond dédié à la protection de la nature : la valeur estimée de la protection est donc artificiellement augmentée.

Bien qu'au départ la taille des échantillons soit assez satisfaisante (>900), les analyses portent finalement sur des échantillons qui ne nous paraissent pas suffisants.

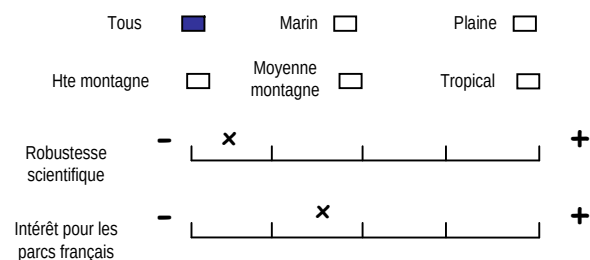
La grande variabilité des résultats nous paraît être le reflet des différents biais de cette étude.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées
par les auteurs

La question concernant le consentement à payer un droit d'entrée peut être interprétée par les personnes auditionnées comme un test d'opinion avant la mise en place d'une telle mesure. Les auteurs tentent de s'affranchir de cette limite en réalisant une analyse sur l'ensemble de l'échantillon puis une deuxième en éliminant les personnes opposées au paiement d'un droit d'entrée.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

.....

Auteur de l'étude (ou correspondant)

José Luis Oviedo Pro, Alejandro Caparros Gass, Pablo Campos Palacin

Références
utiles signalées
par l'étude

- Bateman, I.J. y Willis, K.G. (1999) (eds) : « Valuing environmental preferences : theory and practice of the contingent valuation method in the US, EU and Developing Countries ». Oxford, Oxford University Press.
- Freeman III, A.M. (1993) : « The measurement of environmental resources values. Theory and Methods ». Resources for the Future, Washington D.C.

Références
du document

Titre : Market Failure and the rationale for National Parks

Auteur : Robert W. Turner

Type de document : Article scientifique

Organisme commanditaire du rapport : Colgate University

Date de publication : 2002

Langue de publication : Anglais

Nombre de pages : 10

Site de téléchargement :

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Parcs Nationaux Américains

Région : USA (sans plus de précisions)

Type d'institution gestionnaire de l'espace : « The National Park Service »
est une institution publique (agence gouvernementale)

Surface de l'espace naturel protégé : non précisé

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : non précisé

Existence de patrimoine culturel : oui non nc

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc

Objectifs
de l'étude

- Montrer en quoi les défaillances du marché pour les biens et services non-récréatifs (valeurs d'existence ou de non-usage) peuvent permettre de justifier l'existence des parcs nationaux.
- Identifier les défaillances de marché qui pourraient justifier le système national des parcs dans la mesure où l'existence d'aspects réactifs est une justification contestable.

Type
d'approche(s)

- Revue de la littérature économique sur « les aménités des environnements naturels préservés »

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre ☐ Tous, non précisé ☐

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique ☐

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- Si le système Américain de Parcs Nationaux est admiré à travers le monde entier, la justification économique de ses parcs, en particulier en tant que zones récréatives, est contesté. L'opinion favorable du public vis-à-vis de certains biens et services ne suffit pas en elle-même à justifier les dotations gouvernementales. La justification économique de l'intervention publique doit être basée sur une ou plusieurs défaillances des marchés privés à fournir ces biens et services de manière efficiente.

Revue la littérature : discussion sur les défaillances de marché

- Identification des défaillances de marchés** qui pourraient justifier un système national des parcs sur la base de l'étude de la littérature économique sur les « aménités associées aux environnements naturels préservés ».
- Définitions utiles :**
 - La **non-rivalité** d'un bien signifie que la consommation de ce bien par un individu n'empêche pas sa consommation par un autre.
 - La **non-exclusion** correspond à la situation dans laquelle une personne ne peut être exclue de la consommation du bien considéré.
 - Ainsi, un **bien public pur** est à la fois non rival et non excluable. Il est dit **impur** quand il est rival mais non excluable. A l'inverse, un **bien privé** est un bien excluable et rival. Enfin, un **bien club** est un bien excluable et non rival (excepté en cas d'encombrement).

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Si les défaillances de marché qui existent dans le cas des biens publics purs permettent de justifier l'intervention publique, **les biens récréatifs des parcs nationaux ne sont cependant pas des biens publics purs**. En effet, la plupart des parcs sont très fréquentés et ont un caractère excluable comme le prouve l'existence de droits d'entrée. **Les aspects récréatifs des parcs sont mieux décrits par la notion de biens clubs**. Un des principaux résultats de la théorie des biens clubs est que **les marchés privés peuvent être efficients** car le droit d'entrée payé par les membres du club peut, dans certains cas, être suffisant. Ceci dépend des propriétés d'encombrement et des fonctions de coûts du bien club. **Toutefois, les parcs nationaux sont plus que des aires récréatives : ils sont aussi un lieu de conservation des ressources naturelles et historiques pour les générations futures.**

Les parcs produisent, en plus des avantages récréatifs, de nombreux bénéfices qui peuvent être décrits comme **différentes sortes de valeurs d'existence et de non usage**. De ce point de vue, ils fournissent des **biens publics purs** qui justifient une intervention publique. Toutefois, dans ce cas, **une analyse coûts-bénéfices reste nécessaire** : l'importance des valeurs d'existence des ressources naturelles protégées par le parc doivent être évaluées et comparées avec les coûts économiques de la protection en incluant le coût d'opportunité de l'utilisation de la terre.

L'existence d'un système national des parcs peut également se justifier sur la base des **défaillances de marché qui existent dans le cas des externalités positives et négatives liées à la fréquentation des parcs**. Une **estimation de l'ampleur des externalités** est requise, ainsi qu'une argumentation convaincante qui démontre que la dotation publique constitue la meilleure forme d'intervention publique (par rapport à des subventions par exemple).

Enfin, une dernière justification réside dans les défaillances de marché liées à l'existence de **rendements d'échelle croissants**, situation qui conduit à un **monopole naturel**. Dans ce cas, des évaluations montrant que les fonctions de coûts des parcs nationaux présentent des coûts marginaux décroissants sont requises.

Impact sur l'emploi	Non abordé
Impact sur activité touristique	Non abordé
Impact sur autres activités économiques	Non abordé

Intérêt et limites selon CREDOC

Cette étude est très intéressante du point de vue théorique et renvoie, en outre, à une littérature économique abondante sur les aménités environnementales des espaces protégés.

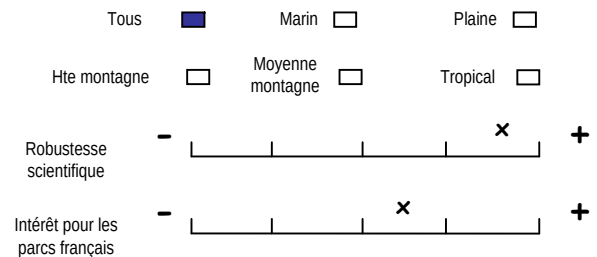
Enseignements valorisables par les parcs français

Toutefois, les argumentations développées par l'auteur dépendent d'hypothèses qui sont difficilement vérifiables empiriquement. Ceci tient notamment aux limites des différentes méthodes d'évaluation existantes. A ce sujet, l'auteur note en particulier la controverse autour de la méthode de l'évaluation contingente et le peu de recul sur les méthodes d'analyse conjointe et des choix contingents.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
Colgate University

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Robert W. Turner : rturner@mail.colgate.edu

Références utiles signalées par l'étude

- u Krutilla, J. 1967. Conservation reconsidered. American Economic Review 57 (4): 777-86.
- u Diamond, P. A., and J. A. Hausman. 1994. Contingent valuation: Is some number better than no number? Journal of Economic Perspectives 8 (4): 45-64.

Références
du document

Titre : **Economic Impacts of Recreational Spending on Rural Areas : A Case Study**
Auteur : John C. Bergstrom, H. Ken Cordell, Gregory A. Ashley and Alan E. Watson

Date de publication : 1990

Site de téléchargement :
Type de document : Article scientifique

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport : USDA Forest Service

Nombre de pages : 11

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : 5 Parcs d'Etat, USA. Il s'agit de : Unicoi State Park; Red Top State Park, Dahlenoga Gold Museum State Park, F.D. Roosevelt State Park et Little Ocmulgee State Park.

Région : Unicoi, Red Top et Dahlenoga Gold Museum sont situés dans le Nord de la Georgie (région montagneuse), F.D. Roosevelt est situé dans le centre de la Georgie (région des piedmonts) et Little Ocmulgee est situé dans le sud de la Georgie (région côtière).

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Institution publique : The Georgia Department of Natural resources

Surface de l'espace naturel protégé : non précisé

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : tourisme, agriculture

Existence de patrimoine culturel : oui non **nc**
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non **nc**
(préciser)

Objectifs
de l'étude

- Présenter les résultats d'une étude qui examine les effets économiques locaux des dépenses liées aux activités de loisirs dans les zones rurales.

Type
d'approche(s)

- Collecte de données (Base de données PARVS)
- Analyse économique Input-Output : modèle IMPLAN

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre ☐ Divers ☐

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☒

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique ☐

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- Les chercheurs, les gestionnaires et les politiciens s'intéressent de plus en plus au potentiel de développement économique des activités de loisirs en milieu rural, particulièrement dans les PVD. Pourtant, il existe très peu d'évaluations de ce potentiel de développement économique dans la littérature.

Collecte de données

- L'estimation des retombées économiques des parcs d'état nécessite des données sur les dépenses réalisées par les visiteurs dans la région locale définie comme la province dans laquelle se trouve le parc et les provinces contiguës.
- Source des données** sur les dépenses des touristes : Public Area Recreation Visitor Study (PARVS) initiée en 1985.
- Procédure d'enquêtes** : 1) **Enquêtes sur place** de visiteurs au moment de leur sortie du parc; 2) **Enquêtes par courrier** sur le détail des dépenses de voyage relatives à leur visite du parc Géorgien, incluant leurs dépenses avant le départ, sur place et après le retour (ex: développement photos).

Analyse Input-Output : modèle IMPLAN

- Les enquêtes PARVS sont spécifiquement conçues pour que les données recueillies soient compatibles avec le modèle Input-Output IMPLAN.
- Le système IMPLAN consiste en** : une base de données entrées-sorties (1982), plusieurs modules de programmation pour décrire les relations inter industries et calculer les impacts régionaux, un module qui calcule les effets directs, indirects et induits des changements dans la demande finale. On considère que les dépenses récréatives modifient la demande finale pour en déduire ensuite les effets sur l'économie locale.
- Les auteurs considèrent que seuls les visiteurs étrangers à la région stimulent l'activité économique par l'injection dans l'économie de monnaie étrangère.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Non abordé

Impacts sur emploi

Les effets directs, indirects et induits des dépenses récréatives des visiteurs des parcs sur la masse salariale et le nombre d'emplois sont **très variables en fonction des parcs**. Ainsi, les dépenses des touristes génèrent plus de 1400 emplois pour une masse salariale de 9.74 millions \$ pour le parc d'état d'Unicoi alors qu'elles génèrent seulement 28 emplois et une masse salariale de 0.22 millions \$ pour le parc de Dahlenega.

Impacts sur activité touristique

Non abordé

Impacts sur autres activités économiques

Les dépenses de loisirs stimulent fortement les activités économiques des zones rurales de Géorgie. Par exemple, les visites annuelles du parc d'Etat Unicoi génèrent 1400 emplois et plus de 14 millions de revenu total dans la région en 1986. Le développement des loisirs en plein air pourrait donc constituer une stratégie de développement viable pour certaines communautés rurales.

Impact sur autres activités économiques

Pour l'ensemble des indicateurs économiques considérés dans l'étude, **50% des retombées économiques totales des dépenses récréatives sont des effets directs.**

Les résultats varient fortement entre les 5 parcs étudiés. Le parc de Unicoi est celui qui a les retombées économiques les plus importantes : il est le plus visité, le plus grand et compte de nombreux équipements et infrastructures d'accueil.

Le développement économique potentiel des zones rurales lié aux dépenses récréatives est estimé par l'intermédiaire de « multiplicateurs régionaux ». Les coefficients multiplicateurs associés aux dépenses de loisirs sont relativement élevés : les activités récréatives, en permettant l'injection de nouveau flux d'argent dans la zone rurale, stimulent considérablement la croissance économique.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Une autre limite majeure du modèle réside dans l'application de fonctions de production nationales (coefficients techniques nationaux) à chaque région désagrégée du modèle : cette procédure ignore les différences géographiques de production, et les variations de production entre firmes et industries. En outre, la structure de l'économie est considérée comme constante.

En raison du taux de réponses finales très faible à l'enquête postale, les tailles d'échantillons sont nettement insuffisantes : de 20 à 52 répondants en fonction des parcs. Les auteurs augmentent artificiellement la taille de leurs échantillons avec des données issues d'enquêtes dans d'autres parcs considérés comme similaires. La faible taille des échantillons limite la robustesse scientifique des résultats et la manipulation de données réalisée pour y remédier introduit des biais.

III. Intérêt de l'étude

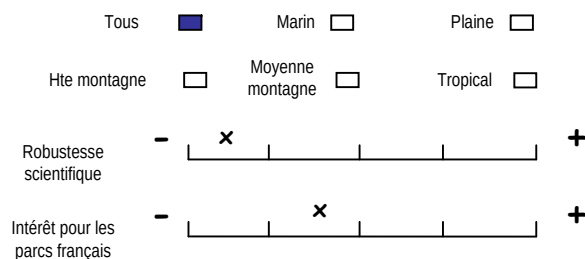
Limites signalées par les auteurs

Le modèle IMPLAN a les limites classiquement reconnues aux modèles nationaux entrées-sorties basés sur des techniques de « non-enquêtes » (agrégations de données).

Bien que l'analyse économique Input-Output soit largement utilisée et reconnue, elle est limitée par des hypothèses analytiques strictes et la structure des programmes informatiques existants. Selon les auteurs, il serait donc intéressant de comparer les résultats de cette étude avec ceux obtenus en utilisant une autre méthode d'analyse.

La sensibilité des résultats aux hypothèses d'allocations des dépenses récréatives aux économies locales, régionales et aux différents secteurs spécifiques au modèle n'est pas connue.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
USDA Forest Service

Auteur de l'étude (ou correspondant)
John C. Bergstrom, H. Ken Cordell, Gregory A. Ashley and Alan E. Watson

Références utiles signalées par l'étude

- Stoll J.R., Loomis J.B., and Bergstrom J.C., (1987). A Framework for Identifying Economic Benefits and Beneficiaries of Outdoor Recreation ». Policy Studies Review 7: 443-452; R.G. Walsh, Recreation Economic Decisions: Comparing Benefits and Cost (State College, PA: Venture Publishing, 1986).

Références
du document

Titre : Factores Detreminantes En El Uso De Espacio Naturales : el caso del parque natural de Peñas de Aia

Auteur : Abad Galzacorta M., Alzua Sorzabal A., Gundin A. M^a, Gibaja J.J

Date de publication : 2003

Site de téléchargement :
Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : Espagnol

Organisme commanditaire du rapport :
Nombre de pages : 15

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Parc Naturel de Peñas de Aia, Espagne

Région : province de Guipúzcoa

Type d'institution gestionnaire de l'espace : non précisé

Surface de l'espace naturel protégé : non précisé

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : non précisé

Objectifs
de l'étude

- ↳ Analyse des facteurs qui influencent la fréquentation et les usages du parc naturel de de Peña de Aia.
- ↳ Déterminer le type d'usage que les habitants de la province de Guipúzcoa font du parc pour aider à la décision de politiques de conservation de la nature

Type
d'approche(s)

- ↳ Enquêtes téléphoniques
- ↳ Traitements statistiques des données enregistrées

Existence de patrimoine culturel : oui non **nc**
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non **nc**
(préciser)

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☒

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☒
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☒ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☒ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- Le patrimoine naturel est un facteur de développement territorial. En effet, il participe au développement économique et procure des usages et des satisfactions aux citoyens. Dans un contexte de demande croissante pour des biens et services récréatifs de plein air, il est nécessaire d'identifier les usages qui sont faits des ressources naturelles.

Méthode d'enquêtes

- Afin de prendre en compte l'influence de **l'hétérogénéité géographique** de la province (éloignement par rapport au parc) sur la fréquentation et la connaissance du parc, les auteurs ont opté pour un **échantillonnage stratifié basé sur un zonage de la province en fonction de la distance par rapport au parc**. 5 zones (classes) géographiques sont ainsi définies.
- L'enquête téléphonique** comprend 2 parties : l'une porte, en plus des informations sociodémographiques habituelles, sur la notoriété du parc et l'usage qu'en fait la population (type de visite, motivations, impressions...), et l'autre, sur la valorisation du parc (satisfaction).
- L'enquête porte sur 427 personnes au total.**

Analyse statistique descriptive

- Description de fréquences** : méthode qui renseigne sur les valeurs concrètes que prend une variable et sur le nombre de répétitions de ces valeurs. Elle permet de calculer certaines des tendances sur le nombre de visites du parc, la motivation et la disposition à payer des visiteurs.
- Tableau de contingence** : est un tableau à double entrée dans lequel 2 caractères observés sur la population sont présentés, chaque entrée correspondant à une variable. Il informe sur la relation qui existe entre les deux caractères considérés : dépendance / indépendance.
- Analyse factorielle de variance** : utilisée pour déterminer les facteurs déterminants la fréquence de visites du parc. Les modèles factoriels d'analyse de variance servent à évaluer l'effet individuel et conjugué d'au moins 2 facteurs sur une variable quantitative dépendante.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Consentement à payer pour la conservation de la nature : 13.4% des répondants se disent prêts à payer 60 €, ce qui correspond au pourcentage le plus élevé de réponses. Les résultats varient entre une contribution de 3 € dans 6.8% des cas à 120 € dans 4.6% des cas. Ce sont les femmes qui sont le plus disposées à payer via leurs impôts. Les répondants habitants dans les zones les plus proches du parc sont disposés à payer plus que les autres. Notons que ce sont aussi eux qui le visitent et le connaissent le plus.

Impacts sur activité touristique

Profil des visiteurs du parc : jeunes et adultes entre 20 et 45 ans, diplômés et actifs vivant en groupe (famille ou amis), qui sont venus au parc en voiture pour la journée ou la demi-journée dans le but de faire une activité, admirer le paysage ou simplement prendre l'air.

Notoriété du parc : le parc de Peña de Aia jouit d'une grande notoriété en Guipúzcoa. En effet, 90.7% des enquêtés le connaissent et 63.8% l'ont déjà visité au moins une fois dans leur vie. La moitié des personnes qui ne le connaissent pas viennent de la zone géographique la plus éloignée du parc. 26.8% des enquêtés connaissent le parc mais ne l'ont jamais visité.

Fréquence et type de voyage : Le plus souvent les répondants disent visiter le parc une fois par an. Ils s'y rendent majoritairement en voiture (79.6%). 8.6% s'y rendent à pied et 5.4% en vélo ou en combinant plusieurs moyens de transport. Le temps de trajet est le plus souvent inférieur à une heure (83.9%) et majoritairement inférieur à ½ heure (58.1%).

Le temps passé dans le parc est estimé à moins d'une heure dans 10.8% des cas, entre 1 et 3 heures dans 35 % des cas, à ½ journée pour 33.3% des répondants et à une journée dans 20.4% des cas.

Motivations et activités : Les motivations de visites les plus fréquentes sont : passer la journée dehors, observer le paysage ou faire une activité, le plus souvent du vélo tout terrain et de la randonnée. Les visiteurs viennent le plus souvent accompagnés : entre amis (43%) ou en famille (34.4%). Activités cyclistes et de randonnées sont liées à la venue en groupe, alors que les personnes qui viennent seules (4.3% des visiteurs), le font essentiellement pour admirer le paysage ou prendre l'air.

Impact sur autres activités économiques

L'analyse factorielle de variance indique que l'activité professionnelle et le genre du répondant sont des critères déterminants du nombre de visites du parc. En revanche, la distance à parcourir pour se rendre au parc n'est pas un facteur significativement déterminant du nombre de visites.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Limites liées au mode d'enquête (téléphone).

L'analyse du consentement à payer est limitée par le fait qu'elle est basée sur des éléments déclaratifs.

Les auteurs dressent un profil type des visiteurs du parc mais ce profil ne vaut que pour les habitants de la région. Ils ne se sont pas intéressés à la fréquentation possible d'étrangers ou d'espagnols venant d'autres provinces.

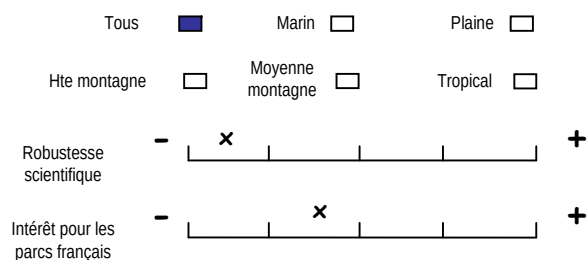
La taille de l'échantillon nous paraît faible (427 personnes auditionnées), ce qui pose d'autant plus problème que les données se répartissent en 5 classes géographiques. En outre, 26.8% des enquêtés n'ont jamais visité le parc et 9.3% des enquêtés ne le connaissent même pas. L'échantillon est donc réduit d'autant pour certaines questions (fréquentation, motivations, activités etc.) Ceci nuit gravement à la robustesse scientifique de cette étude. La faible taille de l'échantillon nous semble être la principale limite de cette étude.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

Non abordé

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

.....

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Abad Galzacorta M., Alzua Sorzabal A., Gundin A. Ma, Gibaja J.J

Références utiles signalées par l'étude

Les références présentées en fin d'article n'étant pas citées dans le texte, il est difficile de juger de leur utilité.

Références
du document

Titre : The estimated economic impact of Batemans Marine Park on commercial activities

Auteur : Roy Powell et Linden Chalmers

Type de document : Rapport d'étude

Organisme commanditaire du rapport : NSW Marine Park Authority

Date de publication : 2006

Langue de publication : Anglais

Nombre de pages : 93

Site de téléchargement :

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Parc Marin de Batemans, Nouvelle-Galles-du-Sud en Australie

Région : Région de la Baie de Batemans, Comté d'Eurobodalla au sud-est de la Nouvelle-Galles-du-Sud

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Institution publique : The NWS Marine Park Authority

Surface de l'espace naturel protégé :
Activités humaines sur et à proximité de l'espace : Pêche commerciale, activité d'élevage bovin viande, tourisme et activités de loisirs (pêche récréative notamment), industrie du bâtiment, entreprises de services à la personne.

Existence de patrimoine culturel : oui non **nc**
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non **nc**
(préciser)

Objectifs
de l'étude

- ↳ Evaluation des retombées économiques probables de la création d'un parc marin dans la Baie de Batemans dans la région d'Eurobodalla, avant la définition des différentes zones du parc. Evaluation en 2005 puis extrapolations en 2010 et 2015.

Type
d'approche(s)

- ↳ Analyse Input-Output

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☒ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques
Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☒
Méthodes d'analyses de la valeur
Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- La création d'un parc marin dans la biorégion de la baie de Batemans a été proposée. Ce projet aura un impact économique sur la région car la définition des zones du parc va conduire à interdire certaines activités, en particulier la pêche commerciale. Cette étude fournit une évaluation des impacts probables avant la détermination des zones.

Analyse Input-Output

- Profil de l'économie régionale** : Analyse des données disponibles principalement sur la démographie et l'emploi. Les données sur les industries, l'emploi, le budget des ménages, permettent de décrire la structure économique de la région et sont également des informations cruciales pour la construction des modèles input-output.
- Les modèles input-output** : sont structurés de manière à utiliser les données disponibles et à suivre les principes du Bureau Australien des Statistiques (ABS) dans la construction des tableaux entrées-sorties. Les tableaux entrées-sorties projetés sont basés sur des estimations de croissance des industries. Ces estimations prennent en compte les tendances de croissance passées, les développements prévus et connus, et les informations sur les tendances générales de l'industrie en Nouvelle-Galles-du-Sud et dans l'économie régionale.
- Implémentation des modèles** : une des difficultés réside dans la définition des zones du parc marin. En effet, le zonage détermine les activités interdites. Les auteurs font l'hypothèse que l'industrie de la pêche sera le secteur le plus touché alors que les activités récréatives pourraient se développer avec la création du parc.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Non abordé

Impacts sur emploi

De nombreux petits opérateurs interviennent dans le secteur de la pêche commerciale, employant de nombreuses personnes à temps partiel et/ou de manière informelle. **L'emploi total n'a pas pu être estimé.**

Impacts sur activité touristique

Non abordé

Impacts sur autres activités économiques

L'industrie de la pêche sera l'activité la plus touchée par la mise en place du parc marin, c'est pourquoi cette étude s'attache principalement à estimer les impacts économique de la réduction de cette activité sur l'économie locale.

Scénario sans parc marin : En 2004/05, l'industrie de la pêche dans la région bio-marine de Batemans Bay avait une production évaluée à 19.5 millions \$, dont 8.8 millions étaient issus de l'ostréiculture. Sur la même période, la pêche commerciale a dégagé une production estimée à 10.6 millions \$ dont 5.9 millions proviennent de la zone proposée pour le parc marin. En tenant compte des effets économiques indirects, l'industrie commerciale de la pêche contribue pour 5.4 millions \$ (soit pour 0.6%) au Produit Régional Brut (PRB) de Eurobodalla et à environ 1% du revenu des ménages. Jusqu'en 2015, l'industrie de la pêche devrait se maintenir au même niveau de production mais dans une économie en croissance de 2%/an : la contribution relative de ce secteur à l'économie régionale devrait donc diminuer fortement.

Scénario avec parc marin : Le scénario de création d'une zone marine protégée conduit à une réduction de la pêche commerciale pour une valeur de 1.16 millions \$, soit de 19% par rapport au niveau de production de 2004/2005. Ces changements conduiraient à une baisse du PRB d'Eurobodalla de l'ordre de 1 million \$ en 2004/05 comme en 2010, ce qui représente au plus 1% de l'économie régionale.

Impact sur autres activités économiques

Les retombées économiques négatives sur l'économie régionale consécutives à la définition des zones du parc marin sont donc faibles.

Toutefois, **de nombreux emplois à temps partiel pourraient disparaître**, se traduisant par une **réduction du revenu des foyers** dans lesquels un ou plusieurs membres travaillent pour la pêche commerciale. Il est probable que cette réduction de revenu touche un grand nombre de foyers.

Intérêt et limites selon CREDOC

Limites liées aux hypothèses sous-jacentes des modèles, dont la description est, par ailleurs, relativement opaque.

L'évaluation met essentiellement en avant les externalités négatives du parc sur un secteur d'activités : l'industrie de la pêche. Cet angle d'approche nous paraît étroit.

Par ailleurs, les impacts économiques du parc marin vont fortement dépendre de la définition des zones protégées : il aurait été intéressant d'envisager plusieurs scénarios de zonage et de comparer leurs impacts.

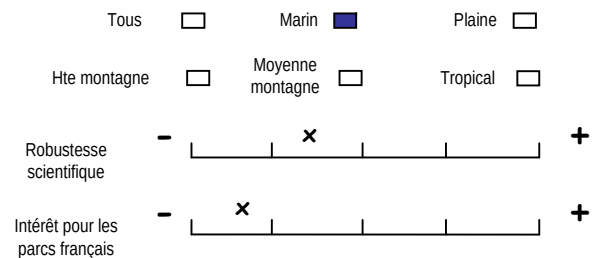
Enseignements valorisables par les parcs français

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

Le calcul de la contribution de l'industrie de la pêche au revenu des ménage manque de précision en raison de données limitées.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
The NWS Marine Park Authority

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Roy Powell et Linden Chalmers

Références utiles signalées par l'étude

u Aucune

Références
du document

Titre : Double Bounded Survival Values for Preserving the Landscape of Natural Parks

Auteur : Carmelo J. Leon

Type de document : Article Scientifique

Organisme commanditaire du rapport : Universidad de la Las Palmas de Gran Canaria

Date de publication : 1996

Langue de publication : Anglais

Nombre de pages : 16

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Parcs naturels des Canaries, Espagne.
Les parcs considérés dans l'étude sont : Cuenca de Tejeda, Cumbres, Tamadaba, et Inagua.

Région : Ile de la Grande Canarie

Type d'institution gestionnaire de l'espace : gestion publique (sans précision)

Surface de l'espace naturel protégé : Au total les parcs étudiés occupent : 28 000 ha, soit 18% de la surface de l'île de la Grande Canarie

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : Environ 4000 habitants dans les parcs étudiés, vivant principalement d'activités agricoles et de services. Touristes, visites et activités de loisirs. Route et développement urbain résidentiel.

Existence de patrimoine culturel : oui non nc

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
Forêt, plus de 150 espèces végétales endémiques, au moins 8 espèces animales en danger d'extinction dont le lézard de la Grande Canarie

Objectifs
de l'étude

- ↳ Fournir des informations sur la manière dont la protection de ressources naturelles essentielles contribue à l'économie des îles.
- ↳ Mesurer les bénéfices de la préservation des parcs naturels pour la population locale
- ↳ Démontrer que les valeurs de non usage constituent une part importante de la valeur totale de la protection

Type
d'approche(s)

- ↳ Méthode de l'évaluation contingente avec choix dichotomiques doubles
- ↳ Modélisation en utilisant l'analyse de survie

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☒

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre ☐ Forêt ☐

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques
Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☒ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur
Evaluation contingente ☒ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique ☐

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- Malgré la loi de 1987 sur les Parcs Naturels, le renforcement de la protection de ces espaces s'est avéré difficile. Préserver le paysage de nouveaux développements urbains résidentiels peut être bénéfique pour la population de la Grande Canarie et contribuer à la durabilité du tourisme. L'évaluation des bénéfices économiques de la protection peut aider à décider de l'utilité d'une réglementation plus stricte et efficace.

Evaluation contingente avec choix dichotomiques doubles

- L'utilisation des **choix dichotomiques doubles** a été proposée par Carson et al. (1986) comme une méthode permettant de meilleures estimations de la mesure de bien-être que celles obtenues avec des choix dichotomiques simples.
- Procédure** : L'individu auditionné est confronté à une première proposition de prix pour le bien environnemental. Si ce prix est inférieur à la valeur subjective maximale qu'il accorde au bien, c'est-à-dire s'il accepte de payer, il doit alors décider s'il consent à payer un deuxième prix, supérieur au premier. Si la réponse est non, alors le prix doit être inférieur. Les résultats de l'enquête sont donc des intervalles de données censurées.

Analyse de survie

- Les fonctions de survie** sont résolues grâce au concept de consentement maximum à payer pour un bien public, qui peut être interprété comme le prix limite auquel le sujet ne quittera pas le marché. Plus le prix offert est élevé, plus la probabilité que l'individu participe à l'acquisition du bien ou du service environnemental est faible. Ainsi, **l'analyse de survie peut être utile pour interpréter les réponses des enquêtes d'évaluation contingente**. La fonction de survie est définie comme l'inverse de la distribution de probabilité de rejet de l'offre. **Elle donne la probabilité que la valeur subjective de l'individu soit supérieure ou égale au prix offert.**

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

97 % des répondants ont déjà visité les zones protégées étudiées dont 54 % l'année précédente l'enquête. Le bien à évaluer est donc bien connu d'une large part de l'échantillon.

Pour les visiteurs venus dans l'année, le but était principalement de passer une journée à l'extérieur ou de partir en excursion (75%), de camper (8%) et de rendre visite à des amis ou des parents (5%).

86% des répondants ont prévu de visiter la zone étudiée dans l'année.

Estimation du nombre annuel de visites : 922 208

Le consentement à payer augmente significativement avec le niveau de revenu, le nombre d'années d'études et la taille du foyer. L'évaluation monétaire diminue avec l'âge, ce qui est en accord avec d'autres études d'évaluation contingente de bien environnementaux.

Les individus qui estiment que le paysage a été abîmé par les activités passées du bâtiment ont tendance à déclarer un consentement à payer supérieur à la moyenne. Les répondants ont tendance à revoir leur consentement à payer à la baisse quand ils sont confrontés à un choix plus large de biens environnementaux potentiellement substituables à celui à évaluer.

Le consentement à payer moyen (estimée par la médiane de la distribution lognormale) **est de 4456 pesetas, soit environ 26.8 € par personne et par an**, ce qui conduit à un **bénéfice agrégé annuel de 2255 millions de pesetas (soit environ 13.55 millions €)** en multipliant ce résultat par la population adulte de la Grande Canarie.

Sensibilité aux comportements extrêmes : L'évaluation des bénéfices peut être influencée par des comportements individuels extrêmes qui conduiraient à des réponses très hautes ou très basses pouvant cacher des comportements stratégiques. Ainsi, en réponse à une question ouverte, 31% de l'échantillon déclarent un consentement à payer nul. Pour 7% de l'échantillon cela correspond à un comportement de protestation. A l'autre extrême, 5% de l'échantillon déclare un consentement à payer supérieur à 5% de leur revenu. Finalement, **en excluant ces comportements extrêmes, le consentement à payer moyen est estimé à 4816 pesetas, soit 28.94 € par personne et par an.**

Impact sur activité
touristique

L'existence de **substituts potentiels** au bien environnemental évalué conduit à une **réduction de l'ordre de 53% du consentement à payer** des répondants.

Le consentement à payer exprimé par des non usagers peut refléter l'existence de valeurs de legs et d'option. **Le consentement à payer des non usagers est relativement proche de celui des usagers (médiane). La valeur de non usage n'est pas significativement différente de la valeur totale.** Ce résultat suggère que la valeur d'usage ne constitue qu'une part relativement faible de la valeur totale de la protection de ressources environnementales essentielles : **la valeur récréative ne représente que 15% de la valeur totale de protection.**

Intérêt et limites
selon CREDOC

Enseignements
valorisables par les
parcs français

L'évaluation du consentement à payer des non usagers doit être interpréter avec précaution étant donnée la définition du non usager pour les auteurs. Ils considèrent en effet comme non usager, les personnes interrogées n'ayant pas visité les parcs dans l'année.

Evaluation réalisée sur la base de déclarations.

Cette étude nous paraît très intéressante dans la mesure où elle tente de palier aux limites classiques de l'évaluation contingente dans la réalisation du questionnaire d'enquête. Une attention particulière est par exemple portée à la description du bien à évaluer, au mode de paiement choisi et à la définition du scénario de manière de réduire les risques de comportements stratégiques de la part des répondants. L'analyse de sensibilité des résultats aux comportements extrêmes nous semble également intéressante.

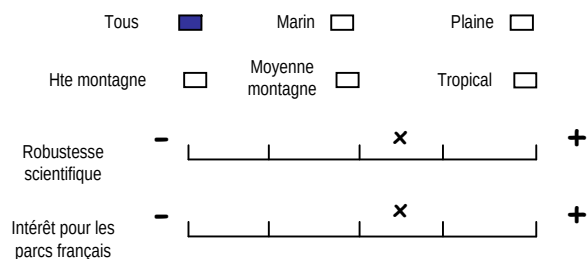
III. Intérêt de l'étude

Limites signalées
par les auteurs

Le problème majeur de l'évaluation contingente réside dans le biais potentiel des estimations. Ce biais est lié au questionnaire d'enquête, en particulier à l'information qu'il contient sur des biens environnementaux de substitution possibles.

Par rapport aux autres modes d'enquêtes (physique, postale), l'enquête téléphonique tend à contraindre la longueur du questionnaire et retient la description du bien environnemental à évaluer.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
Universidad de la Las Palmas de Gran Canaria

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Carmelo J. Leon

Références
utiles signalées
par l'étude

- Freeman, A. M. III (1993). Non-use values in natural resource damage assessment. In Valuing Natural Assets: The Economics of Natural Resource Damage Assessment (R. J. Kopp and V. K. Smith, eds). Washington D.C.: Resources for the Future.
- Carson, R. T., Hanemann, W. M. and Mitchell, R. (1986). Determining the demand for public goods by simulating referendums at different tax prices. Department of Economics Working Paper, University of California, San Diego.

Références
du document

Titre : Tourism and the economic valuation of parks and protected areas : Watarrka, National Park, Northern Territory

Auteur : Tremblay P. et Carson D.

Date de publication : 2007

Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport : The Sustainable Tourism Cooperative Research Center

Nombre de pages : 68

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Parc National de Watarrka (WNP),
Australie, Etat : le Territoire du Nord

Région : Région Centre du Territoire du Nord

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Institution publique : the
Parks and Wildlife Commission of the Northern Territory (PWCNT)

Surface de l'espace naturel protégé : non précisé

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : Population
Aborigène

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
Terres et culture aborigènes

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
Paysages arides remarquables, espèces menacées

Objectifs
de l'étude

- Estimer avec la méthode de Carlsen et Wood la contribution du parc à la région Centre du Territoire du Nord à travers le tourisme qu'il génère.
- Estimer quelles seraient les dépenses touristiques perdues pour la région si le WNP n'existait pas.
- Décrire les marchés passés et actuels, commenter les données secondaires disponibles pour améliorer le trafic et la fréquentation touristique.

Type
d'approche(s)

- Modèle économique de Carlsen et Wood (2004) sur la base de données issues de différentes sources

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☒ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques
Compilation de données diverses ☒ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐
Méthodes d'analyses de la valeur
Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- ↳ Mise en œuvre de la méthode de Carlsen et Wood dans le cas du WNP considéré comme une importante zone protégée de plus en plus attractive.

Modèle de Carlsen et Wood (2004)

- ↳ Ce modèle est basé sur 2 principaux facteurs :
 - **le facteur d'attribution** mesure l'adéquation entre les principales motivations de visite de la région et les activités et/ou attributs de la zone protégée.
 - **Le facteur de substitution** a pour objectif d'évaluer dans quelle mesure la présence d'une aire protégée joue un rôle décisif dans la présence de touristes dans la région.
- ↳ Cette approche est centrée sur les dépenses des touristes qui peuvent directement être attribuées à l'existence du parc. Elle focalise sur le rôle joué par 'un atout touristique (comme un parc) en attirant des touristes dans une région et sur les coûts et bénéfices d'opportunités qu'il fournit par le tourisme.
- ↳ **Etapes :**
 - Calcul des dépenses moyennes par catégorie de dépenses touristiques (art aborigène, nourriture, logements..) et par origine géographique.
 - Calcul de la durée de séjour moyenne.
 - Facteur d'attribution : déterminé en théorie sur la base de différentes variables de motivations, de comportement etc. issues d'enquêtes. Ici, en raison des contraintes locales sur l'offre et de la localisation du WNP, ce facteur est supposé égal à 100% : le WNP, comme la région Centre, répond parfaitement aux attentes des visiteurs.
 - Facteur de substitution : en l'absence de données existantes, une enquête est réalisée sur ce que les touristes auraient fait dans un scénario sans parc.
 - Calcul de la contribution économique du tourisme généré par le parc à l'économie de la région

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Non abordé

Impacts sur emploi

Non abordé

Impacts sur activité touristique

Augmentation très forte de la fréquentation du parc qui peut s'expliquer par l'amélioration de l'accès au parc : 20000 visiteurs en 1985 pour arriver à 280000 en 2002. La fréquentation est soumise à une saisonnalité classique. Elle connaît une diminution globale depuis 2002 qui s'explique essentiellement par une baisse de la fréquentation en saison haute.

Ainsi, **en 2004 : 260 589 touristes ont visité le WNP. En moyenne, ils ont dépensé 172.9\$ par jour et par personne et ont séjourné un peu moins d'une journée dans la région (0.9 jours).**

Au total, les dépenses touristiques qui peuvent être attribuées à l'existence du parc (facteur d'attribution supposé égal à 100%) représentent donc 40.55 millions de \$ en 2004.

Les résultats de l'enquête sur l'attitude des touristes dans le cadre d'un scénario sans parc permettent de déterminer le facteur de substitution pour le WNP : ainsi, **7% des dépenses touristiques peuvent être attribuées au WPN** dans l'évaluation économique.

En conséquence, **les auteurs concluent que des dépenses de 2.84 millions de \$ (soit 7% des dépenses totales des touristes attribuables au parc) pour maintenir les valeurs naturelles, culturelles et les infrastructures du WPN seraient justifiées.** Ce montant est égal à la contribution du tourisme généré par le parc à l'économie régionale.

Impact sur autres
activités
économiques

Intérêt et limites
selon CREDOC

Enseignements
valorisables par les
parcs français

Pas d'évaluation des coûts.

L'hypothèse d'un facteur d'attribution de 100% est une hypothèse forte. Méthodologiquement, la traduction d'informations issues d'enquêtes en un tel facteur peut être source de difficultés. Selon nous, elle conduit à des approximations dont le degré d'erreur peut s'avérer difficile à évaluer.

A peu près les mêmes difficultés concernant le facteur de substitution.

Cette évaluation se limite aux usages récréatifs du parc.

Cette méthode présente l'intérêt d'être relativement simple à mettre en œuvre, notamment par rapport aux modèles d'équilibre comme le signalent les auteurs.

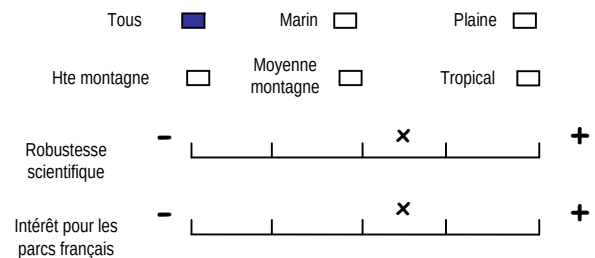
III. Intérêt de l'étude

Limites signalées
par les auteurs

N'aborde pas les effets indirects et induits dont l'analyse nécessite un nombre de données jugé excessif par les auteurs. Par ailleurs, les méthodes d'analyses de ces effets sont jugées très hétérogènes, complexes, et elles présentent des subtilités techniques qui expliquent en partie les différences de résultats et d'interprétations.

Il s'agit d'une estimation « basse » de la contribution directe et non-substituable du WNP au tourisme de la région centre du Territoire du Nord.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

The Sustainable Tourism Cooperative Research Center

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Tremblay P. : pascal.tremblay@cdu.edu.au

Carson D. : dean.carson@cdu.edu.au

Références
utiles signalées
par l'étude

- Carlsen, J. and Wood D. (2004). Assessment of the Economic Value of Recreation and Tourism in Western Australia's National Parks ? Marine Parks and Forests, CRC for Sustainable Tourism, Gold Coast, Australia.

Références
du document

Titre : **Economic Significance of Recreational Uses of National Parks and Other Public Lands**
Auteur : Dr. Daniel J. Stynes

Type de document : Article scientifique

Organisme commanditaire du rapport : Revue NPS Social Research Review

Date de publication : 2005

Langue de publication : Anglais

Nombre de pages : 36

Espace
concerné

Type d'espace naturel : Espaces naturels publics

Pays de publication de l'article : Etats-Unis

Périmètre de l'évaluation économique : territoire national et région.

Population concernées : Population résidente, touristes, entreprises et administration.

Activités humaines sur et à proximité de l'espace :
Valeur et/ou impacts du patrimoine culturel : oui non nc
Valeur et/ou impacts d'un attribut naturel précis : oui non nc

Méthodologie(s)
présentée(s) et
principaux
concepts
mobilisés

↳ **Evaluation de la valeur économique :** évaluation de la valeur d'un bien par le marché, et donc par le consentement des individus à payer pour ce bien (inclut l'évaluation sur des marchés hypothétiques – ou méthodes d'évaluation de biens non-marchands tels que les biens environnementaux).

Méthologies décrites et évaluées : méthode des coûts de transport, évaluation contingente, méthode hédonique, approches de transferts de bénéfices (approche de la valeur unitaire journalière ou unit day value approach, méta-analyses), méthodes basées sur les coûts (coûts des dommages, coûts d'évitement, méthodes de mesure de la valeur de non-usage).

Concepts : valeur du marché, surplus du consommateur

↳ Evaluation des impacts économiques des activités (Ndr: et de l'existence même) des espaces naturels : impacts sur les ventes, emplois, impôts et revenus, valeur ajoutée.

Méthologies décrites et évaluées : modèles input-output

Objectifs
de l'étude

↳ Revue littéraire et méthodologique des techniques d'évaluation économique des usages récréatifs des espaces naturels publics à destination de non-économistes (gestionnaires d'espaces naturels, décideurs publics, experts en politiques publiques).

↳ Dégager les points distinctifs entre les méthodologies présentées et poser les définitions des concepts les plus couramment utilisés.

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☒ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Zone de l'espace naturel ☐ Vicinité ☒

Région ☒ Territoire national ☐

Autre

Périmètre évalué

Types de méthodes

Méthodes d'analyse des retombées économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☒

Méthodes de valorisation

Evaluation contingente ☒ Méthode des prix hédoniques ☒
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☒ Autre méthode académique

Méthodologies de l'évaluation des retombées économiques des usages récréatifs

I. Contextes et objectifs

Contextes de mobilisation des méthodologies

Objectifs des études mobilisant ces méthodes – types de résultats recherchés

Un contexte de rationalisation économique grandissante

- ↳ **Contraintes de budget et contexte de transparence de la gestion des fonds publics** : les budgets alloués de plus en plus serrés et une politique de plus grande transparence de la gestion de l'argent public obligent les gestionnaires d'espaces naturels publics à justifier précisément leur utilisation des fonds publics
- ↳ **La recherche d'outils d'arbitrage pour la décision publique** : La valorisation économique de biens et activités permet de comparer les attributs des espaces naturels et leurs impacts en utilisant une mesure commune : la mesure monétaire (ici le dollar). Elle est donc une tentative de définir un critère commun (la rationalité économique) pour arbitrer l'importance d'éléments à la nature et aux effets très hétérogènes. Il s'agit à la fois de prendre les décisions nécessaires pour une allocation efficiente des ressources publiques et une maximisation du bien-être et du développement économique régional.

Des objectifs et des résultats différents selon les méthodes

- ↳ **Valorisation économique d'un bien** : selon l'auteur, elle adopte une perspective nationale et permet d'intégrer la valeur ainsi déterminées dans des analyses coûts-bénéfices ou des évaluations des dommages des actions fédérales, et donc d'adresser la question de l'efficacité économique de l'action publique.
- ↳ **Evaluation des impacts économiques d'un bien** : elle s'applique essentiellement à un niveau local ou régional et adresse la question de l'allocation des ressources en identifiant les gains et pertes supportés par certaines zones ou certains secteurs.
- ↳ **Analyse de la demande** : impact du changement de l'offre de services par les espaces naturels sur le nombre et les caractéristiques de leurs visiteurs (inclut l'impact du changement de la situation des visiteurs sur leur demande d'activité récréatives. *Ndr* : Cet aspect de la revue littéraire n'est pas traitée dans la présente fiche.

II. La démarche

Instruments de mesure utilisés

Différentes phases des méthodologies

Valorisation économique d'un bien : mesure du consentement à payer (CAP) des individus pour ce bien (*Ndr*: observation des prix du marché si c'est un bien marchand, observation des coûts acceptés pour bénéficier du bien – exemple méthode des coûts de transports, ou enquête auprès des individus).

Evaluation des impacts économiques d'un bien : enquête auprès des entreprises, des foyers et des administrations publiques situées dans la zone d'attraction du parc.

Valorisation économique d'un bien :

Elle confronte le CAP, ou coûts acceptés par les individus, aux coûts effectifs du bien pour en déduire le « surplus du consommateur » tirés par les individus. Cela permet, en parallèle d'une valorisation du bien, d'observer comment les variations du surplus du consommateur (du fait de changements dans l'offre disponible) influent sur son CAP (et donc la valeur qu'il attribue au bien).

Evaluation des impacts économiques d'un bien : Elle estime les changements dans l'activité économique d'une zone délimitée imputables à une action donnée.

Les méthodes input-output mobilisées dans l'évaluation des impacts économiques d'un bien peuvent s'appuyer sur des enquêtes auprès des entreprises, des ménages et des administrations. Aujourd'hui nombreuses sont les évaluations régionales qui, pour éviter une procédure lourde, s'appuient sur des systèmes informatiques de modélisation input-output comme IMPLAN en adaptant les données nationales à l'échelle de la zone étudiée.

Il s'agit d'introduire un changement de dépenses des visiteurs d'un site dans un modèle de l'économie locale et de tracer ses impacts directs (sur l'industrie de tourisme), indirects (fournisseurs de l'industrie de tourisme) et induits (dépenses dans l'économie locale des ménages recevant une part des bénéfices du tourisme local, comme les professionnels du tourisme). Impacts indirects et induits sont des « effets secondaires ».

La construction de multiplicateurs permet de déterminer l'ampleur des effets secondaires à partir du chiffrage des impacts directs, et ce en termes d'emplois, de revenus ou de valeur ajouté (plutôt que de ventes).

Principaux résultats d'études de cas

L'auteur présente seulement quelques exemples de chiffrage d'impacts de sites naturels sans pour autant exposer le détail des méthodologies adoptées. Son objectif est essentiellement de montrer combien il est délicat d'agrèger les résultats d'études différentes du fait du manque de transitivité entre les méthodologies employées et entre les attributs intégrés au processus d'évaluation.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Cet article propose une revue des méthodes d'évaluation économique des impacts et aménités qui tend vers l'exhaustivité. Les objectifs, les démarches et les limites sont clairement présentés pour chaque méthode.

Dans une deuxième partie du document, Stynes fournit des précisions sur la façon d'utiliser de façon rigoureuse les méthodologies décrites en exposant les écueils à éviter. Il rappelle également les éléments à prendre en compte dans la définition des objets de l'évaluation (ce qui doit être intégré dans les attributs évalués, avec quel degré de précision).

De façon tout aussi importante, l'auteur pointe les aspects d'une méthodologie fréquemment mal compris ou détournés par certaines études. Il fournit ainsi au lecteur des clefs d'analyse efficaces pour adopter un regard critique dans la lecture d'études de cas mettant en application ces méthodologies.

Cette revue de littérature recontextualise le NPS Money Generation Model (version MGM2), mobilisé par de nombreux économistes environnementaux, dans le cadre d'une chronologie de la modélisation de la méthode input-output.

Pour ces raisons, cet article est un document de référence pour un choix raisonné d'une méthodologie à mobiliser dans l'évaluation des impacts et aménités d'un site naturel.

III. Limites des méthodologies présentées

Limites signalées par les auteurs

L'agrégation des valeurs dégagée doit être faite avec beaucoup de précautions :

Cette limite concerne les recoupements entre les méthodes de valorisation économique et les méthodes d'évaluation économique d'un bien puisqu'il faut ne pas sous-estimer la différence entre biens marchands (vendus sur le marché) et biens non marchands (biens dont les prix ne sont pas débattus sur le marché tels les espaces naturels publics).

Mais elle concerne aussi chacune des deux grandes approches.

valorisation économique les valeurs dégagées pour un attribut ou une activité particulière varient grandement d'une étude à l'autre (la valeur du camping peut être évaluée entre 1.69\$ et 187\$) selon la méthode utilisée, le contexte environnemental, les attributs pris en compte.

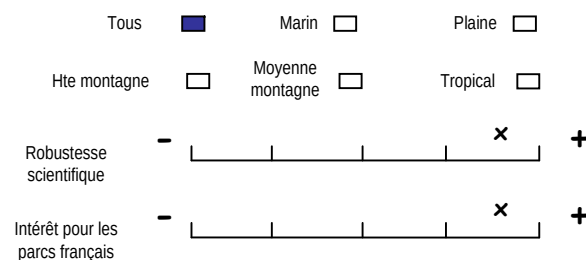
évaluation des impacts économiques les recettes de l'utilisation du bois et les recettes des activités récréatives (dans le cas d'un modèle input-output) ne peuvent être comparés sans pondération : les activités récréatives sont des biens finaux, et le bois est un bien intermédiaire (*ndr* : les biens finaux tirés du bois créeront de la richesse supplémentaire non comprise dans le prix du bien intermédiaire).

Il est difficile d'isoler les effets propres d'un site touristique :

Un écueil récurrent dans certaines études est de surestimer l'attractivité d'un site, alors qu'il est difficile de circonscrire strictement les effets propres d'un site touristique dans la venue de touristes dans une région.

Les auteurs préfèrent-ils une méthode plutôt qu'une autre?

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
The NWS Marine Park Authority

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Roy Powell et Linden Chalmers

Références utiles signalées par l'étude

❖ Aucune

Références
du document

Titre : **Les coûts de l'inaction face au recul de la biodiversité**

Auteur : Geoffrey Heal

Type de document : rapport d'étude

Organisme commanditaire du rapport : OCDE

Date de publication : 2005

Langue de publication : française

Nombre de pages : 15

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : La biodiversité mondiale

Région : Monde

Type d'institution gestionnaire de l'espace : nc

Surface de l'espace naturel protégé : nc

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : oui

Existence de patrimoine culturel : non

Patrimoine naturel le plus notable : oui

Objectifs
de l'étude

v Évaluer le coût de l'inaction face au recul de la biodiversité.

Type
d'approche(s)

v Estimer, à partir de certaines activités humaines, le manque à gagner lié à la perte de biodiversité.

Type
d'espace

Parc national ☐

Réserve
naturelle ☐

Autre espace
protégé ☐

Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐

Haute
montagne ☐

Moyenne
montagne ☐

Plaine ☐

Tropical ☐

Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de
données diverses ☒

Analyse du système
d'activités ☐

Analyse
budgétaire ☐

Analyse
Coûts-bénéfices ☐

Enquête
fréquentation et
attractivité ☐

Analyse
Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation
contingente ☐

Méthode des prix
hédoniques ☐

Modélisation
des choix ☐

Autres
méthodes

Méthode des coûts
de transport ☐

Autre méthode
académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

- Le bien-être des sociétés humaines dépend du bon fonctionnement d'un grand nombre d'écosystèmes naturels. Mais au delà des sociétés humaines, les écosystèmes sont déterminants pour la biodiversité en général. Or avec les dangers écologiques qui s'annoncent, il est à craindre que l'appauvrissement de la biodiversité fragilise de nombreux écosystèmes, et par la même réduise la capacité de ces derniers à fournir les services dont les êtres humains ont besoin. Les autorités compétentes ont tendance à remettre à plus tard les décisions pour agir en faveur d'une protection de cette biodiversité, dans l'attente d'informations supplémentaires. Or cette attente représente un coût, à différents niveaux, pour la biodiversité. Malgré les difficultés à évaluer les pertes monétaires induites par le recul de la biodiversité et la manière dont les activités humaines modifient celle-ci, l'auteur propose à partir d'exemples choisis, d'estimer le coût financier dû au recul de la biodiversité.

- Une estimation approximative à partir de quatre exemples**
L'auteur choisit d'estimer le manque à gagner de part le recul de la biodiversité, à partir de la valeur de quatre composantes de celle-ci :
 - la valeur de la biodiversité en tant que source d'informations génétiques applicables à la recherche pharmaceutique
 - la valeur des forêts pour le piégeage du carbone
 - la valeur de la biodiversité dans les bassins hydrographiques en termes d'épuration de l'eau
 - la valeur de la faune charismatique pour son intérêt touristique

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Impacts sur activité touristique

La valeur de la bioprospection

La bio prospection est l'exploitation des substances présentes dans la nature, en tant que sources potentielles de composés pharmacologiquement actifs et utiles pour l'industrie pharmaceutique. Dans le cadre de cette bio prospection, les entreprises pharmaceutiques signent des accord avec les pays tropicaux pour pouvoir étudier les possibilités de nouveaux médicaments. Mais compte tenu de la déforestation des forêts tropicales, on peut évaluer le manque à gagner pour l'industrie pharmaceutique à plusieurs milliards de dollars.

La valeur des forêts pour le piégeage du carbone

On peut calculer la valeur des forêts grâce au protocole de Kyoto et au système d'échange des droits d'émission de gaz à effet de serre de l'Union européenne (ETS). Pour l'ETS, le prix du rejet et du piégeage de carbone s'établit à environ 10 euros par tonne de carbone. Sachant que la biosphère terrestre piège 30% du carbone émis par l'utilisation de combustibles fossiles et que les forêts tropicales humides peuvent piéger jusqu'à 20 tonnes de carbone par hectare et par an, on estime à 200 euros par hectare et par an le service rendu par les forêts. Cette composante représente donc plusieurs milliers d'euros par hectare de forêts.

La valeur des bassins hydrographiques

Les bassins hydrographiques se caractérisent par une biodiversité qui contribue à épurer l'eau et régulariser le débit des rivières. L'auteur prend l'exemple de la ville de New York pour estimer la valeur de cet écosystème. En 1997, la ville a investi 1,5 milliards de dollars dans la remise en état du bassin hydrographique des Catskill. Il en déduit donc le manque à gagner par le recul ou le mauvais entretiens de ces bassins. Cela se chiffrerait en milliards de dollars.

La valeur du tourisme

Beaucoup de pays africains tirent d'importantes recettes du tourisme lié à « la faune charismatique » (lions, girafes, éléphants...) L'auteur estime le manque à gagner de par la disparition de cette biodiversité, à des centaines de millions de dollars.

Impact sur autres activités économiques

(non renseigné)

Impacts sur activité touristique

(non renseigné)

Impacts sur emploi

(non renseigné)

Intérêt et limites selon CREDOC

L'ampleur du questionnement abordé par l'auteur ne permet pas à l'étude d'être exhaustive et précise. Il ressort donc de cette étude, une estimation très approximative à partir de quelques écosystèmes choisis. Cependant, la force de la démonstration demeure dans le fait de montrer à partir de quelques exemples choisis, notamment d'activités humaines fonctionnant grâce à la biodiversité, que le choix de ne pas agir face au recul de la biodiversité coûte déjà des dizaines de dollars. Ainsi ce rapport a peut être plus une valeur communicationnelle qu'une réelle valeur scientifique.

Enseignements valorisables par les parcs français

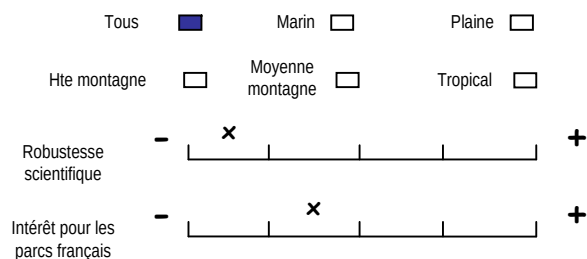
Le rapport est une porte d'entrée pour les Parcs qui voudraient évaluer les pertes économiques liées au recul de la biodiversité. Il permet notamment de donner des exemples d'activités humaines reposant sur cette biodiversité.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

L'auteur précise que l'étude commandée pour le compte de l'OCDE n'a pas été approuvée par l'ensemble des pays membres : certains pays émettent de fortes réserves sur son contenu. De plus, il spécifie que son étude ne prétend pas être exhaustive mais partielle.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
OCDE

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Geoffrey Heal

Références utiles signalées par l'étude

- ↳ Pearce David, « *Valuing biological diversity : issues and overview* », Valuation of biodiversity benefits : selected studies, OCDE, Paris, 2001.

Références
du document

Titre : The benefits of parks : why america needs more city parks and open spaces

Auteur : Paul M. Sherer

Type de document : livre blanc

Organisme commanditaire du rapport : Trust for public lands

Date de publication : 2005

Langue de publication : anglais

Nombre de pages : 32

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : parcs urbains des Etats-Unis

Région :

Type d'institution gestionnaire de l'espace : nc

Surface de l'espace naturel protégé : nc

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : oui

Existence de patrimoine culturel : nc

Patrimoine naturel le plus notable : nc

Objectifs
de l'étude

- ↳ Définir les bénéfices apportés par les espaces verts dans les villes américaines.
- ↳ Ouvrir le débat et servir de référence aux décideurs politiques et entrepreneurs en ce qui concerne les bienfaits et le besoin d'espaces verts urbains pour la population.

Type
d'approche(s)

- ↳ Ce livre blanc fait un état des lieux des études existantes qui font référence aux bénéfices apportés aux américains par les parcs urbains et ceci à différents niveaux (médicaux, économiques, environnementaux et sociaux).

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre : urbain.....

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☒ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

- u A l'origine de ce livre blanc, un constat : un manque d'espaces verts dans les villes américaines. En 2000, 80% des américains vivaient dans des zones urbaines. Or, on ne dénombre pas assez d'espaces verts en ville (par exemple, à Atlanta, les espaces verts couvrent moins de 4% de l'aire urbaine). De plus, on constate dans certaines villes de grosses inégalités en terme d'espaces verts selon l'endroit où l'on vit. Ainsi, les quartiers où sont concentrés les minorités ethniques disposent d'encore moins d'espaces verts que le reste de la ville. A Los Angeles, dans les quartiers « blancs » on compte 12,8 ha pour 1000 résidents et seulement 1,7 demi hectares de parcs pour les afro américains et 0,6 pour les latino américains. Ce livre blanc a donc pour ambition de démontrer les avantages liés à la présence de parcs urbains aux États Unis afin de militer pour plus de création ou de réhabilitations de parcs.

Une méthodologie basée sur des données de seconde mains

- u Le texte dresse un rapide historique des parcs urbains aux États Unis avant d'explicitier les différents bénéfices apportés aux citoyens par les espaces verts urbains. L'auteur distingue quatre principaux avantages :
 - les avantages en terme de santé
 - les avantages économiques
 - les avantages environnementaux
 - les avantages sociauxIl fonde sa démonstration sur un nombre importants d'études dont il utilise les résultats comme des preuves de son argumentation. C'est donc une étude basée exclusivement sur des données secondaires.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Les avantages conférés par les parcs urbains en terme de santé

Selon le centre pour la prévention et le contrôle des maladies (CDC), les américains ne pratiquent pas assez d'activités physiques et 27% des adultes sont obèses (1999). Or une activité physique régulière permet de prévenir de nombreuses maladies et cancers mais aussi de troubles psychologiques, comme la dépression et l'anxiété. La création de parcs permettrait de remédier à ce problème car le CDC montre une corrélation entre parcs et activité physique : selon eux, la création de parcs entraîne une hausse de 25 % de personnes pratiquant une activité physique trois fois ou plus par semaine. Une autre étude observe même une hausse de près de 50% si la création de parcs est accompagnée d'une campagne de communication.

Les avantages environnementaux conférés par les parcs urbains

Le service américain des forêts a calculé qu'en 50 ans un arbre générerait 31 250 dollars de service rendus en oxygène, 62 000 en contrôle de pollution, 37 500 pour l'eau et 31 250 pour l'érosion des sols. De plus, l'auteur avance un autre avantage des parcs urbains, souligné par plusieurs études, qui est le rôle important joué par les arbres dans l'absorption des eaux de pluie en ville.

Les avantages sociaux conférés par les parcs urbains

Les statistiques démontrent que la présence de parcs et d'aires de jeux influent directement sur la réduction de la criminalité, en particulier la délinquance juvénile. De même, les parcs contribuent à l'épanouissement des enfants car en étant des aires de jeux, ils leur permettent de développer leur masse musculaire, la coordination, le langage et les capacités cognitives en général. Enfin, en se basant sur une étude menée par l'université de l'Illinois et de Chicago, l'auteur spécifie que les espaces verts permettraient de renforcer les liens de voisinage dans les quartiers.

Impacts sur l'emploi

(non abordé)

Impact sur autres activités économiques

John Crompton a démontré que beaucoup de gens étaient prêts à payer plus cher leur résidence si elle était proche d'un parc ou d'un espace vert. Si les parcs donnent plus de valeur aux biens immobiliers environnants, c'est aussi le cas pour les commerces. Ainsi deux ans après la rénovation du parc Bryant de New York, les crédit-bails avaient augmenté de 60%.

Les parcs augmentent aussi la valeur ajoutée économique d'une ville en contribuant au cadre de vie recherché par les grandes compagnies, lorsqu'elles cherchent à s'implanter dans une ville.

Impacts sur activité touristique

Les parcs contribuent à l'activité touristique d'une ville, qu'elle soit d'agrément ou d'affaire. Pour exemple, le parc Chain of Lakes de l'État du Minnesota a reçu 5,5 millions de visiteurs en 2001, ce qui lui a valu d'être la seconde plus grosse attraction touristique de l'État.

Intérêt et limites selon CREDOC

L'argumentation de l'auteur se base uniquement sur des données de seconde mains. Mais la diversité et la quantité des études mobilisées confère à ce livre blanc une grande richesse, tant au niveau des sujets abordés (médicaux, sociaux, économiques...) que des références mobilisées. On peut regretter seulement le manque de développement apporté à chaque étude citée. En effet ce texte évoque rapidement les arguments développés en faveur des avantages conférés par les parcs et espaces verts urbains.

De ce fait, ce livre blanc ressemble assez à un plaidoyer pour la création d'espaces verts dans les villes. Le ton partisan est donné dans l'avant propos par le président de Trust in public land.

Enseignements valorisables par les parcs français

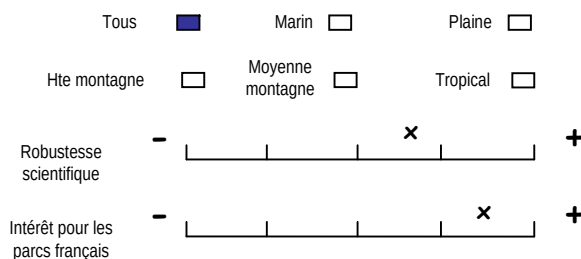
Le texte permet de donner de solides références en matière d'avantages conférés par les parcs. Cependant, ces villes sont toutes américaines et les études ne concernent uniquement que les parcs urbains.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

(non signalés)

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
Trust for public lands

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Paul M. Sherer

Références utiles signalées par l'étude

Garvin Alexander and Berens Gayle, Urban parks and open space, Washington D.C., Urban Land Institute, 1997.

Références
du document

Titre : Impact attendu du parc national des Hauts en matière d'emploi et d'activité économique

Auteur : Observatoire du développement de la Réunion

Type de document : rapport d'étude préalable

Organisme commanditaire du rapport : Mission de création du Parc des Hauts de la Réunion

Date de publication : 2005

Langue de publication : française

Nombre de pages : 62

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Parc national des Hauts de la Réunion

Région : La Réunion

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Mission de création du Parc des Hauts de la Réunion

Surface de l'espace naturel protégé : non renseigné

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : Les îlets habités de Mafate et des Trois-Salazes

Existence de patrimoine culturel : nc

Patrimoine naturel le plus notable : nc

Objectifs
de l'étude

- Effectuer une évaluation de cadrage des futures retombées économiques du Parc national des Hauts de la Réunion.

Type
d'approche(s)

- Une évaluation quantitative des futurs impacts économiques en terme d'emplois (directs, indirects et induits) du Parc. Cette étude s'appuie sur la méthodologie du bureau d'études et de conseils IRAP c'est à dire qui « importe » des ratios extérieurs et à partir d'eux émet des hypothèses sur les parts de marchés qu'amèneraient la création du Parc naturel.
- Une évaluation qualitative des retombées économiques non quantifiables du Parc (agriculture, commerce, environnement...).

Type
d'espace

Parc national ☒	Réserve naturelle ☐	Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐		

Type de milieu

Marin ☐	Haute montagne ☒	Moyenne montagne ☐
Plaine ☐	Tropical ☐	Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques	
Compilation de données diverses ☒	Analyse du système d'activités ☒
Analyse budgétaire ☒	Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐	Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur	
Evaluation contingente ☐	Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐	Autres méthodes
Méthode des coûts de transport ☐	Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

- La création du Parc naturel des Hauts de la Réunion était prévue pour 2006. Dans ce contexte, le ministère de l'Ecologie et du Développement Durable et les élus locaux ont sollicité une mesure des futurs impacts économiques du Parc. Il a donc été décidé de lancer trois études pour répondre aux attentes formulées par les différents acteurs de ce projet :
 - une étude quantitative, sur le modèle développé par IRAP, des retombées économiques du Parc
 - une étude action participative « stratégie et qualitative » pour définir et préciser des pistes d'actions pour le Parc
 - une étude méthodologique pour permettre la réalisation d'un « point zéro » et d'indicateurs de suiviNotre étude fait référence à la première partie de ce champ de recherche.
- Une approche quantitative et qualitative**
L'observatoire propose une approche quantitative et qualitative des retombées économiques du Parc.
L'approche quantitative s'est attachée à reproduire la méthodologie développée par l'IRAP, lors de ces études sur les retombées économiques de 7 Parcs naturels nationaux. Elle repose notamment sur les résultats de ces études mais aussi sur d'autres éléments quantitatifs, comme la fréquentation touristique à la Réunion. Ces données quantitatives ont été affinées lors d'entretiens et de réunions avec des experts locaux. Cette première partie aborde exclusivement les retombées économiques en terme d'emplois, qu'ils soient directs, indirects ou induits.
L'approche qualitative s'attache à évaluer les impacts non quantifiables du Parc. Ainsi, l'étude aborde les impacts qualitatifs attendus dans différents domaines marchands (artisanat, agriculture, commerce...) et non marchands (environnement, culture, gouvernance...) mais ne donnent pas d'estimations.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

(non abordé)

Impacts sur emploi

Une estimation des emplois créées à partir de données quantitatives

L'étude a estimé quantitativement trois types d'emplois créés par ou grâce au Parc : les emplois directs, indirects et induits. L'observatoire estime que l'ouverture du Parc créera entre 57 postes, selon l'hypothèse basse et 104 postes selon l'hypothèse haute. A cela il faut ajouter 20 à 36 emplois supplémentaires, si l'on prend en compte la consommation des ménages qui travaillent dans le Parc.

Les emplois indirects créés, qui correspondent aux dépenses d'investissements et d'achats de biens et services par le Parc, sont estimés entre 27 et 49. Et enfin, l'estimation des emplois induits est séparée en deux calculs, les emplois induits par le tourisme extérieur sur 5 ans (entre 1330 et 1450) et les emplois induits par le tourisme des réunionnais sur 5 ans (28 et 39).

Si l'on totalise ces différents types d'emplois, on obtient avec l'hypothèse basse 1462 emplois créés sur 5 ans et selon l'hypothèse haute 1678 emplois sur 5 ans.

Impacts sur activité touristique

Un étude qualitative des impacts touristiques du Parc

L'étude soulève le fait que la création du Parc contribuera à une valorisation publicitaire de l'île en tant que destination touristique ou confortera sa position dans ce secteur. Il est de même fort possible que le Parc contribue à la modification de l'image de l'île, en lui donnant une plus value en matière de respect et de valorisation de patrimoine naturel.

Enfin, certains experts mise pour une part importante du tourisme local dans les retombées économiques du Parc, voire même plus importante que le tourisme extérieur.

Impact sur autres activités économiques

Une étude qualitative des impacts économiques attendus en terme d'agriculture, de commerce, d'artisanat et de services

En ce qui concerne le secteur de l'agriculture, le Parc aura pour mission de préserver et de développer l'agriculture dans son enceinte. Mais il est aussi envisagé que le Parc développe, à l'instar d'autres parcs nationaux, l'agro tourisme, qui est encore peu répandue sur l'île.

Au niveau du commerce, de l'artisanat et des services, le Parc pourra apporter son concours au maintien du petit commerce et à la construction d'un magasin du Parc, à une valorisation de l'artisanat local voire même à l'implantation de certaines activités industrielles, respectueuse de l'environnement. La création du Parc peut accompagner la création d'un label propre au Parc qui permettraient aux touristes de mieux identifier les spécificités et savoir-faire locaux.

Intérêt et limites selon CREDOC

L'étude a le mérite d'évaluer les retombées économiques du Parc des Hauts en conciliant l'approche quantitative et qualitative. Cependant ces deux parties de l'étude n'ont pas le même poids scientifique car il n'existe quasiment pas de méthodologie pour la partie concernant les impacts non quantifiables.

De plus, il faut souligner que l'estimation des emplois induits par la création du Parc ne tient compte que des emplois induits par l'activité touristique. D'autres secteurs de l'économie auraient pu être abordés comme le commerce, l'artisanat, le cadre de vie...

Enfin, dans les limites de l'étude on mentionnera le fait que la méthodologie adoptée, d'estimer à partir de moyennes, gomme les spécificités des différents Parc nationaux dont celle du Parc des Hauts.

Enseignements valorisables par les parcs français

La première partie de l'étude, abordant les retombées économiques de l'ouverture du Parc en terme d'emplois, est la plus solide de l'étude. Elle est transférable à tous les Parc nationaux, notamment car elle se base sur des moyennes issues de 7 Parc nationaux.

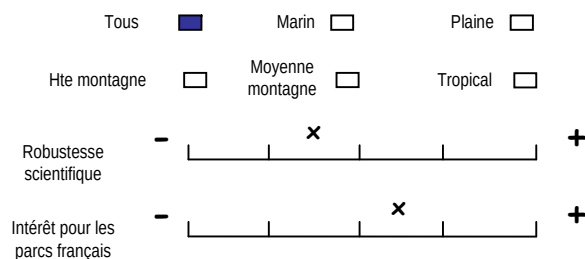
III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

Les auteurs de l'étude soulignent le fait que l'analyse quantitative des retombées économiques s'est effectuée principalement en fonction de l'activité touristique attendue. De plus, ils mettent en garde sur les estimations fournies dans le rapport en rappelant que ce sont des ordres de grandeurs, tenant compte de deux simulations économiques : une hypothèse basse et une hypothèse haute.

Enfin, il mentionne que la méthodologie de l'étude est adaptée de celle du cabinet IRAP et que les estimations apportées tiennent compte des précédents résultats apportés par l'IRAP. De ce fait, les estimations quantitatives fournies concernant les futurs impacts économiques du Parc des Hauts sont fondées sur des moyennes calculées à partir des indicateurs des Parcs nationaux français.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

Mission de création du Parc des Hauts de la Réunion

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Observatoire du développement de la Réunion

Références utiles signalées par l'étude

- Les différents rapports d'étude effectués par le cabinet IRAP auprès des 7 premiers Parc nationaux : IRAP, Études des retombées du parc national sur l'activité économique et l'emploi, rapport final.

Références
du document

Titre : **Economic Valuation and Socioeconomics of Coral Reefs: Methodological Issues and Three Cas Studies**
Auteur : Herman Cesar et Chiew Kieok Chong

Date de publication : 2004

Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : Anglais

Nombre de pages : 27

Espace
concerné

Pays : Etudes de cas 1) Aire marine protégée de Portland Bight en Jamaïque; 2) Lombok en Indonesia, 3) Récif corallien de Océan Indien

Type d'espace naturel : Zones marines

Périmètre de l'évaluation économique : Régional

Population concernée :
Activités humaines sur et à proximité de l'espace :
Valeur et/ou impacts du patrimoine culturel : oui non nc
(préciser au besoin)

Valeur et/ou impacts d'un attribut naturel précis : oui non nc
Ecosystème des récifs coralliens

Méthodologie(s)
présentée(s)

- u Revue de la littérature : présentation succincte des notions de valeur économique totale, de la technique des effets sur la production, des méthodes des coûts de remplacement, des coûts de dommages, des coûts de transports et de l'évaluation contingente
- u Etude de cas 1 : Valeur économique totale et Analyse coûts bénéfiques
- u Etude de cas 2 : Analyse coûts bénéfiques et Analyse des parties prenantes
- u Etude de cas 3 : Calcul des pertes économiques (dues au blanchiment du corail) / coûts des dommages en l'absence de protection

Principaux
concepts
mobilisés
et définis

Objectifs
de l'étude

- u Fournir une vue d'ensemble des méthodes d'évaluation économique (valeur économique totale, analyse coûts bénéfiques) et d'analyse de la valeur (évaluation contingente, coût de déplacement, effet sur la production etc.) appliquées aux écosystèmes des récifs coralliens.
- u Montrer l'importance de l'analyse des parties prenantes (stakeholders analysis)

NdR : Nous développerons uniquement dans cette fiche la présentation succincte des concepts et méthodologie et l'étude de cas n°2.

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Périmètre
évalué

Zone de l'espace naturel ☐ Vicinité ☐
Région ☒ Territoire national ☐
Autre ☐

Types de méthodes

Méthodes d'analyse des retombées économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☒
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes de valorisation

Evaluation contingente ☒ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☒ Autre méthode académique ☐

Méthodologies de l'évaluation des retombées économiques des usages récréatifs

I. Contexte et objectifs

Contexte de mobilisation des méthodologies

Objectifs des études mobilisant ces méthodes – types de résultats recherchés

Techniques utilisées pour la valorisation des récifs coralliens

▮ **La méthode des effets sur la production** (ou des changements de productivité) : utilise la différence de production comme base d'évaluation des services des récifs coralliens. Elle est utilisée principalement pour mesurer le surplus du producteur (pêche et tourisme) et estimer la différence de valeur de la production avant et après un impact ou une intervention de gestion.

▮ **La méthode des coûts de remplacement** est utilisée pour évaluer le service de protection de l'écosystème côtier. Les données sur les investissements de contrôle de l'érosion de la côte sont utilisées comme indicateurs de la protection du récif corallien. Le coût pour remplacer le récif corallien par des constructions telles que des revêtements et des casseurs de vagues sous-marins est utilisé.

▮ **La méthode des coûts de dommages** : En l'absence de protection de la côte, les dégâts économiques liés au déferlement des vagues et aux tempêtes pourraient être colossaux. Cette méthode utilise donc la valeur attendue de la perte (« stock de risque ») comme mesure du service de protection de la côte.

▮ **La méthode des coûts de transport** est souvent utilisée pour estimer le bien-être associé à l'usage récréatif des parcs nationaux. Le temps ou les coûts de transport sont un indicateur du coût d'entrée total et donc du consentement à payer d'un individu.

▮ **La méthode de l'évaluation contingente** est utilisée quand les préférences des individus ne sont pas révélées par le marché. Questions directes sur le consentement à payer pour estimer les préférences des consommateurs.

▮ **Le concept de transfert de bénéfices** : Parce qu'il est souvent coûteux de conduire des études pour déterminer précisément la valeur économique totale de chaque site, il est parfois possible d'utiliser une méta-analyse des études conduites dans d'autres lieux comparables.

II. La démarche

Instruments de mesure utilisés

Différentes phases des méthodologies

Les auteurs mettent en avant l'importance de l'analyse des parties prenantes, c'est pourquoi nous avons choisi de développer plus particulièrement dans cette fiche les éléments méthodologiques de l'étude de cas n° 2.

Méthodologie de l'étude de cas n°2 : ACB financière et économique

Dans cette étude de cas les auteurs analysent les coûts et bénéfices de l'extraction du corail pour la production de chaux à Lombok, Indonésie. Ils considèrent également les coûts sociétaux de cette activité en termes de pertes des fonctions du récif consécutives à cette activité, en particulier pour la pêche, le tourisme et la protection de la côte.

Étapes :

1/ Identification des activités économiques et caractérisation des acteurs
2/ Analyse coûts bénéfices financière : c'est-à-dire du point de vue d'un type d'acteurs (ici, les entreprises d'extraction du corail pour la production de chaux). Il s'agit de dresser la liste et de valoriser les coûts et les bénéfices de cette activité pour ces entreprises.
3/ Analyse coûts bénéfices économique : c'est-à-dire du point de vue de la société dans son ensemble. L'objectif est d'évaluer les coûts sociétaux de cette activité.

3.a/ identifier les fonctions environnementales affectées par l'activité et décrire comment et/ou faire des hypothèses réalistes sur les conséquences pour l'économie (ex : protection de la côte diminue après 5 ans, tourisme immédiatement affecté)

3.b/ Les résultats sont exprimés en valeur nette actuelle : somme des coûts actualisés sur 30 ans.

3.c/ Dans cette étude, deux scénarii sont considérés : un scénario « bas » dans lequel le potentiel touristique est faible et les constructions sur la côte limitées, l'autre « haut » dans lequel le potentiel touristique est important et les infrastructures sur la côte considérables.

Selon le point de vue adopté (la société dans son ensemble ou un type d'acteurs), certains coûts et bénéfices ne sont pas évalués de la même manière. Ainsi, dans l'analyse financière le coût de la main d'œuvre familiale est considéré comme nul alors que dans l'analyse économique il est égal au coût d'opportunité si cette main d'œuvre était employée ailleurs. Le paiement pour la protection de la côte est un coût réel pour les exploitants alors qu'il n'est qu'un transfert de ressources du point de vue de la société (depuis les exploitants vers l'organisme de protection).

Principaux résultats d'études de cas

La perte nette pour la pêche est estimée à 74 900 US\$ dans les deux scénarii.

Dans le scénario « bas », la perte nette pour la société du fait de la baisse du tourisme est évaluée à 2900 US\$ et celle liée à la baisse de la protection de la côte à 12 000 US\$. Ces pertes sont respectivement estimées à 481 900 US\$ et à 260 000 US\$ dans le scénario « haut ».

En combinant les profits nets de l'exploitation du corail avec le coût sociétal, le coût imposé à la société par cette activité est de 36 000 US\$/km² dans le scénario « bas » et de 753 000 US\$/km² dans le scénario « haut ». Dans les deux scénarii, l'extraction du corail constitue un coût conséquent et de long terme pour la société.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Document clair et d'un bon niveau scientifique tout en étant accessible au non spécialiste.

Les études de cas sont des illustrations intéressantes de méthodes d'évaluation économique. Toutefois, les techniques de valorisation utilisées dans ces études sont peu explicitées : il s'agit ici de résumés, par ailleurs intéressants.

Les résultats de l'étude de cas n°2, présentés dans cette fiche, varient fortement entre les deux scénarii : il aurait été intéressant de disposer des éléments de quantifications sous-jacents aux hypothèses des scénarii.

L'analyse des parties prenantes est une approche valorisable dans les parcs français.

III. Limites des méthodologies présentées

Limites signalées par les auteurs

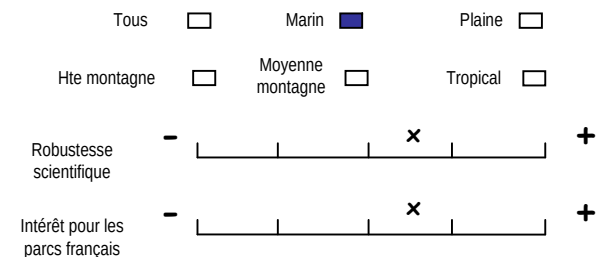
Les auteurs préfèrent-ils une méthode plutôt qu'une autre?

Les auteurs affirment clairement l'importance de l'analyse des impacts sur les parties prenantes lors de l'évaluation économique.

La valorisation de tous les bénéfices des récifs coralliens est souvent impossible. Toutefois, il n'est pas nécessaire de tous les évaluer dans la mesure où, il est possible de montrer, en en considérant seulement une partie, que les gains pour un type d'acteurs sont plus faibles que les pertes pour l'ensemble de la société.

Les auteurs notent que la méthode des coûts de transport et l'évaluation contingente présentent de nombreuses limites dont la construction du questionnaire, la manière de le compléter et de l'interpréter. Toutefois, quand elles sont utilisées ces techniques sont souvent les seules disponibles.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Herman Cesar et Chiew Kieok Chong

Références utiles signalées par l'étude

- ↳ Barton, D.N. (1994). Economic factors and evaluation of tropical coastal resources. SMR-Report 14/94, Bergen, Norway, 128 p.
- ↳ Costanza, R., R.d'Arge, R. de Groot, S. Farber, M. Grasso, B. Hannon, K. Limburg, S. Naeem, R.V.O. O'Neill, J. Paruelo, R.G. Raskin, P. Sutton and M. van den Belt. 1997. The value of the world's ecosystem services and natural capital. Nature 387:253-260.

Références
du document

Titre : **Economic value of protected areas : Guidelines for protected area managers**
Auteur : Lee Thomas et al.

Type de document : Guide méthodologique de vulgarisation scientifique

Organisme commanditaire du rapport : World Commission on Protected Areas (WCPA)

Date de publication : 1998

Langue de publication : Anglais

Nombre de pages : 62

Espace
concerné

Type d'espace naturel : Tous (6 catégories d'aires protégées)

Périmètre de l'évaluation économique : Tous : local, national, international

Population concernée : non précisée

Activités humaines sur et à proximité de l'espace :
Valeur et/ou impacts du patrimoine culturel : oui non nc
(préciser au besoin)

Valeur et/ou impacts d'un attribut naturel précis : oui non nc
(préciser)

Méthodologie(s)
présentée(s)

Principaux
concepts
mobilisés
et définis

- Le concept de valeur économique totale
- Evaluation économique et analyse financière
- Techniques de valorisation des biens et services fournis par les zones protégées : l'évaluation contingente, la méthode des prix hédoniques, la méthode des coûts de transports, le changement de productivité, les pertes (ou gains) de revenus, les coûts d'opportunité et les coûts de remplacement.

Ndr : Les études de cas de la partie 2 études de cas ne sont pas présentées dans cette fiche.

Objectifs
de l'étude

- Donner une vue d'ensemble des méthodes d'évaluation des zones naturelles protégées, fournir de nouveaux éléments et en débattre (Partie 1)
- Présenter des résumés d'études de cas sur des sites où la protection de l'environnement a contribué significativement à l'économie nationale (Partie 2)

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Périmètre évalué

Zone de l'espace naturel ☐ Vicinité ☐
Région ☐ Territoire national ☐
Autre ☒

Types de méthodes

Méthodes d'analyse des retombées économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes de valorisation

Evaluation contingente ☒ Méthode des prix hédoniques ☒
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☒ Autre méthode académique ☐

Méthodologies de l'évaluation des retombées économiques des usages récréatifs

I. Contexte et objectifs

Contexte de mobilisation des méthodologies

Objectifs des études mobilisant ces méthodes – types de résultats recherchés

L'approche de la valeur économique totale : identifier l'ensemble des valeurs des aires protégées

- La notion de valeur économique totale fournit un cadre d'identification utile des diverses valeurs associées aux zones protégées. La valeur économique totale d'une aire protégée comprend ses valeurs d'usage (directes, indirectes et d'option) et ses valeurs de non usage (d'existence et de legs). La notion de valeur économique totale permet d'identifier l'ensemble des valeurs attribuées aux aires protégées par une approche holistique.
- L'évaluation économique, basée sur la valeur économique, mesure les valeurs marchandes et non marchandes que les individus tirent d'une aire protégée. L'analyse financière mesure uniquement le flux monétaire de l'aire protégée.

Techniques de valorisation des biens et services des aires protégées

- Les auteurs présentent brièvement les méthodes les plus communes et les plus utilisées pour valoriser ces biens et services.
- Parmi ces méthodes, la méthode des prix hédoniques utilise les marchés existants (marché foncier, du travail) pour déterminer la valeur d'un bien environnemental. Elle est basée sur l'hypothèse que la valeur du foncier et les salaires reflètent un ensemble de bénéfices, parmi lesquels certains sont attribuables au bien environnemental. Elle peut être utilisée pour établir les valeurs esthétiques d'une zone protégée, ou encore pour évaluer des dommages environnementaux.
- Les méthodes de pertes (ou de gains) de revenus évaluent le changement de productivité d'activités humaines résultant d'une détérioration (ou d'une amélioration) de l'environnement. Elles sont utiles pour évaluer un changement dans la réglementation des zones protégées.

II. La démarche

Instruments de mesure utilisés

Identification des valeurs des aires protégées : concept de valeur économique totale.

Valorisation des biens et services des zones protégées : prix du marché, enquêtes, taxes etc. en fonction de la nature du bien (marchand ou non marchand) et donc des données disponibles.

Différentes phases des méthodologies

Cadre méthodologique de valorisation proposé par les auteurs :

- 1/ Définir le public destinataire de l'étude
- 2/ Déterminer l'étendue de l'étude : échelle locale, nationale, internationale
- 3/ Choisir les techniques analytiques appropriées : économique ou financière

La destination de l'étude : Le type de parties prenantes destinataire de l'étude détermine quelles valeurs doivent être mesurées et comment ces mesures doivent être exprimées. Cela va également avoir un impact sur ce qui est considéré comme un bénéfice et ce qui est vu comme un coût. En effet, l'identification des coûts et des bénéfices est un processus subjectif.

Etendue de l'étude en termes géographique, temporel, de sujet etc.

Choix de la technique analytique :

- La mesure des valeurs d'usage directes échangées sur le marché est relativement aisée : identification des marchés, collectes des prix payés sur ces marchés, détermination de la quantité de services ou de biens échangés sur le marché.
- Les méthodes les plus utilisées pour valoriser les biens et services environnementaux marchands et non marchands sont : l'évaluation contingente, la méthode des prix hédoniques, la méthode des coûts de transports, le changement de productivité, les pertes (ou gains) de revenus, les coûts d'opportunité et les coûts de remplacement.

Principaux
résultats d'études
de cas

Les études de cas présentées dans ce document sont nombreuses et variées : elle en peuvent être présentées ici.
Les auteurs concluent de ces études de cas que les différentes approches utilisées pour l'évaluation peuvent conduire à des résultats contradictoires.

Intérêt et limites
selon CREDOC

Enseignements
valorisables par les
parcs français

La méthode des coûts de transports demande beaucoup de données, repose sur des hypothèses de comportements de consommateurs restrictives (voyage à fonctions multiples) et est très sensible aux méthodes statistiques utilisées.

Il s'agit d'un document de littérature grise destiné aux gestionnaires non spécialistes de l'évaluation économique.

III. Limites des méthodologies présentées

Limites signalées
par les auteurs

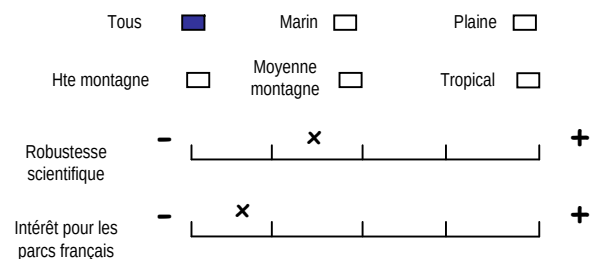
Les auteurs
préfèrent-ils une
méthode plutôt
qu'une autre?

Les résultats des évaluations peuvent être contradictoires, c'est pourquoi, les auteurs plaident pour une approche méthodologique standardisée basée sur la notion de valeur économique totale et donnent des conseils en ce sens aux non spécialistes. L'adoption d'une méthode standardisée permettra des comparaisons entre études et réduira l'incidence des impacts dont la valeur reste non estimée.

Limites des méthodologies présentées :

La méthode des prix hédoniques devient problématique quand il existe des distorsions de marchés, quand l'information sur les produits environnementaux n'est pas répandue et que les données sont rares ou insuffisantes.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
Lee Thomas et al.

Auteur de l'étude (ou correspondant)
World Commission on Protected Areas (WCPA)

Références
utiles signalées
par l'étude

BARBIER, E., ACREMAN, M. and KNOWLER, D. (1997) Economic Valuation of Wetlands. IUCN, Cambridge, UK.

Références
du document

Titre : L'importance de la nature pour les Canadiens : Les avantages économiques des activités reliées à la nature

Auteur : Environnement Canada

Date de publication : 2000

Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : Français

Organisme commanditaire du rapport : Partenariat 16 organismes

Nombre de pages : 56

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Les zones naturelles en général au Canada

Objectifs
de l'étude

- Présentation des résultats sur les avantages économiques des activités liées à la nature d'après l'Enquête sur la nature (Canada)
- Présentation des dépenses des visiteurs américains au Canada pour des activités liées à la nature d'après une enquête américaine

Région : les 10 provinces Canadiennes et le Yukon

Type d'institution gestionnaire de l'espace : non précisé

Surface de l'espace naturel protégé : non précisé

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : Non précisé

Type
d'approche(s)

- Enquête sur la nature (Canada) et enquête Américaine sur les dépenses des visiteurs américains au Canada
- Analyse Input-output pour déterminer des avantages économiques de la nature

Existence de patrimoine culturel : oui non nc

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre ☐ Tous ☐

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☒ Analyse Input-output ☒

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique ☐

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- La connaissance stratégique des avantages économiques du patrimoine naturel Canadien doit aider les décideurs à inclure des considérations économiques dans les politiques et règlements environnementaux et les encourager à prendre en compte des considérations environnementales dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques économiques.

Les enquêtes

- L'Enquête sur la Nature** : menée par Statistique Canada sur un échantillon d'environ 87 000 personnes de plus de 15 ans en 1996. Son objectif était de collecter des données socio-économiques fiables et précises sur l'importance de la nature pour les Canadiens. Elle a porté sur le comportement des répondants : activités en lien avec la nature, déplacement, temps et budget consacrés à la pratique de ces activités, lieu de ces activités.
- L'enquête américaine** a été effectuée par le U.S Fish and Wildlife Service.

Analyse Input-output et concepts utilisés

- Les avantages directs** correspondent à la valeur économique attribuée par la population à l'utilisation d'une ressource. **Les avantages indirects** correspondent à l'activité économique engendrée par l'utilisation d'une ressource, ce sont donc ici les impacts économiques résultant des dépenses associées à la nature.
- Ces éléments sont calculés à l'aide du **modèle Input-output de Statistique Canada**.
- Le consentement à payer = avantages directs (valeur pour les participants) + dépenses réelles pour participer aux activités liées à la nature, qui vont, par suite, contribuer à l'économie canadienne (avantages indirects)

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Valeur économique des activités liées à la nature : les participants ont déclaré qu'ils auraient dépensé au total 2 milliards \$ de plus avant de renoncer à leurs activités en lien avec la nature.

Impacts sur emploi

Les activités de loisirs dans les zones naturelles canadiennes ont des retombées indirectes non négligeables sur l'emploi : **elles permettent le maintien de près de 215 000 emplois et 5.9 milliards \$ de masse salariale**, avec toutefois des **résultats très variables entre les différentes provinces**.

Impacts sur activité touristique

Dépenses totales liées à la nature : En 1996, les résidents canadiens et des visiteurs américains ont dépensé 11.7 milliards \$ pour des activités reliées à la nature au Canada, dont 11 milliards par **les résidents canadiens**.

Pour les canadiens, ces dépenses ont servi à l'achat d'équipements (28.4%), au transport (23.5%), à la nourriture (18.4%), à l'hébergement (12.7%) et à d'autres achats dont les droits d'accès aux sites (5.8%).

Les Canadiens ont dépensé 7.2 milliards \$ pour des loisirs de plein air en zones naturelles (randonnées, pêche, cueillette, camping, kayak etc.), 1.3 milliards pour les déplacements d'intérêt faunique, 1.9 milliards pour la pêche de loisir, 800 millions pour la chasse, et 1.2 milliards pour d'autres activités reliées la nature (NB: totaux > à 11 car activités principales et secondaires).

Les touristes américains ont dépensé **700 millions \$ pour des déplacements d'intérêt faunistique et la pêche récréative**, ce qui représente un excédent commercial par rapport aux USA pour ces activités (les touristes canadiens dépensent 3 fois moins aux USA pour ces mêmes activités).

Impact sur autres activités économiques

Les dépenses récréatives des canadiens et des touristes américains pour des activités de plein air dans les zones naturelles canadiennes ont des retombées économiques importantes sur les économies nationales, provinciales et territoriales. En effet, **elles ont généré 17.3 milliards \$ de production brute pour les entreprises et contribué à hauteur de 12.1 milliards \$ au PIB Canadien.**

Les retombées économiques des dépenses récréatives des résidents canadiens varient fortement d'une province à l'autre : de 7.082 milliards \$ de PB des entreprises et 4.522 milliards \$ PIB en Ontario à 16.8 millions \$ de PB des entreprises et 11.7 millions \$ PIB au Yukon.

Par ailleurs, les divers gouvernements perçoivent **5.4 milliards \$ sous forme de taxes liées à cette activité économique** avec, là encore, **une forte variabilité des résultats entre provinces.**

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Le modèle entrées-sorties pour calculer les retombées économiques indirectes n'est pas présenté. Hypothèses sous-jacentes non décrites.

Dimensions sociales absentes.

Les échelles géographiques importantes cachent sans doute des disparités à l'intérieur de chaque province. En outre, la variabilité des résultats entre province est telle que la moyenne à l'échelle du Canada a peu de signification.

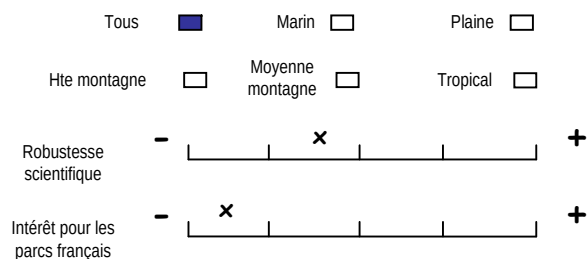
Valeur économique des activités récréatives de plein air en zones naturelles est évaluée sur des déclarations. Le mode de questionnement n'est pas précisé.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

L'enquête à très grande échelle se révélant très coûteuse, d'autres types de données doivent être privilégiées.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Environnement Canada

Références utiles signalées par l'étude

u Aucune

Références
du document

Titre : **Making Economic evaluation work for biodiversity conservation**
Auteur : Australian Government of the Environment and Heritage, Biological Diversity Advisory Committee

Type de document : Rapport d'étude, document de vulgarisation scientifique

Organisme commanditaire du rapport : Auteurs et Land & Water Australia

Date de publication : 2005

Langue de publication : Anglais

Nombre de pages : 20

Espace
concerné

Pays : Australie

Type d'espace naturel : Biodiversité en général

Périmètre de l'évaluation économique : Tous

Population concernée : non abordé

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : non abordé

Valeur et/ou impacts du patrimoine culturel : oui non **nc**
(préciser au besoin)

Valeur et/ou impacts d'un attribut naturel précis : oui non **nc**
(préciser)

Méthodologie(s)
présentée(s)

Principaux
concepts
mobilisés
et définis

- ▮ **Méthodes basées sur le marché** : quand un bénéfice généré par la biodiversité peut être directement échangé sur le marché, les techniques économiques d'estimation de la valeur peuvent être utilisées.
- ▮ **Méthodes des préférences révélées** : ensembles de techniques qui dérivent la valeur des biens et services environnementaux des prix du marché.
- ▮ **Méthodes des préférences déclarées** : ensemble de techniques basées sur ce que les personnes déclarent consentir à payer pour éviter ou compenser une dégradation de l'environnement.

Objectifs
de l'étude

- ▮ Etablir une revue des techniques de valorisation économique de la biodiversité et explorer comment elles pourraient être plus accessibles au décideur

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Périmètre
évalué

Zone de l'espace naturel ☐ Vicinité ☐
Région ☐ Territoire national ☐
Autre ☒

Types de méthodes

Méthodes d'analyse des retombées économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes de valorisation

Evaluation contingente ☒ Méthode des prix hédoniques ☒
Modélisation des choix ☒ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☒ Autre méthode académique ☐

Méthodologies de l'évaluation des retombées économiques des usages récréatifs

I. Contexte et objectifs

Contexte de mobilisation des méthodologies

Objectifs des études mobilisant ces méthodes – types de résultats recherchés

Contexte

↳ De nombreux biens et services fournis par la biodiversité ne s'échangent pas sur le marché et ne sont donc pas évalués économiquement, ce qui crée un risque qu'ils ne soient pas pris en considération dans les processus de décision. Les décideurs doivent être pleinement conscients des conséquences pour la conservation de la biodiversité.

Méthodes basées sur le marché

↳ Les méthodes basées sur le marché **sont rarement utilisées pour valoriser la biodiversité** car nombreux sont ses bénéfices qui ne peuvent être échangés sur le marché. Quand elles peuvent être utilisées elles permettent, par exemple, de **mesurer le surplus économique total, pour le producteur ou pour le consommateur**.

Méthodes des préférences révélées

↳ Ces méthodes peuvent être **utilisées quand des données reliant la valeur du bien ou du service environnemental au marché sont disponibles**. Ces données sont utilisées pour évaluer le bien ou le service. Parmi les techniques des préférences révélées, les auteurs présentent brièvement : les approches des dépenses préventives ou de mitigation, la méthode des coûts de remplacement, la technique de la fonction de production ou de changement de productivité, la méthode des coûts de transport et celle des prix hédoniques.

Méthodes des préférences déclarées

↳ Les méthodes énoncées précédemment sont limitées dans leur capacité à évaluer toutes les valeurs de la biodiversité, en particulier **les valeurs environnementales de non usage ou d'usage passif**. Les méthodes des préférences déclarées permettent d'évaluer ces valeurs à travers la mesure du consentement à payer pour le service offert par la biodiversité : cette mesure passe par des enquêtes. **La méthode de l'évaluation contingente** est une méthode de préférences déclarées utilisée pour évaluer les valeurs d'usage et de non usage. Plus récemment, **la méthode de modélisation des choix** (ou des choix contingents) a été développée.

II. La démarche

Instruments de mesure utilisés

Les auteurs présentent plus particulièrement les méthodes des préférences déclarées : évaluation contingente et méthode de modélisation des choix.

Ces méthodes reposent sur des **dispositifs d'enquêtes**.

Différentes phases des méthodologies

L'évaluation contingente : les personnes sont interrogées sur leur consentement à payer pour un bien environnemental décrit dans un scénario hypothétique spécifique.

La méthode de modélisation des choix diffère de l'évaluation contingente dans la question posée. Il s'agit de mettre les personnes en situation de choisir entre un groupe de services environnementaux à un prix donné pour l'individu et un autre groupe de services environnementaux à un prix ou coût différent.

Forces et faiblesses de l'évaluation contingente :

+ Méthode de plus en plus connue pour évaluer la biodiversité, plus adaptée que les méthodes de préférences révélées pour l'évaluation de certains bénéfices de la biodiversité. Cette méthode est flexible et fonctionne bien pour évaluer des biens et services facilement identifiables et compréhensibles pour les usagers. La nature de ces d'études et de leurs résultats les rendent faciles à analyser et à décrire.

- Les réponses des répondants sont très différentes entre des questions sur le consentement à payer et sur la propension à accepter; possibles comportements stratégiques; le mode de paiement choisi peut faire varier les résultats d'évaluation, de même que la connaissance et/ou les informations sur le bien à évaluer ; une validation externe de la méthode est difficilement réalisable; méthode longue et coûteuse (enquêtes).

Principaux résultats d'études de cas

Forces et faiblesses la méthode de modélisation des choix :

- + Convient bien à l'éclairage de décisions politiques car elle est centrée sur des compromis entre plusieurs scénarios ayant des impacts possibles différents sur la biodiversité; moins controversée que l'évaluation contingente; capacité d'implication des communautés dans le processus; différents attributs environnementaux peuvent être évalués; moins de biais qu'avec les autres méthodes de préférences déclarées.
- Beaucoup de problèmes similaires à ceux de l'évaluation contingente (ex: surestimation liée à des comportements stratégiques, type de paiement etc.); difficulté à fournir aux répondants une information complexe dans un format adéquat (suffisamment d'informations pour que le choix soit réaliste et pas trop pour ne pas décourager les répondants).

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Les auteurs penchent clairement pour les méthodes de préférences déclarées car elles permettent d'estimer les valeurs de non usage.

Ils pointent les trois **limites** principales à une application plus large de ces techniques d'évaluation de la biodiversité en Australie: le manque de données, des considérations éthiques, et des questions techniques, en particulier en termes de **précision pour les techniques de préférences déclarées**. Les problèmes de précision de ces techniques se posent au niveau de : **la difficulté de compréhension de la complexité de la biodiversité, les comportements stratégiques possibles des répondants, et la nature hypothétique des questions**.

Il s'agit d'un document de vulgarisation à destination des décideurs politiques : il est facilement accessible au néophyte.

Les « études de cas » sont simplement des exemples et ne sont pas très développées.

III. Limites des méthodologies présentées

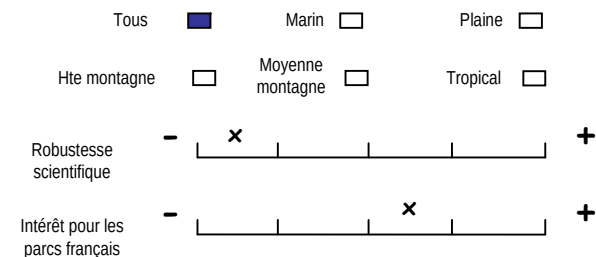
Limites signalées par les auteurs

Les auteurs préfèrent-ils une méthode plutôt qu'une autre?

En Australie, les techniques de préférences déclarées, principalement l'évaluation contingente, sont les plus employées pour estimer la valeur de la biodiversité. Très peu d'études utilisent les méthodes des préférences révélées, mis à part la méthode des coûts de transport qui ne reflète pas complètement la valeur de la biodiversité, ou les méthodes basées sur le marché. Peu d'études considèrent la valeur de la résilience des écosystèmes comme un résultat spécifique de la protection de la biodiversité.

La méthode des transferts de bénéfices, qui consiste à « transférer » les valeurs des services de la biodiversité (ou d'un écosystème) estimées dans d'autres études sur d'autres sites considérés comme similaires à celui étudié, constitue une méthode « à part » pour les auteurs.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude Australian Government of the Environment and Heritage, Biological Diversity Advisory Committee, et Land & Water Australia Land&WaterAustralia@lwa.gov.au

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Australian Government of the Environment and Heritage, Biological Diversity Advisory Committee

Références utiles signalées par l'étude

- Imber, D., Stevenson, G and Wilks, L. 1991.A Contingent Valuation Survey of the Kakadu Conservation Zone, Research Paper No. 3, Resource Assessment Commission, AGPS, Canberra.
- Gillespie R. 2003. Researcher/community interface in the application of choice modelling. Paper presented to the national workshop The Economic Value of Biodiversity, 22-23 October 2003.

Références
du document

Titre : Socio-Economic Assessment of the Port Stephens – Great Lakes Marine Park

Auteur : NSW Marine Park Authority

Date de publication : 2006

Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport :
Nombre de pages : 72

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Parc Marin Australien : The Port Stephens – Great Lakes Marine Parc

Région : Situé dans l'une des 6 biorégions et provinces marines Australiennes : The Manning Shelf Bioregion

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Institution publique : The NWS Marine Parks Authority (MPA)

Surface de l'espace naturel protégé : 97 200 ha

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : pêche commerciale, aquaculture, tourisme, activités récréatives dont pêche.

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
Mangroves, marais salants, lacs saumâtres côtiers, le plus grand lagon intermittent du New South Wales, dauphins, habitat des Pétrels de Gould's (oiseau de mer en danger), espèces protégées : requin *Carcharias Taurus*, poisson *Notothenia microlepidota*, Tortue verte, Sterne naine

Objectifs
de l'étude

- Identifier et mesurer les retombées socio-économiques du parc marin Port Stephens – Great Lakes sur la région et les industries locales.
- Identifier les données et méthodes requises pour mesurer les valeurs d'usages directes et indirectes et les retombées économiques régionales des parcs marins.

Type
d'approche(s)

- Approche de la valeur économique totale pour identifier les valeurs fournies par les zones marines protégées
- Analyse Input-Output pour évaluer les impacts régionaux. La fonction de demande est déterminée par la méthode des coûts de transport.

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☒ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques
Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☒
Méthodes d'analyses de la valeur
Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Approche de la Valeur Economique Totale

- ↳ **La valeur économique totale** comprend les valeurs d'usage (directes et indirectes) et les valeurs de non-usage. La distinction entre les valeurs marchandes et les valeurs non-marchandes est essentielle pour la mesure de la valeur économique totale. Il est nécessaire d'identifier et de mesurer la variation de chaque composante de la valeur économique totale entre des scénarios « avec » et « sans » parc marin.
- ↳ Ici, seuls les effets économiques directs sont mesurés : surplus du producteur et du consommateur.

Analyse Input-Output

- ↳ **L'analyse input-output** est utilisée pour estimer les retombées économiques directes et indirectes sur la région. Un modèle d'économie régional doit être développé et renseigné avec des données concernant les revenus et les dépenses dans la région et à l'extérieur. Une analyse détaillée des catégories de dépenses et de leur localisation (dans la région ou à l'extérieur) est nécessaire : ceci suppose en général un questionnaire d'enquête spécifique.
- ↳ Ainsi, un questionnaire d'enquête a été construit pour employer la **méthode des coûts de transport**.
- ↳ Cette analyse d'impact régional mesure l'activité économique régionale en termes de production, de valeur ajoutée, de revenu des ménages et d'emploi, directs et indirects.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Conservation et loisirs : la conservation de la biodiversité marine pour les générations présentes et futures est un des bénéfices attendu du parc. La protection de la nature conduit généralement au développement de l'industrie touristique. Elle a également des effets positifs sur la population locale à travers les opportunités récréatives et les aménités qu'elle crée.

Impacts sur emploi

Non abordé

Impacts sur activité touristique

Le parc marin ne devrait pas avoir d'impact négatif sur les activités touristiques qui se sont développées autour de l'observation des baleines et des dauphins.

Pêche récréative : Les dépenses des pêcheurs amateurs sont estimées à 9.7 millions \$ dans la région de Nelson Bay/Port Stephen : la pêche récréative représente donc une part importante de l'économie touristique de la région. Les effets de la création du parc marin sur cette activité sont difficiles à évaluer. En effet, les zones sanctuaires et de restrictions ne sont pas encore clairement définies : il est donc difficile de prévoir les changements de localisation de cette activité. Par ailleurs, il est difficile d'anticiper dans quelle mesure le recul de la pêche commerciale va être favorable à la protection des habitats et va bénéficier à la pêche récréative.

Impacts sur autres activités économiques

Pêche commerciale : La valeur de la perte de production résultant directement de la définition du parc est estimée à 2 millions \$ pour la pêche commerciale. Les revenus de l'industrie de la pêche et les dépenses en intrants des pêcheurs devraient s'en trouver modifiés. D'après l'analyse input-output, l'activité économique régionale devrait diminuer de 0.06% en raison du recul de la pêche commerciale consécutif à la création du parc. En 2005, la pêche commerciale ne représente que 0.4% du produit régional brut, ce qui explique la faiblesse de l'impact mesuré. Cet impact devrait aller en diminuant et être encore plus faible en 2010 et 2015. Par ailleurs, 10 millions \$ ont été alloués à la vente de licences pour la pêche commerciale, les pêcheurs vendant leur licence étant supposés réinvestir cet argent dans l'économie locale.

Impact sur autres activités économiques

Aquaculture : se basant sur des études antérieures sur les parcs marins, les auteurs estiment que le parc marin de Great Lakes n'aura pas d'effet sur l'aquaculture.

Opérateurs des bateaux de la pêche industrielle : Chaque année, dans la zone de Port Stephen, les affréteurs de la pêche industrielle connaîtraient une perte de revenu estimée à 62 000 \$ du fait de la création du parc et de la déclaration de zones sanctuaires.

Coûts de gestion : Dans l'analyse Input-Output, le faible déclin de l'économie régionale est en partie compensé par les dépenses opérationnelles et les investissements réalisés par The Marine Parks Authority qui représentent 0.035% de l'économie régionale.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Les limites classiques liées aux hypothèses sous-jacentes des modèles Input-Output. Le modèle utilisé n'est pas présenté.

Les auteurs ont essentiellement quantifié les effets sur la pêche commerciale et industrielle. Il nous semble que il aurait été opportun de s'intéresser à quantifier les effets économiques sur la pêche récréative qui semble contribuer de manière au moins équivalente au produit régional brut.

Finalement les résultats de l'approche de la valeur économique totale ne sont pas mis en avant.

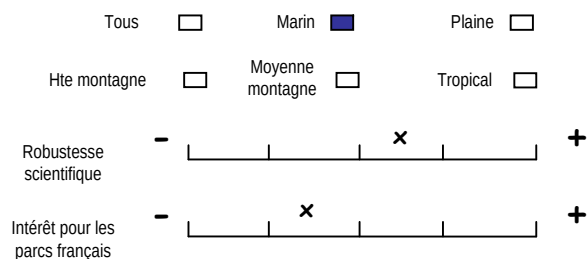
La dimension sociale est relativement absente de l'étude.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

Plusieurs questions doivent être approfondies parmi lesquelles l'évaluation des aspects récréatifs en particulier de la pêche.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

Auteur de l'étude (ou correspondant)
NWS Marine Parks Authority

Références utiles signalées par l'étude

DEST, Department of Finance, Resource Assessment Commission (1995), Techniques to Value Environmental Resources, AGPS, Canberra.

Références
du document

Titre : Analyse socio économique de la Stratégie de gestion des zones protégées

Auteur : Gardner Pinfold Consulting economists limited

Type de document : rapport d'étude préalable

Organisme commanditaire du rapport : Ministère des ressources naturelles et de l'énergie du Canada

Date de publication : 2000

Langue de publication : française

Nombre de pages : 122

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Huits zones protégées du Nouveau Brunswick au Canada :

Région : Nouveau Brunswick

Type d'institution gestionnaire de l'espace : nc

Surface de l'espace naturel protégé :
Activités humaines sur et à proximité de l'espace : oui

Existence de patrimoine culturel : nc

Patrimoine naturel le plus notable : nc

Objectifs
de l'étude

- Évaluer les impacts socio économiques conférés par l'instauration de mesures de protection dans les huit sites proposés par M. LaPierre, lors du rendu de son rapport intitulé « Une stratégie de zones protégées pour le Nouveau Brunswick »

Type
d'approche(s)

- Évaluation des coûts et avantages conférés par la mesure de protection dans les huit sites retenus, à partir de 17 exemples d'activités humaines ou services rendus par la biodiversité

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques
Compilation de données diverses ☒ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☒
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐
Méthodes d'analyses de la valeur
Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

- En 1997, le ministère des Ressources naturelles et de l'énergie du Canada a demandé à M. LaPierre (écologiste de l'environnement à l'Université de Moncton) de proposer une stratégie pour mettre en place des espaces protégés au Nouveau Brunswick. Les résultats de cette étude proposent d'établir 12 zones protégées représentant 7 écorégions distinctes de la province. Après consultation publique, 8 zones ont été retenues.

Dans la deuxième phase de ce projet, le ministère a demandé une étude des impacts socio économiques qui pouvaient être attendus de l'instauration de mesures de protection dans ces 8 zones.

- Le cabinet Gardner Pinfold Consulting economists limited s'est attaché à étudier l'impact des 8 zones protégées, en terme de coût avantage, à partir des parties et secteurs suivants :

- la biodiversité
- L'écourisme
- Les engagements nationaux et internationaux
- L'exploitation forestière et les industries axées sur la forêts
- Les activités minérales et énergétiques
- Les pourvoiries (services des guides, tourisme...)
- Les activités récréatives (chasse, pêche, randonnées....)
- La recherche et l'éducation
- Les corridors (routes, gazoducs...)

Les données mobilisées dans le cadre de l'enquête sont de quatre ordres :

- économiques et financières (Statistique Canada)
- administratives
- non officielles recueillis au moyen d'entrevues avec des observateurs compétents
- documentaires (rapports, livres et articles universitaires...)

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Impacts sur emploi

(non abordé)

Valorisation des biens environnementaux

Carbone

L'étude a calculé que la protection des 8 zones au Nouveau Brunswick permettrait de contribuer à hauteur de 1,43 millions de dollars par année, au service de la séquestration du carbone à l'intérieur des 8 zones protégées.

Alimentation en eau

Trois des zones protégées abritent des réserves d'alimentation en eau. La mesure de protection prévue dans les 8 zones pourraient permettre de dépasser les exigences de protection en matière d'alimentation en eau. L'étude n'a pu délivrer d'estimation économique des gains envisagés dans ce domaine mais cible sur un avantage nul ou peu élevé de la mesure de protection de ces 8 zones.

Sensibilité aux incendies et parasites

La mesure de protection permettrait d'exclure les incendies dus à l'exploitation forestière, minérale et autres activités industrielles. Ceux ci ont causés 16 incendies en 1998, ce qui reste marginal. Concernant les parasites, il semble que la protection n'aura pas d'incidence à court terme sur les ravageurs et maladies.

Impacts sur activité touristique

Impact sur l'écotourisme

L'écotourisme est encore peu développé au Nouveau Brunswick. Les activités présentes ou envisagées, lors de la réalisation de l'enquête, étaient les excursions de canots, de ski de fond ou encore de vélo de montagne. Compte tenu de ce premier constat, l'étude compte sur un développement de l'industrie écotouristique. Il estime l'impact économique à 450 000 dollars, si l'écotourisme amène 500 groupes de personnes par an dans la région. Cette projection économique est basée sur une précédente étude effectuée en 1997 sur l'écotourisme en Nouvelle-Écosse. L'étude démontrait que les groupes d'écotouristes restaient plus du double de temps que d'autres touristes à l'intérieur du territoire, dépensaient plus (environ 900 dollars) et étaient composés de 2/3 personnes en moyenne.

Impact sur autres activités économiques

Exploitation forestière

L'étude dénombre 300 emplois directs et 265 indirects qui seront supprimés dans l'exploitation forestière, la scierie et la fabrication de pâtes et papiers, si les 8 zones concernées deviennent protégées. Cela représente une perte de revenus totaux de 18,6 millions de dollars, auquel il faut rajouter les 2,4 millions de redevances provenant des titulaires de permis.

Extraction minière

Étant donnée le faible potentiel présents dans ces territoires pour l'exploration minérale, les pertes induites par la mesure de protection s'avèrent très faibles.

Piégeage

Le piégeage est une activité économique et culturelle ancienne sur le territoire du Nouveau Brunswick. L'étude estime qu'il faut prévoir entre 25 000 et 50 000 dollars d'activité en moins (sur 50 000 et 100 000 dollars d'activité dans les 8 zones).

Intérêt et limites selon CREDOC

L'intérêt de cette analyse coût avantages réside dans le nombre important de secteurs abordés. L'étude traite aussi bien des incidences environnementales de la mesure de protection, que des différentes incidences sur les activités économiques et récréatives relevées sur les sites. Ainsi, on relève une vraie volonté d'exhaustivité dans le travail d'enquête.

La limite de cette analyse repose dans l'inégalité des constats apportés et leurs robustesses scientifiques. Selon les sujets traités, les estimations quantitatives ne sont pas toujours possibles ou solides. Ceci affaiblit l'étude qui reste vague sur un certain nombre de points.

Enseignements valorisables par les parcs français

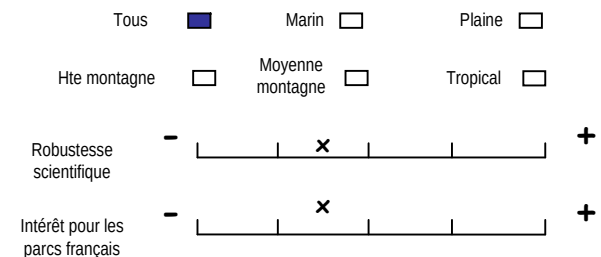
L'étude porte sur des territoires spécifiques du Canada et les données ne semblent pas transférables à d'autres sites français. On remarquera que l'essentiel de bénéfices de cette mesure de protection dans le Nouveau Brunswick sont envisagés sur l'environnement et à l'inverse les coûts sont supportés par les activités industrielles et récréatives.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

Les auteurs mettent en garde contre une variabilité des constatations énoncées selon le type de source utilisées. Ainsi, les constats apportés diffèrent selon s'ils sont fondés sur des données systématiques, des entretiens ou de la documentation.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

Ministère des ressources naturelles et de l'énergie du Canada

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Gardner Pinfold Consulting economists limited

Références utiles signalées par l'étude

- ↳ Bishop Joshua, *Valuing forests, a review of methods and application in developing countries*, Institut international pour l'environnement et le développement, juillet 1999.

Références
du document

Titre : **Economic valuation of the Seto inland sea by using an internet contingent valuation survey**
Auteur : Tsuge T. et Washida Toyooki

Type de document : article universitaire

Organisme commanditaire du rapport : Marine Pollution Bulletin (revue scientifique)

Date de publication : 2003

Langue de publication : anglaise

Nombre de pages : 7

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : La mer intérieure Seto au Japon

Région :

Type d'institution gestionnaire de l'espace : nc

Surface de l'espace naturel protégé : 2,3 millions ha

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : oui

Existence de patrimoine culturel : nc
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : nc

Objectifs
de l'étude

- Calculer la valeur d'existence et de réparation des dommages causés de la mer intérieure Seto au Japon

Type
d'approche(s)

- Évaluation contingente du consentement à payer pour la restauration ou conservation de la mer intérieure de Seto, à partir de trois scénarios :
 - restauration de 250 m de rivage sauvage à Himeji
 - construction de 10 ha de fermes marines d'algue et augmentation de la zostère marine dans les fermes marines en dangers
 - achat de 3 km de rivage sauvage

Type
d'espace

Parc national	☒	Réserve naturelle	☐	Autre espace protégé	☐
Parc régional	☐				

Type de milieu

Marin	☒	Haute montagne	☐	Moyenne montagne	☐
Plaine	☐	Tropical	☐	Autre	.....

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques	
Compilation de données diverses	☐
Analyse budgétaire	☐
Enquête fréquentation et attractivité	☐
Analyse du système d'activités	☐
Analyse Coûts-bénéfices	☐
Analyse Input-output	☐

Méthodes d'analyses de la valeur	
Évaluation contingente	☒
Modélisation des choix	☐
Méthode des coûts de transport	☐
Méthode des prix hédoniques	☐
Autres méthodes	☐
Autre méthode académique	.....

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

- La mer intérieure de Seto est la mer intérieure côtière la plus large du Japon. C'est la première aire naturelle classée « parc national » du pays. C'est aussi une zone très peuplée du Japon puisqu'on dénombre 30 millions de résidents dans les préfectures adjacentes à la mer de Seto. Depuis la seconde guerre mondiale, l'industrie lourde s'est développée autour de la mer de Seto (complexes pétrochimiques et industries métallurgiques). Pour lutter contre la pollution, le gouvernement a voté en 1978, « les mesures spéciales pour la conservation environnementale de la mer intérieure de Seto », aussi dénommée les lois « Setouchi ».
- Les deux chercheurs, l'un de l'université d'économie de Kobe et l'autre du département des sciences du management et de l'information de l'université de Toyohashi Sozo, ont réalisé une enquête par questionnaire internet, pour évaluer le consentement à payer des japonais à la restauration et conservation de la mer de Seto. Le choix de l'enquête par internet a été motivé par des raisons économiques. Le questionnaire a été hébergé sur le site du laboratoire d'économie environnementale de l'université de Kobe et en accord avec le journal national, Asahi Shimbun, un lien vers le questionnaire a été diffusé sur la première page du site internet du journal. La diffusion du questionnaire a duré 12 jours. Les auteurs de l'article ont retenu 4967 questionnaires valides, c'est à dire répondant aux conditions suivantes : être de nationalité japonaise, donner son revenu et exprimer un consentement à payer pour l'un des trois scénarios.
- Les trois scénarios sont les suivants :
 - restauration de 250 m de rivage sauvage à Himeji
 - construction de 10 ha de fermes marines d'algues et augmentation de la zostère marine dans les fermes marines en dangers
 - achat de 3 km de rivage sauvage

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Résultats des consentement à payer selon deux grand types de population

Les auteurs de l'étude ont dégagés deux grandes typologies de personnes de l'enquête par questionnaire : les résidents à proximité de la côte de Seto et les non résidents.

A partir de ces deux sous groupes, ils ont calculé le consentement à payer pour chaque scénario. Ils ont calculé le consentement à payer moyen mais ont préféré retenir la médiane. Ainsi, ils obtiennent les consentement à payer médians suivants :

-scénario 1 : côtiers = 50 dollars ; non côtiers = 35 dollars

-scénario 2 : côtiers = 43 dollars ; non côtiers = 36 dollars

-scénario 3 : côtiers = 77 dollars ; non côtiers = 63 dollars

Il ressort de ces premiers éléments que les résidents à proximité de la côte de Seto ont un plus fort consentement à payer que les non côtiers et deuxièmement que le consentement à payer est plus pour le scénario 3 que les deux autres.

De ces résultats, les auteurs ont extrapolé le consentement à payer des côtiers et non côtiers pour chaque scénario (le consentement à payer médian pour chaque scénario est multiplié par le nombre de côtiers et non côtiers). Donc le scénario numéro 1 vaut 1 743 milliards d'euros, le numéro 2, 1 700 milliards de dollars et le troisième 2 978 milliards.

Valeur d'existence et de réparation des dommages de la mer intérieure de Seto

Enfin, ils ont calculé la valeur d'existence de la mer Seto et la valeur de réparation des dommages causés sur la mer de Seto, à partir d'une autre extrapolation. Pour calculer la valeur de réhabilitation de la mer de Seto, ils ont étendu le coût du projet du scénario 1 au 3356 ha d'espace protégé de la mer. Ainsi ils estiment le prix de réparation de la mer de Seto à 1 463 milliards de dollars.

Impact sur autres activités économiques

Pour calculer la valeur d'existence de l'île de Seto, ils ont étendu le coût des projets des scénarios 2 et 3 à l'ensemble de l'espace concerné par les fermes marines (6381 ha) et à la longueur totale du rivage sauvage de la mer de Seto (2538 km). Ils estiment donc à partir de ces calculs, la valeur d'existence de la mer de Seto à 3 604 milliards de dollars.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

La particularité de cette évaluation contingente est de se baser sur une enquête par questionnaire internet. Les auteurs, ayant choisi cette option pour diminuer les coûts de l'enquête, ont pris le temps dans l'article d'aborder les avantages et les limites de la particularité de l'enquête internet. L'intérêt de l'étude réside donc dans la passation du questionnaire et la prise de recul argumentée qu'en font les auteurs.

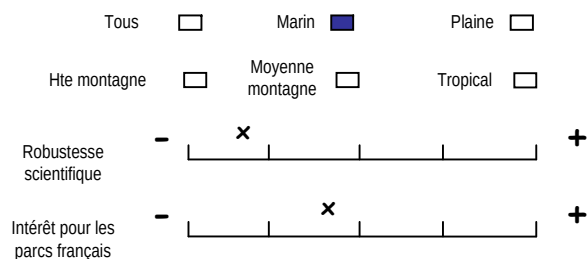
Néanmoins, l'étude reste très bancal quant aux extrapolations effectuées à partir des consentements à payer médians, que ce soit le consentement à payer pour chaque scénario ou la valeur d'existence et de réparation de la mer de Seto. Les opérations de calculs ainsi que certains détails (comme le fait de savoir s'ils retiennent les consentements à payer nul ou uniquement les strictement positifs) ne sont pas suffisamment expliqués. On en peut donc pas juger totalement de la scientificité de la méthode.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

Les auteurs ont envisagé les différents biais et limites que pouvaient apporter une enquête par questionnaire sur internet. Ils les détaillent dans l'article et y apportent des solutions pratiques. Ils ont souligné les termes importants pour attirer l'attention des internautes et proposé des liens pour expliciter certains termes. Ils ont notamment implanté un cookie à partir du serveur du questionnaire afin de repérer les questionnaires remplis plusieurs fois sur un même ordinateur. Ils ont pu présenter de manière aléatoire les différentes sommes d'argent des consentements à payer et effectuer le test du questionnaire à un moindre coût car il a été effectué en temps réel sur internet. Enfin pour augmenter le nombre de questionnaires et diversifier l'échantillon de population répondant à celui-ci, les auteurs ont proposé aux internautes interrogés de gagner un appareil photo digital. Néanmoins, deux difficultés n'ont pu être résolues, les cookies n'empêchent pas qu'un questionnaire puisse être rempli par différentes personnes sur un même ordinateur et deuxièmement, malgré les sécurités prévues, les informations transmises dans le questionnaire ne sont pas protégées à 100% et peuvent être récupérées par d'autres.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Tsuge T. et Washida Toyooki

Références utiles signalées par l'étude

- Takeuchi K., Kuriyama K., Washida T., Measuring the benefit of preserving coastal ecosystem : comparison between contingent valuation method and conjoint analysis, Environnemental sciences 7 (3), pp. 119-128.

Références
du document

Titre : Assessing the social effects of conservation on neighbouring communities

Auteur : Chris Cosslett, Diane Buchan, Joanna Smith

Date de publication : 2004

Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport : Department of Conservation

Nombre de pages : 68

Espace
concerné

Type d'espace naturel : Tous, non précisé

Périmètre de l'évaluation économique : Communautés locales incluses dans l'espace protégé ou voisines

Population concernées : Résidents, acteurs locaux et parties prenantes

Activités humaines sur et à proximité de l'espace :
Valeur et/ou impacts du patrimoine culturel : oui non **nc**
(préciser au besoin)

Valeur et/ou impacts d'un attribut naturel précis : oui **non** nc
(préciser)

Méthodologie(s)
présentée(s)

Principaux
concepts
mobilisés et
définis

Evaluation des impacts sociaux (SIA : Social Impact Assessment)
: processus d'analyse, de contrôle et de gestion des conséquences sociales d'un changement politique, ou consécutif à un projet ou un programme.

Objectifs
de l'étude

- Présenter la théorie de l'évaluation des impacts sociaux
- Fournir un guide méthodologique pour identifier, contrôler et répondre aux effets des projets de protection de la nature sur les communautés locales.
- Les effets économiques et sociaux sont définis et illustrés par des exemples.

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Périmètre évalué

Zone de l'espace naturel ☒ Vicinité ☒
Région ☐ Territoire national ☐
Autre

Types de méthodes

Méthodes d'analyse des retombées économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes de valorisation

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique ☐

Méthodologies de l'évaluation des retombées économiques des usages récréatifs

I. Contexte et objectifs

Contexte de mobilisation des méthodologies

Objectifs des études mobilisant ces méthodes – types de résultats recherchés

Contexte de l'étude

- La méthodologie d'évaluation des impacts sociaux présentée dans ce document doit aider le Département de la conservation de Nouvelle-Zélande à promouvoir des relations positives avec les communautés locales et à améliorer l'efficacité de ses actions en prenant en compte les savoirs locaux et profanes.

Evaluation de l'impact social (SIA)

- L'évaluation de l'impact social SIA est un processus d'analyse, de contrôle et de gestion des conséquences sociales, attendues ou non, d'un changement lié au développement d'un projet, d'un programme ou d'une politique. Cette méthode est sous-tendue par l'idée que les effets économiques, sociaux et biophysiques sont interconnectés.
- Ce changement peut avoir des effets négatifs et positifs et les différents individus, groupes et communautés vont être affectés de diverses manières.
- Un élément important du SIA est d'accorder une place aux savoirs et savoir-faire locaux qui, sinon, pourraient ne pas être pris en compte dans le processus de décision. Il s'agit d'un processus qui s'appuie sur les savoirs locaux et des méthodes participatives pour analyser les préoccupations et les intérêts des parties prenantes.

II. La démarche

Instruments de mesure utilisés

Différentes phases des méthodologies

La consultation des parties prenantes est un des outils centraux de ce processus méthodologique : elle intervient à chaque étape de l'évaluation. Utilisation des données statistiques et socioéconomiques passées et présentes disponibles concernant la zone d'étude.

L'évaluation des impacts sociaux selon la méthode présentée ici comporte 6 étapes :

1/ Screening pour déterminer si une évaluation de l'impact social (SIA) est requise et, le cas échéant, l'échelle d'étude appropriée. Pour ce faire, des critères doivent être définis, renseignant la probabilité que les communautés locales soient affectées par le projet, les coûts sociaux susceptibles d'apparaître, l'existence de controverses relatives au projet etc.

2/ Réalisation des profils de projets et de communautés : cette étape nécessite de collecter des données passées et actuelles sur le projet lui-même et sur la communauté potentiellement impactée. Le profil comprend une description des caractéristiques sociales et historiques de la zone servant de référence pour estimer les effets sociaux du changement.

3/ Comparaison des profils pour identifier des effets possibles : cette étape comprend l'identification des phénomènes sociaux liés au changement, la prédiction et l'évaluation des effets spécifiques sur les communautés et les individus.

4/ Développement de stratégies de mitigation et d'amélioration : l'objectif est de maximiser les bénéfices pour la communauté et de minimiser les effets négatifs identifiés.

5/ Identification des indicateurs de mesure des effets

6/ Contrôle des résultats : comprend la mesure des effets actuels des actions entreprises. Fournir les informations nécessaires au processus de décision de manière à ajuster les objectifs et à adapter les opérations menées.

Ces étapes ne sont pas forcément réalisées de manière linéaire. Idéalement, le SIA est un processus itératif, les hypothèses de départ et les résultats attendus devant être revus à la lumière des informations nouvelles.

Principaux
résultats d'études
de cas

La collecte de données se fait à chaque étape du SIA et la consultation des parties prenantes est un élément clé pour cela.

Intérêt et limites
selon CREDOC

Enseignements
valorisables par les
parcs français

La disponibilité des données aux échelles d'étude peut constituer une limite à ce type d'évaluation, la consultation des parties prenantes ne permettant pas toujours de disposer de données quantitatives et fiables.

Les auteurs ne présentent pas d'indicateurs sociaux qui fassent consensus.

Cette démarche, largement participative, présente l'intérêt d'impliquer les différents acteurs en amont de la mise en œuvre du projet et de les y associer.

En outre, elle peut permettre de compléter une analyse économique quantitative par des informations qualitatives sur les dimensions sociales de communautés et territoires impactés par les parcs.

III. Limites des méthodologies présentées

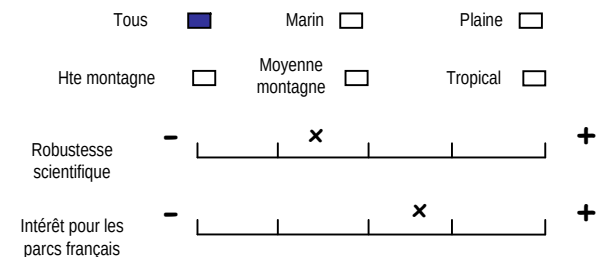
Limites signalées
par les auteurs

Les auteurs
préfèrent-ils une
méthode plutôt
qu'une autre?

Une des difficultés de l'évaluation des impacts sociaux SIA est d'isoler les effets du projet de ceux liés à d'autres facteurs de changement. Le choix des indicateurs de mesure des effets du projet est donc essentiel.

Les systèmes de collecte, de stockage et d'analyse des données sont des éléments importants du processus de contrôle. Ils doivent être construits sur la base de ceux utilisés pour la réalisation des profils de communautés.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
The NWS Marine Park Authority

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Roy Powell et Linden Chalmers

Références
utiles signalées
par l'étude

- u Allan, R. July 2000: Rakiura National Park Community Impact Assessment. Southland District Council, Invercargil.
- u Finsterbusch, K.; Wolf, C.P. 1977: The methodology of social impact assessment. Dowden, Hutchison and Ross, Stroudsburg, Philadelphia.
- u Taylor, C.N.; Bryan, C.H.; Goodrich, C.G. 1995: Social assessment. Theory, process and techniques. 2nd edition. Taylor Baines and Associates, Christchurch.

Références
du document

Titre : **Monitoring the Community Impacts of The Northwest Forest Plan : A Comprehensive Alternative to Social Indicators**
Auteur : J.Elizabeth Jackson, Robert G.Lee, Paul Sommers

Date de publication : 2004

Type de document : Article scientifique

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport :
Nombre de pages : 26

Espace
concerné

Type d'espace naturel (pays) : Forêts fédérales, Nord-Ouest des USA

Périmètre de l'évaluation économique : 24 millions d'acres, soit environ 9.71 millions d'ha

Population concernée : communautés rurales dont l'économie dépend des ressources de la forêt

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : activités économiques basées sur les ressources de la forêt

Valeur et/ou impact du patrimoine culturel : oui non **nc**
Patrimoine naturel le plus notable : Forêt oui non **nc**

Objectifs
de l'étude

- ↳ Explorer des méthodes d'évaluation des relations de causalité entre choix politiques et décisions de gestion, et leurs conséquences économiques et sociales.
- ↳ Proposer des méthodes permettant de comprendre comment les décisions de gestion des terres fédérales affectent les conditions sociales et économiques des communautés locales.

Méthodologie(s)
présentée(s)

- ↳ Réflexions méthodologiques autour des méthodologies d'enquête et d'évaluation pilotes utilisant des indicateurs sociaux (revue de la littérature).

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre **Forêt**

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Méthodologie de l'évaluation des retombées économiques

I. Contexte et objectifs

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Méthodologie : étude de cas pilote

- ↳ Pour les auteurs, **la conception de l'étude et l'échantillonnage** sont les deux éléments les plus importants pour étudier les impacts sur les communautés. Les auteurs optent pour un choix quasi expérimental de communautés sélectionnées comme étant plus à même de révéler les liens de causalité entre les politiques foncières et les pratiques. Les communautés qui sont sélectionnées sont celles qui ont le plus de chances d'être affectées par un changement de politique. Elle sont associées à des communautés similaires pour tous les autres aspects.
- ↳ **L'échelle d'étude des communautés** : correspond souvent à l'unité géographique d'analyse la plus petite permettant l'accès à des statistiques et ayant des frontières définies, ce qui cache des variabilités internes. Une alternative est l'utilisation de données issues de recensements, l'inconvénient étant leur relative rareté dans le temps.
- ↳ **Enquêtes longitudinales basées sur la communauté** : Les enquêtes présentent de nombreux avantages et permettent aux chercheurs de rendre précisément opérationnelles des hypothèses. Les données sociales classiques peuvent être collectées et complétées par une enquête économique. La littérature indique que ces communautés sont souvent exposées à des changements dans leur environnement économique : il y a donc un intérêt à considérer les facteurs qui rendent ces communautés résilientes et capables de s'adapter. Les inconvénients des enquêtes sont tous de nature pratique.
- ↳ **Approche analytique basée sur les indicateurs sociaux** : connaît un regain d'intérêt et de popularité. Dans l'idéal, les indicateurs utilisés doivent être stables dans le temps et dans l'espace, peuvent être collectés ou dérivés à une échelle appropriée, et permettent de comparer des zones. Un consensus existe sur l'importance de prendre en compte certaines dimensions telles que : les changements démographiques, d'éducation, de santé, de sécurité, de revenu du travail, de revenu des ménages, les subventions, la cohésion sociale etc. Des indicateurs de bien-être, plus subjectifs, doivent être pris en compte : satisfaction, perception et désirabilité d'un lieu ou objectifs et aspirations de la communauté.

II. La démarche

Instruments de mesures utilisées

Indicateurs sociaux pour le management environnemental : sont définis comme un ensemble de mesures sociales, économiques et écologiques disponibles et collectées dans le temps, ou dérivées de sources de données disponibles, et utiles pour le management des écosystèmes et la prise de décision (Force et Machlis, 1996).
Auditions des acteurs et des parties prenantes présents sur la zone d'étude.

Difficultés et limites méthodologiques

Problèmes méthodologiques avec la méthode des Indicateurs sociaux (relevés dans la littérature existante) :

- La disponibilité des données à l'échelle d'analyse est le problème pratique majeur dans la recherche d'indicateurs sociaux. Un choix doit être fait entre des données validées, stables et compréhensibles à une échelle supérieure à celle de la zone étudiée (nationale, régionale) qui masque des variabilités internes et des données moins fiables à des niveaux d'agrégation plus petits (l'échelle de la population étant la plus appropriée).
- Les séries temporelles de données sont souvent incomplètes et les définitions officielles sont susceptibles de changer dans le temps.
- Irrégularités des frontières géographiques des différents types de données publiées. De ce fait, les mesures se réfèrent souvent à des populations différentes et ne sont pas comparables.
- La disponibilité des données à tendance à motiver le choix de l'unité ou de l'échelle d'analyse : il arrive que les variables choisies pour l'analyse statistique soient choisies arbitrairement en fonction de leur disponibilité et ne soient pas toujours très liées à l'objet qu'elles sont censées caractérisées.
- Il n'est pas possible d'établir des liens de causalité par la méthode standard des indicateurs sociaux.
- La possibilité de prévoir l'évolution des conditions sociales à partir de la recherche d'indicateurs sociaux est controversée.

Difficultés et limites méthodologiques

Il n'existe pas de moyen simple, valide et peu onéreux de conduire une évaluation économique et un contrôle efficace et valide à l'échelle de la communauté locale.

Intérêt et limites selon CREDOC

Il s'agit d'un document méthodologique qui dresse une revue de la littérature existante sur l'utilisation d'indicateurs sociaux pour le management environnemental. Ainsi, certaines références bibliographiques peuvent être intéressantes à consulter.

Enseignements valorisables par les parcs français

Document théorique. Il serait intéressant de lire l'étude de cas qui a permis aux auteurs de tirer cet ensemble de conclusions méthodologiques.

III. Intérêts et limites des méthodologies présentées

Limites signalées par les auteurs

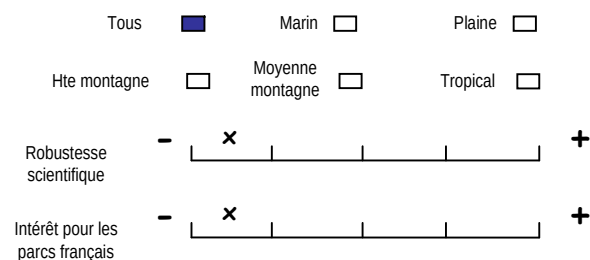
Les migrations constituent un élément important des changements économiques et sociaux des communautés dépendantes des ressources naturelles, mais qui souffre d'un manque de mesures exhaustives.

Les auteurs préfèrent-ils une méthode plutôt qu'une autre ?

Un élément majeur pour auditionner et étudier les communautés rurales reste la délimitation géographique des communautés. Les auteurs penchent pour une définition des communautés en fonction des critères d'emploi et du commerce.

Les études basées sur les indicateurs sociaux ne sont pas concluantes : cf. partie 2 de cette fiche.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

.....

Auteur de l'étude (ou correspondant)

bjackson@u.washington.edu

Références utiles signalées par l'étude

- ↳ Parkins et al. (2001). Moving towards Local-Level indicators of Sustainability in Forest-Based Communities : A Mixed-Method Approach. Social Indicators Research 56(1):43-72.
- ↳ Parkins, J. (1999). Enhancing Social Indicators Research in a Forest-Dependent Community. The forestry Chronicle 75(5):771-780.
- ↳ Force et al. (1997). The Human Ecosystem, Part II: Social Indicators in Ecosystem Management. Society and Natural Resources 10(4):369-382.

Références
du document

Titre : Los Servicios Ambientales de los Parques Nacionales Ambaró y Carrasco, Bolivia, y la Factibilidad de su Valoración

Auteur : Conservación Estratégica – CSF, Fundación Amigos de la Naturaleza – FAN

Type de document : Document de travail

Organisme commanditaire du rapport : WWF Bolivie, USAID

Date de publication : 2006

Langue de publication : Espagnol

Nombre de pages : 54

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Parcs Nationaux Ambaró et Carrasco, Bolivie

Région : non précisée

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Institution Publique : Systema Nacional de Aeras Protegidas (SNAP)

Surface de l'espace naturel protégé : environ 34 000 ha (zone étudiée : surface des parcs avec un périmètre de 10 km autour)

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : non précisé

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
Forêt

Objectifs
de l'étude

- ↳ Décrire les méthodes générales de valorisation environnementale
- ↳ Valoriser quelques biens et services provenant des Parcs Nationaux Ambaró et Carrasco
- ↳ Orienter les futures initiatives de valorisation des bénéfices économiques des aires protégées boliviennes

Type
d'approche(s)

- ↳ Estimation des flux de bénéfices en termes de séquestration de carbone et de production d'eau d'irrigation

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☒ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques
Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐
Méthodes d'analyses de la valeur
Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Autres méthodes ☒
Autre méthode académique ☐ Utilisation des prix du marché

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Valorisation des biens environnementaux fournis par les parcs naturels

- ↳ **Valorisation de l'eau fournie par la protection des zones de parcs naturels :**
 - Estimation de la contribution des parcs à la disponibilité en eau d'irrigation : utilisation d'un modèle du cycle de l'eau mesurant l'influence de la forêt sur les flux d'eau (ArcHydro) et calcul de la balance hydrique.
 - La valeur unitaire de l'eau est estimée en utilisant comme référence la bénéfice marginal généré dans le système « Riego Comarapa-Saipina-San Rafael » qui prend en compte 630 familles classées selon 14 types d'unités productives. Elle est déterminée par la **méthode du changement de productivité**, partant de l'hypothèse qu'une augmentation de la productivité agricole est imputable à l'irrigation.
- ↳ **Séquestration du carbone :**
 - Le taux de déforestation projeté résulte d'une extrapolation linéaire du taux historique de déforestation entre 1990 et 2005 sur la zone d'analyse (modèle Geomod).
 - La déforestation conduit à une décomposition de la biomasse qui s'accompagne d'émissions de dioxyde de carbone. En multipliant, l'aire déforestée avec une valeur moyenne de biomasse superficielle détruite/ha, les auteurs obtiennent la quantité totale de biomasse superficielle détruite. Ils prennent également en compte la biomasse racinaire détruite. De l'autre côté, il considèrent le stockage de carbone rendu possible par la mise en place de cultures en remplacement de la forêt, le taux de stockage étant fonction du type d'utilisation de la surface (hypothèse d'un assolement : 1/3 jachère, 1/3 pâturage et 1/3 culture).
 - **Le prix de la tonne de CO₂ sur le marché** en juin 2006 sert de base à l'évaluation. Taux d'actualisation de 10%. Calcul de la VAN de 2006 à 2020.

Estimation d'autres valeurs

- ↳ **Potentiel touristique** : basé sur des comptages et l'étude des niveaux d'usage des parcs.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

La destruction des forêts cause des émissions de carbone stocké dans la matière organique. Les auteurs estiment que sans protection la déforestation sur la zone considérée (34 009 ha) se traduirait par environ 8.86 millions de tonnes de CO₂ émises. **La valeur nette actuelle des émissions de gaz carbonique** qui pourraient être évitées par une gestion adéquate des parcs naturels étudiés entre 2006 et 2020 est estimée à environ **8,67 millions US\$**. Le stock total maintenu dans ces zones sous forme de biomasse est bien supérieur : cette estimation se limite aux aires menacées de déforestation si elles ne sont pas protégées.

Le volume d'eau fourni par les deux parcs pour l'irrigation sur l'année hydrique 2003-2004 est de **18 millions de m³**. La valeur unitaire de l'eau est estimée à **0.17 – 0.19 US\$/m³ d'eau**. La valeur de la demande en eau d'irrigation dans les environs des parcs étudiés se situe entre **5.78 millions et 6,67 millions US\$ par an**.

Cette valeur, comme celle des émissions de gaz CO₂, ne représente qu'une fraction de la valeur totale des aires protégées étudiées qui fournissent de nombreux autres services (opportunités touristiques, limitation de l'érosion et des inondations, conservation de la biodiversité etc.)

Impacts sur
activité touristique

Le potentiel touristique : l'utilisation nette des deux parcs pour des activités écotouristiques serait de 18111 US\$.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées
par les auteurs

La valeur de la biodiversité des parcs aurait pu être évaluée par la méthode de l'évaluation contingente. Considérant les différentes limites de cette méthode, les auteurs ont fait le choix de ne pas l'utiliser.

Il s'agit d'une **analyse partielle de la valeur économique des parcs** de Carrasco et Amboro. Les parcs fournissent de nombreuses autres valeurs qui ne sont pas étudiées ici en détail : citons, à titre d'exemples, la conservation de la biodiversité, le tourisme d'une manière plus générale, et le contrôle des inondations.

Une des limites identifiée au cours de l'étude réside dans le manque de données nécessaires pour établir les liens entre le changement de qualité environnementale d'un écosystème et le changement en quantité et en valeur des biens et des services qu'il fournit.

Peu de données socio-économiques disponibles.

Intérêt et limites
selon CREDOC

Enseignements
valorisables par les
parcs français

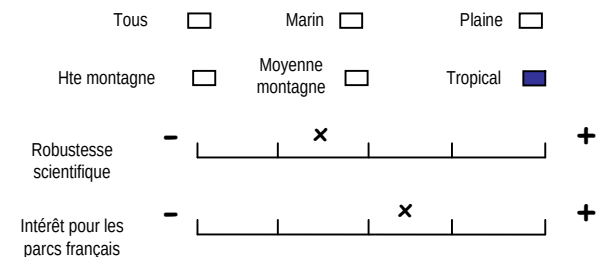
La diversité biophysique des situations rend extrêmement difficile l'estimation de la valeur totale de la zone. En outre, les valeurs économiques sont le résultat de l'interaction entre l'être humain et la nature : il faut donc considérer la diversité sociale et culturelle des groupes d'individus qui reçoivent les services environnementaux.

L'estimation de la valeur du potentiel touristique n'étant pas suffisamment explicitée, elle doit être considérée avec précaution.

Les auteurs proposent une démarche consistant à analyser en premier lieu les valeurs générées par un écosystème déterminé selon une typologie qui associe chaque valeur à une méthode de valorisation. Ensuite, selon eux, chaque valeur doit être considérée selon « un filtre stratégique » permettant d'analyser l'importance, la facilité et la pertinence d'estimer chaque valeur.

La valorisation de la séquestration du carbone paraît relativement simple à mettre en œuvre et pourrait être pertinente en Guyane par exemple.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
WWF Bolivia - USAID

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Conservacion Estratégica CSF , Fundacion Amigos de la Naturaleza FAN

Références
utiles signalées
par l'étude

- Dauber, E., Terán, J., Guzmán, R., (2000). "Estimaciones de biomasa y carbono en bosques naturales de Bolivia".
- Barbier, E., 1994, "Valuing environmental functions: tropical wetlands", Land Economics 70(2):155-73.
- Dixon, J. A., Ealsclmidt, M. M. 1986. Economic valuation techniques for the Environment. Johns Hopkins University Press. Baltimore

Références
du document

Titre : Aménités environnementales et rente territoriale sur un marché de services différenciés : le cas du marché des gîtes ruraux labellisés en France

Auteur : Mollard A., Rambonilaza M. et Vollet D.

Date de publication : 2006

Type de document : Article scientifique (version provisoire)

Langue de publication : Français

Organisme commanditaire du rapport : Dispositif INRA-CEMAGREF-CIRAD

Nombre de pages : 22

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Territoires ruraux français

Région : Aubrac (Aveyron, Cantal, Lozère) et les Baronnies (Drôme)

Type d'institution gestionnaire : Les gîtes labellisés sont gérés par 2 fédérations nationales différentes en France : Gîte de France et Clés Vacances.

Surface de l'espace naturel protégé : non précisé

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : l'agriculture constitue l'activité économique principale de ces territoires; tourisme

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
Agriculture : élevage extensif et polyculture-élevage

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
(préciser)

Objectifs
de l'étude

- Test empirique de l'existence d'une rente territoriale et détermination du rôle des variables environnementales/territoriales dans le marchés dans gîtes ruraux labellisés en France.
- Etude du cas de deux territoires : l'Aubrac et les Baronnies

Type
d'approche(s)

- Méthode des prix hédonistes appliquée aux marchés des gîtes ruraux labellisés en France.

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☒
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☒
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- La rente territoriale (ou de qualité territoriale) est une forme particulière de rente liée à une localisation non reproductible et à une différenciation par la qualité. Elle est donc de nature mixte : elle s'applique au territoire et aux facteurs environnementaux d'une part, et est centrée sur la qualité des produits et les caractéristiques de la demande, d'autre part. Biens immobiliers et services, notamment touristiques, constituent une illustration de ce type de rente.

Méthode des prix hédoniques

- La méthode des prix hédonistes est le principal outil d'analyse des effets des caractéristiques de localisation sur les préférences des consommateurs dans un contexte concurrentiel. Elle permet d'estimer le consentement marginal à payer des individus pour certaines conditions de localisation ou d'environnement de leur résidence en décomposant les prix des biens immobiliers.
- Cette méthode comporte 2 étapes pour obtenir la fonction de demande d'attributs : 1/ régression des prix sur un ensemble d'attributs intrinsèques et extrinsèques du bien considéré; les coefficients des variables caractéristiques correspondent aux prix hédonistes. 2/ Utilisation de ces prix pour estimer l'équation de demande et/ou d'offre de chaque attribut.
- Hypothèses : Marché de concurrence pure et parfaite; le demandeur maximise son utilité et minimise sa fonction d'enchère; l'offreur maximise son profit; absence de barrière à l'entrée sur le marché.
- Analyse comparative de l'Aubrac et des Baronnies : caractéristiques environnementales comparables.
- Variable expliquée du modèle : prix de la location hebdomadaire en haute saison.
- Variables explicatives : caractéristiques intrinsèques aux gîtes (classe, capacité, label), caractéristiques de localisation : accès/distance par rapport à certains services ou aménités, vue et/ou isolement, voisinage (caractéristiques sociodémographique et d'environnement : utilisation des sols et petite région agricole d'appartenance).

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Impacts sur activité touristique

Dans l'Aubrac, 60% des gîtes labellisés sont Gîtes de France et 40% Clés Vacances, sauf dans le Cantal où Gîtes de France disposait d'un monopole jusqu'en 2002. Le prix moyen des gîtes est relativement plus faible dans l'Aveyron (333 €) que dans le Cantal (359 €) et en Lozère (347 €).

Dans la Drôme, 53,9% des gîtes sont labellisés Clés Vacances et 46,1% Gîtes de France. Les prix moyens en haute saison (374€) y sont globalement plus élevés que dans les 3 départements de l'Aubrac.

Les variables intrinsèques aux gîtes (classe, capacité, label) présentées dans les catalogues ont toutes une influence significative et positive sur le prix de location hebdomadaire en haute saison. Sauf dans le cas du label « A la ferme ». La proximité d'une ferme peut être perçue positivement par les consommateurs (découverte du milieu rural), comme négativement (source de nuisances).

Les variables d'accès à des services ou à des aménités ont une significativité sur le prix qui dépend du marché. Lorsqu'elles ont un impact significatif : il est négatif en cas de proximité d'équipements et de centres urbains, et positif en cas de proximité des services.

Les variables environnementales et la multifonctionnalité de l'agriculture : Les variables agricoles (part communale des différentes superficies agricoles et forestières) n'influencent pas les prix de location dans l'Aveyron et le Cantal. Dans la Drôme et en Lozère, les superficies fourragères sont valorisées négativement alors que les surfaces en herbes ont un impact positif sur les prix de location. Une réduction de 1% de la superficie fourragère entraîne un sur-prix de 0.38 à 0.68 €. De même, une augmentation de 1% de la surface en herbe entraîne une hausse du prix de 2.94€. Ainsi, **la valorisation des superficies agricoles dépend de l'utilisation globale du sol. L'impact des variables d'environnement immédiat dépendent des réalités paysagères de chaque département.**

Il existe une rente territoriale liée à l'image forte et en plein développement de l'Aubrac et à la rigidité de la demande pour la destination touristique des Baronnies. Le maintien ou l'apparition de la rente territoriale s'appuie principalement sur la qualité et le dynamisme de la gouvernance locale (image forte du territoire).

Enseignements valorisables par les parcs français

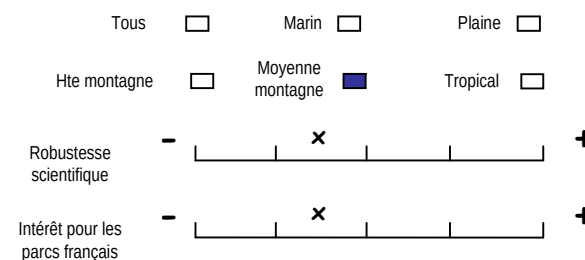
Les auteurs montrent que le marché des gîtes labellisés n'est pas concurrentiel : l'existence d'une concurrence pure et parfaite étant pourtant une des hypothèse sous-jacente de leur modèle.

Limites signalées
par les auteurs

D'une manière générale, la méthode des prix hédonistes se heurte à un ensemble de difficultés d'ordre méthodologique et à la disponibilité des données. C'est pourquoi, comme dans la plupart des études, seule l'estimation des consentements marginaux à payer pour les attributs valorisés par le consommateur est réalisée ici.

L'introduction des variables environnementales dans une équation hédoniste pose des difficultés de mesure. Les préoccupations portent sur la manière de mesurer ces variables afin d'obtenir une bonne approximation des caractéristiques réellement perçues par les individus. Il peut exister des divergences entre la mesure objective et la mesure subjective qui peuvent être importantes dans le cas de variables environnementales localisées dans l'espace.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
Dispositif INRA-CEMAGREF-CIRAD

Auteur de l'étude (ou correspondant)
mbolatiana.ramnbopilaza@cemagref.fr

Références utiles signalées par l'étude

- u Bastian, C.T., D. M. McLeod, M.J Germino, W.A. Reiners, and B. J. Blasko (2002). Environmental Amenities and Agricultural Land Values : A Hedonic Model Using Geographic Information Systems Data. *Ecological Economics*, 40(3), 337-49.
- u Garrod, G.D. and K.G. Willis (1992). Valuing Goods' Characteristics : An Application of the Hedonic Price Method to Environmental Attributes, *Journal of Environmental Management*, 34(1), 59-76.

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte

- ↳ Renforcement des politiques et administrations espagnoles relatives à l'environnement. Augmentation depuis 20 ans de la superficie des espaces protégés qui va s'accroître avec la proposition espagnole de « Red Natura 2000 ». Etablie en fonction des valeurs et des biens à protéger, la typologie de ces espaces protégés reste néanmoins confuse. Parmi ces espaces, les parcs et les paysages protégés ont une importance particulière pour le développement territorial. Pourtant, le développement socioéconomique est peu pris en compte dans la planification et la gestion environnementales.

Analyse des caractéristiques des communautés sur les zones protégées

- ↳ Les auteurs utilisent diverses sources de données disponibles pour caractériser les communautés concernées par les zones protégées, en particulier les parcs naturels.
- ↳ Ils se réfèrent à la typologie des territoires établie dans le document «Estudio sobre Red Complementaria del Sistema Urbano Español» (Troitino, M.A. et al., 2002) pour analyser les caractéristiques socioéconomiques des communes des espaces protégés.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Importance territoriale :

Les Parcs et Paysages protégés représentent 76,6% de la surface des espaces protégés espagnols. Les auteurs estiment que la zone d'influence socioéconomique de ces espaces concerne plus de 1100 communes et une superficie de 125.605 km².

Les parcs naturels sont les espaces protégés les plus représentés en Espagne : il en existent 109 et leur influence socioéconomique concerne plus de 1000 communes. Ils sont localisés principalement dans deux types de territoires : pour 29% dans des territoires possédant des communes avec « un certain dynamisme et potentiel environnemental et culturel » et pour 26,3% dans des zones de communes « rurales profondes aux conditions naturelles fortes et connaissant des difficultés de structuration ». Dans les territoires « ruraux traditionnels avec une présence stable et significative de petites villes », on trouve 13,6% des parcs naturels espagnols. Ces 3 types de territoire regroupent environ 70% des communes concernées par un parc naturel.

Les paysages protégés sont au nombre de 39 et concernent 115 communes, principalement dans les Canaries. Ainsi, ce type d'espaces protégés se situe principalement dans les territoires « insulaires » (60%) ou caractérisés par « la multifonctionnalité et la survivance de traditions » (43,5%).

Les 13 PNN espagnols concernent 120 communes pour une population de 1 232 793 habitants et occupent une superficie de l'ordre de 327 000 ha, soit 0,62% du territoire espagnol. Les réalités administratives et territoriales de ces communes sont très hétérogènes.

Valorisation des biens environnementaux

Les auteurs établissent une typologie des PNN espagnols : 1) les PNN situés dans les zones de montagnes avec divers degrés de ruralités et de potentialités de développement : soit 55,24% de la superficie des PNN et une densité de population de 24hab/km²; 2) les PNN du littoral : soit 22,21% de la superficie des PNN et des pressions démographique et touristique moyennement fortes; 3) les PNN insulaires (Canaries) : soit 10% de la superficie des PNN, sont caractérisés par des pressions démographique et touristiques fortes et 4/ ceux des territoires ruraux intérieurs. : représentent 12,5% des PNN, avec des pressions touristiques et démographiques moyennes.

Impact sur l'activité touristique

Toutefois, les PNN sont situés sur des territoires qui, en plus de leurs fonctions traditionnelles écologiques et agricoles ou de pêche, ont renforcé de manière significative leur fonction touristique/récréative. En effet, ils ont attiré, en 2003, 10 296 382 visiteurs, soit près du double du nombre de visiteurs de 1991, qui s'élevait à 5 643 542. L'indice de pression touristique (nb de visiteurs/superficie protégée) d'une valeur moyenne de 31,5% en 2003 révèle que le renforcement de la fonction touristique ces dernières années est au centre de tensions et de conflits non négligeables.

Impact sur l'emploi

Les ressources des PNN sont relativement limitées : 635 employés au total et un budget en 2003 de l'ordre de 111 millions dont environ 46 millions d'investissements réels. Les subventions représentent 11,8% du budget total des parcs. L'utilisation de certains indicateurs socioéconomiques reflète les limites de ces aides : elles représentent 11,28€/ha et 10,66€/habitant.

III. Intérêt de l'étude

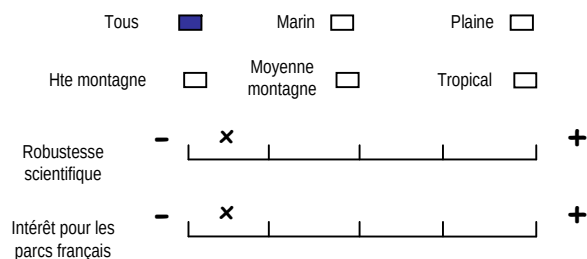
Intérêt et limites selon CREDOC

Si l'idée de réaliser une typologie des territoires où sont localisés les parcs et les zones protégées est intéressante en tant qu'outils de réflexion, il nous semble que l'intérêt de ce document est relativement limité pour les parcs Français. En effet, il a essentiellement un intérêt descriptif pour les espaces protégés espagnols.

Enseignements valorisables par les parcs français

Il propose néanmoins une discussion sur des éléments de politique territoriale européenne qui peut présenter un intérêt dans le cas français.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Troitiño Vinuesa, M. A., Marcos García-Blanco (de) F. J, García Hernández M., Río Lafuente (del) M^a Isabel, Carpio Martín J., Calle Vaquero (de la) M., Abad Aragón L. D.

Références utiles signalées par l'étude

- ↳ TROITIÑO, M. A. et al. (2002): La Red Complementaria del Sistema Urbano Español. Inte- rreg II C. Ministerio de Medio Ambiente (inédito).

Références
du document

Titre : Turismo versus pesca artesanal. A proposito de La Reserva Marina de la Isla de La Graciosa y los Islotes del Norte de Lanzarote

Auteur : Gloria Cabrera Socorro, Alfredo Cabrera Socorro

Date de publication : 2004

Type de document : Article Scientifique

Langue de publication : Espagnol

Organisme commanditaire du rapport :

Nombre de pages : 16

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Reserve Marine, Espagne

Région : Nord des Iles Canaries : Ile de La Graciosa et îlets du Nord de Lanzarote

Type d'institution gestionnaire de l'espace : non précisé

Surface de l'espace naturel protégé : 70 700 ha (la plus grande Réserve Marine d'Europe)

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : historiquement, la population locale pratique la pêche artisanale; des activités touristiques se sont développées plus récemment.

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
Culture locale de la mer

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
Richesse biologique : zone pendant longtemps considérée comme la plus riche en poissons du monde du fait de la présence importante de nutriments (ex: 304 espèces différentes d'algues, 53,15% de la vie marine de l'Archipel des Canaries).

Objectifs
de l'étude

- ↳ Analyser les liens entre le recul des activités de pêche de la population locale et le développement progressif du tourisme sur la Réserve Marine de l'île de La Graciosa et des îlets du Nord de Lanzarote
- ↳ Analyse du rôle de la Réserve Marine dans ce cas

Type
d'approche(s)

- ↳ Utilisation de données qualitatives sur les unités de pêche et les foyers domestiques et de données quantitatives sur les activités de pêche en mer, de services (restauration, logement) avant et après la création de la réserve marine

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☒ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☒ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- Depuis la création de la réserve Marine de l'île de La Graciosa et des îlets du Nord de Lanzarote en 1995, les activités de pêche de la population locale et sa culture de la mer ont progressivement reculé. Dans le même temps, les activités touristiques ont émergé et se sont développées dans la petite île de La Graciosa. Pourtant, les objectifs de mise en place de la réserve étaient « la protection, la régénération et le développement des ressources d'intérêt pour la pêche » de même que « le maintien de la vie traditionnelle des pêcheurs artisans ». Les liens entre ces deux mouvements et le rôle de la réserve sont analysés dans cet article.

Analyse du développement économique et social de la population de La Graciosa au cours de son histoire

- Les auteurs **compilent diverses données quantitatives et qualitatives antérieures et postérieures à la mise en place de la Réserve Marine** pour analyser le développement économique et social de la population de l'île dans le temps. Exemples :
 - Données depuis 1900 issues de plusieurs sources : sur l'évolution de la population, les constructions ;
 - Données démographiques (population, répartition/classe d'âges, sex ratio) en 1993.
- Eléments de l'histoire socioéconomique de l'île :**
 - De 1875 à 1939 : époque marquée par le début et le développement d'une économie principalement centrée sur la pêche.
 - L'époque s'étalant de 1940 à 1980 constitue une étape importante dans le processus de différenciation sociale, incluant les premières initiatives touristiques.
 - La période de 1980 à 2003 se caractérise par un mouvement de modernisation des infrastructures de l'île, le développement du tourisme et la crise des activités de pêche.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Les auteurs signalent **qu'aucune donnée ne permet de dire que les ressources d'intérêt pour la pêche de la zone ont été protégées de manière effective**, ni qu'il y ait eu des actions concrètes en faveur de la promotion des « modes de vies traditionnels » des habitants de l'île.

Impacts sur emploi

Les données quantitatives collectées en 2003 montrent au contraire : une **diminution drastique de la flotte des marins pêcheurs et de la population active, en particulier féminine, du secteur de la pêche**. En effet, le nombre de bateaux de pêche en activité a diminué de 30% entre 1993 et 2002. Les pêcheurs et marins en activité étaient estimés à 130 en 1993 et sont moins de 75 en 2003.

Impacts sur activité touristique

Les auteurs constatent également une **augmentation des infrastructures hôtelières et de la main d'œuvre dans le secteur des services**. En effet, entre 1993 et 2003, le nombre de restaurants et de commerces (en lien avec le tourisme) a été multiplié par 3. Le nombre d'appartements à louer est passé de 49 en 1993 (dont 10 non loués) à 184 en 2003 (tous ayant été occupés) : l'offre d'hébergement locatif touristique de l'île a donc été multiplié par 4.

Le tourisme conduit à un fort accroissement (triplement) de la population de l'île pendant les mois d'été. Ceci était déjà vrai en 1994, avant l'implantation de la réserve marine. Toutefois, le développement du tourisme a eu un impact social sur l'île à travers la tertiarisation de son économie qui se traduit par exemple par l'augmentation de la proportion de résidences secondaires de l'île.

Impact sur autres activités économiques

Impact négatif fort sur la pêche artisanale, activité traditionnelle dans l'île : voir paragraphe « impact sur l'emploi » ci-dessus.

La structure sociale de l'île de La Gaciosa est passée d'une relative homogénéité avec la majeure partie de sa population travaillant comme producteurs autonomes et commercialisant ses propres produits, à une situation de différenciation sociale caractérisée par : des grands entrepreneurs capitalistes de la pêche jouissant d'une rente, des investisseurs du secteur touristique, des négociants, commerçants et hôteliers, et une grande majorité de familles de travailleurs indépendants et salariés qui tirent leur revenus majoritairement de la pêche et d'autres activités de plus en plus diversifiées.

Economie basée sur la pêche qui est passée à une économie basée sur le tourisme. Le développement du tourisme a fortement porté préjudice à l'économie de la pêche.

Limites signalées par les auteurs

Intérêt et limites selon CREDOC

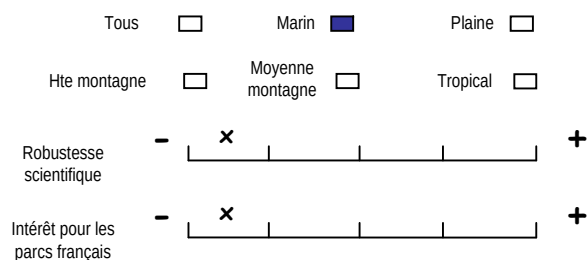
Enseignements valorisables par les parcs français

Non abordé

Il est à déplorer que ce document contienne relativement peu de données chiffrées. Cela réduit considérablement les potentialités d'application issues de ce travail.

Approche intéressante du point de vue social et historique, qui manque cependant d'une évaluation économique un peu poussée.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

.....

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Gloria Cabrera Socorro, Alfredo Cabrera Socorro

Références utiles signalées par l'étude

∅ Aucune, très peu de références bibliographiques.

Références
du document

Titre : **Economic Impacts of Parks on Surrounding Communities : Findings from New South Wales**
Auteur : Nicholas Conner

Date de publication : 2007

Type de document : Chapitre d'ouvrage : Tourism and Protected Areas : Benefits Beyond Boundaries

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport : NSW National Parks and Wildlife Service

Nombre de pages : 21

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Australie : Gibraltar Range National Park, Montague Island Nature Reserve, Myall Lakes National Park, Warrumbungle National Park, Kinchega National Park, Sturt National Park, Mutawintji National Park

Région : New South Wales

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Agences publiques

Surface de l'espace naturel protégé : Sturt Park = 310 040ha, Kinchega Park = 44 260 ha, Mutawintji National Park = 68 900 ha, autres espaces protégés : surface non précisée.

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : non précisé

Existence de patrimoine culturel : oui non **nc**
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non **nc**
(préciser)

Objectifs
de l'étude

- Présentation des résultats de plusieurs recherches menées dans le New South Wales : divers bénéfices socio-économiques fournis par les aires protégées aux communautés locales et au reste de la société ont été identifiés

Type
d'approche(s)

- Méthode des coûts de transport pour mesurer les bénéfices récréatifs des espaces protégés
- Analyse Input Output des bénéfices privés découlant de la protection de la nature à l'échelle régionale

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☒ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☒ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☒
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☒ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Contexte de l'étude

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

- ↳ L'analyse économique peut être utilisée pour quantifier la valeur de la conservation de la biodiversité et des aires protégées pour le développement et le bien-être de la communauté. Cette information peut ensuite être utilement employée pour aider les agences en charge de la gestion des parcs à démontrer auprès des décideurs et du reste de la société que les espaces protégés sont des biens économiques et sociaux qui justifient le soutien financier public et privé.

Méthode des coûts de transports : mesure des bénéfices récréatifs des espaces protégés

- ↳ Pour mesurer la valeur totale des bénéfices récréatifs, il faut collecter l'information sur les principaux coûts des individus quand ils visitent l'espace protégé (ex: coûts de transport, coûts d'opportunité lié au temps de transport) et construire le schéma de demande qui relie la fréquentation du parc et le coût de transport. Ces coûts de transports reflètent la valeur que les individus accordent aux bénéfices récréatifs qu'ils obtiennent en visitant le parc.
- ↳ Une estimation de la valeur récréative que les touristes accordent aux espaces protégés a été réalisée avec cette méthode dans les lieux suivant : Gibraltar Range National Park, Montague Island Nature Reserve, Myall Lakes National Park et Warrumbungle National Park.

Analyse Input-Output : une analyse des bénéfices privés à l'échelle régionale

- ↳ Le National Parks and Wildlife Service a utilisé l'analyse input-output pour évaluer les effets directs et induits des dépenses de gestion des parcs et des dépenses des visiteurs sur plusieurs économies régionales.
- ↳ L'analyse Input-Output est basée sur les échanges entre firmes à l'intérieur d'une économie locale : plus une économie est diversifiée, plus le niveau d'échanges entre firmes est élevé. Les effets induits mesurent l'augmentation d'activité associés à ces échanges inter firmes.
- ↳ En 2001, le National Parks and Wildlife Service a réalisé une étude utilisant cette méthode dans la région des parcs nationaux de Sturt, Kinchega et Mutawintji.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Impacts sur activité touristique

Les parcs nationaux de Gibraltar Range, Myall Lake, et Warrumbungle attirent respectivement 40 000, 50 000 et 50 000 touristes annuellement en moyenne. La réserve naturelle de Montague Island en accueille 2 580/an en moyenne.

En excluant le coût d'opportunité lié au temps de transport, la valeur économique des bénéfices récréatifs par personne et par visite varie du simple au double en fonction de l'espace protégé considéré : de 17\$ pour la réserve naturelle de Montague Island à 41\$ pour le parc national de Warrumbungle. Ceci représente une valeur économique annuelle de 0,04 millions \$ dans le premier cas et de 2 millions \$ dans le second.

Dans l'hypothèse que le temps passé dans le voyage jusqu'au site n'a pas d'autre valeur et avec un taux d'actualisation de 7%, les auteurs estiment la valeur actuelle des bénéfices récréatifs : les résultats varient fortement, de 0,62 millions \$ pour la réserve naturelle de Montague Island à 29 millions \$ pour le PN de Warrumbungle.

En incluant le coût d'opportunité lié au temps de transport, c'est-à-dire en supposant que la valeur du temps de trajet est égal au revenu que les touristes auraient gagné en réalisant une activité rémunérée plutôt qu'en voyageant, la valeur économique des bénéfices récréatifs/personne/visite est estimée à 24\$ pour la réserve naturelle de Montague Island et à 61\$ pour le parc national de Warrumbungle. Ces résultats, très variables, conduisent à une valeur annuelle de 0,1 millions dans le premier cas et de 3 millions dans le second. Avec un taux d'actualisation de 7%, la valeur actuelle des bénéfices récréatifs est estimée à 1 million pour la Réserve Naturelle et à 44 millions dans le cas du PN de Warrumbungle.

Impact sur autres activités économiques

La région des parcs nationaux de Sturt, Kinchega et Mutawintji est une région économique relativement petite avec un PIB de 440 millions AU\$/an et 8430 personnes employées. L'économie est principalement basée sur l'exploitation minière, l'élevage, et les industries de services qui y sont associées.

Au total, les 3 PN attirent 54 000 visiteurs/an. Les dépenses de gestion de ces parcs contribuent pour environ 2,1 millions AU\$ et les dépenses des visiteurs pour 3,43 millions AU\$ au PIB régional. Ainsi, au total la contribution des parcs au PIB de la région est estimée à environ 5,5 millions AU\$. Les espaces protégés contribuent donc de manière significative au bien-être économique à travers des bénéfices directes, publiques et privés, conséquents.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Ce document ne présente pas tous les éléments de méthodologie nécessaires à une analyse critique des méthodologies utilisées pour les études de cas développées dans cette fiche.

Pour une vue détaillée, il faudra se référer aux articles d'origine : le présent document étant une synthèse à l'attention des décideurs.

Dans l'étude utilisant la méthode des coûts de transport, la prise en compte du coût d'opportunité lié au temps de trajet est intéressante.

Impacts sur emploi

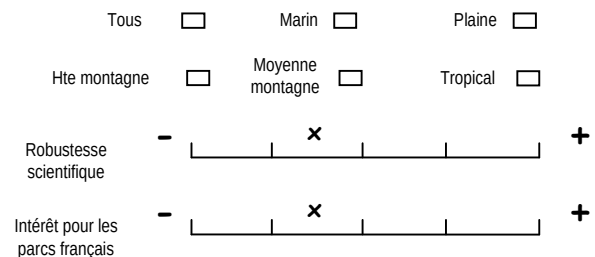
Sur ces 5,5 millions environ 3,9/an sont payés aux ménages sous forme de salaires, ce qui peut être assimilé à 162 emplois à temps pleins.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

Les impacts négatifs et dégâts occasionnés par le tourisme, et donc les coûts, ne sont pas abordés dans ce document.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
NSW National Parks and Wildlife Service

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Nicholas Conner

Références utiles signalées par l'étude

↳ Les études de cas et autres documents du NWS ont été abordés dans d'autres fiches.

Références
du document

Titre : Protected Areas as a chance for the local development. The National Park of Aigüestortes i Estany de Sant Maurici as a dynamising in its areas of influence

Auteur : Joan Pere Enciso, Mariona Farré

Type de document : Article Scientifique (version provisoire)

Organisme commanditaire du rapport : Universitat de Lleida

Date de publication : 2003

Langue de publication : Anglais

Nombre de pages : 21

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Parc National de Aigüestortes i Estany de Sant Maurici, Espagne

Région : Catalogne, côté ouest des Pyrénées catalanes

Type d'institution gestionnaire de l'espace :

Surface de l'espace naturel protégé : 40 852 ha qui s'étendent sur 4 comtés Pyrénéens : Pallars Sobirà (14,093 ha), Alta Ribagorça (15,996 ha), Pallars Jussà (4,220 ha) et Val d'Aran (6,543 ha)

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : Agriculture traditionnelle

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
Patrimoines culturel et architectural riches sans plus de précision

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc

Objectifs
de l'étude

- ↳ Analyse de l'impact socioéconomique du parc national de Aigüestortes i Estany de Sant Maurici sur sa zone d'influence

Type
d'approche(s)

- ↳ Caractérisation socio-économique des comtés autour du parc national
- ↳ Analyse qualitative des effets socio-économiques du Parc National

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☒ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☒ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- Face à la demande sociale, la protection des espaces naturels s'est renforcée avec la création de parcs naturels et nationaux. Récemment, la demande pour des activités de loisirs extérieurs a augmenté rapidement entraînant des problèmes dans la gestion des aires protégées pour harmoniser les objectifs de préservation et les usages récréatifs. En outre, la gestion de ces espaces naturels devrait inclure la revitalisation économique et sociale des régions dans lesquelles ils sont créés, souvent marquées par le dépeuplement, le manque d'infrastructures, d'équipements et de services.

Caractéristiques socio-économiques des comtés voisins du Parc Naturel

- Les auteurs utilisent plusieurs indicateurs sociaux et économiques en vue de caractériser les comtés influencés par la présence du PN.
- Ainsi, ils présentent les évolutions démographiques de ces comtés depuis 1960. Le Parc National a été créé en 1955.

Analyse des effets socioéconomiques du Parc National

- Le Parc National remplit diverses fonctions et, en particulier, contribue au développement socioéconomique des comtés voisins et de la population locale.
- L'analyse des effets socioéconomiques consiste en une discussion autour des indicateurs socioéconomiques caractérisant les régions locales.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Non abordé

Impacts sur autres activités économiques

Caractéristiques socioéconomiques des comtés influencés par le PN :

- Depuis 1960 et jusque dans les années 90, les auteurs notent une nette tendance au déclin de la population de ces zones de montagne. Cette tendance semble s'inverser depuis 1996 mais la population reste très inférieure (29 883 habitants au total) à ce qu'elle était en 1960 (43 576 habitants).
- Dans le même temps, la population catalane a augmenté : le poids démographique des comtés influencés par le PN dans la population totale catalane a fortement diminué, passant de 1,11% à 0,48% en 40 ans.
- Le processus d'inversion de la pyramide des âges est nettement plus marqué dans ces régions que dans le reste de la Catalogne.
- Le rythme de croissance du PIB de ces régions (2,68%) a été plus faible entre 1995 et 2001 que dans le reste de la Catalogne (3,44%) et que dans l'ensemble de l'Espagne (3,63%) sur la même période.
- Part de chaque secteur dans le PIB de ces régions : Le secteur des services est le secteur d'activités le plus important dans ces régions, mais son poids dans le PIB reste moins important que pour la Catalogne dans son ensemble. Le secteur industriel est le second secteur d'activités dans ces comtés. Malgré des variations entre les différentes régions, elles sont globalement plus agricoles que le reste de la Catalogne.
- Croissance des PIB des secteurs des services et du bâtiment depuis 1996 dans ces régions comme dans le reste de la Catalogne. En revanche, le PIB du secteur primaire est en recul depuis 2000, cette diminution est cependant moins marquée que sur l'ensemble de la Catalogne.

Analyse des effets socioéconomiques du PN :

- La population locale n'a pas accueilli positivement la déclaration du Parc National en tant qu'espace protégé. En particulier, les propriétaires terriens, les chasseurs et les pêcheurs furent les catégories d'acteurs les plus opposées à cette déclaration en raison des interdictions et limites qu'elle pose pour certaines activités (ex: ski, station hydroélectrique, etc.).

Impact sur autres activités économiques

- Une partie de la population est néanmoins consciente des avantages présents et futurs que le parc peut apporter : opportunités nouvelles de développement de l'économie locale, opportunité de développement d'entreprises (taxi, hôtels, commerces, etc.)
- Conflits entre l'administration responsable du management du parc et les différentes parties prenantes affectées par la mise en place du parc.
- Le PN est devenu une ressource importante pour le développement économique de ces zones, une source de revenu pour leurs habitants et leurs municipalités.
- Du fait du recul de l'agriculture, le secteur touristique est devenu une activité très importante, complémentaire des activités traditionnelles dans la majorité des villages situés autour du PN. Les origines de l'exploitation touristique sont cependant antérieures à la création du parc. Toutefois, le tourisme s'est développé avec la création du parc en 1955, notamment du fait de l'amélioration du réseau routier, de l'élargissement des services de transports publics, et de la généralisation de l'usage de la voiture.
- Plus de 300 000 visiteurs/an.

Impact sur activité touristique

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Bien qu'intéressant dans l'utilisation qu'il fait des données socioéconomiques régionales, cet article nous paraît un peu léger en termes d'évaluation économique des retombées du parc national. L'analyse sociale sur les différentes parties prenantes nous paraît également un peu faible.

En outre, il est délicat de comparer la part du secteur primaire dans le PIB à celle des autres secteurs en raison de la dépendance d'autres secteurs à celui-ci (ex: industries agro-alimentaires, tourisme..) en termes d'emploi et de valeur.

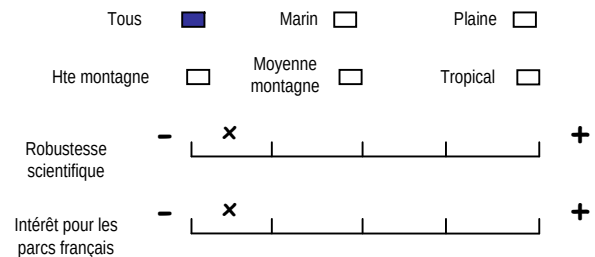
Globalement, cette étude est largement qualitative et d'un intérêt relativement limité dans le cadre de l'analyse des retombées économiques des parcs nationaux.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

Non abordé

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

Auteur de l'étude (ou correspondant)

mariona.farre@econap.udl.es

pere.enciso@econap.udl.es

Références utiles signalées par l'étude

- GONZALEZ HERNANDEZ, J.M. (1988). "Parques nacionales y perspectivas de desarrollo económico" in Los Parques Nacionales. Aspectos jurídicos y administrativos, Machado Carrillo, A (ed.) ICONA. MAPA. Madrid, pp.79-91.

Références
du document

Titre : **Valoración económica de espacios naturales : un fenómeno reciente**

Auteur : Salvador Del Saz Salazar

Date de publication : 1998

Type de document : Article scientifique

Langue de publication : Espagnol

Organisme commanditaire du rapport :

Nombre de pages : 20

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Parc naturel de l'Albufera, Espagne

Région : Valence

Type d'institution gestionnaire de l'espace : institution publique

Surface de l'espace naturel protégé : 21 120 ha

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : Agriculture, développement urbain et industriel, expansion du tourisme sur la zone littoral et construction d'infrastructures : sources de conflits territoriaux notamment sur les problématiques environnementales

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
Zones humides, barrière littorale, marécages, lac, zones de maquis, diversité d'espèces animales (ex: 250 espèces d'oiseaux), végétales et d'habitats naturels

Objectifs
de l'étude

- Montrer en quoi il est intéressant d'un point de vue économique de valoriser les espaces naturels
- Revue des coûts et bénéfices consécutifs à la protection des espaces naturels
- Présentation de la méthode de l'évaluation contingente, exemples d'utilisation et étude de cas détaillée : résultats obtenus par Saz (1996) dans le cas d'une étude du Parc National de l'Albufera dont l'objectif était l'estimation de sa valeur d'usage récréatif

Type
d'approche(s)

- Méthode de l'évaluation contingente pour estimer la valeur de l'usage récréatif du Parc Naturel de l'Albufera

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre ☐ Zone humide, littoral ☐

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques
Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur
Evaluation contingente ☒ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique ☐

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- ↳ L'absence de valorisation des ressources des espaces naturels peut conduire à leur surexploitation ou à des usages inadéquats, ne leur permettant plus de remplir leurs fonctions sociales. Ainsi, l'évaluation contingente est une des méthodes qui nous permet d'évaluer la valeur de ces ressources et dont les résultats peuvent être utilisés dans une analyse coûts bénéfices pour aider à la décision.

Méthode de l'évaluation contingente

- ↳ La méthode de l'évaluation contingente est une méthode hypothétique et directe qui se base sur l'information que donnent les personnes quand on leur demande d'évaluer la valeur d'un bien environnemental. Un élément fondamental de cette méthode est la réalisation du questionnaire d'enquête qui permet de récolter cette information.
- ↳ Le moyen et la fréquence de paiement doivent être précisés clairement.
- ↳ La forme du questionnement est également importante (questions ouvertes, fermées ou semi-ouvertes), sans qu'il existe de consensus sur ce point dans la littérature.
- ↳ L'auteur recense plus d'une douzaine de travaux en Espagne utilisant l'évaluation contingente pour estimer des valeurs d'usage et de non usage fournies par les espaces naturels de ce pays.
- ↳ Evaluation de la valeur de l'usage récréatif du parc de l'Albufera :
 - 501 enquêtes menées entre juillet et novembre 1995 dans 3 lieux distincts du parc : La Devesa, el Embarcadero, el Raco de l'Olla.
 - Le moyen de paiement retenu est le droit d'entrée.
 - La forme de questionnement est mixte avec une question fermée (proposition de paiement d'un certain montant d'argent), suivie d'une question ouverte pour obtenir le consentement à payer de la personne interrogée.
 - Les bénéfices sociaux consécutifs à l'usage récréatif du parc sont estimés en multipliant le consentement individuel moyen par le nombre de visites annuel du parc.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Le consentement à payer des personnes interrogées est en moyenne de 590 pesetas (3,55 €)/personne avec un intervalle de confiance compris entre 552 et 629 pesetas (3,32 et 3,78 €). Ce sont les personnes interrogées au niveau du Raco de l'Olla qui sont le plus disposées à payer pour l'usage récréatif du parc (735 pesetas, soit 4,42 €/personne).

Les auteurs estiment que le parc est fréquenté par environ 700 000 touristes par an. En conséquence, les bénéfices sociaux découlant de l'usage récréatif du parc sont estimées à 413 millions de pesetas par an, soit environ 2,48 millions € / an.

Les coûts directs de la protection du parc en 1996 (c'est-à-dire les postes: salaires, consommations et services courants, transferts courants, investissements réels et transferts de capitaux) s'élèvent au total à près de 215 millions de pesetas, soit environ 1,29 millions d'euros, selon les données de la Direction Générale de l'Environnement et de la Direction générale du Développement Durable.

Impact sur autres activités économiques

Non abordé

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Limites classique de la méthode de l'évaluation contingente.

Les tailles d'échantillons sont trop petites pour que les résultats obtenus soient robustes : en effet, sur les 501 enquêtes réalisées, seules 419 sont utilisées pour le calcul du consentement à payer moyen. Sur ces 419 personnes, 212 se trouvent à Devesa, 82 à el Embarcadero et 125 à el Raco de l'Olla. Ces faibles tailles d'échantillons peuvent expliquer la variabilité des résultats en fonction du lieu d'audition. En conséquence, il est délicat de comparer les résultats obtenus comme le font les auteurs.

Cet article dresse l'état de l'art des études utilisant la méthode de l'évaluation contingente menées sur les espaces naturels protégés espagnols à la date de publication du document.

III. Intérêt de l'étude

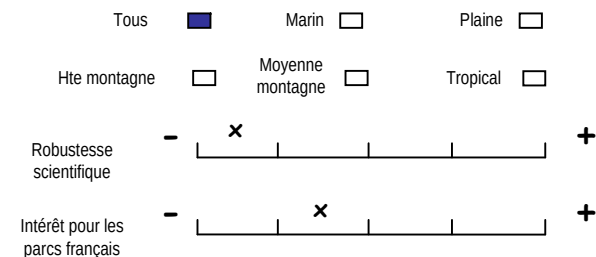
Limites signalées par les auteurs

La méthode de l'évaluation contingente a fait l'objet de nombreuses critiques parmi lesquelles, le caractère hypothétique du marché, les dérives possibles vers des comportements stratégiques (free rider) des personnes interrogées, les liens avec la conception du marché etc. Ces éléments peuvent conduire à des biais dans les résultats obtenus avec cette méthode.

Ainsi, ce type d'analyse nécessite une certaine rigueur scientifique, en particulier, si l'on souhaite utiliser les résultats obtenus dans le cadre d'une analyse coûts bénéfices.

Selon les auteurs, pour connaître la rentabilité sociale d'une politique de conservation du parc, les valeurs de non usages auraient dû être calculées, en complément de la valeur d'usage récréatif du parc, et être comparées aux coûts de la protection qu'ils soient directs ou indirects.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Salavador Del Saz Salazar

Références utiles signalées par l'étude

- ↳ Diamond, P.A. y Hausman, J.A. (1994), "Contingent valuation: is some number better than no number?", Journal of Economic Perspectives, vol. 8, n° 4, pp. 45-64.
- ↳ Pérez y Pérez, L., Barreiro, J., Sánchez. M., Azpilicueta, M. (1996), "La valeur d'usage à des fins de loisir des espaces protégés en Espagne. Comparision entre méthode des coûts de déplacement et méthode d'evaluation contingente", Cahiers d'Economie et Sociologie Rurales, n° 41, pp. 40-56.

Références
du document

Titre : Desarrollo rural y proteccion del medio ambiente : el parque natural de las sierras subbeticas cordobesas

Auteur : Melchor Guzman Guerrero, Manuel Perez Yruela

Date de publication : 1994

Type de document : Article de revue : Revista de Estudio Agro-sociales

Langue de publication : Espagnol

Organisme commanditaire du rapport :
Nombre de pages : 38

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Parc naturel de las Sierras Subbéticas Cordobesas, Espagne

Région : Andalousie, au sud de la province de Cordoba

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Institution publique : l'agence de l'environnement d'Andalousie

Surface de l'espace naturel protégé : 32 160,20 ha

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : 71000 habitants sur les 8 municipalités concernées par le parc naturel et 140 000 en prenant en compte les zones limitrophes; activités agricoles en particulier oléiculture.

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
Richesse historique et artistique

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
(préciser)

Objectifs
de l'étude

- u Analyse des possibilités et des limites de développement d'une région rurale à partir de l'étude de la planification du parc naturel de las Sierras Subbéticas Cordobesas réalisée en 1990 par l'Institut de Promotion et d'Appui au Développement (Instituto de Promocion y Apoyo al Desarrollo)

Type
d'approche(s)

- u Méthodologie de diagnostic régional

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☒
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques
Compilation de données diverses ☒ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐
Méthodes d'analyses de la valeur
Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- ↳ L'évolution de l'agriculture a entraîné un certain nombre d'effets négatifs. Actuellement, l'agriculture européenne est en crise. L'avenir de nombreuses zones agraires doit donc se fonder sur des modèles de développement nouveaux, prenant appui sur les politiques de développement communautaires qui visent à une exploitation rationnelle des ressources et à la protection de l'environnement. Cet article analyse une zone protégée andalouse (parc national) et propose des solutions de développement dans ce sens.

Méthodologie employée pour le diagnostic de la zone d'étude

- ↳ Les auteurs ont utilisé une méthode de diagnostic employée par plusieurs organisations internationales pour la planification du développement (Banque Mondiale, OCDE et CEE). Cette méthodologie constitue une approche intégrée car elle considère que les différents secteurs productifs sont interdépendants et en interaction dynamique. Il ne s'agit pas seulement de déterminer la situation actuelle de la zone selon de multiples perspectives mais également d'avoir une vision prospective de son devenir à partir des tendances détectées.
- ↳ Le processus méthodologique comprend :
 - la réalisation d'un zonage (détermination d'unités physiques homogènes) sur la base du milieu physique et biotique, des infrastructures, des caractéristiques sociales et de l'utilisation des ressources dans les différents secteurs productifs.
 - Ce zonage permet ensuite, d'une part, de définir des zones de diagnostic des ressources et, d'autre part, d'identifier des stratégies de gestion différentes de ces ressources en fonction des zones.
 - Une analyse des réalités sociales de la zone est un élément fondamental pour déterminer les attitudes passées de la population et ses perspectives futures. Cette analyse repose sur des entrevues et des enquêtes individuelles approfondies (2 à 3 heures/enquêtes). Taille de l'échantillon : 80 personnes.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Impacts sur l'emploi

Impacts sur autres activités économiques

Caractérisation de la zone :

- Au siècle dernier, la pression démographique a été à l'origine du défrichement de la forêt au profit des activités agricoles et en particulier de la culture oléicole.
 - Une diversité d'activités économiques s'est développée à côté de l'agriculture.
 - Entre 1972 et 1982 (dates des recensements agricoles), le nombre d'exploitations a diminué, passant de 11 343 à 8 571, dont 70 % ont une superficie inférieure à 5 ha et 84% inférieure à 10 ha.
 - Le régime de tenure dominant est la propriété : il représentait plus de 90% de la surface totale en 1972, et connaît néanmoins une diminution de 7 points en faveur du métayage au recensement de 1982.
 - La densité de population de la zone est largement inférieure à celles de l'Andalousie et de l'Espagne. En comparaison, le taux de natalité y est inférieur, le taux de mortalité y est, en revanche, supérieur. En outre, la balance migratoire présente un solde négatif. La population est très dispersée sur la zone.
 - Fort vieillissement de la population.
 - L'agriculture occupe 45% de la population active de la zone alors qu'elle n'occupe que 13% de la population active espagnole et 8% de celle de la CEE.
 - Le revenu par tête est seulement de 427 000 pesetas en moyenne, soit 75% de la moyenne nationale et quasiment la moitié de la moyenne de la communauté européenne. Ceci est la conséquence du faible développement des secteurs économiques secondaire et tertiaire.
 - Taux de chômage élevé et manque d'opportunités d'emplois.
-
- Actuellement, les secteurs de production se caractérisent par la prépondérance de l'activité agricole en particulier l'oléiculture. Ainsi, les zones cultivées représentent 37% de la surface du PN et sont occupées à 93% par des oliveraies (définition de 4 types différents).
 - Le secteur industriel est dominé par l'agro-industrie (extraction de l'huile d'olive, conserverie de légumes, production vinicole, d'anisette, transformation de produits lactés et carnés) et l'industrie textile. Le secteur des services est dominé par le commerce et les transports.

Impact sur autres activités économiques

Les auteurs estiment que la zone présente une grande partie des éléments caractéristiques de la seconde crise de l'agriculture traditionnelle. Le milieu physique limite par divers aspects le développement de l'activité agricole (topographie accidentée, altitude et climat, terres de pentes sujettes à l'érosion etc.). En outre, la zone présente des caractéristiques démographiques et socioéconomiques inquiétantes : dépeuplement et vieillissement de la population, taux de chômage élevé, faibles revenus et peu d'opportunités d'emplois. Dans ce contexte, il existe une instabilité sociale et des tensions sociales plus fortes qu'ailleurs.

Les potentialités de la zone résident dans les activités récréatives et touristiques qui profitent de la richesse du paysage et du patrimoine historique et artistique de la population.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Le zonage sur la base d'éléments géomorphologiques et l'approche historique de l'évolution économique de cette zone rurale sont intéressants.

La méthode de diagnostic présentée ici est une approche adaptée à l'analyse des zones agraires et rurales et à la formulation de recommandations en matière de développement. Toutefois, les auteurs restent sur une approche peu systémique. Par ailleurs, ils n'entrent pas dans l'évaluation économique des systèmes d'activités développés par la population. Les propositions de développement ne sont donc pas basées sur des informations économiques quantifiées.

Le lecteur ne sait pas quelle est l'influence du parc naturel dans la situation actuelle de la zone.

La taille de l'échantillon des personnes enquêtées est très faible mais les auteurs ne cherchent à obtenir des données statistiquement significatives.

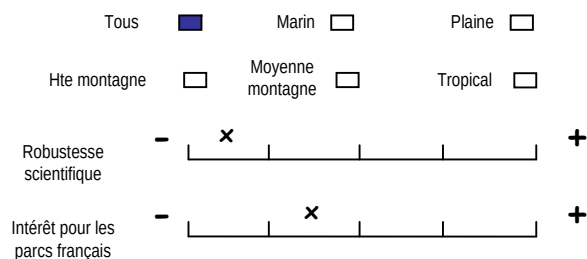
Cette étude aborde plus la question du développement rural dans un contexte de présence d'un parc naturel, que les retombées économiques de ce parc.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

Les auteurs signalent qu'ils ont rencontré des difficultés dans la mise en œuvre de leur méthodologie de diagnostic : manque d'informations sur le milieu physique et biotique et manque de fiabilité des données récoltées en comparaison d'autres sources.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

.....

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Melchor Guzman Guerrero, Manuel Perez Yruela

Références utiles signalées par l'étude

U Aucune.

Références
du document

Titre : **Where to put a national park and what to put in it ? An *a priori* study of the willingness-to-pay for coming national parks**
Auteur : Jette Bredahl Jacobsen, Bo Jellesmark Thorsen

Date de publication : 2008

Type de document : Document de travail

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport :
Nombre de pages : 30

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : 7 sites pressentis pour la création de Parcs Nationaux, Danemark

Région : Non précisé

Type d'institution gestionnaire de l'espace : non précisé

Surface de l'espace naturel protégé : non précisé

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : non précisé

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
Certains des 7 sites pressentis pour la création d'un PN son connu pour être un habitat d'espèces spécifiques, parfois rares.

Objectifs
de l'étude

- Etudier le consentement à payer a priori des Danois pour des parcs nationaux (c'est-à-dire avant la création des parcs)

Type
d'approche(s)

- Expérimentation des choix : évaluation des préférences des répondants pour les différents sites possibles de création de parcs naturels et pour l'amélioration de 3 attributs additionnels (la protection des espèces spécifiques du site, la protection de la nature en général et la création de nouveaux chemins de randonnée, etc. pour accroître l'accès récréatif au site)

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre ☐ Tous, non précisé ☐

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☒ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique ☐

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- Il n'existe pas encore de parc national au Danemark mais le gouvernement a décidé d'en créer. 7 sites d'intérêt environnemental, et déjà sujets à une protection et une réglementation particulière, sont candidats. Cette situation est l'occasion de réaliser une étude des préférences et du consentement à payer *a priori* pour de tels parcs.

Méthode de l'expérimentation des choix

- Dans cette étude, les préférences exprimées ne sont pas influencées par l'expérience individuelle dans des parcs Danois : il n'en existe pas.
- L'expérimentation des choix permet d'obtenir des estimations de valeur pour l'amélioration d'attributs environnementaux spécifiques. Les auteurs s'intéressent donc à la protection de la nature et de la biodiversité, ainsi qu'aux usages des attributs environnementaux notamment l'usage récréatif et l'accès.
- La méthode de l'expérimentation des choix (ou de modélisation des choix) présente une amélioration par rapport à la méthode de l'évaluation contingente car elle évite la combinaison d'effets de différents attributs et réduit la sensibilité interne de la méthode. Comme les autres techniques de préférence déclarée, elle est liée au modèle d'utilité de McFadden's (1974) où l'utilité d'un bien est décrite comme une fonction de ses attributs et où les personnes choisissent parmi des biens complexes en évaluant leurs attributs. L'expérimentation des choix permet également de mieux analyser les compromis entre attributs à différents niveaux et d'explorer leur interaction potentielle.
- Dans cette étude, les répondants ont le choix entre diverses alternatives qui diffèrent de manière explicite du point de vue de leur localisation géographique, de leur paysage et des améliorations environnementales apportées par la création d'un parc national.
- Sur un total de 1932 questionnaires qui ont été postés à un échantillon représentatif de la population Danoise (entre 18 et 75 ans), 952 étaient exploitables.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Le consentement à payer pour les parcs est très variable en fonction des parcs : il est au minimum de 23 DDK (3,1 €) dans le cas du site de Nordsjælland et au maximum de 432 DDK (58,4 €) pour le site de Læsø.

Les répondants accordent une importance plus forte, et donc une valeur plus grande, à la protection d'espèces spécifiques et à l'amélioration de la nature en général plutôt qu'à l'amélioration des attributs relatifs aux usages récréatifs. Ainsi, leur consentement à payer pour la protection d'espèces spécifiques est évaluée à 412 DDK (environ 55,7 €), à 161 DDK (21,8 €) pour la protection de la nature et à 97 DDK (13,1 €) pour les attributs récréatifs.

Ainsi, la valeur d'une amélioration de la protection explique une part plus grande du consentement à payer que l'amélioration potentielle de l'usage récréatif.

Le fait que les sites candidats localisés à proximité des principaux centres de population (Mols Bjerger, Lille Vildmose et Vadehavet) tendent à arriver en bas du classement des préférences de sites des répondants, vient renforcer ce résultat. En effet, ceci suggère que les répondants n'accordent pas un intérêt très élevé à la facilité d'accès au site et à la possibilité d'un usage récréatif fréquent.

Analyse des différences de réponses en fonction du lieu d'habitation des répondants : les répondants vivants dans la partie Ouest du pays préfèrent nettement les parcs situés dans l'Ouest (Thy, Mols Bjerger, Lille Vildmose, Vadehavet) et inversement pour les répondants vivant dans la partie Est du Danemark.

Impact sur autres
activités
économiques

Non abordé

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées
par les auteurs

Effets d'ancrage et d'apprentissage dans les études de valorisation :

• L'effet d'ancrage est un biais : il renvoie à la manière dont les questions sont présentées. En effet, cela peut affecter les réponses des personnes auditionnées et leur consentement à payer. Généralement, plus le prix présenté en premier est élevé, plus leur consentement à payer est grand. Ce biais peut être important.

• L'effet d'apprentissage : les répondants confrontés à plusieurs choix consécutifs, ont tendance à stabiliser leurs préférences au fur et à mesure des choix/des réponses.

Intérêt et limites
selon CREDOC

Enseignements
valorisables par les
parcs français

Les auteurs mettent en évidence l'existence d'un effet d'ancrage dans les réponses : les prix les plus élevés dans les deux premiers choix conduisent aux consentements à payer les plus élevés et inversement. Ce résultat indique que la construction des enquêtes d'expérimentation des choix doit toujours être réalisée avec prudence et que la présence d'effets d'ancrage doit systématiquement être vérifiée.

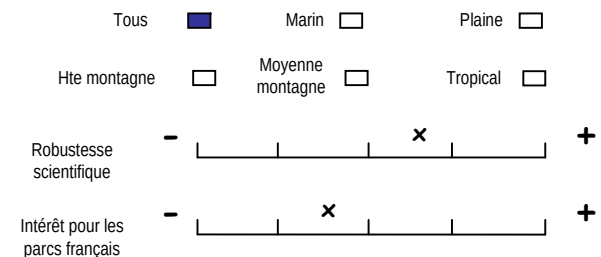
Il est très intéressant d'avoir inclus dans l'étude une analyse des biais liés aux effets d'ancrage.

Il semble qu'il y ait un effet de population dans les choix de classement des sites candidats.

Limites classiques des techniques de préférences déclarées.

Le fait qu'il n'existe aucun parc national au Danemark confère à cette étude un caractère particulier par rapport aux autres études utilisant des méthodes de préférences déclarées.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

.....

Auteur de l'étude (ou correspondant)

bj@life.ku.dk et bjt@life.ku.dk

Références
utiles signalées
par l'étude

- u Hearne, R.R., Z.S. Salinas, 2003: The use of choice experiments in the analysis of tourist preferences for ecotourism development in Costa Rica. *Journal of Environmental Management* 65, 153-163.
- u Lehtonen, E., J. Kuuluvainen, E. Pouta, M. Rekola and C-Z. Li., 2003: Non-market benefits of forest conservation in southern Finland, *Environmental Science & Policy* 6, 195-204.

Références
du document

Titre : Competitiveness : Parks and Open Space as Factors Shaping a Location's Success in Attracting Companies, Labor Supplies and Retirees

Auteur : John L. Crompton

Date de publication : 2007

Type de document : Chapitre 5 du livre : The Economic Benefits of Land Conservation

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport :

Nombre de pages : 7

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Parcs et espaces verts, USA

Région : toutes, non précisé

Type d'institution gestionnaire de l'espace : non précisé

Surface de l'espace naturel protégé : non précisé

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : non précisé

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
(préciser)

Objectifs
de l'étude

- ↳ Fournir une vue d'ensemble du rôle des parcs et espaces verts pour attirer des entreprises et de riches retraités, supposés moteurs de croissance économique

Type
d'approche(s)

- ↳ Revue de la littérature et compilation de données diverses

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre ☐ Tous, proximité centre urbain ☐

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☒ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique ☐

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- ↳ L'idée que la croissance économique est soutenue en premier lieu par la présence d'entreprises est largement partagée. Ainsi, les start-up, les filiales d'entreprises, et les délocalisations sont perçues comme des moyens directs et efficaces d'améliorer le niveau de développement des communes en leur permettant de bénéficier de ressources fiscales supplémentaires. Par ailleurs, les bénéfices des ces nouvelles entreprises et les dépenses des riches retraités auraient des effets économiques multiplicateurs. Ce chapitre s'attache à étudier le rôle des parcs et espaces verts pour attirer entreprises et nantis.

Revue de la littérature et compilation de données diverses

- ↳ Attraction des entreprises : Pour l'étude de ce thème, l'auteur se réfère à la littérature existante pour identifier les facteurs influant sur la décision de localisation des entreprises.
- ↳ Attraction des retraités : L'auteur s'attache à la littérature existante et aux données démographiques issues du recensement (U.S Census Bureau, Population Division).

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Impacts sur autres activités économiques

Attraction des entreprises :

Les nouvelles industries, « propres », sont plus flexibles dans leur localisation que les industries traditionnelles. Les recherches montrent que les critères de localisation de ces entreprises sont différents de ceux des industries manufacturières traditionnelles et des firmes de la distribution. Le succès de ces entreprises repose sur la qualité de leur force de travail qui correspond souvent à du personnel hautement qualifié. Ainsi, la qualité de vie est identifiée comme un critère d'influence dans les choix de localisation de ces entreprises car il permet d'attirer ce type de personnel. Selon l'auteur, il s'agirait d'un critère dont l'importance va croître parallèlement aux avancées technologiques. Dans le même temps, les déterminants plus traditionnels de localisation des entreprises passeraient au second plan. Des recherches ont montré que la qualité environnementale est classée comme l'une des plus importante aménité dans les choix de localisation des travailleurs du secteur des hautes technologies, à côté des conditions de logement, du coût de la vie et du niveau des écoles. Il existe une littérature économique conséquente sur les compensations pour « aménités négatives » : les entreprises situées dans des lieux moins favorables à la qualité de vie doivent verser des salaires supérieurs pour attirer du personnel de même qualité et inversement.

Selon l'auteur, peut importe comment est définie la qualité de vie : les parcs et les espaces verts en sont très probablement une composante. Ainsi, l'importance des aménités des parcs et des espaces verts a été considérée comme déterminante dans les choix de localisation de 174 entreprises du Colorado ayant déménagé dans les 5 dernières années. Parmi 6 éléments utilisés pour mesurer la qualité de vie, ses patrons de petites entreprises mentionnent « les parcs, les loisirs et les aménités des espaces verts » comme étant des éléments importants de la qualité de vie. Dans le même temps, ils considèrent que leur profits ne sont pas optimum bien que « suffisants ». Ils pourraient peut-être faire plus de profits, s'ils étaient localisés ailleurs mais avec des contraintes négatives pour la qualité de vie de leurs employés, qui acceptent en échange une rémunération plus faible.

Pour de nombreuses personnes, à partir d'un certain seuil de salaire, les améliorations dans la qualité de vie deviennent plus importantes que les augmentations de salaire.

Impact sur autres
activités
économiques

Attraction des retraités :

Certaines communes estiment que l'attraction des retraités est préférable à celle des entreprises. En effet, leur revenus sont stables et non sujets aux vicissitudes des cycles économiques des entreprises. Ces revenus proviennent de l'extérieur de la commune mais les retraités les dépensent localement, ce qui stimule l'économie et crée des emplois.

Les retraités ont tendance à rester à l'endroit où ils ont passé la plus grande partie de leur vie. Les données de la balance migratoire des 1,8 millions d'Américains âgés de plus de 60 ans entre 1995 et 2000 montrent que les aménités environnementales, au delà du climat, jouent un rôle important dans l'attraction des personnes âgées. Les parcs et les espaces verts sont des critères importants dans l'attraction des retraités.

Intérêt et limites
selon CREDOC

Enseignements
valorisables par les
parcs français

Cet article, peu quantifié, repose essentiellement sur la littérature existante. Les conditions d'obtention des résultats et les méthodologies utilisées ne sont pas présentées. Il nous semble néanmoins que l'auteur fait des raccourcis dans les liens entre qualité de vie, aménités environnementales et attractivités des entreprises ou encore entre qualité de vie et salaire.

En outre, les références utilisées sont peu nombreuses : au total 9 études. Les résultats présentés ici nous semblent devoir être vérifiés et être pris avec précaution.

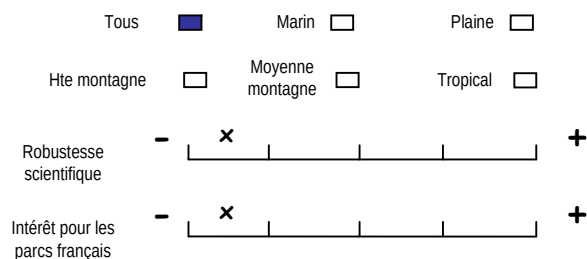
Cette étude nous paraît peu robuste scientifiquement et présente peu d'intérêt pour les parcs français sans vérification préalable de la validité des résultats présentés.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées
par les auteurs

L'auteur n'aborde pas la question des limites des études auxquelles il se réfère.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

.....

Auteur de l'étude (ou correspondant)

John L. Crompton

Références
utiles signalées
par l'étude

- U Crompton, J. L., L. L. Love, and T. A. Moore. 1997. Characteristics of companies that considered recreation/open space to be important in (re)location decisions. Journal of Park and Recreation Administration 15 (1): 37-58.

Références
du document

Titre : Household Surveys – a tool for conservation design, action and monitoring

Auteur : USAID, Wildlife Conservation Society

Type de document : Document de travail

Organisme commanditaire du rapport : USAID et Wildlife Conservation Society

Date de publication : 2006

Langue de publication : Anglais

Nombre de pages : 18

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : 4 Parcs Nationaux du Gabon : Birougou National Park, Waka National Park, Ivindo National Park, et Monts de Cristal National Park (*NB : étude en cours, non présentée dans ce document*)

Périmètre de l'évaluation économique : communes incluses dans l'espace naturel et communes environnantes

Population concernées : populations locales dépendantes des ressources naturelles pour leur subsistance

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
Agriculture traditionnelle, usages traditionnels des ressources naturelles

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
Forêt dans le parc national de Ivindo

Objectifs
de l'étude

- Documenter la manière dont les actions de conservation des ressources naturelles influencent le bien-être des populations rurales locales dont la subsistance dépend des ressources naturelles

Types
d'approches,

- Détermination des données à collecter
- Méthodes appropriées pour l'évaluation : coûts de transport, évaluation du panier de consommation, cartographie participative, analyse d'image, enquêtes

Méthodologies
présentées

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☒ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☒ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☒ Autre méthode académique

Méthodes d'évaluation des retombées économiques

I. Méthodologies et objectifs

Contexte de mobilisation des méthodologies

Objectifs des études mobilisant ces méthodes – types de résultats recherchés

Contexte

- Il est important de savoir comment les mesures de conservation influencent le bien-être des populations rurales dépendantes des ressources naturelles pour leur survie afin d'en démontrer les bénéfices et d'en minimiser les effets indésirables.

Détermination des données à collecter et méthodes appropriées

- A l'échelle du village**, les facteurs qui influencent le bien être des ménages sont : la proximité des marchés, l'accès aux ressources naturelles et aux services sociaux.
 - Pour **mesurer l'accès au marché**, deux méthodes simples peuvent être employées : 1/ **les coûts de transport** et 2/ **l'évaluation du prix du panier de consommation** au village.
 - Méthodes de mesure de **l'accès aux ressources naturelles** : **Cartographie participative ou analyse d'image**.
 - Méthodes de mesure de **l'accès aux services sociaux** : **coûts de transport** (cf. accès au marché).
- A l'échelle de l'individu ou du ménage**, les informations les plus importantes sont : les données démographiques, le niveau d'éducation, la mesure de la santé à court terme (auditions et mesure anthropomorphiques : indice de masse corporelle, diamètre du bras à mi-hauteur), la richesse, le revenu, la consommation, le capital social et la cohésion sociale etc.

II. Démarches

Instruments de mesure utilisés

Différentes phases des méthodologies

Enquêtes, mesures anthropomorphiques, outils de cartographie...

A l'échelle du village, mesure de l'accès au marché :

Démarche consistant à évaluer les coûts de transports : il est possible de mesurer la distance ou le temps du trajet depuis le village jusqu'à la ville la plus proche disposant d'un marché permanent. Ce sont les coûts effectifs d'une famille pour vendre ou acquérir des biens.

Dans la même logique, les coûts de transport peuvent être utilisés pour estimer le **degré d'accès aux services sociaux**.

L'évaluation du prix du panier de consommation de produits standards est réalisée dans les villages ayant un faible accès au marché (les produits manufacturés y sont inaccessibles ou chers). Les prix des biens inclus dans le panier sont obtenus par enquêtes. Les données récoltées permettent de construire 2 indicateurs du degré d'accès au marché : % de paniers de consommation vendus dans le village et le prix total des biens du panier.

A l'échelle de l'individu ou du ménage, les éléments de **démographie** tels que la taille, l'âge ou la composition du ménage influencent la consommation et la production de la famille.

Les auteurs utilisent l'**index des « Equivalents Homme Adulte »** pour contrôler les différences dans l'âge, le genre et la composition des familles dans l'expression des résultats.

Mesures qualitatives de la richesse de toutes les familles du village : les auteurs préconisent de s'intéresser aux matériaux utilisés pour la construction de l'habitat et d'établir un système de notation par classe de matériaux utilisés. L'évaluation de la richesse du village peut également se faire en auditionnant le chef de village : établissement d'un classement des familles en fonction de leur richesse. **Mesure quantitative de la richesse c'est à dire du revenu permanent** : peut être réalisée sur la base d'auditions des familles au sujet de leurs biens.

Les revenus des ménages sont estimés sur la base des déclarations des ménages ou sur la base d'auditions en détaillant la totalité des sources de revenu.

La mesure de la consommation des ménages repose 1/ sur l'observation directe, 2/ l'audition de personnes en détaillant les biens et services consommés (appel au souvenir) et 3/ les déclarations des personnes. Le degré d'effort pour collecter suffisamment de données pour l'analyse avec un niveau de fiabilité suffisant tend à décroître entre les méthodes 1 et 3. Il est fréquent de s'intéresser aux types de biens consommés, à la quantité, à la valeur des biens, au moyen et au lieu d'obtention du bien, au temps de transport pour obtenir le bien consommé.

Afin d'estimer la valeur des biens non commercialisés, les auteurs questionnent des groupes d'individus sur le prix qu'ils seraient prêts à payer pour ces biens s'ils étaient commercialisés (**technique de préférence déclarée**).

Capital social et cohésion sociale : évalué à travers le niveau de sécurité et d'entraide que les ménages obtiennent de la part de la communauté dans laquelle ils vivent.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

La méthode présentée nous paraît intéressante pour dresser un diagnostic socioéconomique dans des situations d'absence de données quantitatives ou de statistiques fiables. Elle repose toutefois largement sur des éléments déclaratifs.

Toutes les mesures réalisées ne nous paraissent pas forcément intéressantes, en particulier dans le cas des parcs français (ex : mesures anthropomorphiques). Cette démarche ne nous paraît pas spécifique à l'évaluation des retombées économiques de la protection de la nature. Elle n'isole pas le seul effet des parcs sur la population locale. En outre, il nous paraît surprenant qu'elle ne s'intéresse pas aux systèmes productifs et aux relations sociales de production en lien avec l'utilisation des ressources naturelles.

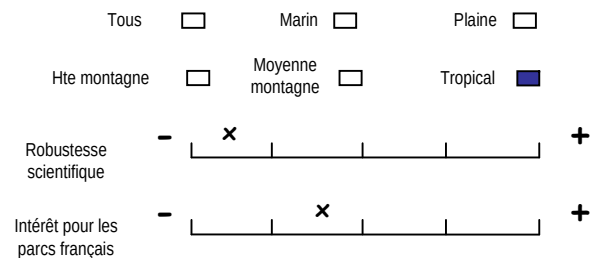
III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

Les auteurs préfèrent-ils une méthode plutôt qu'une autre?

Il s'agit d'une méthode de diagnostic développée par les auteurs qui doit permettre d'évaluer l'influence des actions de conservation de la nature sur le bien-être des populations locales.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

Auteur de l'étude (ou correspondant)
USAID, Wildlife Conservation Society

Références utiles signalées par l'étude

U Absence de références

Références
du document

Titre : **Assessing the economic value of ecosystem conservation**
Date de publication : 2004

Auteur : Stefano Pagiola, Konrad von Ritter, Joshua Bishop

Langue de publication : Anglais

Type de document : rapport d'étude

Nombre de pages : 58

Organisme commanditaire du rapport : World bank environment department, Nature Conservancy, IUCN-The world conservation union

Espace
concerné

Type d'espace naturel : Différents types d'écosystèmes

Pays : Potentiellement tous

Périmètre de l'évaluation économique : Villes, forêts, communautés locales, régions géographiques.

Population concernées : Toutes les parties prenantes d'un écosystème : population résidente / touristes / entrepreneurs...

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : oui

Valeur et/ou impacts du patrimoine culturel : non

Valeur et/ou impacts d'un attribut naturel précis : oui

Méthodologie(s)
présentée(s)

- ↳ Méthodes des préférences révélées : fonction de production, coût de la maladie, coûts de remplacement, coût des déplacements et prix hédoniques.

- ↳ Méthodes des préférences déclarées : évaluation contingente et modélisation des choix.

- ↳ Autres méthodes : transfert de bénéfices.

Principaux
concepts
mobilisés et
définis

- ↳ La définition d'un écosystème et de ses différents types de services rendus, selon le document du *Millenium ecosystem assessment's*.

- ↳ La définition de la valeur économique totale d'un écosystème, défini selon sa valeur d'usage (directe, indirecte et d'option) et sa valeur de non usage (autrement dit sa valeur d'existence).

Objectifs
de l'étude

- ↳ Différencier les différentes approches d'évaluation économique de biens environnementaux, selon les contextes politiques dans lesquelles elles sont effectuées.

Type
d'espace

Parc national ☐

Réserve naturelle ☐

Autre espace protégé ☒

Parc régional ☐

Périmètre évalué

Zone de l'espace naturel ☒

Vicinité ☒

Région ☒

Territoire national ☒

Villes, forêts.

Autre

Types de méthodes

Méthodes d'analyse des retombées économiques

Compilation de données diverses ☐

Analyse du système d'activités ☐

Analyse budgétaire ☐

Analyse Coûts-bénéfices ☒

Enquête fréquentation et attractivité ☒

Analyse Input-output ☐

Méthodes de valorisation

Evaluation contingente ☒

Méthode des prix hédoniques ☒

Modélisation des choix ☒

Autre méthode académique

Méthode des coûts de transport ☒

Transferts de bénéfices, coût de la maladie, fonction de production, et coût de remplacement.

Méthodologies de l'évaluation des retombées économiques des usages récréatifs

I. Contextes et objectifs

Contextes de mobilisation des méthodologies

Objectifs des études mobilisant ces méthodes – types de résultats recherchés

- ↳ **Une pression sur les écosystèmes de plus en plus fortes**
Dans un contexte de fortes pressions (agricoles, industrielles et résidentielles) sur les écosystèmes, de par un développement démographique mondial important, les écosystèmes ont de plus en plus de mal à répondre aux demandes humaines, notamment en terme d'eau et de fertilité des sols. De plus, les différents écosystèmes ont de plus en plus de mal à assimiler les déchets humains, ce qui se traduit par une augmentation des pollutions atmosphériques, d'eau et de sols.
S'il y a encore quelques années, les économistes mettaient en garde contre les tentatives de valorisation des biens environnementaux, aujourd'hui la littérature scientifique économique regorge de ce genre d'évaluation.
Le texte répond à la question : comment évaluer un bien environnemental ? Les auteurs définissent une typologie de quatre grandes approches, selon l'aspect évalué du bien environnemental.
- ↳ **Quatre grands types d'approches de l'évaluation de biens environnementaux**
Évaluation de la valeur totale des bénéfices rendus par un écosystème
Ce genre d'évaluation repose le plus souvent sur des écosystèmes de large ampleur. Elles permettent d'identifier les différentes contributions rendues par un écosystème à une société.
Évaluation des bénéfices engendrés par une intervention sur l'écosystème
Elles interviennent le plus souvent avant la mise en place d'un projet de restauration ou d'aménagement d'un écosystème et elles permettent d'évaluer si le projet est économiquement valable.
Évaluation des coûts et bénéfices pour les différentes parties prenantes d'un écosystème
Elles permettent d'identifier les perdants et les gagnants d'un écosystème à des fins d'équité ou pratiques.
Évaluation des sources de financement possible pour une intervention sur un écosystème
Elles ont pour but d'identifier les groupes économiquement bénéficiaires d'un écosystème afin de pouvoir les solliciter dans le cadre d'un financement pérenne.

II. La démarche

Méthodologies mobilisées

Méthodes des préférences révélées et leurs techniques :

La fonction de production : la valeur nette de production de biens
Le coût de la maladie : valeur d'une vie humaine et l'impact sur la santé
Le coût de remplacement : l'ampleur des pertes de biens et services et le coût pour les remplacer
Le coût des déplacements : enquête par questionnaire
Les prix hédoniques : prix et caractéristiques des biens

Méthodes des préférences déclarées et leurs techniques:

L'évaluation contingente : enquête par questionnaire et consentement à payer
Modélisation des choix : enquête par questionnaire

Autres méthodes et leurs techniques :

Transfert de bénéfices : évaluation de deux sites semblables

Différents objets de l'évaluation

Évaluation de la valeur totale des bénéfices rendus par un écosystème

Pour évaluer les bénéfices apportés par un écosystème, il faut dans un premier temps identifier les différents bénéfices, les quantifier et enfin leur attribuer une valeur monétaire. Les auteurs distinguent quatre types de valeurs apportées par un écosystème : les valeurs de consommation directe (extraction de bois forestier), de consommation indirecte (activités récréatives), les valeurs indirectes (eau potable) et les valeurs d'existence (la biodiversité).

Évaluation des bénéfices engendrés par une intervention sur l'écosystème

L'évaluation de l'impact d'un projet de conservation d'un écosystème doit permettre de calculer les bénéfices nets retirés du programme. Ainsi, en comparant les bénéfices retirés en l'état actuel de l'écosystème aux bénéfices retirés dans le futur sans programme de conservation, on obtient l'impact de la dégradation de l'écosystème. Enfin si l'on compare, les bénéfices envisagés dans le futur sans conservation aux bénéfices escomptés après le programme de conservation, on obtient le bénéfice net apporté par le programme.

Différentes phases des méthodologies

Évaluation des coûts et des bénéfices pour les différentes parties prenantes d'un écosystème

Elles permettent d'identifier les perdants et les gagnants d'un écosystème. Ces évaluations ont un intérêt stratégique car elles identifient les groupes qui sont *a priori* favorables ou non à un changement de management. Pour cela, les études reprennent les différents types de services apportés par un écosystème et identifient les bénéficiaires de ces services en fonction de trois groupes : communautés locales, reste du pays et communauté mondiale.

Évaluation des sources de financement possible pour une intervention sur un écosystème

Ce type d'évaluation découle du précédent type. Une fois les bénéfices rendus par les services identifiés ainsi que leurs bénéficiaires, il ne reste plus qu'à identifier les apports financiers actuels et possibles que peuvent apporter les bénéficiaires pour une intervention sur l'écosystème. Ce type d'évaluation est peu courant en France et demeure l'approche la plus opérationnelle en terme d'actions de conservation.

Intérêt et limites selon CREDOC

Ce texte méthodologique est très complet, il aborde toutes les méthodes et techniques disponibles dans l'évaluation économique des biens environnementaux. De plus, l'exhaustivité du texte ne l'empêche pas d'être très clair et facile d'accès. En somme, ce texte est idéal pour donner un état des lieux des méthodes d'évaluation économique de biens environnementaux à un novice. Dans un premier temps, les auteurs définissent le terme d'écosystème et les services qu'il peut rendre, avant d'approfondir les différents types d'approches les plus couramment utilisées en terme de valorisation des biens environnementaux et leurs limites.

De plus, l'étude est complétée par une sélection d'évaluations de biens environnementaux, résumées en une page chacune. Ces 10 études de cas permettent d'illustrer les différentes approches proposées par les auteurs et de mettre en avant des cas typiques d'évaluation.

Enseignements valorisables par les parcs français

La dernière approche proposée, à savoir identifier les différentes sources de financement possible pour une mesure de conservation, est une approche méconnue en France mais intéressante pour les parcs naturels français. Les auteurs exposent la méthodologie adéquate pour ce genre d'approche.

III. Limites des méthodologies présentées

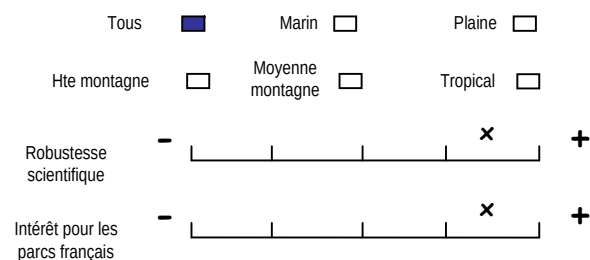
Limites signalées par les auteurs

Les auteurs préfèrent-ils une méthode plutôt qu'une autre?

Les auteurs constatent que si une grande partie des services rendus par les écosystèmes peut être quantifiée, tous ne peuvent pas être renseignés. Les données physiques des services rendus sont en général plus difficiles à obtenir que les données économiques. De plus, les valeurs d'option et d'existence sont plus difficiles à évaluer que les autres valeurs.

Les auteurs relèvent de nombreux écueils à éviter lors d'une évaluation économique de biens environnementaux. Ils exposent en particulier les précautions à prendre dans la mise en œuvre de la méthode des coûts de remplacement et la méthode des transferts de bénéfices.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

World bank environment departement, Nature Conservancy, IUCN-The world conservation union

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Stefano Pagiola, Konrad von Ritter, Joshua Bishop

Références utiles signalées par l'étude

- Millennium ecosystem assessment, Ecosystems and human well-being : a framework for assessment. Washington : ressources for the future, 2003.

Références
du document

Titre : **Évaluation économique des aménités récréatives d'une zone humide intérieure : le cas du lac du der**
Auteur : Sylvie Scherrer

Type de document : rapport d'étude

Organisme commanditaire du rapport : Direction des études économiques et de l'évaluation environnementale

Date de publication : 2003

Langue de publication : française

Nombre de pages : 76

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Le lac du der

Région : Champagne-Ardenne

Type d'institution gestionnaire de l'espace : nc

Surface de l'espace naturel protégé : 4 800 hectares

Activités humaines sur et à proximité de l'espace :
développement de loisirs sur et à proximité du lac (tourisme bleu,
tourisme vert...)

Existence de patrimoine culturel : non

Patrimoine naturel le plus notable : site ornithologique ou se
côtoient 270 espèces d'oiseaux (hérons, grues cendrées...)

Objectifs
de l'étude

- ↳ Évaluer la valeur marchande des bénéfices récréatifs proposés
par le lac du Der

Type
d'approche(s)

- ↳ Méthode d'évaluation contingente à partir de 3 scénarios fictifs
: supplément d'impôts locaux, don à un fonds spécifique et
paiement d'un droit de stationnement
- ↳ Méthode des coûts des transports pour évaluer la valeur
minimale que les interrogés accordent au lac du Der

Type
d'espace

Parc national ☐

Réserve
naturelle ☐

Autre espace
protégé ☒

Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐

Haute
montagne ☐

Moyenne
montagne ☐

Plaine ☐

Tropical ☐

Autre ☐ lac

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de
données diverses ☐

Analyse du système
d'activités ☐

Analyse
budgétaire ☐

Analyse
Coûts-bénéfices ☐

Enquête
fréquentation et
attractivité ☒

Analyse
Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation
contingente ☒

Méthode des prix
hédoniques ☐

Modélisation
des choix ☐

Autres
méthodes ☐

Méthode des coûts
de transport ☒

Autre méthode
académique ☐

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

- u La mise en œuvre d'actions de protection et d'aménagement des zones humides a un coût, qui peut être relativement important. L'évaluation des avantages conférés par les zones humides, qu'ils soient marchands ou non marchands, est intéressante pour mettre en perspective le coût des travaux. C'est dans ce contexte que la D4E a demandé l'évaluation économique des aménités récréatives du lac du Der, car celui ci présentait de nombreux avantages récréatifs.
- u **Deux enquêtes par questionnaire**
Deux types d'enquêtes ont été menées : une enquête téléphonique et une enquête en face à face sur place. L'enquête par téléphone a été effectué auprès d'un échantillon de 2 021 personnes représentative des départements de l'Aube, la Marne, la Haute-Marne et la Meuse. L'enquête sur place a été menée auprès de 241 personnes sur le site du lac et sur des jours de week end.
C'est l'institut de sondage, IFOP qui a effectué les deux enquêtes. Le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable a collaboré à la rédaction du questionnaire et a effectué l'exploitation des données.
- u **Évaluation contingente de la valeur des avantages du lac de Der**
Cette méthode consiste à demander la somme que les individus serait prêts à verser, en fonction de trois scénarios fictifs, pour financer les coûts liés à la protection et l'entretien du lac. Cela permet donc de révéler les préférences (déclarés) et les consentements à payer des individus, pour bénéficier des avantages récréatifs liés au lac du Der.
- u **Méthodes des coûts de transports pour estimer la valeur du lac de Der**
Cette méthode permet d'estimer la valeur que les individus retirent des activités récréatives proposées par le lac, à partir des coûts de transport qu'ils consentent à payer pour se rendre sur le site. Bien entendu, dans le cadre de l'étude, seuls les visiteurs du lac ont été interrogés sur les caractéristiques de leur trajet.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Évaluation contingente de la valeur des avantages du lac de Der

Les résultats obtenus par l'évaluation contingente sont sensiblement différents selon les deux enquêtes. Pour l'enquête téléphonique, 43% des individus interrogés accepteraient de payer un supplément d'impôt pour protéger et entretenir le lac du Der, 57% de verser à un fonds spécifique et 69% de contribuer à un droit de stationnement. Pour l'enquête sur place, on obtient des consentement à payer plus faibles, 22% accepteraient de contribuer à un supplément d'impôt, 48% de verser un don et 35% de payer un droit de stationnement.

Les montants exprimés en euros diffèrent selon la méthode de calcul retenue. Si on ne retient que les valeurs strictement positives obtenues de l'enquête téléphonique : on obtient une somme de 40 euros pour les impôts et par an, 22 euros pour le don unique et 3,12 euros pour le droit de stationner (sans changer ses fréquences de visite). Selon une autre méthode de calcul, qui ne retient que les valeurs positives et les vrais zéros (pas assez de moyens financiers et pas nécessaire de remettre en état), les résultats sont les suivants : 33 euros pour les impôts, 19 pour le don et 3 euros pour le droit de stationnement.

La modélisation du consentement à payer permet de faire ressortir quelques constats : les hommes apparaissent moins disposés à payer que les femmes, le revenu a une influence positive sur la propension à payer, la profession a une influence sur le scénario du droit de stationnement (les professions libérales et cadres supérieurs sont plus enclins à payer de cette façon que les autres professions).

Méthodes des coûts de transports pour estimer la valeur du lac de Der

Pour calculer le coût de transport pour venir au lac, les personnes ont été interrogés sur le nombre de kilomètres effectués, le nombre de personne faisant partie du trajet ainsi que le nombre de chevaux fiscaux de la voiture utilisée. Le coût de transport moyen pour les enquêtés sur place est de 46 euros tandis qu'il est seulement de 9,5 euros pour les enquêtés au téléphone. La variable revenu a une influence positive sur le nombre de visite effectuée au lac ainsi que le fait d'avoir moins de 25 ans ou plus de 65 ans.

Impacts sur activité touristique

Les activités récréatives proposées par le lac du Der

Les enquêtes ont permis de faire ressortir les pratiques et comportements de visites des personnes se rendant au lac du Der. Ainsi, on apprend de l'enquête téléphonique, que plus de la moitié des interrogés déclarent se rendre souvent voire très souvent au lac et que 30% précisent s'y être rendu entre 3 et 8 fois sur les 12 derniers mois.

Dans la quasi totalité des cas, les enquêtés s'y rendent en voiture (pour la moitié d'entre eux, le trajet dure entre 16 et 30 minutes).

L'enquête a aussi permis de faire ressortir les activités les plus pratiquées au lac. Pour l'enquête par téléphone, il a été demandé aux individus de ne citer que les deux activités effectuées lors de leurs dernières visites au lac. Dans les 3/4 des cas, ce sont la promenade et la randonnée qui sont citées. Pour l'enquête sur place, il a été demandé l'activité pratiquée le jour de l'enquête (sachant que c'était le mois de novembre). L'observation des oiseaux ressort comme première activité (47% des répondants).

Intérêt et limites selon CREDOC

Le texte est facile d'accès, l'auteure prend soin d'expliquer les deux méthodes utilisées (évaluation contingente et méthode des coûts des transports) mais aussi d'expliquer les différentes formules applicables aux méthodes.

Ce texte vient compléter une série d'études économiques sur la valeur des biens environnementaux, effectuée par l'auteure. Si les différentes études se ressemblent dans les méthodes utilisées, l'intérêt de celles-ci réside dans les biens environnementaux abordés : espaces littoraux, forêt ou encore zone humide pour celui-ci.

Enseignements valorisables par les parcs français

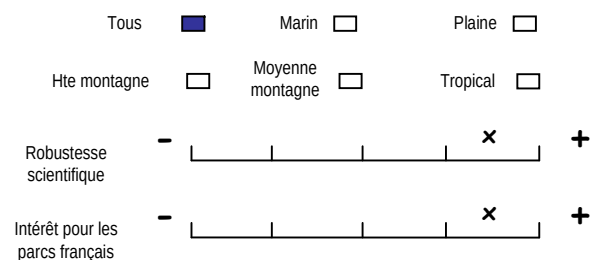
On peut remarquer dans les annexes des fiches explicatives des méthodes de valorisation : l'évaluation contingente et la méthode des coûts des transports. Ces fiches, issues d'un document de travail de la D4E, permettent de faire le point ou d'introduire ces deux méthodes, pour des non experts qui souhaiteraient en connaître davantage.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

L'auteure est attentive à expliquer les différents calculs possibles selon les formules et les options retenues (consentement à payer avec ou sans les faux zéros, coût des transports avec ou sans opportunité de temps). De plus, elle fournit à chaque fois les différents résultats des différentes méthodes de calcul.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

Direction des études économiques et de l'évaluation environnementale

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Sylvie Scherrer

Références utiles signalées par l'étude

- Sherrer Sylvie, *Méthodologie de valorisation des biens environnementaux*, Série Méthodes, MATE-D4E, document de travail n° 02-E02, 2002.

Références
du document

Titre : Analyse coûts-avantages de la restauration d'une rivière : le cas du Gardon aval.

Auteur : Patrick Chegrani

Date de publication : 2007

Type de document : rapport d'étude

Langue de publication : française

Organisme commanditaire du rapport : Direction des études économiques et de l'évaluation environnementale (D4E)

Nombre de pages : 157

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : l'aval de la rivière le Gardon dans le sud est de la France

Région : Languedoc-Roussillon

Type d'institution gestionnaire de l'espace : nc

Surface de l'espace naturel protégé : 25 km de longueur

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : Activité agricole (viticulture, arboriculture, maraîchage), industrielle (teinturerie) et touristique.

Existence de patrimoine culturel : Le pont-du-Gard et existence d'un petit patrimoine lié à l'eau (ponts, moulins, lavoirs, fontaines...)

Patrimoine naturel le plus notable : Présence d'espèces rares comme le milan noir et le héron bihoreau.

Objectifs
de l'étude

- Proposer un exemple de réalisation d'analyse coûts-avantages sur la restauration d'un tronçon d'un cours d'eau donné, à savoir le Gardon aval. Ceci en lien avec l'objectif du bon état des eaux, fixé par la directive cadre sur l'eau.

Type
d'approche(s)

- Méthode des coûts de transports pour évaluer la valeur des activités récréatives proposées par le Gardon aval
- Méthode d'évaluation contingente pour estimer les avantages de l'atteinte du bon état des eaux du Gardon
- Méthode des coûts des transports pour estimer les bénéfices du bon état des eaux
- Analyse coûts-avantages finale pour faire le bilan en terme d'atteinte au bon état des eaux

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre rivière

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques
Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☒
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur
Evaluation contingente ☒ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes
Méthode des coûts de transport ☒ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

- u Avec l'établissement de la directive cadre sur l'eau par l'Union Européenne, l'analyse économique est introduit dans la gestion de l'eau comme outil d'aide à la décision. L'étude propose donc de réaliser un exemple d'analyse coûts-avantages, appliquer à l'aval de la rivière le Gardon. Celle ci poursuit le travail engagé par la D4E, en matière d'analyse coûts-bénéfice, avec l'étude sur la rivière le Loir, qui a donné lieu à la rédaction d'un guide de bonnes pratiques des méthodes de valorisation (méthodes des coûts de transports, méthode d'évaluation contingente).

La rivière du Gardon a été retenue car elle présentait des caractéristiques communes avec la rivière le Loir, ce qui permettait de faire un test du transfert de bénéfices (à partir des résultats des deux évaluations contingentes). De plus, le Gardon comme le Loir sont des rivières assez dégradées au niveau de l'état de leurs eaux.

u Deux modes d'enquêtes

Deux enquêtes ont été mises en place pour récolter les informations nécessaires. Une enquête par questionnaire en face à face et une autre téléphonique, dans les deux cas les questionnaire étaient différents.

La première enquête a été réalisée sur les bords du Gardon pendant 11 jours. 277 personnes ont ainsi été interrogés. Les données n'ont pas été redressées.

Pour la seconde enquête, par échantillon représentatif, ce sont 1 007 ménages qui ont été interrogés sur une semaine. Deux grands types de zones ont été retenues pour réaliser l'échantillon : le territoire de la masse d'eau (450 ménages) et sa zone d'influence (Nîmes, le sud et l'ouest soit 557 ménages). Les résultats de ces deux enquêtes ont un intervalle de confiance à 95 %.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

La valeur accordée à l'atteinte du bon état du Gardon par l'évaluation contingente

La méthode par évaluation contingente a permis d'estimer la somme maximale que les personnes interrogées étaient prêtes à verser pour la restauration et le maintien du bon état du Gardon. Le scénario fictif proposé était de contribuer financièrement et de manière volontaire à la création d'une structure chargée de réaliser les travaux et l'entretien nécessaire pour le bon état des eaux, sur le Gardon aval. Seuls les valeurs strictement positives et les vrais zéros (moyens financiers insuffisants et/ou pas concernés) ont été retenus dans les résultats affichés.

Le consentement à payer (CAP) obtenu par l'enquête en vis à vis est plus faible que celui par l'enquête au téléphone. Le CAP obtenu pour l'ensemble des usages récréatifs, par l'enquête sur le site, est de 16 euros. Pour l'enquête par téléphone, le CAP obtenu pour la pêche est de 31 euros, le CAP pour le kayak et la baignade de 17.

De ces résultats, l'auteur estime les bénéfices totaux de l'atteinte du bon état du cours d'eau. Pour cela, il multiplie le consentement à payer moyen par le nombre total de ménages. Ainsi, il estime le bénéfice total annuel de l'atteinte du bon état de l'eau du Gardon aval à 2,8 millions d'euros.

L'estimation du bénéfice de l'atteinte du bon état du Gardon par la méthode des coûts des transports

La méthode des coûts des transports a aussi été utilisé pour estimer l'atteinte au bon état des eaux du Gardon aval. Pour cela, l'auteur a comparé deux types de résultats issus de la méthode des coûts des transports : les surplus économiques retirés des usages récréatifs sur le Gardon actuel et les surplus retirés suite à (l'hypothétique) restauration de la rivière.

Il ressort de l'enquête téléphonique, une différence entre les deux surplus de 114 euros par personne et par an pour la promenade, 934 euros pour la pêche, 221 pour le kayak et 89 pour la baignade. Les résultats de l'enquête en vis à vis sur le site du Gardon sont moins élevés : 5 euros pour la promenade, par personne et par an, de surplus économique entre les deux scénarios (avant et après restauration) 114 euros pour la pêche et 97 pour le kayak.

Impacts sur
activité touristique

La valeur des activités récréatives proposées autour du Gardon

La valeur estimée des usages récréatifs a été estimée par la méthode des coûts des transports. Elle permet d'estimer cette valeur, en s'appuyant sur les dépenses que les usagers consentent à payer pour se rendre sur le Gardon à des fins récréatives. L'échantillon total retenu sur les deux enquêtes, est de 786 personnes. Si l'on retient les valeurs obtenues par l'enquête en vis à vis, on obtient 19,3 euros de surplus économique par visite pour une promenade, 12,8 pour la pêche et 12,6 pour le kayak. La valeur d'usage de la baignade, calculée à partir de l'enquête téléphonique, est de 12 euros par visite.

Analyse coûts
avantages

L'analyse coûts avantages de la restauration du Gardon aval

Cette analyse permet de montrer que les avantages retirés de la restauration du cours d'eau sont supérieurs aux coûts (différence nette entre les valeurs dégagées et le coût des actions arrondis à 36 millions d'euros).

Intérêt et limites
selon CREDOC

De par l'objectif initial de l'étude, réaliser un exemple d'analyse coûts avantages dans le domaine de la gestion de l'eau, l'étude se révèle être très rigoureuse et riche méthodologiquement. De plus, le protocole d'enquête est méticuleusement explicité à chaque nouvelle méthode utilisée.

La force de cette étude réside donc dans son enquête de terrain et les différentes techniques (évaluation contingente, méthode des transports, analyse coûts-avantages) mises à contribution pour estimer différentes valeurs (activités récréatives, état des eaux actuel du Gardon, état des eaux après travaux sur le Gardon). Ainsi l'étude se révèle précieuse pour servir de modèle à une analyse-coûts avantages solide.

Enseignements
valorisables par les
parcs français

Enfin, l'étude à le mérite de mettre en perspective ses résultats avec une précédente étude comparable, réalisée sur la rivière le Loir. Cela permet de calculer notamment les taux d'erreurs.

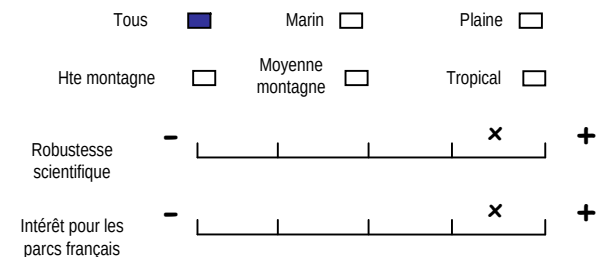
III. Intérêt de l'étude

Limites signalées
par les auteurs

L'auteur est attentif, tout au long de l'étude, à expliciter au maximum le protocole d'enquête et ses limites. Comme le fait que les données obtenues par l'enquête en vis à vis n'ont pas été redressées ou que certaines zones, de la zone totale d'influence du Gardon aval, n'ont pas été retenues dans la constitution de l'échantillon pour l'enquête téléphonique.

En conclusion, l'auteur justifie l'analyse coûts-avantages basée sur une évaluation contingente (qui permet de calculer les bénéfices retirés des actions de la directive cadre sur l'eau à partir des déclarations de consentement à payer) car d'une part cette dernière a été effectuée selon le guide de bonnes pratiques et d'autre part car elle révèle un réel attachement de la population locale au Gardon et ses activités.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

Direction des études économiques et de l'évaluation environnementale

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Patrick Chegrani

Références
utiles signalées
par l'étude

Direction des études économiques et de l'évaluation environnementale (D4E) (TERRA S) (2005a), Guide de bonnes pratiques pour la mise en œuvre de la méthode d'évaluation contingente, Document de travail 05-M04.

Direction des études économiques et de l'évaluation environnementale (D4E) (TERRA S) (2005b), Guide de bonnes pratiques pour la mise en œuvre de la méthode des coûts des transports, Document de travail 05-M05.

Références
du document

Titre : **Techniques to Value Environmental Resources: an Introductory Handbook**
Auteur : Australian Department of the Environment, S.P.O.R.T.S and Territories

Type de document : Livre

Nombre de pages : format html à l'adresse internet suivante : www.environment.gov.au
Date de publication : 1995

Langue de publication : Anglais

Espace
concerné

Type d'espace naturel : Tous, non précisé

Périmètre de l'évaluation économique : non précisé

Population concernées : non précisé

Valeur et/ou impacts du patrimoine culturel : oui non **nc**
(préciser au besoin)

Valeur et/ou impacts d'un attribut naturel précis : oui non **nc**
(préciser)

Objectifs
de l'étude

- ↳ Les principaux objectifs de ce guide sont de :
 - Montrer l'importance des valeurs environnementales pour la société,
 - Mettre en évidence l'importance de la valorisation économique dans la gestion de l'environnement,
 - Introduire le concept de valorisation économique en particulier de l'environnement,
 - Présenter une introduction aux techniques d'estimation des valeurs environnementales,
 - Et d'indiquer comment intégrer les valeurs environnementales aux politiques de développement et à l'expertise

Méthodologie(s)
présentée(s)

Dans cette fiche nous nous attacherons à présenter les techniques d'évaluation abordées dans **le chapitre 3** de cet ouvrage.

- ↳ Technique du changement de productivité,
- ↳ Technique du changement de revenu,
- ↳ Méthode des coûts de remplacement,
- ↳ Méthode des dépenses préventives,
- ↳ Technique de relocalisation des coûts.

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Périmètre évalué

Zone de l'espace naturel ☐ Vicinité ☐
Région ☐ Territoire national ☐
Autre ☐ **Non précisé**

Types de méthodes

Méthodes d'analyse des retombées économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes de valorisation

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Méthodologies de l'évaluation des retombées économiques

I. Contexte et objectifs

Contexte de mobilisation des méthodologies

Objectifs des études mobilisant ces méthodes – types de résultats recherchés

Technique du changement de productivité

- ↳ Les prix du marché peuvent fréquemment être utilisés pour estimer les résultats d'un processus productif. Les conditions environnementales affectent fréquemment ce type de processus. En conséquence, les valeurs d'un changement environnemental peuvent être dérivées du changement de productivité associé: un accroissement de production dû au changement est une mesure de l'augmentation des bénéfices, et une diminution de la production est une mesure de l'accentuation des coûts. Cette technique est largement utilisée dans les domaines de la conservation des terres, la gestion forestière, la gestion des bassins versants, le tourisme et élevage.

Méthode du changement de revenu

- ↳ Des revenus peuvent être perdus en raison d'une diminution du travail liée à une mauvaise santé, une maladie ou une mort prématurée. Chacun de ces problèmes peut avoir des causes environnementales comme la pollution. Inversement, des améliorations dans les domaines de la santé, du fait d'une amélioration de l'environnement, peuvent permettre des gains de revenus. La perte de santé est un coût environnemental et son amélioration un bénéfice. Cette méthode peut être utilisée quand il est possible d'établir un lien entre l'environnement, la santé et les revenus.

Méthode des coûts de remplacement

- ↳ Cette technique identifie les dépenses nécessaires au remplacement d'une ressource environnementale ou d'un bien ou service créé par l'homme. La dépense obtenue avec cette technique est une mesure du consentement minimum à payer pour continuer à percevoir un bénéfice particulier. Elle donne uniquement une estimation planché.

Méthode des dépenses préventives

- ↳ Les ménages consentent parfois à payer pour prévenir de dégâts à leur environnement et défendre ainsi le degré de satisfaction qu'ils en tirent. Ils feront ce genre de dépenses seulement s'ils estiment que les bénéfices liés à l'évitement des dégâts sont supérieurs aux paiements préventifs. Ce consentement à payer est une mesure du bénéfice de la protection.

Technique de relocalisation des coûts

- ↳ Dans cette méthode, comme dans la technique des dépenses préventives, les activités pour maintenir un certain niveau de bien-être ou de production sont coûteuses. Plutôt que des ajustements pour défendre une activité existante en un lieu donné, il s'agit ici de s'intéresser au coût de la relocalisation des activités individuelles, des firmes ou des ménages.

II. La démarche

Analyse des forces et des faiblesses des méthodologies

Technique du changement de productivité :

Forces/Avantages : Méthode de valorisation directe, liée à une observation des prix du marché et des niveaux de production.

Les faiblesses/difficultés de la méthode sont de définir les flux physiques de produits dans le temps, et d'assurer que le changement de flux est lié au changement environnemental.

Méthode du changement de revenu :

La principale faiblesse/difficulté de cette méthode réside dans le lien entre pollution et santé (la relation dose-réponse) et entre santé et revenu. Cette relation doit être identifiée à chaque application de la méthode.

Malgré cette difficulté majeure, elle présente les **forces/avantages** d'être directement applicable, de reposer sur des procédures établies et des données actuelles et de valoriser des dégâts présents.

La méthode des coûts de remplacement :

Elle présente l'**avantage** d'être relativement simple à mettre en œuvre, ce qui en fait une méthode largement appliquée. De plus, les coûts de remplacement constituent une mesure utile du bénéfice quand ils sont utilisés dans le cadre d'un usage de l'environnement socialement contesté. **Les faiblesses/difficultés** de cette méthode concernent le fait que les biens et services de remplacement doivent être identiques ou au moins substituables aux services ou bien originels ; le remplacement doit permettre de restaurer les bénéfices perdus en raison des effets environnementaux (et non les bénéfices dû à un usage et une usure normale); la méthode suppose, peut-être raisonnablement, que le bénéfice du remplacement excède le coût : le coût de remplacement fournit seulement une évaluation minimum du bénéfice.

Méthode des dépenses préventives : Cette technique fournit théoriquement des mesures correctes du bien-être. L'attitude défensive peut rapidement être observée, ou au moins prédite avec une probabilité raisonnable assez facilement. Les dépenses préventives sont réalisées sur le marché.

Les **difficultés/ faiblesses** de cette méthode est qu'elle donne une estimation à minima du bénéfice et que l'attitude défensive peut avoir d'autres bénéfices dont le paiement doit être séparé de l'analyse.

La technique de relocalisation des coûts : Cette méthode fournit un moyen direct de prendre en compte le coût des dégâts dans l'évaluation. Si le développement d'une ressource environnementale peut créer une nouvelle activité ou une facilité de (re)localisation, les coûts de relocalisation constituent une charge légitime contre le projet. Il existe un grand nombre de site de (re)localisation possibles : on considère le plus souvent le coût le plus faible.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Ce guide passe en revue les différentes méthodes de valorisation et d'évaluation économiques de l'environnement de manière relativement simple.

Il présente l'intérêt d'en présenter les principaux avantages et inconvénients de manière succincte.

Toutefois, ce document aurait été profitablement enrichi avec des illustrations par des études de cas ou des exemples chiffrés.

Sur les méthodes présentées :

La méthode des changements de revenus nous paraît extrêmement délicate à mettre en œuvre, les liens santé-environnement étant difficiles à mettre en évidence de manière directe et à quantifier.

La technique de relocalisation des coûts nous semble également devoir être manipulée avec précaution : l'ensemble des possibles de localisations alternatives est vaste, et les variations de coûts et bénéfices qui en découlent également. En outre, les choix de localisation d'une entreprise peuvent être totalement indépendants des aménités environnementales; Enfin, l'impact social du changement de localisation d'une entreprise doit être pris en considération.

III. Limites des méthodologies présentées

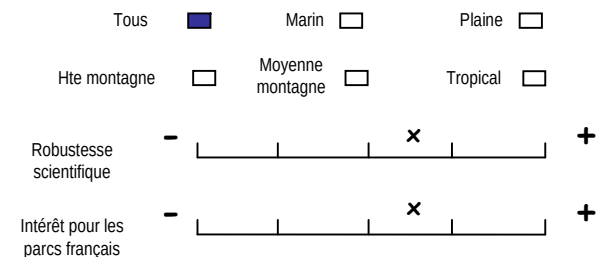
Limites signalées par les auteurs

Les auteurs préfèrent-ils une méthode plutôt qu'une autre?

En complément des intérêts et limites présentés précédemment, les auteurs discutent la validité théorique de ces méthodes. Ainsi, hormis la technique des dépenses préventives et celle du changement de productivité, ces méthodes sous-estiment la valeurs des bénéfices. En effet, des coûts plus élevés auraient pu être obtenus si cela avait été nécessaire. Les valeurs obtenues ne peuvent être utilisées qu'en tant que minimums et de manière prudente.

Toutes ces méthodes s'appuient sur des revenus, des coûts et de comportements observables.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Australian Department of the Environment, S.P.O.R.T.S and Territories

Références utiles signalées par l'étude

- Streeter, Mark & Hamilton, Clive (1991) An Economic Analysis of the Forests of South Eastern Australia, Research Paper No.5, Resource Assessment Commission, Australian Government Publishing Service, Canberra.
- James, David (1991) The Application of Economic Techniques in Environmental Impact Assessment: Guide to Analysis and Procedures, David James Ecoservices Pty Ltd.

Références
du document

Titre : Valoriser l'action publique

Auteur : Bruno Maresca, Marial Ranvier, Anne Dujin

Type de document : Cahier de recherche du CREDOC

Organisme commanditaire du rapport : CREDOC

Date de publication : 2006

Langue de publication : française

Nombre de pages : 126

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Marais de l'Erdre (France)

Région : Pays de Loire

Type d'institution gestionnaire de l'espace : opérateur Natura 2000

Surface de l'espace naturel protégé : 2500 ha

Activités humaines sur et à proximité de l'espace :

Exploitation de tourbe, élevage sur prairies humides, pêche et chasse professionnelle, navigation, sports nautiques

Existence de patrimoine culturel : cours navigable de l'Erdre

Patrimoine naturel le plus notable :

Flore et faune des marais

Objectifs
de l'étude

- L'application de l'analyse conjointe à l'évaluation du programme Natura 2000 sur le site des marais de l'Erdre a pour finalité de faire arbitrer la population riveraine du site sur le niveau d'ambition du programme optimum à retenir. L'enquête a consisté à placer les riverains interrogés devant plusieurs alternatives de manière à les faire choisir, sous contrainte financière, entre :
 - le programme de base, c'est-à-dire le niveau actuel de Natura 2000 permis par le budget disponible (très inférieur aux fonds nécessaires pour la réalisation de tout le programme) ;
 - Trois niveaux de réalisation plus ambitieux, chaque niveau se traduisant par des objectifs quantifiés à atteindre en termes de longueur de canaux entretenus, de surface d'entretien de prairies humides, de longueurs de rives entretenus, de nombre d'espèce protégées. A chaque niveau de contribution, correspond une contribution financière annuelle.

Type
d'approche(s)

- L'analyse conjointe est une technique issue de l'analyse marketing, qui permet d'identifier la valeur de différentes options en s'appuyant sur les préférences des sujets. Appliquée au domaine environnemental, elle sert à estimer les valeurs d'usage et de non usage d'un écosystème ou d'un service rendu par l'environnement à partir de choix faits entre des situations virtuelles. (voir glossaire pour une définition plus complète)

Type
d'espace

Parc national ☐

Parc régional ☐

Réserve naturelle ☐

Autre espace protégé ☒

Type de milieu

Marin ☐

Plaine ☒

Haute montagne ☐

Tropical ☐

Moyenne montagne ☐

Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐

Analyse budgétaire ☐

Enquête fréquentation et attractivité ☐

Analyse du système d'activités ☐

Analyse Coûts-bénéfices ☐

Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐

Modélisation des choix ☐

Méthode des coûts de transport ☐

Méthode des prix hédoniques ☐

Analyse conjointe ☒

Autre méthode académique

Évaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

- ↳ Les 4 axes d'action du programme ont permis de formaliser 4 attributs assortis chacun de 3 modalités possibles correspondant aux différents niveaux de réalisation. Un 5e attribut, représentant la contribution financière annuelle par ménage, a également été défini en 3 modalités (20, 40, 60). Les différentes modalités de ces 5 attributs ont ensuite été associées de manière aléatoire afin de construire des scénarios entre lesquels les personnes interrogées ont effectué leur choix.
- ↳ L'enquête a été réalisée en février 2006 auprès d'un échantillon de 420 personnes représentatif de la population des 7 communes riveraines des marais de l'Erdre. Les refus d'arbitrage ont été nombreux : 26% des individus ont retenu systématiquement le scénario de base, manifestant par là leur refus du principe de la contribution financière. Cette attitude est associée à une sensibilité au prix plus forte que la moyenne. Toutefois, globalement, 74% des personnes interrogées ont choisi au moins une fois la réalisation d'un programme plus ambitieux, en acceptant la contribution financière associée à ce choix. La population des 7 communes riveraines des marais de l'Erdre est estimée à 22 500 foyers en 2005. C'est ce chiffre qui a été pris en compte pour estimer l'apport financier de la contribution des ménages.
- ↳ Ces choix ont ensuite été analysés au moyen d'un modèle économétrique qui a permis :
 - d'extraire la valeur, ou consentement à payer accordée par les personnes interrogées à chacun des axes du programme ;
 - d'estimer le taux d'acceptation d'un programme par la population, en fonction du niveau retenu pour les 4 axes d'action et pour la contribution financière.
- ↳ En rapprochant ces résultats de l'évaluation économique des coûts de mise en œuvre du programme, il a été possible de construire un outil de simulation permettant d'établir un diagnostic d'évaluation du programme en termes :
 - d'acceptabilité économique : les recettes générées par les contributions individuelles compensent-elles les coûts de mise en œuvre ?
 - d'acceptabilité sociale : le programme proposé est-il acceptable aux yeux d'une fraction majoritaire de la population.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Les préférences des riverains

- ↳ Des 4 axes d'action, le nombre d'espèces protégées est celui qui entraîne l'adhésion la plus forte. La finalité de la protection de la biodiversité est retraduite par la population locale d'abord en nombre d'espèces faisant l'objet de protection. Chaque foyer est prêt à déboursier au moins 4 par an pour la protection d'une espèce supplémentaire. L'entretien des berges est également importante. Cet axe fait écho à l'intérêt que revêt, pour eux, la dimension paysagère de l'Erdre. Pour traiter 10% de longueur de berge en plus de ce que permet le programme de base, ils sont prêts à contribuer à hauteur de 5. L'entretien des canaux revêt une importance moindre (contribution inférieure à 2). Enfin, les riverains ne sont pas prêts à payer pour abonder le programme concernant l'entretien des prairies. Ils estiment que la responsabilité en incombe aux exploitants agricoles. Pourtant, les prairies humides constituent un milieu écologique majeur dont l'entretien est un axe essentiel du programme.

L'hétérogénéité des consentements à payer

- ↳ Dans les choix des individus interviennent des déterminants sociologiques (âge, revenu, diplôme), le poids des opinions (la sensibilité à la protection de la nature), et le poids des usages (activités sur le site). Plusieurs logiques d'arbitrage sont possibles en fonction des intérêts qui guident les individus, d'où des CAP très différents. Le niveau de valorisation du programme se situe entre deux extrêmes :

- l'évaluation *a minima* des habitants âgés, au mieux de 22 pour le niveau 3 des objectifs, 42% refusant de payer une contribution individuelle ;
- l'évaluation *a maxima* des classes moyennes nouvelles venues et "écophiles" qui, pour le même niveau d'objectif peut atteindre 89.

La contribution financière potentielle varie donc dans un rapport de 2,5, conduisant à des conclusions opérationnelles très différentes : dans le premier cas on se situe à 79% d'adhésion de la population, mais sans équilibrer le programme pour le niveau 3 d'objectifs. Dans le second cas, la recette excède largement le coût de Natura 2000, mais seulement 50% de la population sont acquis à cette option.

III. Intérêt de l'étude

Définir le programme optimum

↳ Du point de vue des riverains, du site, l'option susceptible de satisfaire le plus grand nombre correspond à un programme dans lequel on vise le maximum pour le nombre d'espèces à protéger et pour la longueur de berges entretenues le long de la rivière. En maximisant les niveaux d'objectif de ces deux axes, et en minimisant les niveaux d'objectif des autres axes, on établit un programme qui présenterait un coût de mise en œuvre annuel de 300 000. L'outil de simulation développé par le CREDOC permet de calculer que la réalisation d'un tel programme requiert une contribution annuelle de 5 par ménage : compte tenu des objectifs affichés (7 espèces à protéger, 50% de la longueur des berges stabilisée), on peut escompter que 84% des riverains seront acquis à cette option. C'est l'équation la plus favorable pour minimiser la contribution individuelle et maximiser son acceptation dans la population locale.

Intérêt et limites selon CREDOC

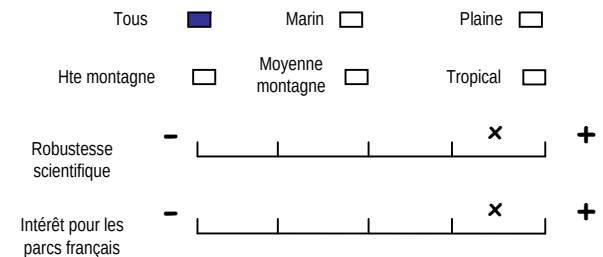
↳ Les arbitrages du grand public révèlent un système de préférences qui s'éloigne, sur certains aspects, des la structure du programme qui a été conçu par les experts. Les résultats de l'enquête sont donc à manier avec précaution. Les personnes interrogées arbitrent sans prendre la mesure des contraintes techniques. L'objectif principal - protéger la biodiversité- requiert un développement simultané des différents axes d'action : la protection des espèces ne peut être atteinte sans une protection de leurs habitats, ce qui suppose d'assurer le curage des canaux et le désherbage des prairies humides, attributs moins valorisés par les riverains. Toutefois, en conservant la structure du programme conçu par les experts, l'outil de simulation indique qu'il est possible de mettre en œuvre le programme à son niveau le plus ambitieux (7 espèces à protéger, 50% de la longueur des berges stabilisés, 70% de la longueur des canaux entretenus et nettoyés), pour un montant de contribution individuelle de 27 acceptable pour les ¾ de la population.

Enseignements valorisables par les parcs français

L'analyse conjointe ainsi mise en œuvre présente un intérêt pour la réflexion opérationnelle sur la mise en œuvre des dispositifs environnementaux car elle permet de raisonner des alternatives en s'appuyant sur le bilan financier de la valorisation du programme. En focalisant l'analyse, non pas sur la valeur donnée au bien visé (la biodiversité) comme c'est le cas pour l'évaluation contingente, mais sur les modalités du programme public qui valorise le bien (le programme Natura 2000), l'analyse conjointe alimente la réflexion opérationnelle sur les dimensions de l'adhésion des individus aux objectifs de l'action publique.

Une telle démarche peut être transposée à l'évaluation économique de toute politique environnementale dès lors que la prise de décision ne porte pas uniquement sur l'opportunité sociale ou politique des finalités de l'action mais intègre la question de l'allocation des ressources. Appliquée aux Parcs français, elle permet de faire arbitrer la population sur le niveau d'ambition de la politique environnementale à mener sur le site.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
CREDOC

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Bruno MARESCA : maresca@credoc.fr

Références utiles signalées par l'étude

M. Le Gall-Ely, P. Robert-Demontrond [2005], *Méthodes d'évaluation contingente et d'analyse conjointe*, Rennes, Editions Apogée.

Références
du document

Titre : L'évaluation économique et institutionnelle du programme Natura 2000 en France

Auteur : Bruno Maresca, Anne Dujin, Guy Poquet, Martial Ranvier, Anne-Lise Ughetto (Crédoc/Biotope)

Type de document : rapport d'étude

Organisme commanditaire du rapport : MEDAD, D4E

Date de publication : 2008

Langue de publication : française

Nombre de pages : 246

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Plaine de la Crau, Massif des Bauges, Baie de Paimpol (France)

Région : PACA, Rhône-Alpes, Bretagne

Type d'institution gestionnaire de l'espace :

La Crau : Comité du Foin de Crau

Massif des Bauges : PNR du massif des Bauges

Trégor-Goëlo : Communauté de Communes de Paimpol-Goëlo

Surface de l'espace naturel protégé :

Crau : 31 460 ha

Bauges : 14 477 ha

Trégor-Goëlo : 13 790 ha

Activités humaines sur et à proximité de l'espace :

Crau : élevage ovin, arboriculture, activités industrielles et militaires

Bauges : activités forestières, pastorales et agricoles, touristiques et de loisir

Trégor-Goëlo : ostréiculture, exploitation d'algues, extraction de matériaux marins, activités de plaisance, agriculture côtière.

Existence de patrimoine culturel :

Crau : transhumance, domaines agricoles traditionnels

Trégor-Goëlo : Sillon de Talbert, abbaye de Beauport...

Bauges : nc

Patrimoine naturel le plus notable

Crau : coussoul

Trégor-Goëlo : estran

Bauges : faune et flore alpines

Objectifs
de l'étude

- ↳ L'étude a pour objectif d'évaluer le programme Natura 2000 sur trois sites (Plaine de la Crau, massif des Bauges, Trégor-Goëlo) en combinant une analyse institutionnelle de la mise en œuvre du programme et une analyse économique de l'impact de Natura 2000 sur l'espace considéré.
- ↳ Deux méthodes d'analyse coûts-bénéfices sont proposées, l'une mobilisant une méthode d'évaluation monétaire des biens non marchands, l'analyse conjointe, l'autre centrée sur l'adaptation des systèmes économiques locaux aux exigences de Natura 2000.

Type
d'approche(s)

- ↳ **L'analyse coûts-bénéfices économique** est basée sur l'évaluation des différents coûts (directs, indirects et coûts d'opportunité) engendrés par la conservation des espaces naturels comparés aux différents bénéfices (valeurs d'usage, d'option et de non-usage) tirés de cette protection du point de vue de la société dans son ensemble.
- ↳ **L'approche par le système local d'activités** a été développée par le CREDOC et vise à identifier les modes d'adaptation des activités économiques dont le territoire est le support face aux exigences d'une politique environnementale.

Type
d'espace

Parc national	☐	Réserve naturelle	☐	Autre espace protégé	☒
Parc régional	☒				

Type de milieu

Marin	☒	Haute montagne	☐	Moyenne montagne	☒
Plaine	☒	Tropical	☐	Autre	

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques		Méthodes d'analyses de la valeur	
Compilation de données diverses	☐	Analyse du système d'activités	☒
Analyse budgétaire	☐	Analyse Coûts-bénéfices	☒
Enquête fréquentation et attractivité	☐	Analyse Input-output	☐
		Evaluation contingente	☐
		Méthode des prix hédoniques	☐
		Modélisation des choix	☐
		Autres méthodes	☐
		Méthode des coûts de transport	☐
		Analyse conjointe	☒

Évaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

- ↳ **Analyse institutionnelle de l'état de mise en œuvre du programme Natura 2000 sur le site.**
- ↳ Identification du système d'acteurs mobilisé autour de l'élaboration du Document d'Objectifs (Docob) et de sa mise en œuvre.
- ↳ Analyse du système d'activités économiques concernées par Natura 2000.
- ↳ Analyse de l'état d'avancement des actions inscrites au Docob, et identification des motifs de non réalisation de certaines actions.
- ↳ **Deux méthodes d'analyse économique sont ensuite mises en œuvre, qui produisent des résultats différents :**
- ↳ **L'analyse coût-bénéfices classique** prend en compte les coûts et bénéfices suivants : coûts directs de désignation et de fonctionnement du site, coûts indirects supportés par les activités économiques, coûts d'opportunité liés à l'impossibilité de développer certaines activités, valeur d'usage liée à l'exploitation du milieu protégé et valeur "hors usage" appréhendée à travers la méthode d'analyse conjointe. Le solde entre coûts et bénéfices donne le bilan net de mise en œuvre du programme. Ce travail a été mené sur le site de la Crau.
- ↳ **L'approche par les systèmes locaux d'activité** : les budgets investis par les pouvoirs publics pour mettre en œuvre le programme sont considérés comme des bénéfices qui vont au développement du territoire et stimulent des activités mettant en valeur la qualité et les aménités environnementales du site. En contrepartie, les coûts sont ceux que supportent les activités qui ont à s'adapter pour répondre aux contraintes de la conservation de la biodiversité. La mise en regard de ces coûts et bénéfices donne un bilan économique net de la mise en œuvre. Dans un second temps, les coûts d'opportunité sont appréhendés comme un manque à gagner sur le territoire en raison de Natura 2000. Ils constituent un indicateur de la pression exercée par le système d'activité sur la protection de la biodiversité et représentent ce à quoi les pouvoirs publics renoncent en termes de revenus au nom d'un intérêt jugé supérieur. Ils peuvent donc constituer un révélateur de la valeur accordée à la biodiversité sur le site. Les coûts et bénéfices sont ramenés à l'hectare de site et à l'année, afin de permettre une comparaison des résultats d'un site à l'autre.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Résultats de l'ACB sur la Crau

- ↳ Le consentement à payer issu des résultats de l'analyse conjointe correspond au montant moyen des contributions financières acceptées par les personnes interrogées à travers les scénarii qu'elles ont choisi, soit 65,7 par ménage, ou 182 par ha de site et par an.
- ↳ Le bilan de l'ACB sur le site de la Crau est positif, à hauteur de 146 /ha/an
- ↳ L'interprétation classique de ce type de résultats est que Natura 2000 engendre un bénéfice net pour la société dans son ensemble, qui dépasse les coûts de mise en œuvre du programme. Dans cette perspective, Natura 2000 s'apparente à un investissement en faveur de la biodiversité qui répond à une demande sociale en matière de protection de la nature.

Résultats issus de l'approche par les systèmes locaux d'activité

- ↳ **Site de la Crau** : les coûts s'élèvent à 36,36 /ha/an (hors coûts d'opportunité), et les bénéfices à 39,34, soit un solde net de 2,98. Les coûts d'opportunité s'élèvent à 1295,82. Ce site est donc caractérisé par des coûts et des bénéfices élevés, liés à une problématique de conflit d'usage du territoire entre les différentes activités du site.
- ↳ **Site du Trégor-Goëlo** : les coûts s'élèvent à 0,22 /ha/an et les bénéfices à 12,90, soit un solde net de 12,68. Les coûts d'opportunité s'élèvent à 7096. La faiblesse des coûts d'adaptation supportés par les activités s'explique par la recherche, entre les partenaires, de solutions de mise en œuvre du programme les moins coûteuses. En revanche, le montant très élevé des coûts d'opportunité traduit le consensus local sur l'interdiction des extractions de maërl, qui constitue un manque à gagner important.
- ↳ **Site du massif des Bauges** : les coûts sont nuls et les bénéfices s'élèvent à 2,68 /ha/an, soit un solde net de 2,68. Les coûts d'opportunité s'élèvent à 7,03. Natura 2000 engendre donc de faibles retombées sur l'économie locale, et peu de coûts du fait d'un système d'activités peu perturbant et aux enjeux économiques faibles.

Impacts sur
l'emploi

Les impacts sur l'emploi ne sont pas analysés en tant que tels, à travers le nombre d'emplois créés, supprimés ou non créés du fait de la mise en œuvre de Natura 2000. En revanche, l'étude analyse la dynamique de chaque activité concernée par la mise en œuvre de Natura 2000, si elle se développe ou au contraire se restreint.

Impacts sur
l'activité touristique

La mise en œuvre de Natura 2000 permet de promouvoir des formes d'éco-tourisme favorables au développement de la filière, notamment sur les sites du Trégor-Goëlo (formation aux techniques douces de pêche à pied) et du massif des Bauges (formation d'accompagnateurs en montagne aux enjeux de Natura 2000).

Limites

Cette approche a pour mérite de proposer une lecture très fine, activité par activité, des effets de la mise en œuvre de Natura 2000. Elle épouse donc au plus près la réalité économique et sociale du territoire. Mais c'est également là sa principale limite, en ce qu'elle implique un lourd travail de collecte de données auprès des représentants des professionnels, et débouche sur un travail de type monographique dont les résultats sont peu généralisables au-delà du seul espace concerné.

Enseignements
valorisables par les
parcs français

L'étude fait apparaître que le processus d'adaptation du système local d'activités constitue une grille d'analyse pertinente pour discuter de la valeur accordée à la biodiversité. Cette dernière est en effet appréhendée en rapport avec l'adaptation d'une économie locale dont le territoire est le support.

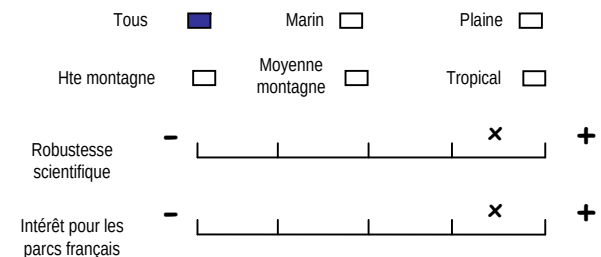
Cette méthode est potentiellement transposable à tous les parcs français souhaitant connaître les effets du parc sur les dynamiques économiques locales, au-delà du simple décompte des emplois directs et des flux financiers apportés par l'établissement public.

III. Intérêt de l'étude

L'approche par les systèmes locaux d'activité rencontre les intérêts des partenaires de la mise en œuvre des programmes Natura 2000 en proposant une lecture évaluative centrée sur l'adaptation du système d'activités économiques face aux exigences de protection de la biodiversité, et son bilan coûts-bénéfices. Les bilans économiques issus de cette approche révèlent les modes de gestion choisis, plus ou moins négociés, et les arbitrages locaux autour des enjeux de protection.

Ainsi, la faiblesse des coûts d'adaptation des activités est le signe d'un important travail de négociation des acteurs autour de la mise en œuvre. De même, les coûts d'opportunité élevés témoignent d'un système économique qui exerce une pression potentielle sur la conservation de la biodiversité. Les interdictions prononcées à l'encontre d'activités perturbatrices ont ainsi une relation directe avec l'importance accordée à la protection des milieux.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
MEDAD

Auteur de l'étude :
CREDOC
Bruno MARESCA : maresca@credoc.fr

Références
utiles signalées
par l'étude

D. Pearce, G. Atkinson, S. Mourato [2006], *Analyse coûts-bénéfices et environnement, développements récents*, éditions de l'OCDE.

Références
du document

Titre : Techniques to Value Environmental Resources: an Introductory Handbook : Chapters 2 and 6

Auteur : Australian Department of the Environment, S.P.O.R.T.S and Territories

Date de publication : 1995

Site de téléchargement : www.environment.gov.au

Type de document : Livre

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport :
Nombre de pages : format html

Espace
concerné

Type d'espace naturel : Tous, non précisé

Périmètre de l'évaluation économique : non précisé

Population concernées : non précisé

Valeur et/ou impacts du patrimoine culturel : oui non **nc**
(préciser au besoin)

Valeur et/ou impacts d'un attribut naturel précis : oui non **nc**
(préciser)

Objectifs
de l'étude

- Les principaux objectifs **de ce guide** sont de :
 - Montrer l'importance des valeurs environnementales pour la société,
 - Mettre en évidence l'importance de la valorisation économique dans la gestion de l'environnement,
 - Introduire le concept de valorisation économique de l'environnement et les techniques d'estimation des valeurs environnementales,
 - Indiquer comment intégrer les valeurs environnementales aux politiques de développement et à l'expertise

- Dans cette fiche nous nous attacherons à présenter le contenu des chapitres 2 et 6. Ils mettent en perspective l'intérêt de l'évaluation économique dans la prise de décision, éclairent le choix de la méthode en fonction de l'objet d'étude et en précisent les limites

Méthodologie(s)
présentée(s)

- Intérêt de l'évaluation économique : évaluation économique versus évaluation financière
- Techniques d'évaluation par le marché (ex : changement de productivité, coûts de remplacement etc.); techniques d'évaluation dérivée du marché (ou techniques des préférences révélées (ex: coûts de transports)); techniques d'évaluation par simulation du marché (ou méthodes des préférences déclarées (ex : évaluation contingente)).

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Périmètre évalué

Zone de l'espace naturel ☐ Vicinité ☐
Région ☐ Territoire national ☐
Autre ☐ Non précisé ☐

Types de méthodes

Méthodes d'analyse des retombées économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes de valorisation

Evaluation contingente ☒ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☒ Autre méthode académique ☐

Méthodologies de l'évaluation des retombées économiques

I. Contexte et objectifs

Contexte de mobilisation des méthodologies

Objectifs des études mobilisant ces méthodes – types de résultats recherchés

Contexte : intérêt de l'évaluation économique

- ↳ Les décideurs sont généralement confrontés à deux types de problèmes environnementaux : l'allocation des ressources entre deux usages en compétition; les dommages et les bénéfices consécutifs aux diverses utilisations des ressources et leurs retombées sociales. L'analyse économique fournit une aide à la gestion des usages des ressources environnementales en vue de maximiser le bien-être social.

Comment choisir entre plusieurs méthodes ?

- ↳ Adéquation entre la méthode d'évaluation et l'effet à évaluer : certaines méthodes sont plus adaptées à l'évaluation de certains effets environnementaux que d'autres. En outre, peu de méthodes sont adaptées à l'évaluation des valeurs de non usage.
- ↳ Besoin d'utilisation de diverses méthodes quel que soit le projet: la plupart des projets ont des bénéfices et des coûts multiples et, idéalement, tous doivent être valorisés monétairement.
- ↳ Sélection d'une technique : Quand plusieurs techniques sont utilisables, le choix peut se faire en termes de validité théorique, de validité par rapport au marché, des besoins en données et en compétences. La méthode à préférer sera normalement celle avec le niveau de validité le plus élevé et les besoins en données et compétences les moins importants. En cas de limite de temps et de ressources la méthode des transferts des bénéfices peut éventuellement être envisagée. Cette approche est basée sur les évaluations déjà réalisées : les bénéfices obtenus par le passé sur des sites similaires sont transférés au site d'étude.

II. La démarche

Analyse économique versus analyse financière :

En analyse économique, toute action qui améliore le bien-être est un bénéfice et toute action qui le réduit est un coût. Un bénéfice est la valeur que la société assigne aux biens et services fournis par l'environnement. Cette valeur peut être révélée par le consentement à payer des individus pour obtenir ces biens et services ou par leur consentement à accepter une compensation pour la perte de ces biens ou services. La théorie économique dit que le consentement maximum à payer est égale au consentement minimum à accepter. Toutefois, l'expérience montre que dans les études d'évaluations contingentes les réponses diffèrent largement. Les coûts sont mesurés par les coûts d'opportunité liés au renoncement du revenu généré par une autre utilisation potentielle de la ressource environnementale. En analyse financière, les valeurs concernent uniquement le profit monétaire individuel. Les valeurs financières sont donc inappropriées pour capter l'ensemble des effets environnementaux et pour représenter le bien-être de la société.

Choix de la méthode en fonction de l'objet d'évaluation :

Pour mesurer les valeurs de non usages, seules les méthodes de l'évaluation contingente, du changement de productivité ou du changement de revenu sont réellement pertinentes. Les techniques des coûts de remplacement et des jeux d'arbitrage (trade-off game) peuvent également être utilisées.

Si presque toutes les méthodes peuvent être utilisées pour la mesure de la valeur des aménités naturelles, la méthode des coûts de transports est la plus pertinente.

Seules les techniques du changement de productivité, du changement de revenu et du différentiel de salaire sont pertinentes pour évaluer économiquement les effets de l'environnement sur l'emploi.

Quelle que soit la méthode utilisée, la **validité des résultats** doit être vérifiée, notamment avec les prix du marché quand cela est possible. Par exemple, il est nécessaire de s'assurer que seuls les bénéfices supplémentaires (ou en moins) sont valorisés quand on utilise les méthodes des coûts de déplacement (pour mesurer la valeur de l'accroissement des loisirs), ou du changement de productivité (pour mesurer la valeur d'un changement de l'environnement).

Sélection d'une méthode :

La validité théorique des techniques d'évaluation par le marché constitue généralement leur point faible (sauf dans les cas de la méthode du changement de productivité et de la technique des dépenses préventives). De plus, elles requièrent un niveau d'expertise élevé.

Les méthodes de préférences révélées nécessitent souvent la réalisation d'enquêtes, un niveau de compétences élevé, et un besoin en données relativement important mais offrent un bon niveau de validité.

Les méthodes de préférences déclarées souffrent d'une faible validité des résultats par rapport au marché, requièrent la mise en place d'enquêtes et la collecte de nombreuses données. Elles ne nécessitent cependant pas un niveau de compétences particulièrement élevé.

Intérêt et limites
selon CREDOC

Enseignements
valorisables par les
parcs français

Présentation succincte et opérationnelle des différentes méthodes, de leurs intérêts et limites en fonction de l'objet d'étude et du degré de validité attendu des résultats.

Approche vulgarisée qui constitue un point de départ utile pour la compréhension et l'utilisation des différentes techniques de valorisation. Elle ne constitue cependant pas une présentation exhaustive des critères possibles de choix d'une méthodologie d'évaluation, ni de leurs limites.

Un examen critique d'exemples détaillés et d'études de cas chiffrées selon la grille de choix présentée aurait pu favorablement compléter ce document.

III. Limites des méthodologies présentées

Limites signalées
par les auteurs

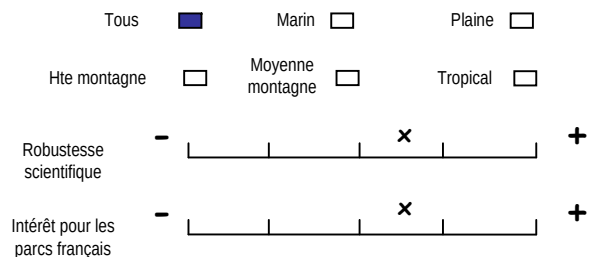
Les auteurs
préfèrent-ils une
méthode plutôt
qu'une autre?

Les auteurs considèrent que les principales limites de l'évaluation économique sont éthiques et techniques, aspects qui leur paraissent essentiels dans le domaine de la gestion environnementale.

Par ailleurs, la subjectivité dans l'application de certaines techniques d'évaluation est une limite à l'estimation de valeurs environnementales spécifiques.

Ils estiment également que de nouveaux instruments sont nécessaires à l'intégration des notions d'incertitude et de risque dans les prises de décisions. L'évaluation économique ne doit pas être le seul critère de décision : les éléments culturels, sociaux, politiques et d'équité doivent également être considérés.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Australian Department of the Environment, S.P.O.R.T.S and Territories

Références
utiles signalées
par l'étude

OECD 1994, Project and Policy Application: Integrating Economics and Environment, Organisation for Economic Co-operation and Development, Paris.

Références
du document

Titre : Socio-Economic Assessment of Marine Resource Utilization in the U.S. Virgin Island

Auteur : Hind, Unlimteds

Date de publication : 2003

Site de téléchargement :
Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport : Department of Planning and Natural Ressources, Gouvernement of the US Virgin Islands

Nombre de pages : 152

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Zone Marine Protégée, USA

Région : Virgin Islands

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Institution publique

Surface de l'espace naturel protégé : environ 345 km²
Activités humaines sur et à proximité de l'espace : pêche de loisirs et
pêche commerciale; activités du bâtiment, touristiques

Existence de patrimoine culturel : oui non **nc**
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non **nc**
Récif corallien

Objectifs
de l'étude

- Présentation des résultats issus d'une revue de la littérature et d'une consultation des parties prenantes sur l'utilisation des ressources marines.
- Identification des besoins de connaissances, de données et suggestion de domaines de recherche sur lesquels baser une évaluation socio-économique.

Type
d'approche(s)

- Revue de la littérature et évaluation économique préliminaire
- Processus participatif et analyse de données : méthode d'échantillonnage non aléatoire et enquêtes

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☒ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques
Compilation de données diverses ☒ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☒
Méthodes d'analyses de la valeur
Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique ☐
221
Utilisation des
multiplicateurs

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Revue de la littérature et évaluation économique préliminaire

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

- u **La revue de la littérature et des données** réalisée dans le cadre de cette étude concerne tous types de documents : rapport, recensements, résultats d'enquêtes, articles académiques ou de littérature grise, etc. La plupart des documents retenus ont été écrits entre 1960 et 2001. Bien que de nombreuses études sur les ressources marines aient été menées durant les 20 dernières années, la revue de la littérature fait apparaître qu'elles sont essentiellement qualitatives et descriptives.
- u **Les méthodes d'évaluation économique** utilisées varient en fonction des ressources marines considérées et des données disponibles. Dans cette étude, les auteurs ont identifié l'ensemble des biens et services environnementaux, et ont tenté de collecter l'information nécessaire à la quantification de la valeur économique totale. Dans un premier temps, la valeur directe des activités est évaluée sur la base des données et analyses existantes. Puis, les auteurs utilisent des coefficients multiplicateurs pour déterminer les valeurs indirectes et induites.

Processus participatif et analyse de données

- u Le processus d'implication des parties prenantes a été conduit de manière non aléatoire : il y avait un intérêt à sélectionner des individus et des groupes dont les points de vues, les rôles, les possessions etc. contribuent à une meilleure compréhension des problématiques et des conditions. Les informations collectées ne sont donc pas statistiquement représentatives de l'ensemble des usagers.
- u Le processus participatif consiste en des réunions, des ateliers thématiques et des enquêtes. Il a été construit en impliquant les parties prenantes pour faciliter l'échange d'information. Les enquêtes sont structurées de manière à collecter des informations descriptives sur les usages et les valeurs.
- u L'analyse des données comprend notamment les caractéristiques de l'utilisation des récifs, les valeurs de non-usages et les valeurs non marchandes, les attributs du marché et les usages non extractifs, les caractéristiques des parties prenantes et leurs perceptions, etc. Elle a été facilitée par l'utilisation de différents modèles d'aide à la décision dont la description peut être trouvée dans Cesar (2000) et dans Rietbergen- McCracken and Abza (2000).

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Les parties prenantes ont identifié une liste non exhaustive de sources de pollutions nuisibles au bon état de la ressource marine (ex: décharges, pratiques de construction etc.).

Quand des références existent dans la littérature sur les usagers et les conflits d'usages, les parties prenantes estiment que ces conflits perdurent et sont actuels. Ces conflits incluent les infractions réelles ou perçues des droits des « locaux », c'est-à-dire des résidents natifs de la zone, par les politiques des gouvernements régional et fédéral et par les propriétaires privés. Ex : incompatibilité d'usage entre les pêcheurs de loisirs et les pêcheurs professionnels.

Les auteurs considèrent que des recherches doivent être menées sur l'identification et la protection des sites archéologiques et les ressources en eau souterraine, ainsi que sur les pressions et menaces exercées sur les espèces marines à chaque étape de leurs cycles de vie. Les auteurs identifient des besoins en recherches sur les impacts des volumes importants de voitures, des plongeurs sous-marins et de l'utilisation de crèmes solaires sur la santé des récifs coralliens.

Impacts sur activité touristique

Les auteurs donnent des ordres de grandeurs des valeurs monétaires des usages des ressources marines à des fins récréatives et touristiques. Ainsi, la valeur directe de la pêche récréative et de loisir est évaluée entre 0,5 et 0,7 millions \$.

Les activités de voile ou liées à l'usage de bateaux de plaisance auraient une valeur économique directe de l'ordre de 12,8 millions \$ et génèreraient une valeur économique totale d'environ 21,4 millions \$.

La valeur économique totale du secteur touristique est estimée à 1,157 milliards \$.

Impact sur autres activités économiques

La pêche commerciale a une valeur économique directe de l'ordre de 4,8 millions \$ et une valeur économique totale estimée à 8 millions \$.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Manque de précision dans la présentation de la méthode : pas de présentation des modèles utilisés, du mode de calcul des multiplicateurs.

En revanche, le mode de calcul des valeurs économiques directes et totales est détaillé.

Toutefois, les résultats présentés ici doivent être pris comme des ordres de grandeurs.

Aucune donnée chiffrée sur l'emploi.

Ouvrage qui reste très descriptif.

III. Intérêt de l'étude

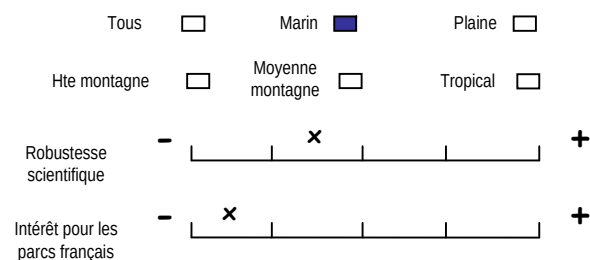
Limites signalées par les auteurs

L'approche utilisée permet de réaliser une évaluation socioéconomique rapide en préparation d'une évaluation plus approfondie.

Du point de vue méthodologique, les enseignements de cette étude sont les suivants : il existe un besoin et un intérêt à la réalisation d'un inventaire et d'une évaluation des impacts des délocalisations d'usages et de groupes d'utilisateurs. En outre, les auteurs identifient des manques de données cruciales pour l'évaluation économique et sociale.

A ce stade, les auteurs estiment qu'ils manquent de données, et d'outils d'aide à la décision pour réaliser une évaluation socioéconomique complète ou une évaluation standard de la ressource marine.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

Department of Planning and Natural Ressources, Gouvernement of the US Virgin Islands

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Hind, Unlimiteds

Références utiles signalées par l'étude

- u Pour les informations sur les modèles : Cesar, H.S.J., ed., Collected Essays on the Economics of Coral Reefs, 2000. / Rietbergen-McCracken, J. and Hussein, Abza, Environmental Valuation, 2000.
- u Autres références : Cesar, H.S.J., ed. "Economic Valuation of Coral Reefs of Hawaii", 2001. / Bunce, L. and Gustavson, K., et al., "The Human Side of Reef Management: A Case Study of the Socio-Economic Framework of Montego Bay Marine Park", 1999.

Références
du document

Titre : Analyse coûts-bénéfices et environnement : développements récents

Auteur : David Pearce, Giles Atkinson, et Susana Mourato

Type de document : rapport méthodologique

Organisme commanditaire du rapport : OCDE

Date de publication : 2006

Langue de publication : français

Nombre de pages : 352 p.

Espace
concerné

Type d'espace naturel : Tous, non précisé

Périmètre de l'évaluation économique : généralement jusqu'au niveau national, mais peut être élargi

Population concernées : non précisé

Valeur et/ou impacts du patrimoine culturel : oui non **nc**
Valeur et/ou impacts d'un attribut naturel précis : oui non **nc**

Méthodologie(s)
présentée(s)

- u Analyse coûts-bénéfices (ACB)

- u Sont aussi développées les méthodes d'agrégation des préférences individuelles dans le cadre de leur mobilisation pour une ACB : les méthodes des préférences révélées (méthode des prix hédonistes, méthode des coûts de déplacement, méthode des comportements de prévention et des dépenses de protection, méthode des coûts de la maladie et des pertes de production) et les méthodes des préférences déclarées (évaluation contingente, modélisation des choix).

- u L'ACB est comparée à d'autres méthodes d'arbitrage rationnel : l'étude d'impact sur l'environnement (EIE) ou évaluation environnementale (EE), l'évaluation stratégique environnementale (ESE), l'analyse du cycle de vie (ACV), l'évaluation des risques (ER), l'évaluation comparative des risques (ECR), l'analyse risques-bénéfices (ARB), l'analyse risques-risques (ARR), l'analyse santé-santé (ASS), l'analyse coût-efficacité (ACE), l'analyse multicritères (AMC).

Objectifs
de l'étude

- u Faire une revue des récents développements et débats sur l'analyse coûts-bénéfices

- u Refaire un bilan des avantages et des limites de l'analyse coûts-bénéfices considérant les avancées méthodologiques relevées

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Zone de l'espace naturel ☐ Vicinité ☐

Périmètre évalué

Région ☒ Territoire national ☒

Autre ☐ Non précisé ☐

Types de méthodes

Méthodes d'analyse des retombées économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☒
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes de valorisation

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique ☐

Méthodologies de l'évaluation des retombées économiques et des aménités

I. Contexte et objectifs

Contexte et objectifs de la rédaction du rapport

Objectifs et types de résultats de la méthodologie décrite

L'ACB, un outil d'arbitrage pour la prise de décision

- Un projet ou un programme public peuvent être envisagés si leurs bénéfices sociaux sont supérieurs à leurs coûts sociaux. L'ACB est ici présentée comme une méthode d'aide à la décision rationnelle, permettant de dégager les gains et les pertes entraînés par une décision. Très utilisée aux Etats-Unis dans le cadre de leur politique environnementale, une comparaison des coûts et bénéfices propres à une décision publique est aussi censée être appliquée aux directives de la Commission européenne.

Principes et unités de mesures de l'ACB

- L'ACB confronte les bénéfices aux coûts de l'existence ou de la modification d'un bien. Elle évalue donc la pertinence d'une décision, que celle-ci soit de mettre en place une action ou de maintenir le *status quo*.
- L'objectif final est de dégager un classement des projets en fonction d'une unité de mesure monétaire du bien-être unique : la valeur actuelle nette (VAN) ou « avantages nets » est l'unité généralement recommandée. La valeur économique totale (VET) peut également être utilisée.

Un point de « réactualisation » de la méthodologie par l'OCDE

- Le rapport ici étudié n'est « en aucun cas un manuel exhaustif sur l'ACB ». Après quelques rappels sur les objectifs et la démarche générale de l'ACB, ce document se concentre rapidement sur une synthèse des récents développements méthodologiques et sur les outils développés pour prendre en compte les critiques qui ont été adressées à l'ACB.

Quelques préalables à la mise en œuvre de l'ACB

- Ces nouveaux apports de la théorie viennent enrichir le stock d'éléments devant être identifiés pour entamer une ACB : les alternatives au projet examiné, la période concernée par l'objet de l'évaluation, l'évolution des préférences des individus entre les bénéfices et les coûts dans le temps, les modifications de la nature et de l'intensité des bénéfices et des coûts dans le temps, les incertitudes probabilistes et l'incertitude des données utilisées.

II. Les principales conclusions

Pour estimer la valeur des biens non marchands, l'ACB mobilise les méthodes des préférences révélées et les méthodes des préférences déclarées. L'agrégation des bénéfices tirés par les différents groupes sociaux amène à faire la somme de leurs consentements à payer pour bénéficier des avantages (CAP), ou de leurs consentements à recevoir une compensation pour les pertes subies (CAR). Un chapitre détaille l'importance de choisir le CAP ou le CAR comme indicateur de valeur d'un bien ou d'un programme.

Les analyses coûts-bénéfices sont parfois critiquées au motif qu'elles ignorent les effets d'un programme ou de l'existence d'un bien sur la répartition des ressources. Afin de répondre au problème d'équité entre les groupes sociaux dans la répartition des bénéfices et du poids des coûts, des coefficients de pondération peuvent être appliqués entre les groupes les plus favorisés et les groupes les plus défavorisés. En effet, la satisfaction marginale tirée d'un supplément (ou d'une perte) de bien-être n'est pas la même selon les situations socio-économiques des groupes.

L'« actualisation » dans l'ACB est également un point qui a été l'objet de nombreuses critiques : il a été reproché à l'ACB de sous-estimer le poids attribué aux impacts négatifs de certaines décisions dans le futur mettant ainsi en cause l'équité intergénérationnelle. Le rapport met en exergue combien ce point de débat reste largement débattu ; certaines études montrent par exemple que le recours aux taux d'actualisation décroissants dans le temps n'est pas absurde.

La réexploitation possible des résultats tirés d'une ACB est présentée à travers un chapitre consacré à la méthode de « transfert d'avantages », aussi appelée « transfert de bénéfices » ou « transferts de valeurs ». Le principe du transfert de bénéfices consiste à réutiliser les valeurs dégagées lors d'évaluations contingentes précédentes pour les appliquer à de nouveaux biens. Les auteurs relèvent qu'aucune procédure canonique ne supplante les autres dans la mise en application de cette méthode. De fait, transférer des résultats d'études précédentes reste délicat. Cette méthode repose sur un plus grand nombre de pré-supposés qu'une étude *ad hoc*, notamment sur la nature comparable des biens mis en parallèle (exemple : la transitivité des caractéristiques démographiques et socio-économiques des deux populations comparées).

Une plus grande incertitude est donc attachée à cette méthode de valorisation indirecte. Cette méthode mérite néanmoins d'être approfondie : les décideurs ont rarement les moyens de mettre en place des études originales ; la méthode de transfert des bénéfices donne alors plus de rigueur à des comparaisons que les décideurs sont de toute façon amenés à faire de manière empirique à partir de la lecture d'études effectuées ailleurs.

Enfin, le rapport effectue une comparaison des avantages et des inconvénients de l'ACB lorsqu'elle est confrontée à d'autres méthodes de valorisation économique pouvant être des aiguillons de la prise de décision. Les auteurs concluent sur le mérite de l'ACB de proposer une approche plus compréhensive (parmi les méthodes présentées, seule l'« analyse multicritères » essaie de la même façon d'évaluer un bien en cherchant à tendre vers une relative exhaustivité des attributs et aménités pris en compte) ; alors que les autres méthodes permettent d'approfondir certains aspects particuliers.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Ce rapport méthodologique est dense sans pour autant être indigeste. Il s'appuie sur de nombreuses références et s'efforce de présenter un large éventail des alternatives proposées par la littérature existante pour la mise en application de l'ACB.

Les auteurs se montrent particulièrement optimistes sur la qualité des résultats potentiels des méthodes de préférences déclarées. Certes ils évoquent les limites propres à toute méthodologie s'appuyant sur des enquêtes. Mais ils ne s'attardent pas sur cette question qui touche pourtant directement à l'utilisation que l'on peut s'autoriser à faire des résultats obtenus. Au contraire, les auteurs semblent présenter l'évaluation contingente comme donnant la possibilité de dégager des valeurs absolues des biens estimés qui existeraient *a priori*, sans tenir compte du caractère relatif de chaque résultat du fait même de l'échantillon interrogé et de la méthodologie. Si l'on suit les auteurs, il suffirait de trouver « la bonne recette » dans la mise en application de ces méthodes (poser les bonnes questions, bien définir son échantillon, procéder aux tests de validité requis) pour que leurs biais importants soient résorbés.

La méthode ACB requiert une procédure de recueil de données et une rigueur méthodologique qui peuvent être disproportionnés pour atteindre les objectifs des parcs nationaux de mise en valeur de leurs retombées positives sur les communautés environnantes.

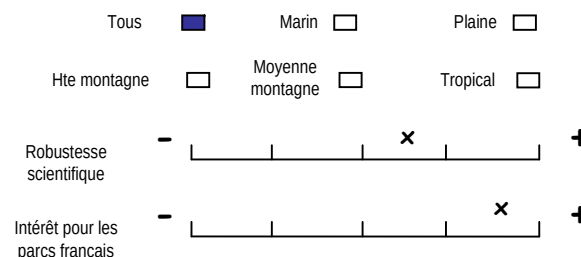
III. Limites des méthodologies présentées

Limites signalées par les auteurs

Les auteurs présentent les limites pour chaque méthodologie détaillée, tant du point de vue de la difficile collecte des informations nécessaires, que du point de vue de la difficulté à définir les effets propres d'un bien ou d'un programme. Des chapitres entiers sont consacrés aux débats en cours sur certains choix méthodologiques impliqués par l'ACB ou sur la réexploitation des données tirées d'une ACB.

Les auteurs développent les difficultés posées par l'évaluation des impacts des écosystèmes et de leur dégradation du fait même du caractère incomplet des connaissances dont nous disposons sur leurs fonctionnements et les impacts réels de leur éventuelle modification.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
OCDE
www.SourceOECD.org

Auteur de l'étude (ou correspondant)
g.atkinson@lse.ac.uk

Références utiles signalées par l'étude

Just, R., D. Hueth et A. Schmitz (2004), *The Welfare Economics of Public Policy: a Practical Guide to Project and Policy Evaluation*, Cheltenham, Edward Elgar

Références
du document

Titre : **Some benefits of protected areas for urban communities : A view from Sydney, Australia**

Auteur : Nicholas Conner

Date de publication : 20

Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport : SUPER Group

Nombre de pages : 9

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Toute zone protégée par une agence gouvernementale afin de maintenir un niveau satisfaisant de conservation, de détente, d'attractivité touristique et d'aménités au sens large.

Région : Sud-Est de l'Australie

Type d'institution gestionnaire de l'espace :

Surface de l'espace naturel protégé :

Activités humaines sur et à proximité de l'espace :

Existence de patrimoine culturel : oui non nc

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc

Objectifs
de l'étude

- Quels sont les différents types d'aménités engendrées par les espaces naturels protégés ?

Type
d'approche(s)

- Définir ce qu'est une aménité/un bénéfice induit par la présence d'une aire protégée
- Décrire les différentes aménités possibles

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☒ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☒

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Autres méthodes ☒
Autre méthode académique Méthode des coûts évités

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

En plus de leur rôle de protection de l'héritage culturel et naturel, les espaces protégés contribuent à l'amélioration de la qualité de la vie des communautés urbaines.

Les aménités qu'ils dégagent contribuent à l'amélioration du dynamisme économique, de l'attractivité des zones géographiques environnantes, ou encore des sentiments individuels tels que le bien-être. Ces externalités dégagées par les espaces protégés dépendent de la nature de ces derniers et des ressources naturelles dont ils disposent, mais aussi de la façon dont ils sont gérés.

Inventaire des biens engendrés les aires protégées

- ↳ Séparation entre biens publics et biens privés: un bien privé est rival; c'est-à-dire que le consommateur de ce bien limitera par là-même la consommation de ce même bien par autrui. Cela n'est pas le cas pour un bien public (l'éclairage, l'air, etc...).
- De même, un bien public est non-exclusif, ce qui signifie que l'on ne peut empêcher quiconque d'en user, on ne peut exclure aucun usager, que celui-ci ait payé ou non la prestation.
- ↳ Biens récréatifs : permettent d'engendrer un niveau de satisfaction grâce à la consommation passive des espaces protégés. La valeur économique estimée de ces biens correspond à la somme des dépenses engagées par les visiteurs pour l'ensemble de leur séjour.

Estimer les bénéfices des parcs publics urbains

- ↳ Il s'agit d'identifier les institutions responsables des programmes d'habitations des espaces concernés et de coordonner des entretiens
- ↳ Estimer les bénéfices économiques engendrés par les espaces pour les communautés de la région de Sydney et Melbourne.

La méthode des coûts évités

Les bénéfices engendrés par la présence de biens environnementaux sont évalués grâce à la méthode des coûts d'évitement (ou des coûts évités). Cela consiste en une évaluation des besoins de financement que les institutions(ONG, universités, centres de recherche, etc...) auraient eu à mettre en œuvre si elles n'avaient pas disposé de la proximité d'un parc environnemental protégé pour la réalisation de leurs programmes.

Néanmoins, les coûts en question sont aussi bien des coûts financiers que des coûts en temps.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Aménités dégagées par le parc:

- Diminution des coûts de santé, en raison de la pratique sportive régulière induite de la présence d'un parc à proximité des habitations.
- Diminution du capital nécessaire à la création d'espaces naturels protégés de qualité.
- Augmentation du capital disponible pour de nouveaux investissements dans des secteurs d'avenir
- Augmentation des opportunités de tenue de manifestations culturelles, sportives, associatives, écologiques et religieuses aux abords ou sur les domaines protégés.
- Réduction des nuisances sonores, délinquantes, criminelles
- Possibilité d'organisation d'activités adaptés pour les publics particuliers : jeunes, personnes âgées, handicapés, etc....
- Renforcement du développement culturel et individuel des urbains grâce à la proximité d'un parc naturel préservé.
- Conservation des espèces florales et animales

Coûts évités

Les données suivantes ont pu être rassemblées grâce à l'aide prodiguée par les institutions de recherche concernées de Sydney et Melbourne.

- Coûts d'évitement total pour la région du grand Sydney : 8 à 10 millions de dollars chaque année.
- Coûts d'évitement total pour la région du Grand Melbourne : 3 à 4 millions de dollars.

Cependant, il faut prendre en considération que ces espaces protégés l'on été à proximité d'ensemble urbains de taille importante et cela impacte fortement dans les résultats obtenus dans la mesure où les bénéfices présentés ci-dessus correspondent à la somme des coûts évités par chacun des bénéficiaires du parc.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

La méthode des coûts évités semble adaptée à ce type d'évaluation des services rendus. Elle a le mérite de présenter un tableau assez complet des aménités dégagées par les zones protégées.

L'ambition de l'étude, parfaitement en adéquation avec l'envergure des parcs naturels australiens, semble pourtant peu adaptée aux problématiques françaises qui disposent de peu de parcs comparables.

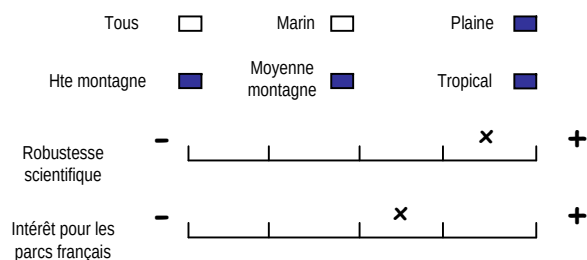
III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

L'installation d'une zone protégée n'entraînera pas forcément les coûts d'évitement décrits ci-dessus. Les managers d'espaces protégés seraient bien inspirés de prendre connaissance des divers facteurs qui influent sur la quantification de ces biens d'évitement :

- Les données socio-économiques des populations avoisinant le parc protégé : elles influent directement sur les sommes que ces populations auraient pu consacrer à des activités du même type en l'absence du parc
- La culture organisationnelle et le management de la planification
- Les relations et les coopérations entre les différentes zones protégées et les institutions susceptibles de profiter des aménités.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude : Sydney Urban Parks Education and Research Group (SUPER Group)

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Nicholas Conner

Références utiles signalées par l'étude

- SUPER Group. 2001. The Value of Public Open Space for Community Service Provision. Sydney Urban Parks Education and Research (SUPER) Group. Sydney.

Références
du document

Titre : Economic impacts of national park visitor spending on gateway communities : Systemwide Estimates for 2001

Auteur : Stynes, D.J., E.M. White and L.A. Leefers

Date de publication : 2003

Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport : National Park Service

Nombre de pages : 35 + 86 (document méthodologique)

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : 74 Parcs nationaux, Etats-Unis

Région : répartis sur l'ensemble du territoire américain

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Institution publique : National Park Service

Surface de l'espace naturel protégé : non précisé

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : Tourisme

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
(préciser)

Objectifs
de l'étude

- ↳ Analyser les impacts économiques des parcs nationaux sur les communautés locales.
- ↳ Sur la base des études déjà menées avec le modèle MGM2, l'estimation des impacts locaux des dépenses des visiteurs dans l'ensemble du système des parcs nationaux américains peut être réalisée.

Type
d'approche(s)

- ↳ Utilisation du modèle économique d'impact : Money Generation Model 2 (MGM2).

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre ☐ Tous ☐

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques
Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☒

Méthodes d'analyses de la valeur
Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique ☐

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- Le NPS reconnaît le besoin d'une gestion des parcs plus ancrée dans le contexte régional, prenant mieux en compte les communautés voisines et les interactions physiques, écologiques et humaines avec le parc. L'analyse économique est un moyen de quantifier les relations entre les parcs nationaux et les communautés locales.

Le modèle économique d'impact : Money Generation Model 2 (MGM2)

- Le modèle MGM2 fournit des estimations basées sur les statistiques officielles de fréquentation des parcs, des enquêtes de visiteurs récentes, les multiplicateurs des zones locales issus du système de modélisation IMPLAN input-output, et de dires d'experts pour compléter les données manquantes ou les ajuster en cas de biais connus.
- L'analyse économique d'impact s'intéresse aux flux de dépenses des visiteurs dans l'économie locale dans le but d'estimer la contribution des parcs aux produits, aux revenus, aux emplois et à la valeur ajoutée créés dans la zone. Elle ne mesure pas la valeur ou les bénéfices/coûts des expériences des visiteurs ou pour la communauté locale.
- Le MGM2 estime les dépenses et les impacts d'un nombre donné de visiteurs ou de voyages dans une région. La détermination des voyages et dépenses à inclure dépend de la question posée et est exogène au modèle. L'approche privilégiée est d'estimer la perte pour l'activité économique locale en absence d'un parc donné.
- Si l'analyse économique peut être relativement complexe, les éléments principaux de calculs peuvent être résumés dans l'équation : $\text{Impacts économiques} = \text{Nb de visites} \times \text{Dépense moyenne/visiteur} \times \text{Multiplicateur économique}$. La seconde partie de l'équation correspond aux entrées du modèle qui proviennent des différentes sources citées ci-dessus. Le modèle est segmenté de manière à distinguer les dépenses des différents types de visiteurs ou encore les différences d'impacts de ces dépenses sur les différents secteurs de l'économie (multiplicateur spécifique à chaque secteur). L'estimation des impacts de l'ensemble du système des parcs américains est une agrégation de résultats.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Non abordé

Impacts sur activité touristique

Le National Parc System (NPS) attirait en 2001, 280 millions de visiteurs (259 millions après ajustements liés aux réentrées et aux doubles comptages). Ces visiteurs dépensent un montant total estimé à 10,6 milliards de \$ dans les régions locales autour des parcs. En 1999, les dépenses des visiteurs du NPS représentaient 3,1% des dépenses domestiques totales de voyage (voyages d'affaire et transports publics exclus).

57% des visiteurs viennent d'autres régions pour une journée, 20% sont des résidents locaux, 18% vont passer au moins une nuit dans un hôtel/motel/B&B etc. Il existe une variabilité des dépenses moyennes en fonction du type de visiteurs : les locaux dépensent en moyenne 37\$/jour pour leur visite alors que ceux passant une nuit à l'hôtel dépensent environ 175 \$/ jour. La moyenne s'établit à 84 \$ en 2001.

Les effets directs de ces dépenses (2001) sont le soutien à 212 000 emplois dans le secteur touristique local (dont 77 000 dans les bars et restaurants, 59 000 dans l'hôtellerie et 35 000 dans le commerce de détail), la création de 3,1 milliards \$ de revenus (salaires et bénéfices des employés des entreprises liées au tourisme) et de 4,6 milliards de \$ de valeur ajoutée dans les régions concernées.

Impacts sur autres activités économiques

En incluant les effets multiplicateurs locaux, l'impact total des dépenses des visiteurs en 2001 sur les économies des régions environnantes est estimé à 267 000 emplois, 4,5 milliards \$ de revenus et 7 milliards \$ de valeur ajoutée. Les multiplicateurs correspondent à un niveau de développement économique intermédiaire ce qui concorde avec un mélange de parcs nationaux localisés milieux rural et urbain.

Impact sur autres activités économiques

Des variations importantes existent entre les types de parcs nationaux, les usages des visiteurs et les caractéristiques des dépenses dans un parc donné, et dans les caractéristiques des communautés voisines. Tous ces facteurs influencent la manière dont les dépenses des visiteurs vont impacter l'économie locale. Ceci est en partie dû à la qualité variable des données locales, au temps et aux ressources disponibles pour l'examen de la situation de chaque parc.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Les estimations individuelles des parcs sont à considérer avec précaution, les auteurs signalant une variabilité dans la qualité des données.

En outre, le résultat global est une agrégation des résultats individuels de chaque parc.

Les multiplicateurs utilisés, jugés plus réalistes, sont généralement plus faibles que ceux utilisés par les parcs dans le passé. Ainsi, les estimations des dépenses des visiteurs sont supérieures mais les impacts totaux plus faibles pour plusieurs parcs. Ces multiplicateurs dérivent du modèle IMPLAN, et supposent une structure économique stable.

Hypothèses sous-jacentes au modèle.

Retombées économiques envisagées sous l'angle récréatif uniquement.

Un tel modèle n'existe pas à notre connaissance dans le cas des parcs français. La mise en œuvre de cette approche nécessite en outre de nombreuses données.

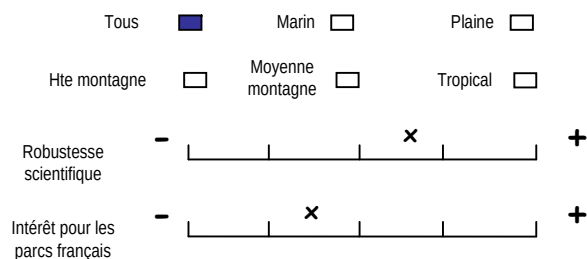
III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

L'analyse économique menée ici est limitée aux impacts des dépenses des visiteurs réalisées dans un périmètre compris entre 30 et 100 miles autour du parc. Cette étude exclut les dépenses réalisées en préparation du voyage, sur le chemin au-delà du périmètre mentionné ci-dessus c'est-à-dire que l'analyse ne prend pas en compte toutes les dépenses de voyage mais seulement celles réalisées au voisinage du parc. En revanche, les dépenses des résidents locaux sont incluses dans cette version du modèle.

L'analyse ne prend pas en compte les impacts des opérations et des activités de construction des PN qui ont pourtant des impacts substantiels sur l'économie locale.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
National Park Service

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Stynes, D.J., E.M. White and L.A. Leefers

Références utiles signalées par l'étude

U Aucune en particulier.

Références
du document

Titre : Economic Valuation of Mangroves and the Roles of Local Communities in the Conservation of Ressources : Case Study of surat Thani, South of Thailand

Auteur : Sathirathai., S

Type de document : Rapport d'étude

Organisme commanditaire du rapport : Economy and Environment Program for Southeast Asia (EEPSEA)

Date de publication : 1998

Langue de publication : anglais

Nombre de pages : 38

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Forêt de mangrove en Thaïlande

Région : Province de Surat Thani dans le Golf de Thaïlande

Type d'institution gestionnaire de l'espace : non précisé

Surface de l'espace naturel protégé : non précisé

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : pêche, production de bois de chauffage, loisirs

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
Mangrove

Objectifs
de l'étude

- Estimer les conséquences économiques de la déforestation de la Mangrove dans la province de Surat Thani (Golf de Thaïlande)

Type
d'approche(s)

- Méthode basée sur la fonction de production : les mangroves sont considérées comme un « intrant » dans la production de poissons.

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☒ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- Les forêts de mangrove fournissent une zone de reproduction pour les poissons et il existe donc un lien entre mangrove et pêche qui peut être traduit dans une fonction de production. Cette approche peut permettre d'évaluer les conséquences économiques de la déforestation de la mangrove sur la pêche pour les communautés locales. L'auteur s'intéresse à la province de Surat Thani qui a perdu la moitié de sa surface en mangrove entre 1975 et 1993.

Méthode basée sur la fonction de production

- Les études basées sur la fonction de production évaluent le rôle joué par la mangrove dans la production de poissons. Cette démarche repose sur deux éléments majeurs :
 - la connaissance du rôle que joue la mangrove dans le cycle de vie d'espèces de poissons pertinentes. Ceci nécessite un travail de compréhension des processus biologiques à l'œuvre et des analyses statistiques des relations entre les populations de poissons et la mangrove.
 - La connaissance du marché de la pêche. La valeur des forêts de mangrove est estimée sur la base du changement de valeur des poissons sur le marché en réponse à un changement de conditions au niveau de la mangrove.
- Cette analyse doit être conduite séparément pour chaque espèce de poissons.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Les services fournis par les forêts de mangrove sont nombreux. Les usages directs sont principalement la production de bois de chauffage et d'autres biens, ou encore les loisirs. L'auteur considère néanmoins que les services les plus valorisables économiquement sont les bénéfices indirectes des mangroves tels que la protection contre les tempêtes, et leur rôle en tant que zones de reproduction des poissons pour la pêche.

Impacts sur emploi

Non abordé

Impacts sur activité touristique

Non abordé

Impacts sur autres activités économiques

Pêche : Les conséquences de la perte de 1200 ha de mangrove (taux annuel de déforestation de la région étudiée au début des années 90) dépendent à la fois des espèces de poissons concernées et des caractéristiques du marché.

Les estimations de pertes de crustacés et coquillages sont généralement moins importantes que celles de poissons démersaux (qui vivent en profondeur) qu'elles que soient les caractéristiques du marché.

Dans l'hypothèse où les pêcheries sont gérées, un tel recul de la mangrove engendrerait des pertes estimées à 100 000 US\$, attribuées pour moitié à une baisse de production de coquillages et crustacés et, pour l'autre moitié, à un recul de la pêche de poissons démersaux.

Dans l'hypothèse où les pêcheries sont en libre accès, les pertes dépendent de la sensibilité des consommateurs aux variations de prix. En effet, les pertes sont supérieures quand les consommateurs y sont peu sensibles (132 000 US\$). Lorsque les consommateurs sont très sensibles aux variations de prix, les pertes sont inférieures : 40 000 US\$.

Impact sur autres
activités
économiques

Intérêt et limites
selon CREDOC

L'étude ne détaille pas le fonction de production utilisée pour réaliser les quantifications.
Seules les conséquences sur la pêche sont envisagées et quantifier. Les auteurs signalent pourtant en introduction d'autres services fournis par les mangroves qu'ils jugent très importants (ex : protection contre les tempêtes).

Enseignements
valorisables par les
parcs français

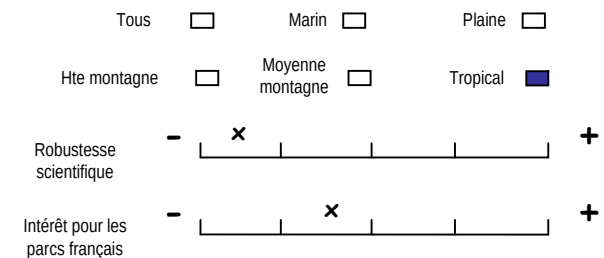
Cette étude est limitée mais pourrait s'intégrer dans une évaluation coûts-bénéfices plus large. Par ailleurs, signalons que le document ayant servi de base à cette fiche est une synthèse de l'étude de cas.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées
par les auteurs

Sans connaître les bénéfices générés par le nouvel usage de la terre suite à la déforestation de la mangrove, les auteurs ne peuvent déterminer si le bien-être économique de la société se trouve amélioré ou détérioré par cette déforestation.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
Economy and Environment Program for Southeast Asia (EEPSEA)
Auteur de l'étude (ou correspondant)
Sathirathai, S.

Références
utiles signalées
par l'étude

U Pas de références signalées.

Références
du document

Titre : Priorités des résidents et des visiteurs pour la protection et l'aménagement de la forêt Corse : exemple de la forêt de Bonifatu

Auteur : François Bonnieux, Alain Carpentier, Jean-Christophe Paoli

Date de publication : 2006

Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : Français

Organisme commanditaire du rapport : nc

Nombre de pages : 14

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Forêt de Bonifatu, France

Région : Haute Corse, en Balagne à une vingtaine de kilomètres de Calvi

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Institution publique :
Collectivité Territoriale de Corse (CTC) : délégation de service public
attribué à l'ONF pour 12 ans.

Surface de l'espace naturel protégé : 3000 ha, situés entre 300 et 2000
m d'altitude

Activités humaines sur et à proximité de l'espace :
Tourisme, promenade, chasse, pêche, cueillette des champignons.

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
Antiques pratiques de transhumance et pastoralisme confèrent une valeur
patrimoniale forte à cette forêt pour les habitants de l'île.

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
Faune et flore exceptionnelles (sitelle, aigle royal, gypaète barbu, mouflons,
lys, pivoine, pin laricio, chêne vert etc.)

Objectifs
de l'étude

- ↳ Déterminer les principales attentes des habitants et touristes en matière
d'aménagement dans le cas de la forêt de Bonifatu en Haute Corse.
Connaître leurs préférences parmi 4 options définies au préalable à partir
d'entretiens avec les acteurs locaux : protection anti-incendie, préservation
de la biodiversité, amélioration de l'accueil et organisation de l'accès du
public.

Type
d'approche(s)

- ↳ Utilisation de la méthode des programmes : il s'agit d'une méthode de
préférences déclarées qui permet d'évaluer le consentement à payer de
personnes enquêtées. Elle est également appelée analyse conjointe.

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve
naturelle ☐ Autre espace
protégé ☒
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute
montagne ☐ Moyenne
montagne ☒
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques
Compilation de
données diverses ☐ Analyse du système
d'activités ☐
Analyse
budgétaire ☐ Analyse
Coûts-bénéfices ☐
Enquête
fréquentation et
attractivité ☐ Analyse
Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur
Evaluation
contingente ☐ Méthode des prix
hédoniques ☐
Modélisation
des choix ☐ Autres
méthodes ☒
Méthode des coûts
de transport ☐ Autre méthode
académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- Le patrimoine naturel de la forêt de Bonifatu est menacé par les incendies. Des difficultés d'accueil et d'infrastructures existent. Pour guider la réflexion sur l'aménagement et la protection de cette forêt, les préférences des habitants et des touristes ont été appréhendées sur la base de 4 projets définis avec les acteurs locaux : Protection renforcée contre les incendies, Protection de la faune et de la flore, Organisation de l'accès du public, Amélioration de l'accueil du public.

La méthode des programmes

- A partir d'enquêtes, la méthode des programmes explicite les priorités des personnes interrogées sur la base des choix qu'elles révèlent dans une séquence de scénarios qui leur sont proposés. Les projets d'aménagement et de protection de la forêt établis à partir d'entretiens d'acteurs locaux sont complémentaires et concurrents, ce qui soulève des difficultés d'arbitrage.
- En l'absence de marché, ces scénarios crédibles d'aménagement sont soumis aux personnes concernées : habitants de la région et touristes fréquentant la forêt. Elles sont invitées à raisonner dans un cadre hypothétique pour révéler leurs préférences.
- La méthode des programmes (ou analyse conjointe) se distingue de l'évaluation contingente dans la mesure où elle ne vise pas directement l'estimation du consentement à payer des individus pour bénéficier des aménagements proposés. L'exercice proposé porte sur la comparaison de programmes concurrents, un programme étant défini comme la réalisation d'un ou plusieurs des 4 projets. La mise en œuvre d'un programme se traduit par un coût et donc par un prix à payer par la personne auditionnée. Le véhicule de paiement choisi est la redevance de parking pour les visiteurs motorisés et la contribution volontaire à un fond spécialisé pour les habitants.
- Un modèle de comportement est défini sur la base des concepts de la théorie du consommateur qui permet de modéliser le comportement d'un individu rationnel : la fonction d'utilité renseigne son bien-être.
- 2 enquêtes ont été réalisées : la première sur un échantillon aléatoire de 98 ménages de Calenzana et Calvi et, la seconde, sur 103 visiteurs à la fin de leur visite de la forêt.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Les personnes interrogées sont intéressées par la gestion de la forêt et ont bien compris l'exercice d'évaluation mené à partir des scénarios. La légitimité d'un fonds consacré à la forêt est reconnue par la quasi totalité des habitants auditionnés. Les visiteurs adhèrent au paiement d'un droit de parking, voire à une hausse de ce droit.

Classement des projets : Bien que les deux échantillons diffèrent au niveau de leurs caractéristiques socioéconomiques, les résidents étant plus âgés et ayant des revenus plus modestes que les visiteurs, ils expriment des préférences similaires dans leurs choix de programmes.

Les personnes auditionnées accordent une priorité à la protection renforcée contre les incendies : des programmes incluant ce projet sont choisis dans 61% des cas pour les résidents et dans 81% des cas pour les visiteurs. Elles expriment également une préférence nette pour la protection de la faune et de la flore vis-à-vis des autres projets (organisation de l'accès et amélioration de l'accueil du public). Ce projet figure en effet dans 46% et 59% des programmes respectivement pour les résidents et pour les visiteurs. Néanmoins, le choix du statu quo est plus fréquent chez les résidents que chez les visiteurs. Cet écart peut toutefois être dû à la différence de véhicule de paiement. La contribution annuelle est plus significative chez les résidents, pourtant plus modestes, que le ticket de parking pour les visiteurs.

Estimation du consentement à payer : confirme le classement des projets. Toutefois, les résultats obtenus ne sont pas comparables entre échantillons étant donné que les véhicules de paiement diffèrent. Le rejet d'un projet pour une personne donnée se traduit par une « désutilité » et donc une valeur négative du consentement à payer.

Les visiteurs consentiraient à payer 5 € pour la protection renforcée contre les incendies et 3,2 € pour la protection de la faune et de la flore mais rejettent le statu quo (- 4,3 €) et les projets d'organisation de l'accès (- 1,3 €) et d'amélioration de l'accueil du public (- 4,1 €).

Dans le cas des résidents, les valeurs obtenues sont significatives pour le statu quo (32,7 € à 39,5 €) : ce choix peut traduire une aversion pour le changement ou résulter de problèmes cognitifs. Les résidents consentent à payer des montants significatifs pour la protection renforcée contre les incendies (39,5 à 47,2 €) et pour la protection de la faune et de la flore (30,8 à 38,6 €).

Impact sur autres activités économiques

Comme les visiteurs, les résidents traduisent un rejet relatif des autres projets (consentements à payer négatifs).

Le consentement à payer des résidents pour un programme comprenant à la fois un projet de protection renforcée contre les incendies et un projet de protection de la faune et de la flore est estimé selon les modèles entre 70,3 et 85,8 € par ménage et par an. Pour ce même programme, les visiteurs seraient prêts à payer 8,2 € au lieu de 3€.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Les tailles d'échantillons nous paraissent faibles.

Résultats basés sur des déclarations.

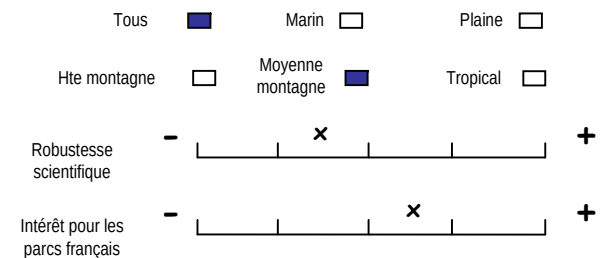
Les différences de véhicules de paiement interdisent la comparaison des résultats et engendre des écarts importants dans le consentement à payer.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

Les visiteurs sont auditionnés sur le parking : ce sont donc des personnes qui consentent déjà à payer un droit.
Les visiteurs qui ne sont pas motorisés sont exclus : il y a donc un biais possible.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

.....

Auteur de l'étude (ou correspondant)

francois.bonnieux@rennes.inra.fr,

aliain.carpentier@rennes.inra.fr, paoli@corte.inra.fr

Références utiles signalées par l'étude

- ↳ Louvière J.J., Hensher D., Swait J. (200. Stated choice methods: Analysis and applications in marketing, transportation and environmental valuation. New-York: Cambridge University Press - 402p.

Références
du document

Titre : **Valoração econômica do Parque estadual do Morro do Diabo**
Auteur : Aznar C.

Type de document : rapport d'étude

Organisme commanditaire du rapport : Conservation Strategy Fund (USA)

Date de publication : 2003

Langue de publication : portugais

Nombre de pages : 60p

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Parque estadual (PE) do Morro do Diabo (Brésil)

Région : Etat de São Paulo, municipalité de Teodoro Sampaio. Région du Pontal de Paranapanema à l'extrême ouest de l'Etat, totalisant 11 838 km² répartis en 26 communes.

Type d'institution gestionnaire de l'espace : agence du secrétariat d'Etat à l'environnement de l'Etat de São Paulo (Instituto Florestal da Secretaria de Estado do Meio Ambiente).

Surface de l'espace naturel protégé : 33 845,33 ha (35 000 ha en considérant la surface désaffectée dans la zone d'influence immédiate)

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : problème d'occupation spontanée des sols depuis le milieu du 19^e siècle, du fait des petits agriculteurs-éleveurs sans titre foncier. L'élevage constitue l'activité dominante de la région.

Existence de patrimoine culturel : ☐ oui ☐ non ☒ nc

Patrimoine naturel le plus notable : ☒ oui ☐ non ☐ nc

Objectifs
de l'étude

Réaliser une valorisation économique totale du Parc (valeur d'utilisation + valeur d'existence) avec comme objectifs secondaires :

- ▢ Etayer l'argumentation en faveur de la préservation et de la restauration des derniers vestiges de la forêt Atlantique semi-caduque de l'Etat de São Paulo.
- ▢ Souligner l'importance du Parc Morro do Diabo dans la préservation desdits vestiges.
- ▢ Susciter des politiques publiques en faveur de formes durables d'utilisation des sols dans l'Etat de São Paulo, en particulier dans la région du Pontal do Paranapanema.
- ▢ Fournir des paramètres pour l'établissement de compensations futures en cas d'événements funestes (incendies, etc.)
- ▢ Servir de projet de démonstration à l'application d'outils économiques pour la valorisation des unités de conservation dans le pays, en particulier dans la zone de forêt Atlantique.

Type
d'approche(s)

- ▢ Méthode de valorisation contingente : calcul du consentement à payer de la population de la ville de São Paulo pour la préservation du Parc, représentative de sa valeur d'existence, et séparément, pour la conservation de toute la forêt Atlantique.

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☒

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☒ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☒ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte

- La forêt Atlantique brésilienne compte parmi les forêts tropicales les plus importantes et les plus menacées au monde en termes de biomasse, mais fait l'objet de très peu d'études. Les vestiges de cette forêt se concentrent à 85% dans la région du Pontal du Paranapanema, et sont majoritairement protégés par le Parc Morro do Diabo, dernier refuge d'un grand nombre d'espèces animales et végétales.
- Les vestiges de cette forêt sont menacés par les pressions économique-politiques et démographiques à la surexploitation des terres. L'enjeu écologique et la dynamique des problématiques locales démontrent l'importance de travaux incluant la valorisation économique comme outil fondamental de planification et de gestion régionales.

Méthode de calcul de la « consentement à payer » (CAP)

- Etude quantitative de type enquête, au travers d'entretiens personnels à domicile autour d'un questionnaire préalablement structuré et normalisé, comportant des questions fermées et des questions ouvertes.
- Echantillon final de 648 entretiens valides, structurés autour des variables socio-démographiques (sexe, âge, région, scolarité, niveau de revenu, fonction de chef de famille...) de la population pauliste, telles qu'établies par le recensement réalisé en 2000.
- Création de variables de motivation du consentement à payer, pour distinguer valeur d'existence, valeur d'usage et valeur d'usage future, composantes différentes de la valeur économique totale.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

- La méthodologie retenue évalue la valeur d'existence du Parc Morro do Diabo à 2.1 millions d'US \$ annuels, et celle de toute la forêt Atlantique de l'Etat de São Paulo à 3 millions d'US \$ annuels. Cela équivaut à 62 US \$ par hectare et par an pour le Parc. D'après des études comparables menées sur des parcs situés dans divers pays en développement (Brésil, Inde, Thaïlande), les résultats apparaissent très hétérogènes, avec une moyenne qui ressort à 296 US \$.

- Le budget moyen du Parc Morro do Diabo ne représente que 3.8% de la CAP de la population de São Paulo. En dépit de ses limites, la méthode démontre l'importance des aires protégées pour la population, non seulement pour les chercheurs et fonctionnaires directement concernés par la gestion des aires protégées, mais pour la population de l'Etat en général.

Impacts sur emploi

Non abordé

Impacts sur activité touristique

Non abordé

Impact sur autres activités économiques

Non abordé

Intérêt et limites selon CREDOC

Cette étude montre bien le caractère relatif des CAP dégagés de pareilles études : les évaluations contingentes permettent de démontrer le caractère non négligeable de la valeur attribuée à un parc par les résidents ; cependant les résultats dégagés ne peuvent être considérés comme des valeurs absolues négociables auprès des pouvoirs publics.

Enseignements valorisables par les parcs français

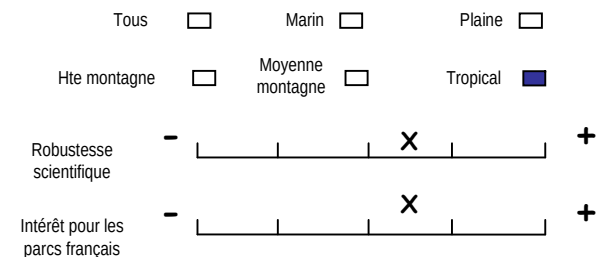
De même, la comparaison avec d'autres espaces protégés montre que la comparaison entre les résultats de plusieurs évaluations contingentes ne peut se faire qu'au moyen d'une méthodologie rigoureuse, qui reste à développer.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

- L'étude se limite à la valeur d'existence du Parc. Faute d'une méthodologie satisfaisante et de moyens financiers, l'évaluation de la valeur d'usage direct (principalement valeur éducative pour les écoles de la région) n'a pu être effectuée : la valorisation contingente est inadéquate, et la méthode des coûts de transport est matériellement inapplicable.
- L'enquête est confrontée à un grand nombre de CAP nuls de la part des interviewés, qui traduisent d'une part le manque de crédibilité du gouvernement dans l'utilisation des fonds publics, et d'autre part les restrictions budgétaires de la population.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
nc

Auteur de l'étude (ou correspondant)
C. Aznar, Conservation Strategy Fund

Références utiles signalées par l'étude

- u AZNAR C., ADAMS C. : valoração ambiental do Parque Estadual Morro do Diabo, 3. Congresso Brasileiro de Unidades de Conservação, 2002 Fortaleza

Références
du document

Titre : Benefícios econômicos locais de áreas protegidas na região de Manaus, Amazonas

Auteur : Amend M.R., Reid J., Gascon C.

Type de document : Rapport d'étude

Organisme commanditaire du rapport : Conservation Strategy Fund (Brésil-USA)

Date de publication : 2006

Langue de publication : portugais

Nombre de pages : 11p

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : areas protegidas na região de Manaus (Brésil)

Région : aires de la Forêt Amazonienne situées dans un rayon de 200 km autour de Manaus, capitale de l'Etat d'Amazonie.

Type d'institution gestionnaire de l'espace : organismes fédéraux ou régionaux de protection de l'environnement (IBAMA, INPA, IPAAM, PMM)

Surface de l'espace naturel protégé : 10 aires non contigües de surface hétérogène totalisant 3 755 078 ha. L'aire la plus vaste représente 60% de l'ensemble, et les 3 plus vastes 95%.

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : zones de protection des écosystèmes tropicaux (Forêt Amazonienne) avec peu d'activité humaine.

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc

Objectifs
de l'étude

L'objectif général vise à démontrer l'impact économique positif généré par 10 aires naturelles protégées de la région de Manaus. Il se décline en trois objectifs spécifiques :

- ↳ Développer une base de données pour systématiser l'analyse des flux financiers associés aux aires protégées
- ↳ Elaborer une matrice d'indicateurs de mouvements financiers et de création d'emplois dans lesdites aires protégées.
- ↳ Discuter l'importance et l'opportunité économique d'insérer des aires protégées dans les plans gouvernementaux d'occupation des sols.

Type
d'approche(s)

- ↳ « Analyse financière » selon Phillips (1998) : étude limitée aux flux monétaires entrants, par opposition à une valorisation économique complète comportant une valeur d'utilisation et une valeur plus qualitative de non-utilisation (valeur d'existence + valeur d'héritage).
- ↳ Complément important de la traditionnelle analyse coûts-bénéfices, en tant qu'outil de démonstration de la signification pour l'économie locale d'aires protégées dans les pays en développement.

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☒ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☒ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques
Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☒
Méthodes d'analyses de la valeur
Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte

- ↳ Limiter l'exploitation humaine des ressources naturelles relève du défi face à l'argument du développement avancé pour justifier l'extension des « surfaces utiles » aux zones naturelles encore protégées, en dépit de la démonstration de Young (2002) d'une faible corrélation entre déforestation et développement économique.
- ↳ Il s'agit donc de valider l'existence d'aires protégées en tant que moyen de protection des ressources naturelles face à l'avancée des forces destructrices légales et illégales.
- ↳ L'étude vise également à participer à la réflexion sur la création de nouvelles aires protégées.

Calcul des bénéfices économiques des aires protégées : hypothèses

- ↳ Toutes les dépenses d'infrastructure, gestion, protection, recherche scientifique et extension des aires protégées sont considérées comme un revenu pour l'économie locale, ainsi que les recettes de tourisme et tous les autres services liées à l'existence de ces aires.
- ↳ Le coût ainsi considéré est assimilé à un revenu disponible pour l'achat de biens et services et la perception d'impôts locaux, revenu qui ne rentrerait pas dans l'économie locale en l'absence d'aires naturelles protégées.

Paramètres de la base de données

- ↳ Nom, catégorie, statut, organisme gestionnaire, administrateur, superficie, distance de Manaus
- ↳ Emplois directs générés, coût total et coût moyen unitaire associés
- ↳ Recette moyenne annuelle générée par l'aire protégée et recette par hectare
- ↳ Calcul de la valeur actuelle de l'aire protégée, considérant une projection de 20 ans de recette moyenne. Pour l'estimation maximale, utilisation d'un taux d'actualisation égal au taux de rémunération de l'épargne (10.7% en octobre 2003) ; pour l'estimation minimale, utilisation du taux directeur de la Banque Centrale du Brésil (20% à la même date).

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Dimension explicitement exclue de l'étude par choix méthodologique.

Impacts sur emploi

Les 10 aires protégées génèrent 218 emplois locaux directs, liés à la conservation de l'espace et représentant un coût annuel de 943 750 US\$, soit une moyenne annuelle de 4329 US\$ par travailleur. Une seule aire concentre 106 emplois. Quatre aires ne génèrent aucun emploi direct. En revanche, le niveau de qualification et de rémunération de ces emplois est supérieur à la moyenne pour la région Nord, du fait du caractère technique des postes touchant à la maintenance d'espace naturel protégé.

Impacts sur activité touristique

Aucune activité touristique significative n'est quantifiée (cf. infra les limites de l'étude).

Impact sur autres activités économiques

- Les flux financiers entrant dans l'économie locale ont une valeur actuelle comprise entre 7.23 et 11.13 M\$, d'après la méthodologie utilisée de projection sur 20 ans. La recette annuelle moyenne des 10 aires s'élève au minimum à 1.76 M\$, soit 0.47 \$/ha (valeur comprise entre 0.16 et 141.11 \$/ha suivant les zones), à comparer à un budget moyen de conservation d'aire protégée égal à 20.58 \$/ha en pays développé et 1.57 \$/ha en pays en développement.
- Ces ressources sont extérieures à hauteur de 98.5% à la municipalité de Manaus – confirmant l'importance de ces zones pour l'économie locale. 67.7% des fonds transitent par des organismes gouvernementaux, et 53.2% proviennent de financements internationaux. La majeure part des ressources (62.8%) est consacrée aux projets de recherche et d'extension ; la gestion de l'espace compte pour 19.1%, et les infrastructures pour 18%. Le tourisme compte pour moins de 0.1%.
- Globalement, les aires naturelles protégées apparaissent comme des éléments d'attraction d'investissements externes, des composantes actives de l'économie locale et un paramètre important dans le développement de stratégies d'utilisation des sols.

Intérêt et limites selon CREDOC

L'étude se limite au coût des emplois directs liés à la gestion des parcs, et fait l'hypothèse forte d'un bénéfice économique équivalent pour la région dans la mesure où les personnes employées dépensent localement leur revenu (fraction desdits revenus dépensés en dehors de la région supposée non significative). Or, une partie non négligeable des revenus peut être épargnée ou dépensée en biens de consommation ou d'équipement à l'extérieur de cette région reculée. D'un autre côté, il est autorisé de penser que les ressources consacrées à la recherche scientifique et aux infrastructures peuvent donner lieu à un appel de prestataires extérieurs à la région (emplois indirects), qui dépensent une partie de leurs revenus localement.

Enseignements valorisables par les parcs français

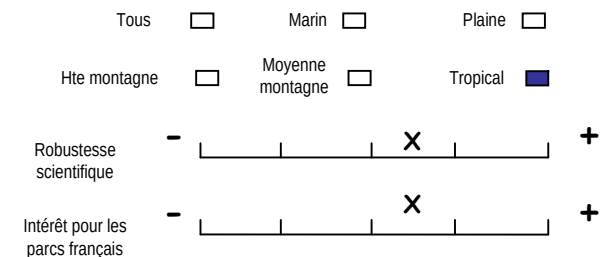
L'étude montre comment les sources de flux financiers peuvent être différentes selon les espaces naturels : dans cette portion de la Forêt Amazonienne, le tourisme tient une place dérisoire dans l'entrée de capitaux dans la région. On peut alors se demander comment se distribue cette entrée de capitaux au sein des populations résidentes : il semble que les capitaux soient captés par des postes de dépense bien précis, en l'occurrence les projets de recherche et l'aménagement de l'espace concerné.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

- L'évaluation des retombées économiques est limitée à l'échelle locale et aux emplois directs. Il n'y a pas d'évaluation des retombées indirectes (multiplicateur de flux financiers) et de la valeur non-monnaire des aires protégées.
- La collecte d'informations financières a été faite de façon rétrospective. Les données de base sont souvent insuffisantes pour le calcul de l'impact économique, en l'absence de registres financiers spécifiques des institutions impliquées. Les données sont par ailleurs anciennes (2003).
- En particulier, absence de données pertinentes pour évaluer l'impact réel du tourisme.
- La valorisation économique ayant été faite *a minima*, les auteurs font l'hypothèse qu'elle est probablement très inférieure à une réalité non quantifiée.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

.....

Auteur de l'étude (ou correspondant)

.....

Références utiles signalées par l'étude

- PHILIPS, A. (1998), « Economic values of protected areas. Guidelines for protected area managers » World Commission on Protected Areas (WCPA), Best Practice Protected Area Guidelines Series n°2.
- YOUNG, C.E.F. (2002), « Is deforestation a solution for economic growth in rural areas ? Evidence from Brazilian Mata Atlantic » Fundação SOS Mata Atlântica, Sao Paulo.

Références
du document

Titre : Valor Econômico de visitação do Parque « Philippe Westin Cabral de Vasconcelos » da Escola Superior de Agricultura « Luiz de Queiroz » (ESALQ) da Universidade de São Paulo (USP)

Auteur : Villalba Gonzalez M.

Type de document : Soutenance de thèse en économie appliquée

Organisme commanditaire du rapport : Université de São Paulo

Date de publication : 2004

Langue de publication : portugais

Nombre de pages : 75p

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Parque estadual (PE) Philippe Westin Cabral de Vasconcelos (Brésil)

Région : Etat de São Paulo, municipalité de Piracicaba.

Type d'institution gestionnaire de l'espace : campus de l'Université de São Paulo, Ecole Supérieure d'Agriculture

Surface de l'espace naturel protégé : parc de 15 ha dans un campus de 816.9 ha.

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : l'ESALQ conduit des activités d'enseignement, de recherche scientifique et de prestation de services à la communauté. Il s'agit de la plus ancienne université d'ingénieurs agronomes du Brésil. Le campus reçoit un grand nombre de visiteurs en raison de sa beauté scénique et des vastes espaces verts préservés où se pratiquent activités sportives et récréatives : promenades, pique-niques, lecture, courses, gymnastique... La municipalité de Piracicaba (environ 358 000 habitants) est un important pôle régional de développement industriel et agricole, dans une région parmi les plus industrialisées et productives de l'Etat, et notamment une zone de culture de la canne à sucre.

Existence de patrimoine culturel :

oui non nc

Patrimoine naturel le plus notable :

oui non nc

Objectifs
de l'étude

L'étude a pour objectif général d'estimer la valeur monétaire de la fréquentation du Parc et de ses environs, représentative des bénéfices procurés à ses visiteurs. Les objectifs spécifiques induits sont :

- Décrire les caractéristiques de la demande quant à la visite du Parc
- Mesurer le consentement à payer des visiteurs pour l'utilisation et la préservation du Parc
- Estimer la valeur d'utilisation et de préservation du Parc.

Type
d'approche(s)

- ↳ Méthode de valorisation contingente : construction d'un échantillon d'observation de visiteurs du Parc et calcul de leur consentement à payer au moyen d'entretiens *in situ*, articulés autour d'un questionnaire détaillé.

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☒

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☒ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☒ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation
(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte

- La valorisation économique est utile aux prises de décisions politiques dans les domaines de l'allocation de ressources, la création d'aires protégées, le tourisme, le développement régional et local, la protection spécifique de ressources. A ce titre, la méthodologie choisie permet de justifier les actions de maintenance et de planification du Parc, en démontrant le retour sur investissement réalisé par la société dans le Parc sous forme d'externalités positives (gains procurés à des agents économiques sans paiement d'une compensation via un système de prix).
- Méthode de valorisation contingente amplement utilisée depuis le milieu des années 1960 pour la valorisation des désastres environnementaux, des activités touristiques, des aménités environnementales et en particulier des bénéfices en termes de loisirs procurés par les parcs naturels.

Méthode de calcul du « consentement à payer » (CAP)

- Utilisation d'un format de questionnaire dit référent (ou binaire, dichotomique ou fermé), par opposition à un format ouvert. Les questions se présentent ainsi sous la forme « êtes-vous prêt à payer X reais? », plutôt que « combien êtes vous prêt à payer? ». Chaque question engendre ainsi une réponse binaire « oui » ou « non ».
- L'échantillon d'étude tiré de la population des visiteurs du Parc est aléatoire. Pour chaque valeur du CAP, la taille de l'échantillon est déterminée par une formule de probabilité de réponse oui/non, fonction du nombre hebdomadaire de visiteurs du Parc, du coefficient de distribution normale de la valeur, etc.
- La taille de l'échantillon obtenue est de 98 pour les jours ouvrés, 98 pour les fins de semaine, soit un total de 196.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

L'étude utilise la fréquentation touristique du Parc comme paramètre même de valorisation. D'après la méthodologie utilisée, le consentement à payer moyen des visiteurs du Parc s'établit à 14.53 BRL par mois, ce qui conduit à une estimation du bénéfice économique du Parc à 37 487,40 BRL mensuels.

Impacts sur emploi

Non abordé

Impacts sur activité touristique

Non abordé

Impact sur autres activités économiques

En sus de mener, en premier lieu, ses activités d'enseignement, de recherche scientifique et de services à la communauté, l'ESALQ développe d'autres fonctions de valeur significative. Entre autres bénéfices indirects, de par ses caractéristiques, le Parc génère des bienfaits à ses visiteurs, augmente la valeur de l'immobilier situé dans son voisinage, procure des aménités environnementales à la population locale, etc.
Par ailleurs, la valeur du Parc dépasse le cadre local dans la mesure où il est un sanctuaire de conservation d'un grand nombre d'espèces de plantes et d'arbres.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Le recours à un questionnaire fermé encourage les répondants à peser le CAP qu'ils déclarent (grâce à un système de paliers), plutôt que de leur demander de décider d'une somme sans aucun repère.

Néanmoins les résultats d'une étude centrée sur le CAP des touristes ne répondent pas entièrement aux objectifs de départ qui consistaient à justifier les dépenses publiques consacrées au parc. Ils ne peuvent qu'aider à fixer un prix d'entrée au parc pour les touristes, si tant est que l'on considère que les touristes doivent payer pour l'entrée du parc. L'objectif initial d'aiguiller des décisions politiques doit inclure des enquêtes auprès des résidents et des entreprises puisque ceux-ci contribuent par les impôts au financement des mesures publiques.

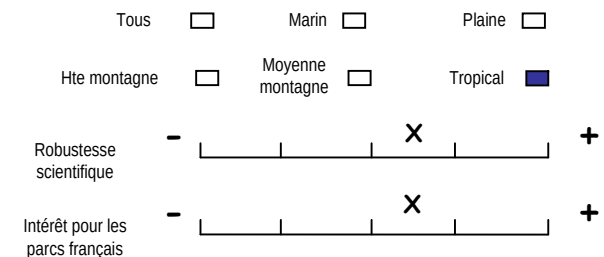
III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

- L'étude se cantonne à l'estimation de la valeur d'utilisation du Parc à des fins de visite. Elle ne valorise pas les bénéfices indirects importants tels que l'impact positif sur les prix de l'immobilier, les aménités positives générées par le Parc, et la valeur d'existence de celui-ci (conservation de la biodiversité, intérêt pour la recherche scientifique...).

- La fréquence de visite du Parc subit des variations saisonnières (température, précipitations, ensoleillement) qui ne sont pas captées dans la présente étude.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Auteur de l'étude

Villalba Gonzalez M.

Références utiles signalées par l'étude

- ALMEIDA L.T., Política ambiental : uma análise econômica, Campinas Unesp/Papirus 1998
- HANEMANN M.W., Welfare evaluation contingent valuation experiments with discrete responses, American Journal of Agricultural Economics, 1984
- ARROW K. et al., Report of the NOAA panel on contingent valuation, National Oceanic & Atmospheric Administration, 2004

Références
du document

Titre : Critérios econômicos para a aplicação do princípio do protetor-recebedor : estudo de caso do Parque estadual dos Três Picos

Auteur : Scapulatempo Strobel J., Cabral de Souza W., Seroa da Motta R., Amend M.R., Gonçalves D.A.

Date de publication : 2007

Type de document : rapport d'étude

Langue de publication : portugais

Organisme commanditaire du rapport : Conservation Strategy Fund (USA)

Nombre de pages : 60p

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Parque Estadual (PE) dos Três Picos (Brésil)

Région : Etat de Rio de Janeiro, municipalités de Cachoeiras de Macacu, Teresopolis, Nova Friburgo, Guapimirim, Silva Jardim.

Type d'institution gestionnaire de l'espace :

Surface de l'espace naturel protégé : 46 350 ha

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : le Parc est situé dans une zone de moyenne montagne qui joue un rôle de réservoir régional d'eau douce, source des rivières Macacu et Guapiaçu, bassin de la Baie de Guanabara. Les ressources hydriques du Parc alimentent 1.7 M d'habitants en eau potable. La région a été exploitée dès le début de la colonisation portugaise au Brésil. Différentes activités consommatrices d'eau y sont implantées : agriculture, élevage, extraction d'eau minérale, brasseries...

Existence de patrimoine culturel :

oui non nc
Patrimoine naturel le plus notable :

oui non nc

Objectifs
de l'étude

Proposer une méthodologie pour la réglementation des articles 47 et 48 de la Loi sur le Système National des Unités de Conservation, qui prévoit le paiement d'une compensation pour les services environnementaux (externalités positives) générés par les unités de conservation, sur la base du principe du protecteur-receveur. Appliqué au cas des ressources hydriques protégées par le Parc, l'objectif se décline comme suit :

- Identification des coûts de gestion nécessaires à la pérennité de services de protection.
- Estimation de la contribution de l'unité de conservation à la pérennité du bassin hydrique.
- Définition des critères économiques de recouvrement et répartition des coûts de protection entre usagers.
- Estimation de structures de recouvrement par type d'usage sur la base de ces critères.
- Proposition d'arrangement institutionnel.

Type
d'approche(s)

- Modélisation des coûts et bénéfices liés à l'utilisation de l'eau potable du bassin hydrique de la Baie de Guanabara ; proposition d'une tarification modulable au m³.

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☒

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☒
Plaine ☐ Tropical ☒ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☒
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte

- La gestion des ressources hydriques au Brésil est entrée dans une nouvelle phase en janvier 1997 avec la promulgation d'une loi fédérale sur la Politique Nationale des Ressources Hydriques, complétée par une législation adéquate au niveau des Etats. Elle pose quatre principes : gestion par bassin, unicité administrative, exigence d'un plan de gestion, instruments tarifaires. La phase réglementaire doit définir les critères d'implémentation de ces principes.
- La valeur économique de l'eau est reconnue par la loi, et sa tarification s'établit sur la base du principe de l'usager/pollueur-payeur. En outre, la loi sur les unités de conservation (aires naturelles protégées) prévoit la contribution financière des usagers pour l'implantation et la protection des unités de conservation qui protègent les sources d'eau. La présente étude propose une méthodologie pour la fixation de cette seconde compensation, sur la base du principe du protecteur-receveur (PPR), où le critère dominant est la récupération de coûts.

Méthodologie de fixation des prix de l'eau

- Tous les paramètres nécessaires à l'estimation des tarifs « PPR » sont captés par une formule : $t_i = t^* \cdot b_i \cdot d_i \cdot (1/e_i)$. $\Leftrightarrow$ pour chaque usager i , le tarif t_i qui lui sera appliqué est égal au tarif t de base du m^3 d'eau protégée, ajusté d'un coefficient comprenant b_i la proportion de consommation d'eau de l'usager dévolue à la contribution protectrice du Parc, d_i le coefficient de pondération attribué à l'usager dans la distribution de l'eau et e_i l'élasticité prix de la demande d'eau de l'usager.
- La somme totale recouvrée auprès des usagers (somme des $t_i \cdot v_i$, v_i étant les volumes consommés) doit ainsi couvrir les coûts de gestion de l'unité de conservation.
- La variable qualité de l'eau n'est pas prise en compte dans le cas d'espèce, dans la mesure où le Parc protège la source de cours d'eau, donc fournit une eau de la meilleure qualité possible aux usagers en aval. Dans le cas d'unités de conservation « filtreuses » situées au long des cours d'eau, livrant en aval une eau de meilleure qualité que celle reçue en amont, il convient d'introduire un paramètre de qualité de l'eau.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

La valorisation des biens environnementaux n'est abordée qu'indirectement, à travers la valeur d'usage directe de l'eau issue des sources protégées par le Parc, et uniquement sous l'angle d'une compensation financière destinée à couvrir les coûts de gestion du Parc. La valeur d'existence ou la valeurs d'usage indirecte (tourisme, etc.) ne sont pas abordées.

Impacts sur emploi

Non abordé

Impacts sur activité touristique

Non abordé

Impact sur autres
activités
économiques

La simulation tarifaire du m³ d'eau appliquée au Parque dos Três Picos donne des résultats divergents suivant le scénario adopté :

- Scénario neutre : pas de subvention croisée, tous les usagers sont traités également sur la base de leur consommation : m³ à 0.029 BRL
- Scénario distributif : subvention croisée en faveur des usagers urbains (consommation urbaine pondérée à 0.5 seulement) : m³ à 0.052 BRL
- Scénario différencié : subvention croisée aux usagers en fonction de leur élasticité au prix : m³ à 0.021 BRL

=> Il ressort qu'un scénario neutre élève la valeur de recouvrement pour les usagers les moins élastiques (+35% par rapport au scénario différencié), et que la subvention de l'usage résidentiel – scénario distributif – oblige à un effort de recette additionnel sur certains usagers moins élastiques (+80% par rapport au scénario neutre).

Intérêt et limites
selon CREDOC

Enseignements
valorisables par les
parcs français

L'étude pose clairement le principe de protecteur-receveur et en propose une application rationnelle en identifiant les bénéficiaires de la protection d'un bien environnemental et en essayant de différencier les tarifs qui leur sont applicables selon leurs profils. Le système de pondération prend en compte les différences d'élasticité au prix entre les usagers. Ce souci d'équité dans l'allocation des ressources se fait cependant en fonction de la situation géographique et non de la situation financière des consommateurs : or les usagers les moins élastiques sont ceux qui ont les moyens de baisser leur consommation en cherchant des ressources alternatives.

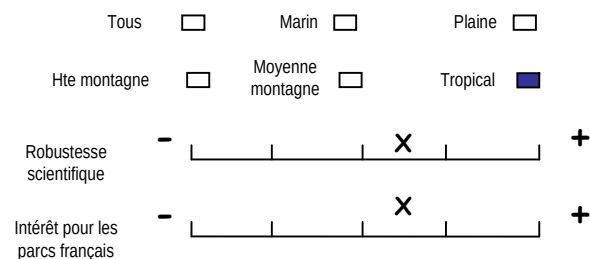
III. Intérêt de l'étude

Limites signalées
par les auteurs

L'étude signale un certain nombre de limites pratiques à l'application du principe protecteur-receveur :

- Surcoût pour l'utilisateur venant s'ajouter à son coût marginal effectif de consommation d'eau.
- Difficulté dans l'estimation des paramètres, soit méthodologiques, soit par manque de données.
- Complexité des réajustements tarifaires avec effets inverses de l'inflation (niveau général des prix) et des gains de productivité.
- Conflits sectoriels : agriculture et industrie plus sensibles aux prix qu'usagers urbains, du fait de leurs différentes options technologiques de production, d'où un biais vers une surfacturation de l'usage urbain.
- Interaction entre bassins hydriques : la consommation d'un bassin affecte en général celle d'un bassin voisin ou relié.
- Existence d'un coût marginal de mesure de la consommation d'eau qui peut être significatif.
- Possibilité de rationnement saisonnier : la disponibilité en eau étant modélisée par une fonction de probabilité, les contraintes d'allocation en cas de pénurie (par exemple suite à des précipitations insuffisantes) peuvent être sous-optimales.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

.....

Auteur de l'étude (ou correspondant)

.....

Références
utiles signalées
par l'étude

- ANDRADE T.A., Aspectos distributivos na determinação de preços públicos, Rio de Janeiro 1998
- TIETENBERGER T., Environmental and natural resource economics, 4th edition New York, Harper Collins College Publishers 1996

Références
du document

Titre : **Creating a framework to determine the socio-economic impact of national parks in South Africa : a case study of the Addo Elephant National Park**
Auteur : Melville Saayman et Andrea Saayman

Type de document : article

Organisme commanditaire du rapport : nc

Date de publication : 2006

Langue de publication : anglaise

Nombre de pages : 15 p.

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Le parc national des éléphants Addo en Afrique du Sud

Pays : Afrique du sud

Type d'institution gestionnaire de l'espace : nc

Surface de l'espace naturel protégé : 125 000 hectares

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : oui

Existence de patrimoine culturel : non

Patrimoine naturel le plus notable : Faune charismatique d'Afrique : éléphants, rhinocéros, lions, buffles, léopards, baleines australes et grands requins blancs.

Objectifs
de l'étude

- Estimer l'impact socio économique du parc national des éléphants Addo sur la population locale.
- Créer un modèle reproductible d'évaluation de l'impact socio économique local des parcs nationaux de l'Afrique du Sud.

Type
d'approche(s)

- Estimation de l'impact économique du parc des éléphants Addo sur l'économie locale.
- Estimation de l'impact de l'industrie du tourisme dans la région et l'impact du parc Addo sur l'industrie touristique et les communautés locales.
- Déterminer les emplois créés grâce à l'activité touristique amenée par le parc.

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre ☒ Savane

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques
Compilation de données diverses ☒ Analyse du système d'activités ☒
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☒ Analyse Input-output ☒

Méthodes d'analyses de la valeur
Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique ☐

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

- u Si l'accent, dans les parcs nationaux, a traditionnellement été mis sur la conservation de la biodiversité, la question de leur impact socio économique sur la population locale se pose aujourd'hui. Ce texte a pour objet de définir une méthodologie adaptée aux parcs nationaux de l'Afrique du Sud pour évaluer leur impact socio économique sur la population locale. Pour cela, les auteurs prennent le cas du parc national des éléphants Addo pour élaborer et tester leur modèle d'analyse.
- u Le parc de l'Addo a été choisi pour 4 raisons :
 - sa notoriété en tant que premier parc naturel à représenter la faune charismatique africaine,
 - sa récente expansion,
 - son attractivité touristique,
 - son emplacement géographique dans une région pauvre du pays.
- u **Une méthodologie se basant sur une analyse input output**

Trois éléments ont guidé la méthodologie adoptée pour l'évaluation socio économique du parc national Addo : l'approche adoptée, l'aire géographique retenue et le multiplicateur choisi.

Les auteurs ont choisi de retenir l'approche développée par Wang, Chalmers and Wall, à savoir ne retenir que les dépenses effectuées par le parc et ses visiteurs (de plus d'une nuit).

L'étude a reposé sur le parc national des éléphants Addo et l'économie locale a été préalablement définie comme l'ensemble des activités existantes dans un rayon de 30 km autour du parc.

L'étude ne pouvant se reposer sur une précédente analyse input-output régionale, ni sur celle existante au niveau national, les auteurs ont choisi de se baser sur une enquête par questionnaire, pour établir leur analyse en terme d'input-output.

Deux questionnaires ont été administrés : un auprès des visiteurs du parc et l'autre auprès des entreprises localisées dans l'aire retenue.

82 questionnaires ont été passés auprès de visiteurs ayant dormi au moins 4 nuits sur place pendant le mois de décembre de l'année 2004.

A la même période, toutes les entreprises localisées dans l'aire géographique ont été interrogées, soit 103 établissements.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Analyse input-output

Pour estimer l'impact économique du parc, les auteurs ont choisi de prendre en compte les dépenses des visiteurs ainsi que les dépenses de fonctionnement du parc. Les dépenses du parc de 2004 ont été estimées à partir de celle de 2003, soit 23 312 635 Rand. Quant aux dépenses des visiteurs, elles ont été différenciées selon s'ils dormaient en camping ou dans un gîte. Ainsi, les auteurs recensent 4 534 groupes de campeurs et 18 728 touristes résidant dans un gîte. Le total des dépenses effectuées par les campeurs est de 6 042 507 Rand et 33 452 141 Rand pour les visiteurs en gîte.

L'impact du parc sur l'économie locale a été calculé à partir du surplus économique estimé par multiplicateur et par visiteur supplémentaire, ce qui donne 211 632 Rand pour un touriste en gîte et 159 009 pour un campeur.

Ainsi, l'impact économique local est de 39 473 526 Rand pour les visiteurs en gîte et 7 251 008 pour les campeurs et le bénéfice retiré de 13 514 665 et 1 812 752 Rand, respectivement pour les visiteurs en gîte et les campeurs.

Le total des dépenses effectuées par le parc s'élève à 23 312 635 Rand, ce qui représente un surplus économique de 25 877 025 Rand et un bénéfice de 10 024 433 Rand pour l'aire économique locale.

Impact sur les activités économiques

6% des bed-and-breakfast déclarent, dans l'enquête par questionnaire, qu'ils n'existeraient pas si le parc n'avait pas été là. Ce chiffre augmente quand on interroge les commerces vivant du tourisme dû au parc : 27% des appartements équipés et bungalows, 37,5% des restaurants et autres commerces liés au tourisme et loisirs et 50% des boutiques souvenirs déclarent ne pas pouvoir exister sans l'existence du parc à proximité. Pour résumer, 34 établissements dépendent du parc pour leur activité économique soit 33% des entreprises localisées dans l'aire économique locale.

La part d'activité due aux touristes et aux locaux a aussi été calculée. L'activité la plus dépendante du tourisme se révèle être les réserves de chasse avec 95% de leur activité fonctionnant grâce aux touristes. Ensuite viennent les appartements équipés et bungalows (79%) et les commerces de tourisme et loisirs (65%).

Impacts sur l'emploi

Le secteur d'activité qui emploie le plus de salariés sont les réserves de chasse avec 499 salariés suivi des appartements équipés et bungalows avec 397 personnes. Il est important de souligner que dans 96 % des cas, les employés de la zone vivent à l'intérieur de cette même zone.

Le parc, quant à lui, emploie 149 personnes. Si l'on prend en compte le nombre d'emploi dû à l'existence du parc, on dénombre 393 emplois créés dans la zone locale directement ou indirectement par le parc.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

En conclusion, les auteurs répertorient à partir de leur expérience les biais à éviter, lors de la mise en place d'enquêtes similaires. Ils pointent notamment le manque d'informations disponibles pour leur étude : pas de données de recensement local disponibles, pas de table d'input-output régionale, des données nationales datant de 1988 et comportant de nombreuses limites et des données régionales sur la production dépassées. Ainsi, les données utilisées dans l'étude sont toutes des données de première main. Elles comportent certaines limites. Pour des raisons économiques, l'enquête par questionnaire n'a pu être réalisée sur un échantillon important de visiteurs. De plus, lors de la passation des questionnaires, les auteurs ont rencontrés des difficultés dues aux refus de répondre aux questionnaires ou à certaines questions.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

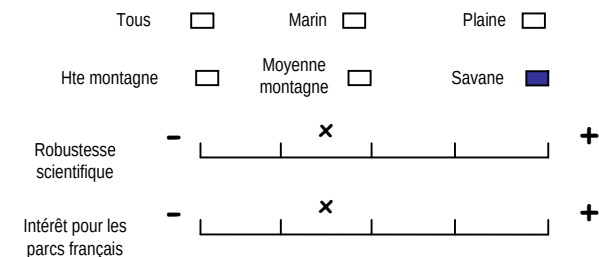
Les limites du texte sont celles évoquées par les auteurs eux mêmes en introduction et conclusion. Les données quantitatives sur lesquelles reposent l'étude ne sont pas toujours très fiables. Pour exemple, les dépenses du parc de 2004 sont en réalité les dépenses de 2003, l'enquête par questionnaire effectuée auprès des visiteurs a concerné seulement 82 personnes, le nombre de campeurs et visiteurs en gîte a été estimé à partir des chiffres de 2003, ce qui est bien évidemment discutable.

L'autre point faible du texte réside dans le manque d'explications quant à l'analyse input-output, car si un des intérêts du texte réside dans le développement de ce type de méthode, l'analyse input-output est malheureusement peu détaillée et semble donc peu fiable scientifiquement.

Le point fort du texte est de proposer une méthodologie applicable à l'évaluation économique des impacts des parcs nationaux des pays en développement. Pour ce faire, il brosse un rapide état des lieux bibliographique des différents types de méthodes utilisés pour évaluer les impacts économiques induits par le tourisme dans les régions pauvres. Ensuite, ils élaborent leur analyse en fonction de certains choix méthodologiques effectués grâce au précédent état des lieux.

Cependant, même si les auteurs ne proposent pas une méthodologie originale pour évaluer l'impact économique d'un parc, ils adoptent une posture méthodologique rigoureuse.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
nc

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Melville Saayman et Andrea Saayman

Références utiles signalées par l'étude

- Chalmers L et Wall G, « Local economic impact modelling : TIEBOUT, tourism and training », *Journal of geography in higher education*, 1992, Vol. 16, n°1, PP. 61-67.
- Wang, P.C.M., « Economic impact assessment of recreation services and the use of multipliers : a comparative examination », *Journal of Park and recreation administration*, 1997, Vol. 15, n° 2, pp. 32-43.

Références
du document

Titre : Meta-analysis of nature conservation values in Asia & Oceania : Data heterogeneity and benefit transfer issues

Auteur : Tran Huu Tuan and Henrik Lindhjem

Date de publication : 2008

Type de document : Article scientifique

Langue de publication : anglais

Organisme commanditaire du rapport : nc

Nombre de pages : 54 p.

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : plus de 100 études conduites sur des espaces naturels et protégée divers, en Asie (Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam, Chine, Japon, Corée, Taïwan, Inde, Sri Lanka, Iran, Israël, Pakistan) et Océanie (Australie, Micronésie, Papouasie Nouvelle-Guinée, Vanuatu).

Région : La plupart des études ont été réalisées en Asie du Sud-Est (principalement aux Philippines (10)), dans l'Est de l'Asie, et en Océanie (principalement en Australie (22)). Le nombre d'études portant sur Sud et le Sud Ouest de l'Asie est moins grand.

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Non précisé

Surface de l'espace naturel protégé : Non précisé

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : Non précisé

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
(préciser)

Objectifs
de l'étude

- Utiliser l'état de l'art de la littérature sur l'évaluation des biens environnementaux complexes (conservation des habitats, biodiversité et espèces menacées) dans une région géographique spécifique : l'Asie et l'Océanie.
- Identifier dans quelle mesure les estimations de bien-être relatives au bien environnemental sont conformes à la théorie et aux résultats empiriques en tenant compte des caractéristique du bien, des méthodes de valorisation, de la qualité de l'étude, des variables socioéconomiques etc.
- Identifier la sensibilité des résultats de la méta-régression et des valeurs prédites pour des sites non étudiés : 1/ au niveau d'hétérogénéité des biens évalués et aux méthodes d'évaluation utilisées ; 2/ au choix des modèles de méta-régression.

Type
d'approche(s)

- Méta-analyse sur une centaine d'études d'évaluation de la conservation de la nature en Asie et en Océanie.

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☒ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☒ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte

- Les études de méta-analyses antérieures s'attachent principalement à analyser les valeurs de types de biens environnementaux relativement homogène (ex: qualité de l'air, de l'eau, loisirs) souvent dans un même pays. Toutefois, il existe une tendance à aller plus loin dans l'étude de biens plus complexes à une échelle internationale.

Méta-analyse : transferts de bénéfices

- Un élément important pour la robustesse des modèles de méta-analyse et leur adéquation à une utilisation dans des applications de la méthode du transfert de bénéfice est l'échelle d'étude c'est-à-dire le compromis entre le nombre d'observations et le niveau acceptable d'hétérogénéité des données.
- Pour étudier l'effet de l'échelle de la méta-analyse, les auteurs divisent leurs données en 2 niveaux d'hétérogénéité : espèces menacées (biens et méthodes utilisées similaires) et « conservation de la nature » (biens et méthodes plus hétérogènes). Ensuite, ils estiment le nombre de modèles de méta-régression pour ces 2 principaux échantillons en utilisant des procédures d'études différentes de la robustesse et de la conformité des résultats obtenus par rapport aux résultats attendus.
- La conservation de la nature est définie par les auteurs comme la protection ou la gestion active d'un écosystème naturel, d'une ressource ou d'une aménité, terrestre ou marine. La mesure de la valeur économique pour un accroissement du niveau de conservation de la nature correspond à un changement dans la qualité ou la quantité de la protection ou des services qu'elle fournit. Cela renvoie au surplus du consommateur ou à son consentement à payer. Une fonction d'utilité est utilisée pour déterminer le consentement à payer à partir d'estimations et des informations théoriques et empiriques sur des variables exploratoires issues de différentes études. Ces variables sont potentiellement pertinentes pour expliquer un changement dans l'estimation du consentement à payer et, par suite, du bien être.
- Sources de données : diverses études conduites depuis 1980. 577 consentements à payer estimés issus de 99 études.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Analyse des données des études régionales d'évaluation : Le consentement à payer moyen annuel brut est supérieur en Océanie (254 US\$) bien qu'il soit également élevé en Asie du Sud (206 US\$). Les consentements à payer moyens les plus bas sont trouvés en Asie du Sud Est (83 US\$), Asie de l'Est (76 US\$) et dans le Sud Ouest Asiatique (66 US\$).

Les habitats terrestres (forêts, réserves naturelle et parcs nationaux) correspondent aux types d'habitats les plus fréquemment évalués. Viennent ensuite les habitats marins et d'eau douce (récif coralliens, plac-ges, rivières etc.). Les zones humides sont les mieux valorisées (514 US\$) principalement en raison des méthodes basées sur les prix des marchés souvent utilisées pour valoriser ces habitats. Les habitats marins présentent la plus faible valeur (80\$) en comparaison des autres types d'habitats. Les habitats terrestres (116 \$), les espèces menacées (105 \$) et les autres habitats (121 \$) sont valorisés environ 40 à 50% au-dessus. Les mammifères sont généralement mieux valorisés que d'autres espèces menacées.

La méthode de l'évaluation contingente est de loin la plus utilisée (77 études) et donne en général des mesures du consentement à payer plus faibles que la méthode des coûts de transports également fréquemment utilisée (14 études).

Résultats issus des modèles de méta-régression :

Espèces menacées : Le modèle 1 contient uniquement des variables méthodologiques ; le modèle 2 ajoute les caractéristiques des biens; le modèle 3 celles des pays ; et le modèle 4 inclus les variables socioéconomiques (revenu) et d'autres variables (ex: année d'enquête). Les variables méthodologiques du modèle 1 expliquent 40% de la variation du consentement à payer pour la préservation des espèces, les caractéristiques des espèces permettent d'expliquer 14% de variation supplémentaire alors que les variables des modèles 3 et 4 expliqueraient environ 22 à 27% de cette variation.

Conservation de la nature et de la biodiversité :

Les variables méthodologiques du modèle 1 expliqueraient 16% environ de la variation de consentement à payer pour la conservation de la nature et la biodiversité. Le modèle 2 explique plus du double de cette variation (34%) et modèle 3 près de la moitié (46%). Le modèle 4, avec le nombre de variables exploratoires le plus complet, expliquerait près de 80% de la variation de consentement à payer, ce qui est similaire au résultat obtenu précédemment malgré la plus grande hétérogénéité de données.

Les méthodes de préférences révélées tendent à donner des estimations plus faibles que les méthodes des préférences déclarées.

Vérification de la transférabilité des valeurs de la conservation de la nature : En réalisant un contrôle du niveau de l'erreur de transfert en utilisant les modèles de méta-régression pour prévoir les observations, les auteurs trouvent un niveau d'erreur de transfert médian (moyen) de 24% (46) pour les données sur les espèces en voie de disparition et de 46% (89) pour les données plus hétérogènes sur la nature et la biodiversité. Ces résultats suggèrent selon eux des niveaux de prédiction acceptables pour une utilisation politique.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Cet article est très théorique et relativement difficile d'accès pour les non spécialistes.

La méta-analyse suppose de disposer de nombreuses données et études sur des sites « similaires » au site d'étude. En outre, sa mise en œuvre suppose d'être au préalable en mesure d'identifier les variables explicatives de la valeur attribuée aux biens environnementaux.

Les niveaux d'erreurs de transfert nous paraissent élevés, bien que les auteurs affirment obtenir des niveaux d'erreurs de transfert plus faibles que ceux trouvés dans la littérature. Nous ne saurions recommander, comme le font les auteurs, de fonder des décisions politiques sur des résultats présentant de tels niveaux d'erreurs.

III. Intérêt de l'étude

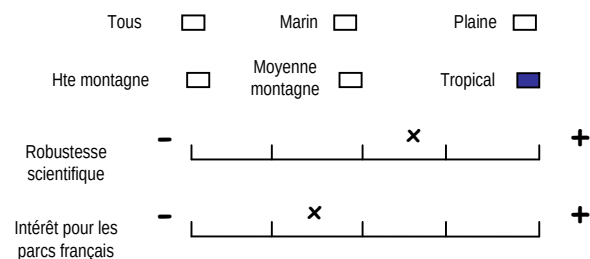
Limites signalées par les auteurs

Un changement de conservation de la nature et donc de consentement à payer peut ne pas être facilement comparable à d'autres sites et études. Il n'existe pas de solution aisée à ce problème.

La comparaison entre les valeurs attribuées à la conservation de la nature et les coûts d'opportunités liés aux efforts de conservation dans la revue de la littérature est au-delà du champ d'étude de cet article.

La diminution de la capacité de prédiction et d'explication des modèles de méta-analyse avec l'augmentation du degré d'hétérogénéité des données est confirmée par cette étude mais cette diminution est moins importante que ce qui était attendu.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

.....

Auteur de l'étude (ou correspondant)

henrik.lindhjem@econ.no.

Références utiles signalées par l'étude

- u Bateman, I. J. and A. P. Jones (2003), 'Contrasting conventional with multi-level modeling approaches to meta-analysis: Expectation consistency in UK woodland recreation values', Land Economics 79(2): 235-258.
- u Bergstrom, J. C. and L. O. Taylor (2006), 'Using meta-analysis for benefits transfer: Theory and practice', Ecological Economics 60: 351-360.
- u Desvousges, W. H., F. R. Johnson and H. S. Banzhaf (1998), Environmental policy analysis with limited information: Principles and applications of the transfer method. Cheltenham, UK: Edward Elgar.

Références
du document

Titre : Les retombées économiques des grands sites

Auteur : Réseau des grands sites de France en partenariat avec le cabinet Figesma

Type de document : Synthèse de 3 études sous format Word accompagné d'un document Powerpoint axé sur la méthodologie des enquêtes

Organisme commanditaire du rapport : Établissement public de coopération culturelle du Pont du Gard et le Conseil Général du Puy de Dôme

Date de publication : 2007

Langue de publication : française

Nombre de pages : 10 p + 61 diapos

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : 2 sites labellisés Grands Sites de France : le Pont du Gard et le Puy de Dôme.

Régions : Le Languedoc-Roussillon et l'Auvergne

Types d'institutions gestionnaires de l'espace : L'établissement public de coopération culturelle du Pont du Gard et le Conseil Général du Puy de Dôme

Surface de l'espace naturel protégé : 165 hectares pour le Pont du Gard

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : oui

Existence de patrimoine culturel : Le Pont du Gard est classé par l'UNESCO comme patrimoine mondial de l'humanité.

Patrimoine naturel le plus notable : Le Puy de Dôme est situé au cœur de la chaîne des puy et domine les 70 volcans des monts Dôme.

Objectifs
de l'étude

- Évaluer les retombées économiques générées par le site du Pont du Gard et du Puy de Dôme.
- Valoriser ces études et faire connaître aux différents sites du Réseau des Grands Sites de France la méthodologie utilisée pour ces études.

Type
d'approche(s)

- Approche en terme d'input output pour estimer les retombées économiques directes et indirectes, sociales, fiscales, et en terme d'image sur les 2 sites sélectionnés.

Type
d'espace

Parc national ☐

Réserve naturelle ☐

Autre espace protégé ☒

Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐

Haute montagne ☒

Moyenne montagne ☐

Plaine ☐

Tropical ☐

Autre méditerranéen ☐

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐

Analyse du système d'activités ☐

Analyse budgétaire ☐

Analyse Coûts-bénéfices ☐

Enquête fréquentation et attractivité ☐

Analyse Input-output ☒

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐

Méthode des prix hédoniques ☐

Modélisation des choix ☐

Autres méthodes ☐

Méthode des coûts de transport ☐

Autre méthode académique ☐

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

- u L'établissement gestionnaire du Pont du Gard et le Conseil Général du Puy de Dôme ont lancé, respectivement en 2005 et 2006, des études sur les retombées économiques des sites du Pont du Gard et du Puy de Dôme. Le Réseau des Grands Sites de France a souhaité valoriser ces deux études auprès des autres sites labellisés. Pour ce faire, et avec l'accord du cabinet FIGESMA qui a mené les deux enquêtes, le Réseau a produit une synthèse des résultats des enquêtes. Il a également coproduit un document powerpoint, afin de faire connaître la méthodologie employée pour ces deux études, ainsi que celle mise en place par ODIT France pour l'évaluation des impacts économiques du Mont-Saint-Michel.

Les objectifs de cette démarche sont à deux niveaux : comparer et diffuser les résultats des trois études mais aussi sensibiliser les équipes gestionnaires des autres sites de France aux études des retombées économiques et leur donner des indications méthodologiques.

- u **Une enquête quantitative pour le Pont du Gard et le Puy de Dôme**
L'enquête quantitative pour le Pont du Gard s'est déroulée sur 3 mois en 2005 (juin-septembre). Un échantillon représentatif de 1100 visiteurs a été interrogé dont 550 avant visite et 550 après.

Le terrain d'enquête effectué en 2006 au Puy de Dôme a duré 1 mois et demi (août-septembre). L'échantillon représentatif était constitué de 1009 visiteurs dont 500 avant visite et 509 après.

Trois grands types d'informations sur les visiteurs ont été dégagés :

- leurs profils
- leurs points de vue
- leurs dépenses et activités effectuées pendant le séjour dans la région.

Deux types de visiteurs ont été distingués : les touristes (domicile habituel hors de la région et séjour touristique dans la région) et les excursionnistes locaux (domicile principal ou secondaire dans la région et dormant sur place avant ou après la visite).

Ces deux enquêtes questionnaires ont été complétées par deux enquêtes auprès des prestataires directs des deux sites.

Dans le cadre de l'étude pour le Puy de Dôme, 408 questionnaires ont en plus été passés par téléphone, et trois tables rondes ont eu lieu.

Résultats des enquêtes menées pour les sites du Pont du Gard et du Puy de Dôme

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Les deux études menées sur le site du Pont du Gard et le Puy de Dôme ont porté sur 4 grands types de retombées : les retombées économiques, sociales (équivalents temps plein travaillé), fiscales et en terme d'image (uniquement calculées pour le Pont du Gard). Il a été distingué deux sous-parties aux retombées économiques : les retombées directes (dépenses et/ou recettes générées par les activités offertes sur le site et liées directement à la visite du site) et indirectes (dépenses et/ou recettes réalisées hors du site). Les effets induits (richesses produites par l'injection de flux financiers dans l'économie locale due à l'existence au site) n'ont pas été abordés par crainte de surestimer les retombées (Certains économistes estiment cette méthode sujette à caution).

Résultats pour le Pont du Gard

Pour le Pont du Gard, les retombées économiques directes et indirectes pour l'année 2005 (sans les coûts de transports) sont évaluées à 263 millions d'euros. Le cabinet FIGESMA dénombre 136 emplois directs et 1073 emplois indirects soit 1209 emplois au total dont 716 sur le territoire de référence. Les retombées fiscales directes (taxes et impôts payés par l'établissement gestionnaire du Pont) sont estimées à 1,5 millions d'euros, les retombées fiscales indirectes à 20 millions (taxes et impôts acquittés par les entreprises sur leur activités liées à « l'effet Pont du Gard »). Les retombées directes en terme d'image sont évaluées à 2,8 millions d'euros (équivalent achats d'espace dans la presse).

Résultats pour le Puy de Dôme

Les retombées économiques directes et indirectes pour le Puy de Dôme sont estimées, en 2006, à 150 millions d'euros sans les coûts de transports et à 176 millions d'euros avec. 35 emplois directs ont été comptabilisés et 661 emplois indirects. Donc, au total, 696 équivalents temps plein travaillés sont comptabilisés sur le site, dont 492 imputables au site labellisé. Le total des retombées fiscales pour le Puy en 2006 s'élève à 11 millions d'euros dont 6,3 millions sur le territoire de référence. Les retombées directes en terme d'image n'ont pas été calculées sur ce site. Néanmoins, l'enquête par questionnaire permet d'estimer les intentions fermes de re-visite à 94% et de prosélytisme à 99%.

Préconisations méthodologiques du Réseau des Grands Sites de France

Le Réseau propose dans une dernière partie des recommandations méthodologiques pour effectuer une évaluation des retombées économiques sur un grand site de France. Tout d'abord, ils préconisent d'obtenir deux types d'informations : des données sur la fréquentation (entrées, comptages, parkings et trafics) et des données sur les dépenses et recettes engendrées (visiteurs et prestataires). L'enquête par questionnaire se révèle être efficace pour obtenir des données sur la fréquentation (s'il n'en existe pas au préalable) et pour calculer les dépenses des visiteurs. Pour s'assurer de la représentativité de l'enquête, ils conseillent de croiser les données obtenues sur les dépenses avec les raisons de venue sur le site et les raisons de la visite (prioritaires, probables, éventuelles...). De plus, ils rappellent que pour s'assurer de la fiabilité de l'échantillon, il convient de calculer la marge d'erreur qui est fonction de la taille de l'échantillon.

Pour corriger les surestimations des données de l'enquête par questionnaire, il est préférable de réaliser les enquêtes avant et après la visite mais aussi sur le site et aux entrées du territoire.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

La démarche du Réseau de rapprocher ces trois études afin de mettre en commun les résultats et diffuser une méthodologie type pour évaluer les impacts économiques d'un site naturel est très pertinente. La forme des documents (une synthèse accompagnée d'un document powerpoint très pédagogique) permet d'améliorer l'accessibilité à des non experts.

La limite de ces documents réside dans la démarche adoptée. L'exploitation possible des résultats n'est assez précisée puisque l'accent est mis sur la démarche méthodologique.

De plus, on peut déplorer la simplicité de la méthodologie : l'avantage est bien entendu qu'elle est facile à reproduire, mais elle ne permet pas une analyse fine des impacts économiques réels.

La démarche méthodologique proposée par le Réseau pour l'évaluation des impacts économiques de sites est une très bonne entrée en matière pour effectuer une analyse à minima d'impacts économiques d'un parc naturel. On notera aussi que les démarches d'enquête pour évaluer les retombées économiques sont les mêmes pour les sites naturels et les parcs nationaux.

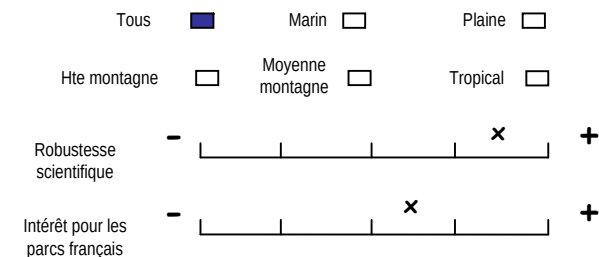
III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

Les auteurs de la synthèse précisent que les études des retombées économiques des sites du Pont du Gard et du Puy de Dôme n'ont pas inclus les effets induits afin d'éviter toute surestimation des retombées. De plus, les investissements réalisés par les pouvoirs publics sur les différents sites n'ont pas été pris en compte.

Enfin, dans le document powerpoint, les auteurs rappellent qu'il existe d'autres types de retombées. Celles-ci n'ont pas été prises en compte dans les études, une approche économique ayant été privilégiée. On peut citer les retombées physiologiques (dues aux activités physiques), psychologiques (bien-être, confiance en soi, relation à la nature...) et sociales (partage d'expériences, insertion dans un groupe...)

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaires de l'étude

Établissement public de coopération culturelle du Pont du Gard et le Conseil Général du Puy de Dôme

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Contactez le Réseau des grands sites de France pour obtenir une copie électronique des documents

Références utiles signalées par l'étude

Références
du document

Titre : Stated Preference Approaches for Measuring Passive Use Values : Choice Experiments versus Contingent Valuation

Auteur : Adamowicz W., P. Boxall, M. Williams et J. Louvière

Date de publication : 1995

Type de document : Article Scientifique

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport :
Nombre de pages : 33 p.

Espace
concerné

Nom de l'espèce protégée (pays) : Caribou des bois, Canada

Région : Alberta

Type d'institution gestionnaire de l'espace : non précisé

Surface de l'espace naturel protégé : non précisé

Activités humaines sur et à proximité de l'espace :
Industries forestière, d'exploitation du gaz naturel et du pétrole, activités récréatives
Existence de patrimoine culturel :
(préciser au besoin)

oui non nc

Patrimoine naturel le plus notable :
Forêts

oui non nc

Objectifs
de l'étude

- ↳ Explorer l'utilisation de la méthode de l'expérimentation (modélisation) des choix pour mesurer les valeurs d'usage passif
- ↳ Comparer la méthode de la modélisation des choix et l'évaluation contingente
- ↳ Etude de cas : la caribou des bois, Alberta, Canada

Type
d'approche(s)

- ↳ Modélisation des choix (en comparaison de l'évaluation contingente)

Type
d'espace

Parc national ☐

Réserve naturelle ☐

Autre espace protégé ☒

Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐

Haute montagne ☒

Moyenne montagne ☒

Plaine ☐

Tropical ☐

Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐

Analyse du système d'activités ☐

Analyse budgétaire ☐

Analyse Coûts-bénéfices ☐

Enquête fréquentation et attractivité ☐

Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☒

Méthode des prix hédoniques ☐

Modélisation des choix ☒

Autres méthodes ☐

Méthode des coûts de transport ☐

Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- ↳ Exercice d'évaluation économique de l'habitat du caribou des bois dans la zone d'Alberta au Canada en utilisant la méthode de la modélisation des choix. Les préférences du public constituent un élément pertinent de décision en termes de gestion des usages du foncier.

Méthode de la modélisation des choix

- ↳ Cette méthode diffère des méthodes conjointes typiques dans le fait que les individus sont invités à **choisir** entre des groupes d'attributs alternatifs plutôt que de les classer les uns par rapport aux autres. Ces expérimentations de choix sont en cohérence avec la théorie de l'utilité aléatoire et sont une alternative à l'évaluation contingente en tant que méthode d'évaluation des valeurs d'usage passif.
- ↳ De ce fait, la méthode de la modélisation des choix implique des efforts de conception dans le développement de scénarios pertinents possédant des attributs appropriés et dans l'utilisation des méthodes statistiques.
- ↳ **Etude qualitative** sur un groupe de répondant aide à comprendre la perception des individus sur la protection de l'habitat du caribou et les aspects de sa situation qui leur importe. Les attributs associés à la protection du caribou sont identifiés et comprennent : les terres qui abritent le caribou et supportent des activités forestières, des emplois, des opportunités récréatives, des habitats pour d'autres espèces (qui peuvent être corrélées négativement avec le caribou) et d'autres attributs. Le véhicule de paiement et la relation entre les actions préférées des personnes et la manière dont elles vont être affectées doivent être examinés.
- ↳ Des niveaux sont affectés aux attributs identifiés lors de l'étude qualitative pour représenter des situations alternatives qui auraient lieu dans la zone d'étude. Les individus sont invités à choisir l'alternative qu'ils préfèrent parmi les options qui leur sont proposées. Les répondants sont un échantillon aléatoire de 900 résidents d'Edmond au Canada.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Presque tous les attributs définis se révèlent significatifs statistiquement. Les populations de caribou et les zones naturelles ont des utilités marginales significatives et positives. Le modèle quadratique suggère que les préférences pour les populations de caribou augmentent rapidement jusqu'à une taille de population d'environ 600 individus, puis restent stables au delà.

Le consentement à payer pour augmenter la population de caribou à un niveau plus élevé que le statu quo est relativement bas : accroître la population de caribou de 600 à 800 individus coûterait 26\$ par ménage et par an.

Les taxes sont, comme prévu, négatives et significatives. L'effet des restrictions d'activités récréatives diminue en taille quand elles deviennent plus sévères. Ajouter des restrictions en cas d'opportunité récréative individuelle, diminue l'utilité.

Impacts sur l'emploi

L'emploi dans l'industrie forestière n'est pas, du point de vue statistique, significatif : dans ce cas, les répondants ne considèrent pas que l'accroissement de l'emploi dans l'industrie forestière augmente leur bien-être individuel.

Résultats méthodologiques

En comparaison avec l'évaluation contingente, cette méthode fournit une description plus riche des attributs pour lesquels les individus consentent à payer. La variance d'erreur dans le modèle d'expérimentation des choix n'est pas significativement différente de celle du modèle de l'évaluation contingente. L'utilité marginale des paramètres de revenus ne sont pas significativement différents de ceux des données de l'évaluation contingente. Les valeurs de bien-être obtenues avec la méthode de la modélisation des choix ont généralement des variances plus faibles que celles estimées avec l'évaluation contingente. Ces résultats suggèrent que la modélisation des choix serait une méthode plus performante que l'évaluation contingente.

Impact sur autres
activités
économiques

Non abordé

Intérêt et limites
selon CREDOC

La méthode de la modélisation des choix présente l'intérêt de fournir une description plus riche des préférences pour les différents attributs environnementaux que l'évaluation contingente. Elle constitue donc une alternative intéressante pour la mesure des valeurs d'usage passif.

Enseignements
valorisables par les
parcs français

Toutefois, il s'agit également d'une méthode de préférences révélées : les biais existants pour la méthode de l'évaluation contingente sont également vrais pour celle de la modélisation des choix. Il s'agit de situations hypothétiques; le véhicule de paiement est susceptible d'introduire un biais etc.

La particularité de cette étude réside notamment dans le fait qu'elle s'intéresse à une espèce et à son habitat plutôt qu'à un espace protégé.

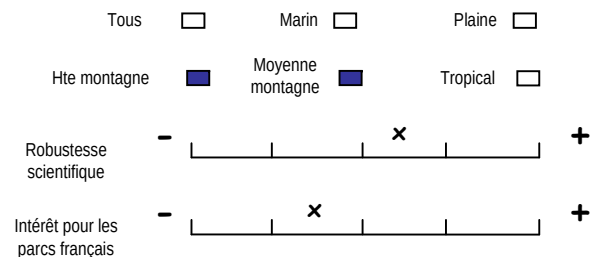
III. Intérêt de l'étude

Limites signalées
par les auteurs

Des sous populations avec des préférences différentes pour l'ensemble des attributs peuvent exister à l'intérieur de l'échantillon mais l'analyse conduite ici ne capture que l'effet moyen.

Les préférences des individus pour des biens publics sont difficiles à modéliser pour plusieurs raisons parmi lesquelles le fait qu'il existe rarement des données disponibles permettant de calibrer les choix déclarés.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

.....

Auteur de l'étude (ou correspondant)

Adamowicz W., P. Boxall, M. Williams et J. Louvière

Références
utiles signalées
par l'étude

- Adamowicz, W.L., Louvière, J., Williams, M. (1994) Combining Stated and Revealed Preference Methods for Valuing Environmental Amenities. *Journal of Environmental Economics and Management*, 26, 271-292
- Louvière, J.J. (1988) Conjoint analysis modeling of stated preferences: a review of theory, methods, recent developments and external validity, *Journal of Transport, Economics and Policy*, 10, 93-119.
- Louvière, J.J. (1991) Experimental choice analysis: introduction and overview, *Journal of Business Research*, 23, 291-297.

Références
du document

Titre : **The Economic Value of Ecological Services Provided by Insects**

Auteur : John E. Losey, Mace Vaughan

Type de document : Article scientifique

Organisme commanditaire du rapport :

Date de publication : 2006

Langue de publication : Anglais

Nombre de pages : 13

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Etats-Unis

Région : non précisé

Type d'institution gestionnaire de l'espace : non précisé

Surface de l'espace naturel protégé : non précisé

Activités humaines sur et à proximité de l'espace :
Tourisme, agriculture

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
(préciser)

Objectifs
de l'étude

- Estimer la valeur des services fournis par les insectes sauvages, en particulier : la pollinisation, la protection des végétaux (contrôle des insectes nuisibles aux cultures), la dégradation de la matière organique et la nutrition de la faune.

Type
d'approche(s)

- Méthode des coûts évités grâce aux services environnementaux

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre ☐ Tous ☐

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- u Fournir une estimation de la valeur des services fournis par les insectes sauvages pourrait permettre de reconsidérer l'importance de leur conservation dans la gestion des paysages et des espaces naturels et du point de vue de la législation.

Méthode des coûts évités grâce aux services fournis par l'environnement

- u Les auteurs estiment les pertes qui auraient lieu si les insectes ne fonctionnaient pas à leur niveau actuel. Les 4 types de services évalués ont été choisis, non en raison de leur importance, mais du fait de la disponibilité des données et d'un algorithme pour leur calcul. Trois de ces services (enfouissement de déjections animales, protection des cultures, et pollinisation) supportent la production d'un produit agricole de base quantifiable et dont la valeur est connue. Les auteurs calculent une estimation de la quantité de produit dépendante de chaque service ou le montant des dépenses économisées (ex: le coût de l'engrais dans le cas de l'évaluation de l'enfouissement des déjections animales).
- u Dans le cas de l'étude de la nutrition de la faune, les auteurs ont employé une méthode d'évaluation différente pour estimer les coûts. Au lieu de s'intéresser au calcul des prix payés aux producteurs, les auteurs ont utilisé des données issues du recensement de 1996 pour identifier comment les consommateurs dépensent leur budget. Les auteurs actualisent leur données en dollars de 2003 et estiment les dépenses dans les activités récréatives dépendantes des insectes.
- u A titre d'exemple, pour calculer la part des dépenses des chasseurs dans des activités dépendantes des insectes, les auteurs utilisent le nombre de jours passés à la chasse de petits insectivores lors des parties de chasse et la dépendance de ces oiseaux vis-à-vis des insectes pour leur alimentation.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Les auteurs estiment la valeur des services écologiques fournis par les insectes à au moins 57 milliards \$ aux Etats-Unis. Les auteurs considèrent que leur estimation globale est relativement basse notamment parce qu'ils ne disposent pas des données nécessaires à l'évaluation d'autres services fournis par les insectes sauvages. Ces autres services peuvent potentiellement être importants et s'élever à plusieurs milliards de dollars.

Ce montant se répartit comme suit : 0,38 milliards \$ liés à l'enfouissement des déjections animales, 4,49 milliards \$ pour la protection des cultures contre les herbivores, 3,07 milliards \$ pour la pollinisation justifie de plus amples investissements dans la conservation de ces services et 49,95 milliards \$ pour les loisirs.

Impacts sur activité touristique

En effet, les insectes constituent une ressource alimentaire essentielle pour la faune sauvage, source d'activités récréatives telles que la chasse, la pêche ou encore l'observation d'oiseaux. Les citoyens américains dépensent environ 60 milliards de dollars dans ces activités (recensement 1996).

La chasse récréative : les dépenses pour la chasse au petit gibier sont estimées à 2,5 milliards de dollars en 1996, soit 2,9 milliards \$ de 2003. Sur cette valeur totale, les auteurs estiment que les insectes sont à l'origine d'un niveau de dépenses de 1,48 milliards \$.

Pêche récréative et sportive: La pêche sportive se pratiquant essentiellement en eau douce, elle repose largement sur les insectes (poissons insectivores). Les auteurs estiment en conséquence que la valeur de la pêche sportive (27,9 milliards \$) dépend des insectes.

Observation de la faune sauvage : Les américains dépensaient en 1996 33,8 milliards \$ dans l'observation de la faune sauvage. Les auteurs font l'hypothèse que 96 % de ce budget est consacré à l'observation des oiseaux, dont beaucoup sont au moins partiellement dépendants des insectes pour leur alimentation. Les auteurs estiment donc que 32,4 milliards de \$ sont imputables aux insectes. Notons également que 45% des répondants au sondage de 1996 affirment observer directement les insectes et les araignées.

Impact sur autres
activités
économiques

Pêche commerciale : les auteurs estiment que seuls 0,22 milliards de dollars sur un total de 1,5 milliards sont imputables au services rendus par les insectes.

Intérêt et limites
selon CREDOC

Enseignements
valorisables par les
parcs français

Cette étude est originale et riche en résultats. Ils ne sont d'ailleurs pas tous présentés dans cette fiche.

Les aménités évaluées ne reposent pas seulement sur les services fournis par les insectes, il est donc délicat de leur attribuer la valeur totale de ces aménités. Toutefois, dans la mesure où ils constituent un facteur qui peut s'avérer être limitant, cette approximation nous paraît acceptable.

L'originalité de cette étude notamment en raison de son thème en fait un document qu'il serait intéressant de valoriser dans le cas des parcs français (présence d'agriculture, d'insectes et d'espèces insectivores remarquables).

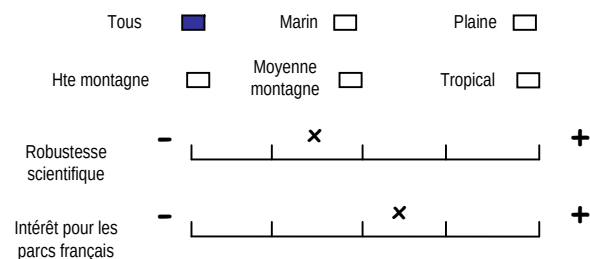
III. Intérêt de l'étude

Limites signalées
par les auteurs

Les auteurs signalent qu'ils ne réalisent pas une analyse en profondeur de la manière dont les prix unitaires sont affectés par un changement en qualité et en quantité des produits. En conséquence, cette approche pourrait ne pas refléter ce que le consommateur paierait pour un produit agricole de base si les services écologiques évalués n'étaient pas remplis. En revanche elle fournit une mesure de la valeur de ces plantes au niveau de service écologique actuel.

Certains services fournis par les insectes ne sont pas quantifiables, notamment en raison de l'absence de données disponibles. L'évaluation réalisée ici doit donc être considérée comme un minimum.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

.....

Auteur de l'étude (ou correspondant)

John E. Losey, Mace Vaughan

Références
utiles signalées
par l'étude

- U Kevan PG, Phillips TP. 2001. The economic impacts of pollinator declines: An approach to assessing the consequences. Conservation Ecology 5:8. (22 February 2006; www.ecologyandsociety.org/vol5/iss1/art8)
- U Kremen C. 2005. Managing ecosystem services: What do we need to know about their ecology? Ecology Letters 8:468–479.

Références
du document

Titre : The economic value of the Coral Reefs of Saipan, Commonwealth of the Northern Mariana Islands

Auteur : Pieter van Beukering et al. (Cesar environmental Economics Consulting) **Date de publication :** 2006

Type de document : Rapport d'étude

Langue de publication : anglais

Organisme commanditaire du rapport :
Nombre de pages : 163

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Zone Marine Protégée de Saipan, îles Mariannes du Nord

Région : Océan Pacifique

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Institution publique

Surface de l'espace naturel protégé : Récif Corallien le long de 68 km de côte

Activités humaines sur et à proximité de l'espace :
Tourisme et loisirs, pêche

Existence de patrimoine culturel : oui non nc
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
Ecosystème du récif corallien

Objectifs
de l'étude

- Conduire une évaluation économique du récif corallien de Saipan et des ressources qui lui sont associées. En particulier, il s'agit d'évaluer la pêche, les usages récréatifs, les usages touristiques, la protection du littoral, les aménités et la biodiversité.

Type
d'approche(s)

- Enquêtes des ménages
- Modélisation (ou expérimentation) des choix
- Autres méthodes de valorisation mobilisées : méthode des prix hédoniques, méthode des coûts d'évitement (ou coûts de dommages)
- Calcul de la valeur économique totale
- Analyse spatiale

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☒ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques
Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐
Méthodes d'analyses de la valeur
Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☒ Autres méthodes ☒
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Enquête des ménages

- ↳ L'objectif premier de cette enquête portant sur 375 habitants était de déterminer la nature et le niveau des valeurs d'usage et de non usage du récif corallien du point de vue de la population locale.

Expérimentation des choix

- ↳ Afin d'estimer la valeur économique des valeurs non marchandes identifiées, la méthode de modélisation des choix a été utilisée. Elle consiste à confronter les répondants à une série de choix, composés d'attributs différents associés aux récifs coralliens et à leur gestion. Les répondants doivent choisir entre ces différents choix.

Autres méthodes mobilisées

- ↳ Les auteurs ont évalué les « aménités » par la méthode des prix hédoniques et la protection du littoral par celle des coûts d'évitement.

Calcul de la valeur économique totale

- ↳ Les diverses fonctions remplies par ces écosystèmes constituent la valeur économique des coraux de Saipan. Parmi ces fonctions figure la production de biens et de services, tels que le tourisme ou la pêche. La somme de ces valeurs constitue la valeur économique totale de l'environnement marin de Saipan. Ainsi, l'agrégation des différentes valeurs estimées par les méthodes citées ci-dessus permettent de déterminer la valeur économique totale.

Analyse spatiale

- ↳ L'analyse spatiale des interactions entre l'économie et le récif corallien est crucial pour la compréhension de leur valeur économique. Un Système d'Information Géographique a servi à analyser les variations spatiales de la valeur des coraux.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Les résidents de Saipan sont très liés au récif corallien et à l'océan. En effet, ils utilisent largement leur environnement marin pour la pêche et des activités récréatives. Ils se sentent fortement concernés par la détérioration de l'environnement marin et soutiennent les politiques conduites pour inverser cette tendance négative. Le dommage auquel les habitants sont le plus sensible est la pollution de l'eau par le déversement des eaux usées (pour 80% des répondant la qualité de l'eau s'est dégradée).

Les résidents de Saipan accordent une valeur similaire à la capacité des coraux à fournir des bénéfices récréatifs à l'échelle locale et à la fourniture d'espèces de poissons culturellement importantes. Les résidents soutiennent l'extension de la zone marine protégée au lagon mais se sentent beaucoup plus concernés par les effets de la pollution et de la gestion des externalités négatives sur les coraux. Ils consentent généralement à payer plus pour que ce problème soit traité.

La valeur économique moyenne des coraux est de 0,8 millions \$/km²/ an. Cette valeur est cependant variable : la valeur la plus haute atteignant 9 millions \$/km²/an. En général, les valeurs les plus hautes sont obtenues au niveau des sites où les coraux sont en plus mauvais états et subissent le plus de dommages.

La valeur économique totale de l'environnement marin de Saipan est estimée à 61,16 millions de dollars par an. Les valeurs marchandes représentent 73% de cette valeur. Cette valeur peut néanmoins varier entre 42 et 73 millions de \$ annuels en raison de l'incertitude des données et de l'analyse.

Impacts sur activité touristique

Le tourisme est de loin le premier bénéficiaire des services fournis par le récif corallien : 42,31 millions \$, soit 70 % de la valeur économique totale.

Impact sur autres activités économiques

La protection de la côte a également une valeur économique importante avec 8,04 millions de \$ (13% de la VET), suivie des activités de plongée sous-marine qui représentent 9% de la VET des coraux (soit 5,77 millions de \$).

La pêche ne représente que 2% de la VET des coraux c'est-à-dire 1,25 millions \$.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Les auteurs combinent différentes méthodes de valorisation pour calculer une valeur économique totale des coraux. Si la démarche est intéressante et leur permet de proposer des recommandations en termes de politique de gestion des récifs coraliens, les résultats comportent une marge d'erreur importante.

Le concept de valeur économique totale suppose que les valeurs calculées sont disjointes et peuvent simplement s'additionner entre elles.

La méthode de modélisation des choix est basée sur des éléments déclaratifs et l'on a vu par ailleurs l'importance du véhicule de paiement, de la formulation du questionnaire et de l'information disponible au répondant dans les résultats obtenus.

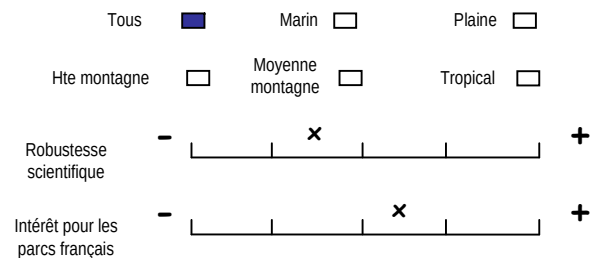
L'utilisation d'un SIG pour étudier la répartition spatiale de la valeur économique nous paraît intéressante mais ne saurait remplacer une analyse de la répartition sociale de cette valeur.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

Non abordé

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
Cesar Environmental Economics Consulting

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Pieter van Beukering et al.

Références utiles signalées par l'étude

- U Hanley, N., Wright, R.E., and Adamowicz, W. (1998b). Using choice experiments to value the environment: Design issues, current experience and future prospects. *Environmental and Resource Economics* 11(3-4), 413-428.

Références
du document

Titre : RSPB Reserves and local economies

Auteur : Anna Schiel, Matthew Rayment, Graham Burton

Type de document : rapport d'étude

Organisme commanditaire du rapport : RSPB Conservation Division

Date de publication : 2002

Langue de publication : Anglais

Nombre de pages : 156 p.

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Réserves de la RSPB (Royal Society for the Protection of Birds), Royaume-Uni

Région : les réserves sont réparties sur l'ensemble du territoire du Royaume-Uni

Type d'institution gestionnaire de l'espace : RSPB Reserves

Surface de l'espace naturel protégé : 121 082 ha (répartis sur 176 réserves)

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : Agriculture, élevage, exploitation forestière, tourisme et loisirs

Existence de patrimoine culturel : non

Patrimoine naturel le plus notable : Espèces d'oiseaux protégées

Objectifs
de l'étude

- Identifier l'impact des 12 réserves de protection des oiseaux gérées par la RSPB présentes au Royaume-Uni sur les économies locales, en termes de revenus et d'emplois.

Type
d'approche(s)

- Analyse input-output** : il s'agit d'une modélisation économique qui permet de mesurer les bénéfices issus de la présence d'un dispositif de protection de l'espace naturel. Différents niveaux d'impact de la protection des biens environnementaux sont pris en compte :

- effets directs sur l'emploi et les activités ;
- effets induits, analysés à travers les multiplicateur
- effets d'innovation, qui renvoient à l'émergence de nouvelles activités sur l'espace à travers la protection et la valorisation de ce dernier.

Type
d'espace

Parc national ☐

Réserve naturelle ☐

Autre espace protégé ☒

Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☒

Haute montagne ☐

Moyenne montagne ☐

Plaine ☒

Tropical ☐

Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐

Analyse du système d'activités ☐

Analyse budgétaire ☐

Analyse Coûts-bénéfices ☐

Enquête fréquentation et attractivité ☐

Analyse Input-output ☒

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐

Méthode des prix hédoniques ☐

Modélisation des choix ☐

Autres méthodes ☐

Méthode des coûts de transport ☐

Évaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

- Types d'impacts économiques pris en compte dans l'étude :
 - Emplois directs créés par les réserves
 - Dépenses du personnel employé des réserves qui stimulent l'économie locale
 - Dépenses du personnel volontaire
 - Dépenses des visiteurs
 - Dépenses effectuées par les réserves en biens et services auprès de fournisseurs locaux
 - Maintien de pâturages et de baux qui fournissent emploi et revenu aux agriculteurs locaux

Traitement et analyse des données

- L'étude mobilise des multiplicateurs à l'échelle nationale et régionale (Scottish input output tables, Scottish tourism multiplier and Welsh forestry multiplier) pour évaluer le nombre d'emplois induits par les dépenses du personnel, les dépenses des visiteurs, la consommation de service par les réserves et le maintien de l'activité agricole.
- Une enquête menée auprès de 5000 visiteurs des réserves a permis de cerner le montant moyen et les types de dépenses effectuées.
- Ces impacts économiques issus de la gestion des territoires par les réserves sont comparés aux données disponibles sur la situation économique avant l'implantation des réserves. Il apparaît alors que :
 - les réserves fournissent moins d'emplois directs à l'hectare que l'agriculture, mais plus que la gestion des landes et l'exploitation forestière ;
 - elles permettent la création de beaucoup plus d'emplois induits que les activités traditionnelles à travers la consommation de biens et de services par la réserve et par le personnel ;
 - Le développement de l'activité touristique qu'elles engendrent permet à lui seul de doubler l'impact en emplois par rapport à celui des autres activités.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Impacts sur l'emploi

L'ensemble des réserves fournit environ 320 emplois ETP sur l'ensemble du Royaume-Uni. Cela correspond à près de 8 emplois pour 1000 ha. Toutefois, le nombre d'emplois à l'hectare varie sensiblement d'une réserve à l'autre. Il est plus élevé pour les petites réserves qui attirent de nombreux visiteurs que pour les réserves plus grandes, caractérisées par un mode de gestion plus extensif.

L'essentiel de ces emplois résulte de créations directes de postes par les réserves, et des dépenses effectuées par les visiteurs, qui stimulent l'économie locale. La plupart de ces emplois sont situés dans des territoires ruraux, où les autres opportunités d'emploi sont relativement faibles.

La RSPB accroît son activité, puisqu'elle prévoit de dépenser 20 millions de Livres entre 2002 et 2007 pour l'acquisition de nouvelles réserves. Sont attendues la création de 70 emplois directs, et la venue de 300 000 nouveaux visiteurs. Au total, il est prévu que la création de nouvelles réserves fournisse 250 emplois ETP en 2007.

Ces résultats amènent les auteurs à suggérer que le développement de l'activité des réserves et, plus largement, du secteur de la protection de la nature constitue une alternative aux politiques de développement local qui cherchent à déplacer les activités productives vers les zones rurales faiblement dotées en emplois.

Impacts sur activité touristique

Les dépenses des visiteurs dans les réserves permettent la création d'une part importante du total d'emplois induits par les réserves. Par ailleurs, la présence des réserves permet d'attirer plus de visiteurs et accroît la durée de la saison touristique dans les espaces concernés.

Impact sur autres activités économiques

Non abordé

Intérêt et limites selon CREDOC

↳ L'étude a pour principal intérêt de mesurer les impacts économiques, essentiellement en termes d'emploi, du changement de mode de gestion d'un espace rural suite à l'implantation d'une réserve de protection des oiseaux.

↳ Pour autant, l'approche des impacts est restreinte à la création d'emplois, directs et induits. S'il s'agit d'un indicateur important de l'évolution des modes de gestion de l'espace, il manque néanmoins une analyse plus fine de l'évolution des dynamiques économiques locales, activité par activité, du fait de l'implantation de la réserve. Ainsi, l'étude justifie certes le rôle des réserves dans l'économie des territoires en montrant qu'elles engendrent plus de revenus et d'emplois que les autres activités qui utilisent l'espace, mais la démonstration se limite au décompte des emplois directs et des flux financiers apportés par la réserve.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

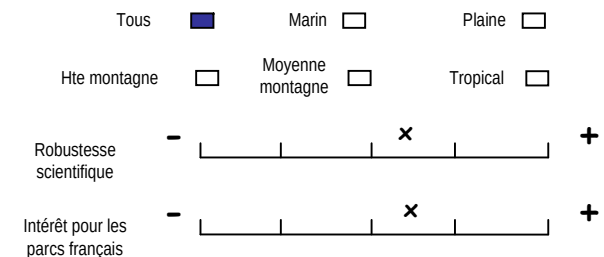
↳ Les auteurs soulignent les difficultés et les limites liées à l'absence de tables de convertisseurs et de multiplicateurs disponibles pour chaque région. Les données disponibles pour un type d'espace aux caractéristiques proches ont été transposées aux régions des réserves pour lesquelles les multiplicateurs n'existent pas, d'où la nécessité d'interpréter les résultats avec précaution.

↳ Pour être robuste scientifiquement, la méthode suppose un lourd travail de collecte de données, parfois difficilement accessibles. Ainsi, l'évaluation des dépenses des réserves en consommation de biens et services implique de prendre en compte leur consommation en gaz, en télécommunication, usage des transports, services postaux, et tout autre type de services. Dans un second temps, il est nécessaire de calculer la part de ces dépenses qui constituent un revenu effectivement disponible en Écosse.

Enseignements valorisables par les parcs français

↳ Cette démarche est transposable à l'ensemble des Parcs français dès lors qu'ils disposent des données nécessaires à l'analyse. Elle peut constituer une étape de l'évaluation du rôle des Parcs dans l'économie des territoires, même si elle ne peut s'y limiter.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude : RSPB Conservation Division

Auteur de l'étude :

Anna Shiel : anna.shiel@rspb.org.uk

Graham Burton : graham.burton@rspb.org.uk

Références utiles signalées par l'étude

Brooke C. and Rayment M. (1999) *The Environment and the Regional Economy. Opportunities for the Regional Development Agencies*. RSPB, Sandy

Références
du document

Titre : The economic impact of national parks : the perception of key actors in Austrian national parks

Auteur : Michael Getzner

Type de document : article de revue

Organisme commanditaire du rapport : nc

Date de publication : 2003

Langue de publication : anglaise

Nombre de pages : 20

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : 5 parcs nationaux d'Autriche :
Donauauen, Hohe Tauern, Kalkalpen, Neusiedler See et Thayatal.

Pays : Autriche

Type d'institution gestionnaire de l'espace : nc

Surface de l'espace naturel protégé : nc

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : oui

Existence de patrimoine culturel : nc

Patrimoine naturel le plus notable : nc

Objectifs
de l'étude

- Évaluer le succès ou les faiblesses du développement économique induits par l'implantation des parcs nationaux, en se basant sur les perceptions qu'ont les différents acteurs locaux et régionaux, et plus particulièrement les maires des communes environnantes.

Type
d'approche(s)

- Enquête qualitative sur les perceptions des maires de communes limitrophes avec un des 5 parcs nationaux d'Autriche choisi pour l'étude.

Type
d'espace

Parc national	☒	Réserve naturelle	☐	Autre espace protégé	☐
Parc régional	☐				

Type de milieu

Marin	☐	Haute montagne	☐	Moyenne montagne	☐
Plaine	☐	Tropical	☐	Autre	.....

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques	
Compilation de données diverses	☒
Analyse budgétaire	☐
Enquête fréquentation et attractivité	☐
Analyse du système d'activités	☐
Analyse Coûts-bénéfices	☐
Analyse Input-output	☐

Méthodes d'analyses de la valeur	
Evaluation contingente	☐
Modélisation des choix	☐
Méthode des coûts de transport	☐
Méthode des prix hédoniques	☐
Autres méthodes	☐
Autre méthode académique	.....

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

- Les parcs nationaux sont souvent situés dans des régions périphériques et les communes avoisinantes font souvent face à de graves difficultés économiques. L'établissement d'un parc national dans ces régions est alors vécu comme une opportunité, en terme de développement économique, notamment pour le secteur tertiaire et le tourisme.

L'auteur cherche à travers cette étude publiée, à évaluer l'impact économique du parc sur les communes environnantes. Contrairement à ce qui y très généralement effectué lors d'un tel sujet, les auteurs décident de baser leur étude sur les perceptions des parties prenantes à travers une enquête qualitative.

- Une enquête qualitative pour analyser les perceptions des acteurs**

Des 6 parcs nationaux existants en Autriche, seuls 5 ont été retenus dans l'enquête. Les parcs nationaux d'Autriche ont deux principaux buts : veiller à la protection d'écosystèmes et des paysages mais aussi contribuer au développement régional et à l'éducation écologique.

4 raisons ont mené l'auteur à adopter une démarche qualitative pour son enquête :

- les données quantitatives ne sont pas toujours disponibles,
- la plupart des connaissances et des perceptions sont des informations qualitatives qui ne sont pas aisément mesurables,
- les maires des communes environnantes sont le reflet de l'opinion publique et influencent directement celle-ci,
- les maires sont des sources d'information clés car ils sont au centre des décisions et porteurs d'un discours « officiel ».

L'enquête qualitative s'est appuyée sur un questionnaire envoyé par mail aux 65 communes bordant l'un des 5 parcs nationaux d'Autriche. Le premier envoi a été effectué au mois de novembre en 199, suivi d'un rappel 2 mois après. Au total, ce sont 46 communes qui ont répondu, soit un taux de réponse élevé (71%).

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Impact sur les activités économiques

D'un point de vue général, les maires reconnaissent majoritairement une influence positive du parc sur l'économie environnante : 57,8% des maires déclarent que le parc a eu un effet plutôt positif sur l'économie locale et 71% sur l'économie régionale. 33% des maires de communes déclarent que le parc national est essentiel pour le développement économique local.

Selon la perception des maires, 5 secteurs économiques sembleraient pâtir d'un impact négatif dû à l'implantation du parc : la sylviculture, la chasse, la pêche, la production industrielle et les transports. L'agriculture, par contre, semblerait bénéficier d'un impact positif. Deux principales raisons peuvent être avancées : les aides économiques versées aux agriculteurs en contrepartie des pertes financières induites par le parc et le label dont bénéficie désormais les productions agricoles.

Les aides versées aux communes et entreprises, en échange de l'implantation d'un parc national, sembleraient jouer un rôle dans l'acceptation du projet. 39% des communes reçoivent des aides gouvernementales et/ou fédérales.

Impacts sur activité touristique

Le secteur d'activité économique qui est perçu par les maires comme profitant le plus de l'existence d'un parc national est le secteur touristique.

Pour 33% des communes interrogées, l'implantation du parc national a changé significativement le nombre de touristes tandis que pour 61% d'entre elles, cela n'a eu aucun effet. Cependant, 67% des communes répondent avoir perçu une augmentation en terme d'activité touristique et culturelle depuis l'ouverture du parc (significative ou pas).

D'après le modèle économétrique, la variable indépendante « tourisme » exerce une influence significative sur la variable dépendante « évaluation positive de l'impact économique du parc ». Ainsi, plus les maires perçoivent une augmentation de l'activité touristique plus ils sont enclins à déclarer l'impact économique du parc positif.

Impacts sur emploi

L'impact du parc national sur l'emploi local est jugé plutôt positivement par les maires : sur une échelle de 1 à 5 (allant de « très positif » à « très négatif »), l'ensemble des maires accordent la note de 2,78.

Le modèle économétrique permet d'identifier que la perception positive de l'impact du parc national est fonction de la variable « emploi », c'est à dire que plus l'impact en terme d'emploi est jugé positif, plus l'impact général a de chance d'être perçu comme positif.

Intérêt et limites selon CREDOC

L'intérêt de l'étude réside dans son approche qualitative. Les études des retombées économiques basées sur une enquête qualitative sont rares. Si la démarche est originale, l'étude apporte néanmoins aucune plus value par rapport aux approches plus économiques. En effet, l'enquête s'est basée sur un questionnaire envoyé par mail, les résultats sont donnés sous forme de pourcentage et un modèle économétrique est élaboré pour tester la dépendance entre certaines variables significatives (ce qui peut être choquant dans la mesure où l'échantillon est très réduit).

De plus, on peut regretter le manque d'informations méthodologiques (par exemple sur la nature du questionnaire envoyé : directif /ouvert) ou le manque de résultats (tout les résultats ne sont pas fournis).

Enseignements valorisables par les parcs français

Le modèle économétrique permet d'avancer une relation positive entre l'impact économique générale d'un part et les investissements apportés, le développement de l'emploi, de l'agriculture, du tourisme et la coopération mise en place entre les différentes parties prenantes.

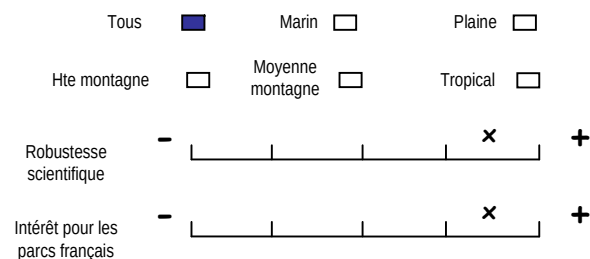
III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

L'auteur relève deux principales limites à son étude. La première tient au caractère qualitatif de l'enquête. Le parti pris de baser l'enquête qualitative sur des questionnaires passés auprès des maires doit rendre critique le regard porté sur les déclarations de ces derniers. Car les risques sont grands que derrière leurs discours sur l'impact économique du parc national, les maires véhiculent leur opinions politiques ou servent certains intérêts politiques.

La deuxième limite à l'enquête concerne le modèle économétrique. Les résultats obtenus sont à mettre en perspective avec la taille de l'échantillon de l'enquête (46 questionnaires). Étant donné que l'échantillon est très petit, les coefficients de relations ne donnent qu'une indication partielle.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
nc

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Michael Getzner

Références utiles signalées par l'étude

MacIntyre G., Sustainable tourism development : a guide for local planners, World Tourism Organization, Madrid, 1998.

Références
du document

Titre : Desarrollo y Conservación en Interacción: ¿Cómo y en Cuánto se Benefician la Economía y la Comunidad de las Áreas Silvestres Protegidas en Costa Rica ?

Auteur : E. fürst, M. Luz Moreno, D. Garia, E. Zamora

Type de document : Rapport d'étude

Organisme commanditaire du rapport : INBio et CINPE

Date de publication : 2004

Langue de publication : Espagnol

Nombre de pages : 219

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Parcs Nationaux (26) et Réserves Biologiques (8) (PNRB) du Costa Rica

Région : 3 Etudes de cas : parcs nationaux de Chirripo, Cahuita, et du Volcan Poas

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Institution publique : El Sistema Nacional de Áreas de Conservación (SINAC)

Surface de l'espace naturel protégé : PN s'étendent sur 625 624 ha au total, les 8 RB s'étendent sur 21 635 ha. Etudes de cas : PN de Chirripo couvre 50150 ha; celui de Cahuita occupe 1067 ha de terres et 22400ha de mer; celui du volcan poas s'étend sur 6506 ha.

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : Au niveau des PNRB (national): tourisme ; A noter pour les études de cas : Agriculture, tourisme mais aussi des activités plus spécifiques comme par exemple : muletiers et porteurs à Chirripo ; pêche artisanale à Cahuita; activités de location de voitures, hôtellerie, restaurants et culture de fougères à El Poás.

Existence de patrimoine culturel : Culture Caribéenne

Patrimoine naturel le plus notable : oui

Páramo (pelouse d'altitude) à Chirripo, récifs coralliens (600 ha) à Cahuita, cratère de volcan

Objectifs
de l'étude

- La présente étude cherche à identifier, synthétiser et analyser les contributions des 3 parcs nationaux sélectionnés au développement socioéconomique aux échelles nationale, régionale et locale, en prenant les caractéristiques spécifiques de chacun des parcs comme axes d'étude empirique. Les auteurs formulent également des propositions de politiques de conservation et de développement intégrés des Parcs Nationaux et Réserve Biologiques.

Type
d'approche(s)

- Compilation de données diverses en particulier budgétaires pour analyser les bénéfices et revenus générés par les 3 parcs (études de cas) et par les PNRB du Costa Rica (échelle nationale)

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☒ Haute montagne ☒ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☒ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☒ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☒ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☒ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

A l'échelle nationale : analyse de fréquentation et revenus générés, analyse budgétaire

- Les auteurs analysent l'évolution du nombre de visiteurs, résidents et étrangers, du système national des Parcs naturels et des Réserves biologiques.
- Identification des bénéfices socioéconomiques du PNRB pour le développement national notamment la valeur d'usage de la biodiversité. Quantification des bénéfices de la biodiversité pour le développement économique à partir des données financières des exercices comptables 2000, 2001 et 2002.

Etudes de cas

- Les études de cas reposent, comme précédemment, principalement sur des analyses monétaires à partir des données de 2002.
- Ils réalisent également une analyse Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces (SWOT analysis).

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Impacts sur activité touristique à l'échelle nationale

A l'échelle nationale, les visites du PNRB ont augmenté en moyenne de 5,86% annuellement entre 1990 et 2002. Ainsi, le nombre de visiteurs costaricains est passé de 304 650 environ en 1990 à 513 150 en 2002. Le nombre de visiteurs étrangers a plus que doublé sur la même période, passant de 206 600 environ en 1990 à 419 850 en 2002. Les revenus générés par les visites du PNRB s'élèvent à 3,248 millions de \$US en 2002, ce qui représente une augmentation annuelle moyenne de 32,47% depuis 1990 (et ce malgré une diminution significative de ces revenus en 1996 et 1998). Ce résultat est à comparer avec le l'augmentation annuelle de revenu au niveau national généré par le tourisme sur la même période qui est en moyenne de 24,33%.

La répartition des fonds alloués à la conservation des PNRB pour les exercices 2000, 2001 et 2002 donne une première approximation quantitative des bénéfices de la biodiversité quant à ses effets potentiels sur le développement de nouvelles activités dans le pays. Les auteurs s'intéressent en particulier à l'éco-tourisme et au tourisme. Ils estiment que les activités socioéconomiques et les acteurs du tourisme en liens avec les PNRB apportent 708,4 millions de \$ environ au pays.

Etudes de cas : Impacts sur activité touristique et autres activités économiques

PN de Chirripo : Ce parc génère des bénéfices monétaires (revenus du tourisme etc.) en particulier pour les communautés locales et non monétaires (beauté esthétique, biodiversité etc.). A titre indicatif, l'entrée au parc est de 15\$ pour 2 jours puis de 10\$/journée additionnelle. Globalement, les apports économiques du parc sont estimés à 6,7 millions de \$US en 2002. La majorité de ces apports sont des revenus générés par des activités économiques au niveau national (46%) mais les parts des apports aux échelles régionale et locale sont non négligeables et estimées respectivement à 28 et 26%.

PN de Cahuita : Ce parc génère un bénéfice directement mesurable monétairement qui est estimé à 4,9 millions de \$US qui se répartissent à 64% à l'échelle nationale, 33% au niveau local et seulement 3% au niveau régional. Comme le parc de Chirripo, ce parc représente un des pôles touristiques les plus dynamiques du pays en étroite relation avec l'usage récréatif de la nature.

PN du Volcan Poas : D'une manière globale, ce parc génère des bénéfices économiques directs estimés à 23,4 millions de \$US (en 2002). Ces bénéfices ont un impact local très fort puisqu'ils se localisent à 78% dans le milieu local. Les parts des échelons nationaux et régionaux sont respectivement de 21% et 1%.

Intérêt et limites
selon CREDOC

Enseignements
valorisables par les
parcs français

Les auteurs ne s'intéressent pas au nombre d'emplois créés, ce qui aurait pu être intéressant et utile en termes de recommandations pour des politiques publiques de développement.

Il eut été également intéressant d'aborder la question des coûts, notamment des coûts d'opportunité liés à la conservation de ces espaces.

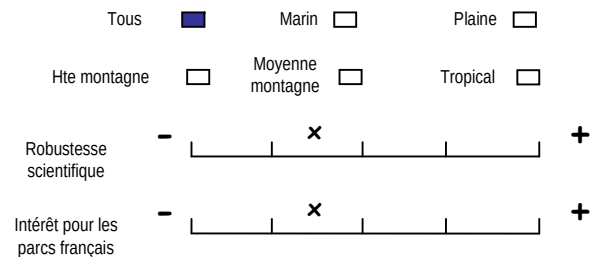
Cette étude, largement basée sur une analyse budgétaire, montre l'importance de la protection des espaces naturels pour le développement économique. Les résultats obtenus, bien qu'approximatifs, sont non négligeables.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées
par les auteurs

Les résultats de cette étude sont des approximations plausibles au regard des lacunes dans la disponibilité des données. Les résultats obtenus à l'échelle nationale doivent être interprétés comme des valeurs potentielles, qui plaident pour une meilleure gestion de de l'information concernant les espaces protégés en particulier du point de vue de leur conservation et de leurs interactions dynamiques avec le développement économique.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
INBio et CINPE

Auteur de l'étude (ou correspondant)
E. fürst, M. Luz Moreno, D. Garía, E. Zamora

Références
utiles signalées
par l'étude

Références
du document

Titre : **Provincie Overijssel : « Overijssel (kans)rijk in het groen »**
Auteur : Tom Bade, Dirk Faber (KPMG)

Type de document : Rapport d'étude

Organisme commanditaire du rapport : Province de Overijssel

Date de publication : 2005

Langue de publication : Néerlandais

Nombre de pages : 83 p.

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Pays-Bas

Région : Overijssel

Type d'institution gestionnaire de l'espace : nc

Surface de l'espace naturel protégé : nc

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : oui

Existence de patrimoine culturel : Polders

Patrimoine naturel le plus notable : Paysage dont la valeur esthétique est reconnue par la population. L'attractivité qui en découle en fait l'une des régions les plus touristiques du pays.

Objectifs
de l'étude

- Comprendre l'importance sociale des services environnementaux (verts) et économiques (bleus).
- Contribuer à la prise de conscience que le financement de tels services est indispensable.

Type
d'approche(s)

- Estimer les retombées économiques de la protection d'un espace.
- Évaluer les coûts engendrés par la mise en place d'une politique de protection de l'environnement.
- Souligner les externalités positives déployées par la mise en œuvre de politiques écologiques.

Type
d'espace

Parc national	☐	Réserve naturelle	☐	Autre espace protégé	☒
Parc régional	☐				

Type de milieu

Marin	☐	Haute montagne	☐	Moyenne montagne	☐
Plaine	☒	Tropical	☐	Autre	.....

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques	
Compilation de données diverses	☒
Analyse budgétaire	☒
Enquête fréquentation et attractivité	☐
Analyse du système d'activités	☐
Analyse Coûts-bénéfices	☐
Analyse Input-output	☐

Méthodes d'analyses de la valeur	
Evaluation contingente	☐
Modélisation des choix	☐
Méthode des coûts de transport	☐
Méthode des prix hédoniques	☒
Autres méthodes	☒
Autre méthode académique	.....

Evaluation des retombées économiques et des aménités

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Méthodologie en 3 étapes.

- ? Réaliser l'inventaire économique des fonctions de la nature et du paysage de la région d'Overijssel.
- ? Réaliser l'inventaire des acteurs ayant un intérêt économique au sein et aux alentours de l'espace naturel.
- ? Réaliser l'inventaire des flux monétaires et les autres effets économiques induits.

Tous les résultats obtenus le sont sous forme cartographique afin de faciliter la mise en lumière des flux économiques. Les auteurs ont donc réalisé *in fine* un atlas de cartes assorties de commentaires, car ainsi apparaît distinctement quels sont les flux financiers liés à la nature et au paysage ; en prenant soin de différencier « économie de la nature et du paysage » et « économie rurale ».

? Réaliser l'inventaire économique des fonctions de la nature et du paysage de la région d'Overijssel.

Chaque région naturelle contribue à différentes fonctions, comme les loisirs et le tourisme, le maintien d'un niveau satisfaisant de Santé Publique et de conservation de nature. Une représentation détaillée de ces fonctions permet d'identifier les acteurs qui en sont à l'origine : cela représente une étape indispensable du travail d'évaluation et de mise en lumière du rôle économique de la protection des espaces naturels.

? Réaliser l'inventaire des acteurs ayant un intérêt économique au sein et aux alentours de l'espace naturel.

Trois types d'acteurs distincts ont été identifiés :

- Les acteurs qui ont un lien direct avec la nature et le paysage : ce sont les administrateurs de terrain ;
- Les entrepreneurs et les communes ;
- Les visiteurs de la région naturelle.

? Réaliser l'inventaire des flux monétaires et les autres effets économiques induits.

Afin de contourner l'obstacle de la taille de la région d'Overijssel, les auteurs ont choisi d'approfondir leur observation des mécanismes environnementaux et économiques à un espace restreint : la commune d'Hardenberg. Par la suite, une extrapolation des résultats obtenus permet une évaluation des bénéfices enregistrés à plus grande échelle.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

L'étude débouche sur des résultats probants en termes de retombées économiques : l'économie de la nature et du paysage dans la région d'Overijssel représente un chiffre d'affaire total de 528,1 million d'Euros. En plus des flux financiers détaillés plus loin, les bénéfices qui ont un rapport direct avec la nature et le paysage sont nombreux.

Coûts évités concernant l'épuration de l'eau

Les bénéfices de la promotion des espaces naturels au niveau des ressources en eau ont été évalués par la méthode des coûts de remplacement. Deux types de bénéfices engendrés ont été isolés :

- ? L'approvisionnement des villes en eau de bonne qualité.
 - 8,2 millions d'Euros ont été économisés sur les coûts d'épuration de l'eau.
- ? L'irrigation privative en agriculture et les projets publics d'irrigation.
 - 5 millions d'Euros d'économies ont été réalisés.

Evaluation des gains écologiques et économiques dûs au stockage du CO₂.

850 000 pour le stockage de CO₂ par les forêts.

Impacts sur attractivité touristique

Évaluation de l'impact du tourisme sur les biens fonciers grâce à la méthode des prix hédoniques

Il apparaît que les maisons valent plus cher dans les espaces verts que dans les régions urbaines. Une évaluation plus précise n'est cependant pas permise, en raison notamment de la non homogénéité des espaces et de la diversité de la région d'Overijssel.

Intérêt et limites selon CREDOC

Impact sur autres activités économiques

Les municipalités profitent aussi de ces apports financiers, par exemple sous forme d'impôts sur le tourisme. Cela représente pour Overijssel une somme de 2,2 millions.

Enseignements valorisables par les parcs français

Impacts sur emploi

A l'échelle de la province (proximité de la zone environnementale et alentours), les retombées économiques entraînent des bénéfices importants pour le marché de l'emploi. Tant en termes d'emplois directs que de la création d'emplois indirects, la mise en valeur de la zone naturelle concernerait au total 6000 emplois.

Si la délimitation d'un secteur géographique restreint se justifie, le présumé sous-jacent comporte un biais important. L'analyse approfondie d'une petite zone de l'espace étudié ne peut permettre, par une simple addition, de généraliser les résultats obtenus. Il reste que cette méthode ayant pour vocation d'être appliquée à des espaces géographiques de grande taille, les atouts politiques de ce type de démarche ne sont pas à sous estimer.

Cette étude considère comme central le rôle des acteurs historiques locaux, en insistant tout particulièrement sur les agriculteurs. Or, si une agriculture respectueuse de l'environnement est un premier pas nécessaire pour la préservation des paysages, des politiques incitatives du maintien d'une activité agro-économique durable peuvent s'avérer indispensables pour assurer la pérennité de l'exploitation des terres suivant un modèle non productiviste.

Ainsi, les auteurs se sont attachés à dresser une cartographie à deux niveaux différenciant les types de modèles agronomiques appliqués. Afin de souligner l'intérêt d'une « économie de la nature et du paysage » et d'une « économie rurale », la prise en compte de l'agriculture traditionnelle respectueuse de son milieu s'est avérée indispensable.

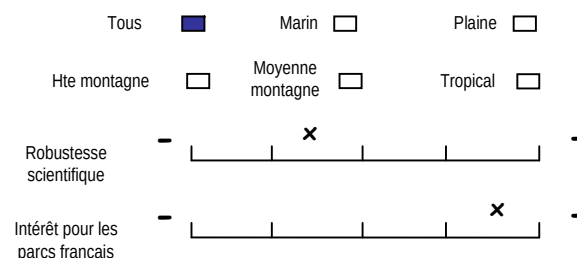
III. Intérêt de l'étude

Limites et intérêts signalés par les auteurs

Les auteurs tiennent à souligner que cette étude permet d'envisager une nouvelle vision de la politique régionale en faveur de la protection de l'environnement. Par la mise en lumière des bénéfices engendrés par la protection d'un espace limité, l'observation de la réalité des flux est facilitée.

En somme, les résultats de l'étude tendent à démontrer qu'investir dans la nature et le paysage revient à investir dans l'économie locale ou régionale.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
Province de Overijssel

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Tom Bade, Dirk Faber (KPMG)

Références utiles signalées par l'étude

- SDU, www.sdu.nl, Index van Nederlandse Gemeenten per Provincie: Overijssel, 2005
- Nederlands Bureau voor Toerisme & Congressen, Bezoek aan toeristische attracties en evenementen, 2000-2003

Références
du document

Titre : Portugal Millennium Ecosystem Assessment

Auteur : Henrique M. Pereira, Tiago Domingos, Luis Vincente

Type de document : rapport d'étude

Organisme commanditaire du rapport : MEA

Date de publication : 2004

Langue de publication : Anglais

Nombre de pages : 68 p.

Espace
concerné

Nom de l'espace considéré (pays) : Portugal

Région : toutes régions

Type d'institution gestionnaire de l'espace : non pertinent

Surface de l'espace naturel considéré : 92 000 km² et une zone économique maritime exclusive de 1 700 000 km²
Activités humaines sur et à proximité de l'espace :
Toutes activités dans l'espace national

Existence de patrimoine culturel : patrimoine culturel du Portugal

Patrimoine naturel le plus notable : patrimoine naturel du Portugal

Objectifs
de l'étude

- ▮ Recenser l'ensemble des services rendus par la biodiversité au Portugal et analyser leur contribution au bien-être humain.
- ▮ Identifier l'impact des transformations des écosystèmes sur l'état de ces services.
- ▮ Définir des scénarios de réponse aux changements des écosystèmes, en matière de modes d'organisation de la production, d'usage des sols, de développement de l'urbanisation...

Type
d'approche(s)

- ▮ Le Millennium Ecosystem Assessment est une méthodologie d'évaluation internationale qui vise à identifier les effets du changement des écosystèmes sur le bien-être humain, et à définir des options ou scénarios pour répondre à ces changements. Pour ce faire, la méthode est caractérisée par un cadre logique comportant 4 "boîtes" entre lesquelles il existe des interactions : le bien-être humain, les services écosystémiques, les forces directes de changement des écosystèmes, et les forces indirectes de changement. L'objectif est double :
 - collecter les données permettant de renseigner chacune de ces boîtes ;
 - identifier les interactions entre les boîtes : liens entre évolution de la biodiversité et des services écosystémiques, liens entre services et niveau de bien-être, liens entre facteurs de changement et état des services.

Type
d'espace

Parc national	☐	Réserve naturelle	☐	Autre espace protégé	☐
Parc régional	☐				

Type de milieu

Marin	☒	Haute montagne	☐	Moyenne montagne	☒
Plaine	☒	Tropical	☐	Autre	

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques		Méthodes d'analyses de la valeur	
Compilation de données diverses	☐	Analyse du système d'activités	☐
Analyse budgétaire	☐	Analyse Coûts-bénéfices	☐
Enquête fréquentation et attractivité	☐	Analyse Input-output	☐
		Evaluation contingente	☐
		Méthode des prix hédoniques	☐
		Modélisation des choix	☐
		Autres méthodes	☐
		Méthode des coûts de transport	☐
		Autre méthode académique	.....

Évaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

- ↳ **Les échelles de l'évaluation** : échelle nationale, échelle du "bassin" et échelle locale.
- A l'échelle nationale, l'évaluation a été menée pour plusieurs écosystèmes : zone humide terrestre, côte, montagne, îles, écosystème marin, zone urbaine, forêt, écosystème de Montado (écosystème agro-forestier propre au Portugal)
- 2 bassins versants ont été étudiés, un artificialisé et un "naturel"
- 4 cas d'études locaux ont été menés selon une méthode participative avec des acteurs locaux, afin de produire des données sur les interactions entre services et bien-être humain (les données n'existant pas au niveau national)
- ↳ **Démarche d'évaluation**
- Mise en place d'un comité de pilotage (3 personnes), chargé de coordonner les travaux, d'un organe consultatif (6 personnes), chargé d'une mission de conseil, et d'une équipe scientifique de 37 chercheurs.
- Mise en place d'un groupe d'usagers, représentants des activités économiques, élus, associations de protection de la nature, ONG...avec pour objectif de choisir les échelles de référence, les sites d'étude, les services prioritaires à évaluer, les thèmes clés...
- Organisation de démarches participatives à l'échelle locale pour appréhender les interactions entre les services et le bien-être humain. Le principe est d'adopter une approche centrée sur l'échelle locale en mobilisant les acteurs locaux afin d'identifier les critères de bien-être en relation avec les questions de conservation. Cela pose cependant le problème de la généralisation de ces informations à l'échelle nationale.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

- ↳ **identification des services rendus par les différents écosystèmes** :
 - ✓ Services évalués à toutes les échelles : biodiversité, services d'approvisionnement (eau, nourriture, fibre) services de régulation (régulation du climat, protection des sols, filtre), services culturels (récréation) ;
 - ✓ Services évalués à une échelle spécifique : valeur esthétique et culturelle des paysages, héritage culturel, éducation.
- ↳ **définition des indicateurs de bien-être humain** : niveau de vie, santé, qualité des relations sociales, sécurité et liberté, et analyse des interactions entre transformation des écosystèmes et bien-être ;
- ↳ **identification des facteurs de transformation des écosystèmes** : le feu, le système foncier, la croissance économique, l'occupation des sols, le tourisme, les espèces invasives, la répartition de la population, la politique agricole commune, la législation internationale (commerce et conservation), les comportements ;
- ↳ **évaluation de l'état de chaque service** (quantité disponible ou produite) et tendances d'évolution (depuis 40 ans et sur les 10 ans à venir) ;
- ↳ **formulation de scénarios** de réponses possibles aux changements des écosystèmes et à leurs conséquences sur l'état des services environnementaux.
- ↳ **Production de données** :
 - niveau local : production de données à partir de méthodes participatives
 - échelle nationale et échelle du bassin : bibliographies, bases de données nationales et internationales, modélisation (SIG)

Impact sur autres activités économiques

Non abordé

Intérêt et limites selon CREDOC

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

On ne peut travailler que sur les services pour lesquels il existe des données statistiques déjà constituées. Or, s'il existe des données sur les liens entre les forces de changement directes et l'état de la biodiversité, les informations sont beaucoup plus lacunaires sur les interactions entre les facteurs indirects de changement et les facteurs directs d'une part, et sur les interactions entre niveaux de bien-être et l'état des services écosystémiques d'autre part. Les impacts des facteurs démographiques, culturels, économiques ou institutionnels sur les forces directes de changement sont très complexes à analyser et il est impossible d'établir des liens de causalité univoques entre eux.

Aussi, les résultats présentés, à l'exception des données qui concernent les interactions entre changements directs et état de la biodiversité, sont fondés sur des cas d'étude locaux qui n'ont pas de valeur générique. Il manque un système de suivi qui permette de produire des données longitudinales à large échelle spatiale sur les différentes "boîtes" du MEA.

Enseignements valorisables par les parcs français

Intérêts de l'étude

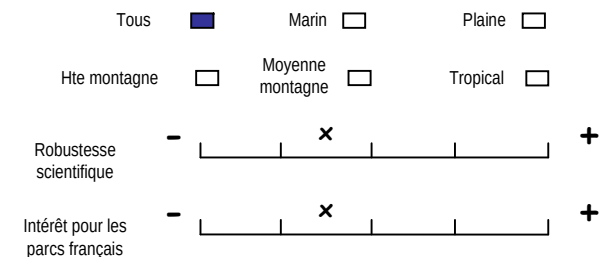
- un cadre théorique intégré qui permet d'analyser les interactions entre les dimensions socio-économiques et écosystémiques ;
- un cadre d'analyse qui permet de souligner les arbitrages nécessaires entre les différentes catégories de services, les différents modes de développement...
- une approche par scénarios qui permet de souligner les interdépendances entre les choix politiques et les changements globaux.

Limites

- absence d'analyse précise des interactions entre les différentes "boîtes"
- absence de valorisation économique des bénéfices résultant de la mise en valeur du potentiel économique des biens et services environnementaux. Les résultats ne sont donnés qu'en tendance d'évolution. Cette étape est pourtant nécessaire à la quantification de la contribution des services au bien-être.

Certains aspects de cette démarche sont valorisables par les Parcs, en particulier le recensement des biens et services environnementaux tirés de l'exploitation des ressources des écosystèmes d'un territoire, utile dans le cadre d'une démarche d'évaluation de la valeur de l'espace et des bénéfices issus de sa protection

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude : Millenium Ecosystem Assessment

Auteur de l'étude : Henrique Miguel Pereira : hpereira@ist.utl.pt

Références utiles signalées par l'étude

MEA (2003), *Ecosystems and Human Well-Being : a Framework for Assessment*, MEA Series, Washington, DC, Island Press, 212p.

Références
du document

Titre : Valoración economica de los Bienes y servicios ambientales (BSA) de las regiones autonomas del Atlantico (Raa) y la cuantificación de su aporte a la economía nacional, version de travail finale.

Auteur : Barzev Radoslav

Type de document : rapport

Organisme commanditaire du rapport : NC

Date de publication : 2004

Langue de publication : espagnol

Nombre de pages : 52 pages

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Nicaragua

Région : Région autonome de l'atlantique

Type d'institution gestionnaire de l'espace : NC

Surface de l'espace naturel protégé : NC

Activités humaines sur et à proximité de l'espace :

pêche de crustacés, exploitation de bois d'œuvre, plantes médicinales, tourisme ...

Existence de patrimoine culturel :
(préciser au besoin)

oui non nc

Patrimoine naturel le plus notable :
flore

oui non nc

Objectifs
de l'étude

- Évaluation monétaire de la contribution des biens et services environnementaux (BSE) de la région autonome de l'Atlantique au PIB national par une démarche d'analyse du type coûts-bénéfices
- Analyse de la perte économique résultant de la sous-utilisation de certains BSE
- Analyse du caractère durable de l'exploitation des ressources en fonction de l'intensité de prélèvement (fonction des techniques d'exploitation)

Type
d'approche(s)

- Les biens environnementaux sont les ressources exploitées économiquement (langouste, bois d'œuvre, paysage...)
- Les services environnementaux comprennent la protection des sols, la rétention d'eau, la fixation de carbone, la production d'oxygène, la diversité génétique, le potentiel de recherche
- Dans la valeur économique totale de la biodiversité de la région, les BSE correspondent aux valeurs d'usage. On doit y ajouter, en principe, les valeurs de non usage (valeur d'option et valeur d'existence).
- Le document examine uniquement le chiffrage des BSE. Il n'aborde pas le chiffrage de la valeur de non usage.

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Espace régional ☒

Type de milieu

Marin ☒ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☐
Plaine ☐ Tropical ☒ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☒ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☒
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur

Évaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Quantification de la valeur économique des biens et services environnementaux (BSE)

- ↳ Dans le processus de prise de décision concernant le développement économique, il est nécessaire de prendre en compte les bénéfices (BSE) comme les coûts environnementaux (externalités négatives ou déséconomies)
- ↳ L'objet de l'étude est de donner le cadre méthodologique pour valoriser les principaux BSE de manière à chiffrer leur apport à l'économie locale et nationale.
- ↳ L'approche repose sur un traitement secondaire de sources de données existantes, pour quantifier les flux physiques (quantités produites) et économiques (en fonction des prix du marché).
- ↳ L'exercice de valorisation utilise l'équation générale suivante :

$$U = \sum (P - C) \times Q$$

U est le bénéfice pour un bien ou service, P le prix du marché (réel ou fictif), C le coût de production, Q le volume produit

Quantification de l'apport des BSE à l'économie par secteur d'activité

- ↳ Cumul du produit économique des différents BSE de l'économie locale et analyse du poids relatif des différents BSE
- ↳ Mise en évidence des ressources dont le produit économique est le plus élevé.

Analyse de l'efficacité biologique et économique selon les techniques de production

- ↳ L'objectif est d'établir le bilan bio-économique de l'exploitation d'une ressource naturelle en tenant compte de son renouvellement (ou épuisement).
- ↳ La démarche est appliquée à la pêche de la langouste en fonction des techniques des pêche.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

L'étude propose une valorisation des BSE suivants :

- la ressource en eau (3 millions de US \$ / an)
 - le bois d'œuvre (250 millions de US \$ / an)
 - le bois de chauffage (7 millions de US \$ / an)
 - la culture et l'élevage (73 millions de US \$ / an)
 - la langouste (13 millions de US \$ / an)
 - l'extraction de minerais (21 millions de US \$ / an)
 - la fixation du carbone (25 millions de US \$ / an)
 - le tourisme (9,5 millions de US \$ / an)
- soit au total, pour la région concernée, près de 400 millions de US \$ / an dont les 2/3 proviennent de l'exploitation du bois d'œuvre des surfaces forestières

Impacts sur emploi

(non abordé)

Impacts sur activité touristique

Le potentiel touristique résulte de la valorisation de l'attraction qu'exerce la nature et le paysage.
 L'évaluation du bénéfice touristique est fondée sur une hypothèse de flux de touristes de 50 000 nationaux et 50 000 étrangers.
 La valeur du bénéfice touristique a été évaluée en 2002 par deux méthodes : les coûts de déplacement et le consentement à payer pour un bouquet d'offre touristique.

Valorisation des activités économiques

Les principales activités économiques exploitant les ressources naturelles sont prises en compte.

Pour le bois d'œuvre, le calcul évalue un potentiel maximal de production de la forêt en tenant compte de la capacité de régénération (30% de surfaces non exploitées a minima).

Pour la fixation du carbone, le calcul prend en compte l'intégralité de la surface forestière de la région et évalue le bénéfice de la tonne de carbone piégée en fonction de la disposition à payer des organismes internationaux finançant des projets pilotes de piégeage de carbone, soit un prix de 3\$ / tonne de carbone fixé.

Pour la pêche de la langouste, le calcul de la valorisation prend en compte la technique de pêche, nasse ou plongée, sachant que la pêche par plongée permet une production journalière 15 fois supérieure à la pêche par nasse. Différentes hypothèses de valorisation sont présentées en intégrant les contraintes du rythme de renouvellement de l'espèce.

Intérêt et limites selon CREDOC

Démarche de quantification des BSE utile pour fixer des ordres de grandeur de la valeur économique tirée de l'exploitation des ressources des écosystèmes. Le document qui se veut principalement pédagogique n'aborde que les ressources et services faciles à quantifier.

Les coûts environnementaux sont évoqués mais ne sont pas quantifiés de façon précise.

Dans la calcul de la contribution au PIB, il manque le calcul du poids des BSE de la région étudiée dans l'économie globale, tant pour la région que pour la nation.

Dans l'analyse des bilans bio-économiques, confrontant le prélèvement de la ressource et son renouvellement, le raisonnement sur les alternatives économiques est assez limité : cette approche est néanmoins intéressante pour fonder une approche économique de l'idée de développement durable.

Dans le cas de la pêche de la langouste, analysée plus en détail, le raisonnement proposé aboutit à une opposition simpliste entre l'exploitation traditionnelle de la ressource (jugée « durable ») et l'exploitation intensive (qui conduit à épuiser la ressource).

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

On ne peut travailler que sur les BSE pour lesquelles il existe des données statistiques déjà constituées.

L'exercice de valorisation nécessite de quantifier des flux de production et de connaître les prix de marché.

Pour les ressources productives (bois, minerais, cultures, pêche), l'exercice est simple.

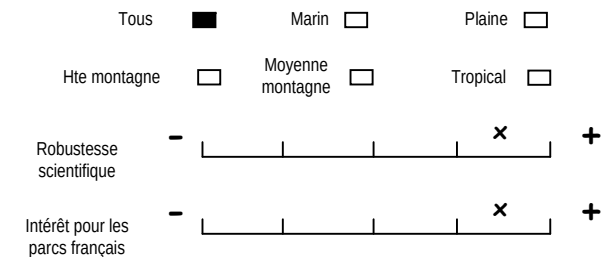
Pour les services (ressource en eau, fixation de carbone, potentiel touristique), l'approche repose sur des hypothèses : évaluation d'un potentiel de production plutôt que la production réelle, prix théorique plutôt que prix de marché.

Le calcul des utilités marginales des BSE repose sur une évaluation des bénéfices économiques nets : sont déduits du produit brut les coûts de production, intégrant théoriquement les limites imposées par le renouvellement des ressources.

Les évaluations des coûts et restrictions pour maintenir des modes d'exploitation durables sont peu explicitées dans l'étude (en dehors de la pêche de la langouste).

Enseignements valorisables par les parcs français

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
NC

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Radoslav Barzev rado.barzev@biomeso.net
rbarzev@hotmail.com.

Références utiles signalées par l'étude

- Barzev Radoslav (2001), Guide méthodologique de valorisation des biens, services et impacts environnementaux .
- Barzev Radoslav (2001), Valorisation économique des principaux biens et services environnementaux dans la réserve de biosphère de Rio Platano (Honduras)

Références
du document

Titre : Internet CV surveys – a cheap, fast way to get large samples of biased values ?

Auteur : Henrik Lindhjem and Ståle Navrud

Type de document : Article scientifique

Organisme commanditaire du rapport :
Date de publication : 2008

Langue de publication : Anglais

Nombre de pages : 58 p.

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Norvège, Plans de conservation de la biodiversité en général

Région : Les 2/3 des réserves forestières sont localisées dans le Sud de la Norvège

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Institution publique

Surface de l'espace naturel protégé :
Activités humaines sur et à proximité de l'espace :
Existence de patrimoine culturel : oui non nc
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non nc
Forêt

Objectifs
de l'étude

- Enrichir les connaissances disponibles sur la manière dont le mode de collecte des données influence leur qualité et les estimations de bien-être pour les biens environnementaux dans le cas de l'évaluation contingente. Les auteurs s'intéressent plus particulièrement aux enquêtes réalisées sur Internet.
- L'étude porte sur une évaluation contingente d'une conservation accrue de la biodiversité en Norvège dont l'enquête est réalisée sur Internet

Type
d'approche(s)

- Evaluation contingente avec enquêtes réalisées sur Internet : dispositif d'évaluation de l'influence du mode d'enquête sur les résultats obtenus

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☒ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☒
Plaine ☒ Tropical ☐ Autre

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques
Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes d'analyses de la valeur
Evaluation contingente ☒ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Contexte de l'étude

- En raison de son développement rapide, Internet pourrait devenir un moyen de collecte de données pour les méthodes de préférences déclarées, notamment pour l'évaluation contingente. Peu de connaissances sont disponibles sur la manière dont le mode d'enquête influence la qualité des données et les estimations de bien-être.

Evaluation contingente avec enquêtes sur Internet : évaluation de l'influence du mode d'enquête sur les résultats

- Les auteurs étudient et discutent les différences empiriques entre modes de collecte dans leur bases de données. Pour ce faire, ils utilisent des tests traditionnels de non différence entre modes et des tests d'équivalence des consentements à payer moyens. L'enquête porte sur 35 000 répondants (TNS Gallup firm)
- 2 facteurs humains semblent produire des réponses différentes selon les modes d'enquêtes : un de nature normative ou sociologique et un autre de nature cognitive ou psychologique. **Le facteur normatif** est relié aux normes culturelles qui sont d'une certaine manière invoquées différemment en fonction des modes d'enquêtes et conduisent à des réponses culturellement contraintes. La principale différence réside dans une situation d'auto gestion et l'implication d'un auditeur. **Le facteur psychologique** correspond au processus cognitif individuel d'information et de questionnement, en particulier la manière dont un stimulus produit différentes réponses en fonction du mode d'enquête.
- Les 2 principaux effets des modes d'enquêtes dus à ces facteurs sont :
 - le biais de désirabilité sociale : les individus souhaitent apparaître sous un jour favorable aux yeux des autres autant qu'aux leurs. Ceci conduit à des réponses socialement désirables qui peuvent être des mensonges intentionnels (ou un « lissage » de la vérité) ou une autodépréciation. La « distance sociale » joue un rôle important dans ce type de biais et est minimisée dans une interview en face à face.
 - Effet de satisfaction de la réponse : le niveau d'effort nécessaire pour fournir une réponse satisfaisante, voire optimale, dépend de la combinaison entre la difficulté de la tâche et la capacité (souvent mesurée par le niveau d'éducation) et la motivation du répondant.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Valorisation des biens environnementaux

Les taux de réponses aux enquêtes de visu et sur internet sont respectivement de 59,7% et 75,4%.

Il n'existe pas de différence statistique significative entre les deux échantillons en termes d'âge (distribution ou moyenne) et de sexe. En revanche, quelques différences existent entre les distributions de revenus et de niveaux d'éducation entre les deux échantillons (significatives au seuil de 10%). Le taux d'utilisation d'internet ne diffère pas entre les échantillons.

Comme les répondants sont issus d'un même panel, les auteurs estiment que leur dispositif expérimental est adapté pour isoler les effets du mode d'enquête sur les résultats. Si l'on s'intéresse en particulier aux biais de désirabilité sociale et de satisfaction, les auteurs trouvent peu de preuves dans leur résultats. En effet, la **comparaison du consentement à payer moyen entre les deux modes (internet et enquête en face à face)** donne les résultats suivants : Le niveau de réponses zéro, « ne sait pas » (8% par interview et 11,1% par internet) et de protestation à la question sur le consentement à payer est similaire entre les deux modes d'enquêtes (pas de différence significative au seuil de 10%), le véhicule de paiement choisit étant la carte de crédit.

Le consentement à payer moyen est plus élevé pour l'échantillon auditionné de visu, bien que l'hypothèse d'égalité ne puisse être rejetée au seuil de 10%. Les auteurs peuvent rejeter l'hypothèse d'une différence supérieure à 30% (au seuil de 10%). Les auteurs suggèrent qu'une différence de l'ordre de 20 à 40% peut être acceptable, selon le contexte.

Les deux modes d'enquêtes montrent le même degré de validité de construction du consentement à payer pour différents modèles de régression. Les auteurs ne trouvent aucune preuve de l'influence de la présence d'auditeurs sur le consentement à payer.

Plus les répondants passent de temps à répondre aux questions sur le consentement à payer sur internet, plus leur consentement à payer déclaré est élevé. Cet effet ne se retrouve pas dans les autres sections de l'enquête. Ce résultat contredit celui généralement obtenu lors des interviews selon lequel les répondants révèlent leur réponse à la baisse dans le temps.

Impact sur autres activités économiques

Non abordé

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Cet article est intéressant du point de vue méthodologique sur l'impact du mode d'enquête et en particulier de l'outil internet sur le consentement à payer obtenu lors de la mise en œuvre d'une évaluation contingente.

L'utilisation d'internet ne réduit pas les biais inhérents à la méthode de l'évaluation contingente.

Cet article ne nous semble pas être particulièrement valorisable dans le cas des parcs français.

III. Intérêt de l'étude

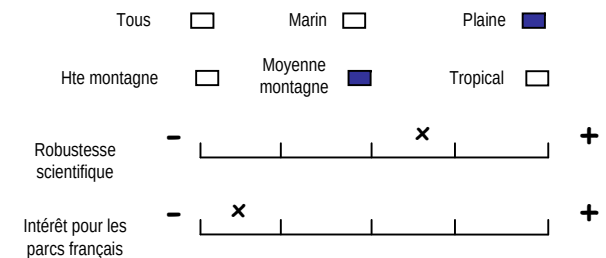
Limites signalées par les auteurs

Les auteurs limitent leur étude aux éléments de l'enquête de l'évaluation contingente qui leur semble avoir un impact direct sur l'estimation du consentement à payer et/ou les jugements sur la validité ou la qualité des données collectées.

Il existe certainement d'autres processus cognitifs et décisionnels dans l'estimation du consentement à payer que ceux étudiés ici.

Des échantillons relativement faibles constituent éventuellement une contrainte mais les auteurs estiment que leurs échantillons sont toutefois représentatifs de la population norvégienne.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
nc

Auteur de l'étude (ou correspondant)
E-mail: henrik.lindhjem@umb.no

Références utiles signalées par l'étude

Edwards, S. F. and G. D. Anderson (1987), 'Overlooked biases in contingent valuation surveys: Some considerations', Land Economics 63(2): 168-178.

Références
du document

Titre : Using Choice Experiments to Value the Environment: Design Issues, Current Experience and Future Prospects

Auteur : H. Hanley, R. E. Wright et V. Adamowicz

Type de document : Article scientifique

Organisme commanditaire du rapport : Revue *Environmental and Resource Economics*
Date de publication : 1998

Langue de publication : Anglais

Nombre de pages : 15

Espace
concerné

Type d'espace naturel : Espaces naturels

Pays de publication de l'article : Pays-Bas

Périmètre de l'évaluation économique : Bien environnemental évalué

Population concernée : Population résidente, avec distinction entre usagers et non-usagers.

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : nc

Valeur et/ou impacts du patrimoine culturel : oui non nc

Valeur et/ou impacts d'un attribut naturel précis : oui non nc

Méthodologie(s)
présentée(s) et
principaux
concepts
mobilisés

↳ **Méthode des choix expérimentaux :** Méthode d'agrégation des préférences déclarées, la méthode des choix expérimentaux se fonde sur la théorie de la valeur de Lancaster, la théorie de l'utilité aléatoire, et l'expérimentation. Cette méthodologie permet de proposer aux enquêtés de faire des choix parmi des alternatives combinées par paires. Les auteurs présentent la méthode des choix expérimentaux comme une variante de l'analyse conjointe qui, selon eux, recouvre également les méthodes de classement et d'autres méthodes d'enquête marketing analogues.

↳ **Autres méthodes de valorisation de biens environnementaux :** La méthode des choix expérimentaux est comparée avec des méthodes d'agrégation des préférences révélées et l'évaluation contingente, autre méthode d'agrégation des préférences déclarées.

Objectifs
de l'étude

- ↳ Exposé des principes de la méthode des choix expérimentaux.
- ↳ Revue de littérature présentant des études mobilisant la méthode des choix expérimentaux.
- ↳ Présentation d'une étude de valorisation d'un paysage forestier au Royaume-Uni utilisant la méthode des choix expérimentaux.
- ↳ Réflexion sur les points méthodologiques à approfondir dans le futur quant à l'utilisation de la méthode des choix expérimentaux (ici non présentée car le document est quelque peu daté).

Type
d'espace

Parc national ☐ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☒
Parc régional ☐

Périmètre évalué

Zone de l'espace naturel ☒ Vicinité ☐
Région ☐ Territoire national ☐
Autre

Types de méthodes

Méthodes d'analyse des retombées économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☐

Méthodes de valorisation

Evaluation contingente ☒ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☒ Autre méthode académique

Valorisation des biens environnementaux

I. La démarche

Instruments
de mesure
utilisés

Une méthode d'agrégation des préférences déclarées

La méthode des choix expérimentaux repose sur la modélisation statistique de préférences déclarées par des individus lors d'enquêtes.

Les différentes
phases et les
avantages de la
méthodologie

Une enquête auprès du public de référence

Au cours de l'enquête, les répondants se voient demander de choisir entre trois scénarii présentés (à savoir deux types de changement ou le status quo). Ces trois scénarii sont puisés dans un ensemble de plusieurs scénarii de biens environnementaux testés : pour chaque scénario, un des attributs composant le bien environnemental est décliné différemment (dans son apparence, sa densité, etc.). A chaque scénario est attaché le coût correspondant. La méthode des choix expérimentaux demande donc aux enquêtés de procéder à un choix parmi trois options (dont le status quo) et évite un classement entre une batterie d'items, plus complexe et donc moins fiable.

Au préalable, il faut élaborer les scénarii (nombre des attributs évalués, nombre et nature des modifications de chaque attribut). Certains scénarii présentent la modification d'un seul attribut, d'autres peuvent combiner les transformations de plusieurs attributs. Le nombre de combinaisons envisagées par l'enquête est donc rapidement important, même si les répondants choisissent uniquement entre trois alternatives pour chaque séquence de l'enquête. Il faut également déterminer un instrument de mesure des préférences (le consentement à payer pour un bien peut être payé sous forme de droits d'entrée, d'une taxe sur le tourisme, d'impôts locaux, etc.).

L'établissement de l'équation d'utilité des individus interrogés permet de comprendre les choix exprimés

Les différences de préférences entre les individus sont en partie explicables par certaines de leurs caractéristiques socio-économiques. L'influence de celles-ci sur les choix des individus est modélisée dans l'équation d'utilité des individus. Une part d'incertitude demeure dans le choix mais elle est mesurable, permettant d'indiquer la marge d'erreur possible inhérente au résultat final. Egalement, la méthode des choix expérimentaux permet d'isoler l'effet marginal de la modification de chaque attribut du bien environnemental évalué sur le choix d'un scénario global (contrairement aux modèles d'agrégation des préférences révélées). Lors de l'enquête, les répondants n'ont donc pas à faire le choix entre « tout ou rien » proposé par l'évaluation contingente ; ils ont plus de latitude pour exprimer de manière subtile leurs préférences. L'évaluation du niveau d'entretien souhaité pour chaque attribut d'un bien est précieuse puisque les décideurs publiques ont souvent besoin de définir de manière fine les

changements à effectuer pour chaque attribut, et pas seulement de connaître la valeur globale attribuée au bien comme le propose l'évaluation contingente. Cela permet également de considérer si les types de transformation des attributs sont substituables ou non.

II. Revue de littérature

Les auteurs présentent une revue de littérature répertoriant des études universitaires mobilisant la méthode des choix expérimentaux. Certaines études utilisent à la fois la méthode des choix expérimentaux et une autre méthodologie de valorisation économique de biens non-marchands (évaluation contingente, méthode des coûts de transport, etc.) afin de comparer et, si possible, valider les résultats trouvés. D'autres études mobilisent plusieurs méthodes de façon complémentaire, à des phases différentes. Les auteurs s'intéressent également à une étude cherchant à dégager les valeurs de non usage des biens évalués et utilisant comme instrument de mesure à la fois le consentement à payer et le consentement à recevoir (les scénarii proposent à la fois un niveau de transformation au-delà et en-deçà du status quo). Une autre étude présentée dresse une comparaison entre les réponses subjectives des répondants et une mesure dite objective des attributs évalués par le service public de protection du bien concerné.

Une étude de cas est présentée. Les auteurs détaillent une étude commissionnée par la Forestry Commission pour valoriser les paysages de forêt au Royaume-Uni en mobilisant à la fois la méthode des choix expérimentaux et l'évaluation contingente. Les bénéficiaires désignés des externalités positives dégagés par les paysages de forêt au Royaume-Uni sont le grand public britannique. L'étude a débuté par des entretiens de groupe examinant les attitudes générales des personnes interrogées vis-à-vis des paysages de la forêt, les attributs des forêts estimés importants, et les types de consentement à payer (CAP) envisageables (droits d'entrées, auto-financement, impôts). Le type de versement du prix consenti sélectionné pour l'enquête est l'imposition fiscale (en dépit d'une préférence des enquêtés pour les droits d'entrée ou le financement) afin d'inclure la valeur de non-usage dans l'évaluation des paysages de forêts. Une enquête pilote a été menée sur 160 personnes.

L'enquête principale a été menée sur un échantillon représentatif de la population britannique (établi sur quotas) de 284 répondants. 181 réponses ont été exploitables (ont été notamment retirées les réponses des personnes qui refusaient de déclarer leurs niveaux de revenus). Dans le cadre de la méthode des choix expérimentaux, les répondants devaient faire quatre choix et, pour chaque choix, sélectionner une alternative parmi trois présentées (deux projets de transformation forestière et le status quo).

Dans l'évaluation contingente, les répondants devaient faire une suite de choix entre plusieurs paires de scénarii, à partir desquels un classement des scénarii a été établi. Enfin ils devaient déclarer leur CAP pour la « forêt idéale », rassemblant tous leurs attributs préférés. Il ressort que la forme de la forêt est considérée comme plus importante que la diversité des essences (mêmes résultats par modélisation des choix et par évaluation contingente) et que le CAP pour la forêt idéal est de £38.15/foyer/an (48,11) dans le cas d'une modélisation des choix et de £29.16/foyer/an (36,7) pour l'évaluation contingente (résultats proches mais théoriquement non comparables). Deux modèles statistiques séparés ont été établis divisant les répondants, d'une part, entre ruraux et urbains et, d'autre part, entre usagers et non-usagers. Ruraux et usagers expriment un CAP plus important.

Intérêt et limites selon CREDOC

Enseignements valorisables par les parcs français

Dans la partie méthodologique comme dans la revue de littérature, ce document dresse une comparaison très efficace entre la méthode des choix expérimentaux et l'évaluation contingente. Il met bien en évidence le caractère plus informatif de la première, sans pour autant écarter la seconde qui permet de considérer le bien évalué comme une entité globale, un tout cohérent, dont la valeur n'est pas nécessairement égale à la somme de ses parties.

La revue de littérature est particulièrement intéressante dans le choix des études recensées. Elle présente en effet des études qui ont essayé d'exploiter au mieux les différentes possibilités offertes par la méthode des choix expérimentaux telles que l'évaluation de la valeur de non-usage d'un bien ou la proposition de scénarii avec des niveaux de transformation du bien évalué en-deçà du status quo.

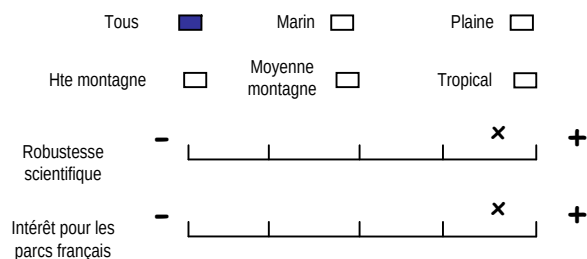
III. Limites des méthodologies présentées

Limites signalées par les auteurs

Les auteurs préfèrent-ils une méthode plutôt qu'une autre?

La méthode des choix expérimentaux conduit à se demander dans quelle mesure un bien environnemental tel qu'une zone humide peut être divisé en plusieurs attributs modulables. D'une part, la valeur de la zone humide dans sa globalité peut être supérieure à la somme des valeurs de ses attributs. D'autre part, une certaine « quantité » d'un attribut A peut être requise pour assurer la pérennité de l'attribut B dans l'état souhaité par les enquêtés. Il peut être néanmoins opposé aux auteurs que ce sont justement ces limites qui permettent de comprendre les objectifs d'une étude fondée sur la méthode des choix expérimentaux et de définir les précautions méthodologiques à prendre. Une évaluation contingente correctement conduite peut en effet permettre de mieux tenir compte de la dimension non décomposable d'un bien environnemental. Et la compatibilité entre les niveaux de transformation des différents attributs doit être examinée lors de la construction des scénarii qui seront proposés aux enquêtés. Le recours aux conseils d'experts semble pour cette raison indispensable.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
Revue *Environmental and Resource Economics*

Auteur de l'étude (ou correspondant)
N. Hanley
n.d.hanley@ed.ac.uk

Références utiles signalées par l'étude

- Adamowicz W., P. Boxall, M. Williams et J. Louviere (1998), "Stated Preference Approaches for Measuring Passive Use Values: Choice Experiments versus Contingent Valuation", *American Journal of Agricultural Economics* 80 (1), 64-75. Voir fiche 87.

Références
du document

Titre : Valuing our environment : Economic Impact of the National Parks of Wales

Auteur : Tony Hyde, Peter Midmore

Type de document : Rapport d'étude

Organisme commanditaire du rapport : The Countryside Council for Wales

Date de publication : 2006

Langue de publication : Anglais

Nombre de pages : 81

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Les 3 Parcs Nationaux du Pays de Galles

Région : Pembrokeshire est localisé au Sud ouest du Pays de Galles, Brecon Beacons au Sud Est, et Snowdonia est localisé dans le Nord

Type d'institution gestionnaire de l'espace : Institution publique : The National Park Authority

Surface de l'espace naturel protégé : Snowdonia : 2170 km²; Brecon Beacons : 1344 km², Pembrokeshire : 629 km²
Activités humaines sur et à proximité de l'espace : Agriculture, tourisme, loisirs, service publique, pêche, commerce de détail etc.

Existence de patrimoine culturel : oui non **nc**
(préciser au besoin)

Patrimoine naturel le plus notable : oui non **nc**
(préciser)

Objectifs
de l'étude

- Evaluer les impacts économiques de l'environnement dans les Parcs Nationaux du Pays de Galles par la mise en œuvre de la méthode « Valuing our environment » (VoE) (Bilsborough and Hill, 2002) qui est une analyse input-output.

Type
d'approche(s)

- Analyse Input-Output avec un modèle gravitationnel

Type
d'espace

Parc national ☒ Réserve naturelle ☐ Autre espace protégé ☐
Parc régional ☐

Type de milieu

Marin ☐ Haute montagne ☐ Moyenne montagne ☒
Plaine ☒ Tropical ☐ Autre Zone côtière

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques

Compilation de données diverses ☐ Analyse du système d'activités ☐
Analyse budgétaire ☐ Analyse Coûts-bénéfices ☐
Enquête fréquentation et attractivité ☐ Analyse Input-output ☒

Méthodes d'analyses de la valeur

Evaluation contingente ☐ Méthode des prix hédoniques ☐
Modélisation des choix ☐ Autres méthodes ☐
Méthode des coûts de transport ☐ Autre méthode académique

Evaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Démarche et méthodes d'évaluation

(dont contexte et raisons de l'étude)

Analyse Input-Output avec un modèle gravitationnel

- u Du fait de la nature particulière des parcs, le nombre et le type d'activités économiques y sont limités. L'économie à l'intérieur des parcs est donc différente du reste de l'économie nationale. Chaque parc a des frontières économiques propres et doit échanger avec le reste du pays.
- u Ces conditions indiquent la possibilité d'appliquer un modèle gravitationnel input-output. Ce type de modèle permet de prendre en compte l'échelle de l'économie, d'éviter les contradictions entre hypothèses du fait de la désagrégation des tables input-output nationales à l'échelle régionale, et d'estimer les effets économiques indirectes à l'intérieur et à l'extérieur du parc.
- u La méthode utilise les tables nationales comme point de départ et les modifie avec des données locales sur l'emploi et les centres de gravité.
- u Le modèle gravitationnel permet d'estimer la direction et l'importance des flux économiques entre différentes zones géographiques.
- u Les 74 secteurs disponibles à l'échelle du pays ont été agrégés en 42 dans le cadre de l'étude sur les parcs pour des raisons de disponibilité des données. Les niveaux de consommation et de production dans chaque secteur peuvent être identifiés et les équations gravitationnelles ont été utilisées pour estimer les flux d'échanges des secteurs entre régions.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Impact sur autres activités économiques

Les estimations montrent que les Parcs Nationaux ont un impact considérable sur l'économie du Pays de Galles. En effet, ils contribuent pour un montant de 176,82 millions de dollars à ses revenus.

En effet, les trois PN génèrent ensemble 146,75 millions \$ de revenu directe, auxquels viennent s'ajouter 30,07 millions de revenu indirecte dont seulement 9% restent à l'intérieur des parcs, le reste (91%) étant généré dans le reste de l'économie galloise.

L'ensemble des 3 parcs couvre 20% du Pays de Galles et contribue à 9% du PIB lié à l'environnement.

Il est fort probable que la majorité de l'impact économique des parcs nationaux soit déplacé. En effet, si le parc est responsable de la visite des touristes, les bénéfices économiques se font sur le lieu d'hébergement, généralement en dehors du parc.

La productivité dans les parcs est, en apparence, plus faible que dans le reste du pays. Toutefois, ce résultat est trompeur car il s'agit en réalité d'un effet de l'autosuffisance liée à la localisation et aux secteurs d'activités des parcs. La productivité par personne est plus élevée dans les parcs qu'à l'extérieur. En termes de surface, la productivité des parcs est largement fonction des taux d'emplois plus faibles, la densité d'emplois étant plus importante en zones urbaines qu'en zones rurales.

Impacts sur emploi

De plus, les parcs nationaux soutiennent 11 926 emplois au Pays de Galles.

Cette étude met en évidence que plus de 38% des emplois dans les parcs nationaux sont liés à l'environnement alors qu'à l'échelle nationale cette part est de 17%. Cette différence s'explique par la prédominance de secteurs d'activités qui utilisent l'environnement (principalement l'agriculture) et de ceux qui dépendent de la qualité de l'environnement (principalement les secteurs liés au tourisme) dans les Parcs.

L'emploi directe total en lien avec l'environnement dans les PN est estimé à 10 255 emplois. L'emploi indirecte pour les 3 PN est de 1 671 emplois, dont 17% seulement sont localisés dans les PN.

Dans les 3 parcs le nombre d'emplois/km² est proche de celui du reste du pays.

Impacts sur
activité touristique

Il existe d'importantes variations de résultats entre parcs. Le parc de Pembrokeshire est fortement basé sur le tourisme en raison de la taille et de sa localisation : il a l'impact le plus fort sur le reste de l'économie galloise. 93% de l'emploi indirect généré par ce parc est localisé hors de ses frontières alors que cette part tombe respectivement à 74% et à 67% pour les parcs de Brecon Beacons et de Snowdonia.

Intérêt et limites
selon CREDOC

Les analyses input-output présentent le double intérêt de fournir une estimation des effets économiques indirects et/ou induits des biens et services environnementaux et de donner une évaluation chiffrée des impacts sur l'emploi (directe et indirecte).

Enseignements
valorisables par les
parcs français

Les limites résident principalement dans les hypothèses sous-jacentes aux modèles input-output, par ailleurs, trop souvent peu décrits.

On retrouve dans cette étude les intérêts et limites généralement rencontrés dans les analyses input-output.

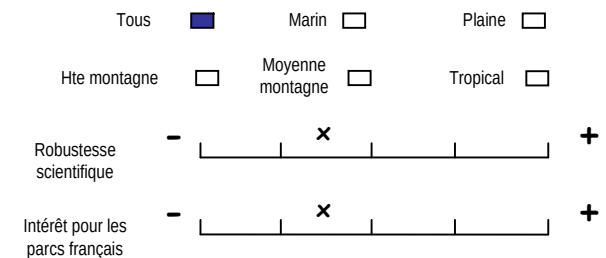
III. Intérêt de l'étude

Limites signalées
par les auteurs

Difficulté à prendre en compte l'ensemble des impacts économiques des parcs. Toutefois, les auteurs considèrent que le PIB permet d'illustrer clairement les différences entre les économies de chaque parc et de comparer la productivité liée à l'environnement à celles des autres activités économiques.

Les impacts économiques trouvés dans cette étude sont conséquents.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
The Countryside Council for Wales

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Tony Hyde, Peter Midmore

Références
utiles signalées
par l'étude

- U Bilsborough, S. and Hill, S. (2002) Valuing our Environment : The Economic Impact of the Environment of Wales.

Références
du document

Titre : An Economic Assessment of the Costs and Benefits of Natura 2000 sites in Scotland

Auteur : James Spurgeon, Toby Roxburgh et Stefanie O'Gorman (et al.)

Date de publication : 2005

Nombre de pages : 87

Type de document : rapport d'étude

Langue de publication : Anglais

Organisme commanditaire du rapport : the Scottish Executive Environment and Rural Affairs Department (SEERAD)

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : 7 Sites Natura 2000 en Ecosse

Région : Les sites sont localisés en divers endroits en Ecosse et, de ce fait, sont de natures différentes

Type d'institution gestionnaire de l'espace :
Divers opérateurs prenant part à la mise en œuvre de Natura 2000

Surface de l'espace naturel protégé : Non précisé

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : Tourisme, ...

Existence de patrimoine culturel : non

Patrimoine naturel le plus notable :
Espèces d'intérêt communautaire et leurs habitats (rivières, bois, montagne, habitats côtiers, etc.)

Objectifs
de l'étude

- ↳ Identifier la valeur nette des 300 programmes Natura 2000 en Écosse en effectuant une analyse coûts-bénéfices. Ce travail cherche à prendre en compte à la fois les valeurs marchandes et non marchandes liées à la protection de l'espace. Dans un second temps, une analyse des impacts de ces 300 sites évaluent leur contribution à l'économie nationale.
- ↳ Valoriser économiquement sept sites Natura 2000 par la mise en œuvre de sept ACB. Dans un second temps, leurs impacts a été évalué sur l'économie locale.
- ↳ Voir dans quelle mesure les préférences des individus varient entre les aires géographiques et les catégories d'individus.

Type
d'approche(s)

- ↳ Analyse coûts-bénéfices, incluant analyse budgétaire et évaluation contingente

Type
d'espace

Parc national	☐	Réserve naturelle	☐	Autre espace protégé	☒
Parc régional	☐				

Type de milieu

Marin	☐	Haute montagne	☐	Moyenne montagne	☒
Plaine	☒	Tropical	☐	Autre	.....

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques	
Compilation de données diverses	☐
Analyse budgétaire	☐
Enquête fréquentation et attractivité	☐
Analyse du système d'activités	☐
Analyse Coûts-bénéfices	☒
Analyse Input-output	☐

Méthodes d'analyses de la valeur	
Evaluation contingente	☒
Méthode des prix hédoniques	☐
Modélisation des choix	☐
Autres méthodes	☐
Méthode des coûts de transport	☐
Autre méthode académique	.....

Évaluation des retombées économiques

I. Méthodologie

Analyse coûts-bénéfices

Démarche et méthodes d'évaluation

Traitement et analyse des données

- Types de coûts pris en compte : les coûts directs dont les coûts de gestion des sites et les coûts liés aux politiques ; les coûts d'opportunité. Les coûts indirects restent difficiles à quantifier et sont généralement considérés comme relativement faibles ; ils n'ont donc pas été évalués dans cette étude.
- Type de bénéfices considérés :
 - Les valeurs d'usage directes prises en compte dans cette étude sont principalement liées aux visites récréatives des sites Natura 2000. Ces valeurs sont estimées par le consentement à payer des individus pour un scénario fictif de leur usage, en plus de ce qu'ils payent effectivement pour visiter les sites (recours à l'évaluation contingente).
 - Les valeurs d'usage indirectes liées aux fonctions des écosystèmes telles que la disponibilité de réserves d'eau ou la protection contre les inondations ont été identifiées mais non quantifiées.
 - Les valeurs de non usage sont liées au fait que les individus sont prêts à payer pour protéger les ressources environnementales dans l'intérêt collectif présent et/ou futur et en dehors des usages qu'elles peuvent faire elles-mêmes. **Cette valeur est estimée par la méthode de l'évaluation contingente : enquête sur le consentement à payer des visiteurs.**
 - De plus, un grand nombre d'autres bénéfices ont été identifiés : (bénéfices sociaux, culturels, éducatifs, sanitaires) mesurée mais non pris en compte dans le calcul de l'ACB.
 - Les impacts économiques liés à l'usage des sites par les visiteurs ont été évalués. Cette évaluation inclut les estimations des dépenses directes et indirectes dans les économies locales, régionales et nationale (utilisation de **modèles faisant appel à des multiplicateurs économiques régionaux**). Toutefois, ces bénéfices ne peuvent être ajoutés à ceux du bien-être.
- L'ACB compare les coûts actuels et futurs des sites à leurs bénéfices actuels et futurs (c'est-à-dire les valeurs récréatives et les valeurs de non usage estimées par le consentement à payer). Le ratio coûts-bénéfices correspond à la somme des valeurs présentes des bénéfices divisée par la somme des valeurs présentes des coûts. Ce ratio a été calculé pour 2 périodes, respectivement de 25 et 50 ans, à partir de 2003. Le taux d'actualisation est de 3,5% (30 ans) puis de 3% (31 à 50 ans).

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Résultats de la valorisation économique au niveau national

Résultats de l'analyse des retombées économiques à l'échelle nationale

Résultats de la valorisation économique au niveau des sites (études de cas)

Résultats de l'analyse des retombées économiques au niveau des sites

Valeur hors usage : CAP des Écossais de 48 £ par foyer pour les 300 sites Natura 2000. CAP de 6 £ par adulte pour les visiteurs de l'Écosse. La protection des 300 sites Natura 2000 a un ratio coûts-bénéfices équivalent à 7 sur une période de 25 ans. En d'autres termes, les bénéfices nationaux sont sept fois supérieurs aux coûts issus de la protection.

Toutefois, 99% de ces bénéfices (210 millions de £ par an) sont constitués des valeurs hors usage. Seuls 1,5 millions de £ (soit 1%) correspondent à des bénéfices liés à un usage de l'espace (marche, activités de loisirs).

Les bénéfices liés aux services rendus par la biodiversité sur le plan social, culturel, de santé, ne sont pas pris en compte par les auteurs, ce qui explique que les valeurs d'usages ne permettent pas d'obtenir un ratio coûts-bénéfices élevé.

Au-delà des résultats de l'ACB et de la valorisation des sites, les auteurs examinent les retombées économiques des sites sur l'économie nationale. Ils estiment que 150 millions de £ circulent chaque année dans l'économie écossaise sont générées par les dépenses relatives aux programmes Natura 2000 : 59% des dépenses sont liées aux dépenses directes des visiteurs, 18% relèvent d'effets indirects associés à ces visites.

Par ailleurs, les coûts d'opportunité annuels liés aux politiques de protection pourraient être de l'ordre de 4,5 millions de Livres.

Au niveau de chaque site, le même phénomène est observé : le ratio coûts-bénéfices est inférieur à 1 quand les valeurs hors-usage sont exclues, mais largement positifs dans le cas contraire. Le ratio varie de 1 à 97 en fonction des coûts de gestion propres à chaque site.

De plus, les impacts économiques positifs associés à chaque site sont considérables : 75-80% des impacts sont dus aux dépenses directes totales et 20-25% sont dus aux effets indirects associés à ces dépenses.

Impact en termes d'emplois

A l'échelle nationale, les dépenses annuelles totales liées aux sites pourraient générer environ 4 800 équivalents temps plein (dont 3 750 liés aux dépenses des visiteurs) en Ecosse, dont une grande partie en zones rurales.

III. Intérêt de l'étude

Limites signalées par les auteurs

Les valeurs des bénéfices sociaux, culturels, éducatifs et de santé ne sont pas prises en compte dans cette étude.

Il existe de possibles biais méthodologiques susceptibles d'affecter les résultats et qui pourraient expliquer en partie la faible valeur d'usage totale à l'échelle nationale.

La prudence s'impose quant à la précision des valeurs estimées dans cette étude :

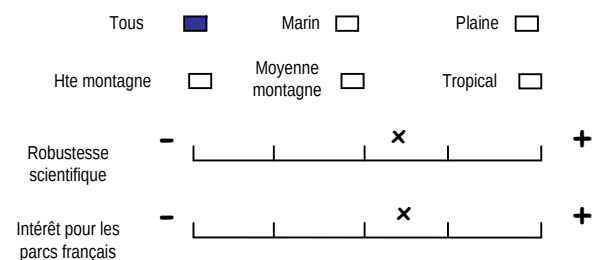
•A l'échelle nationale, car les valeurs d'usage sont simplement extrapolées des études de cas ; les valeurs de non usage sont basées sur le consentement à payer hypothétique issu de l'évaluation contingente (les valeurs ne peuvent être qu'indicatives) ; et en raison de la difficulté à obtenir certaines données pour les estimations (ce qui conduit à la construction d'hypothèses).

Enseignements valorisables par les parcs français

•A l'échelle du site, des imprécisions résultent : de tailles d'échantillons trop petites pour certains sites, de l'absence de données robustes disponibles sur le nombre de visiteurs dans la plupart des sites ; des valeurs de consentement à payer des usagers spécialistes peu robustes car issues de transferts de bénéfices (en raison d'une lacune dans le nombre de réponses aux enquêtes) ; de la division entre visiteurs écossais et non écossais qui n'est pas toujours adaptée.

Par l'illustration qu'elle donne du cas écossais, cette étude peut être intéressante dans le cadre des programmes Natura 2000 en France. Par ailleurs, elle s'intéresse à l'impact de ces zones sur l'emploi.

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude

the Scottish Executive Environment and Rural Affairs
Department (SEERAD)

Auteur de l'étude (ou correspondant)

James Spurgeon, Toby Roxburgh et Stefanie O'Gorman (et al.)

Références utiles signalées par l'étude

Références
du document

Titre : Water flows and cash flows : about European guidelines, water and regional economies

Auteur : Tom Bade et Olivier van der Schroeff (Triple E)

Type de document : Rapport d'étude

Organisme commanditaire du rapport : Vereniging Natuurmonumenten

Date de publication : 2007

Langue de publication : anglais

Nombre de pages : 89 p.

Espace
concerné

Nom de l'espace protégé (pays) : Deux aires protégées par un programme Natura 2000, le « Oostelijke Vechtplassen » (ou « Vechtplassen ») et le Volkerak-Zoommeer (Pays-Bas).

Régions : Utrecht et Noord-Holland (pour le Vechtplassen) ; et la région autour du lac Volkerak-Zoommeer.

Type d'institution gestionnaire de l'espace : nc

Surface de l'espace naturel protégé : nc

Activités humaines sur et à proximité de l'espace : Principalement activités récréatives et touristiques.

Existence de patrimoine culturel : polders

Patrimoine naturel le plus notable : étendues d'eau (dont lacs artificiels)

Objectifs
de l'étude

- Présenter la méthodologie générale utilisée par Triple E dans l'évaluation économique de politiques de l'environnement : le Financial Economic Decision-making Support model (FEDS-model).
- Présenter les résultats d'une étude anticipant les bénéfices économiques de la Directive européenne sur l'eau et du programme européen Natura 2000 sur les économies de deux régions, le Vechtplassen et la Volkerak-Zoommeer.

Type
d'approche(s)

- Identification des revenus issus des activités économiques dépendantes de l'espace naturel évalué, pour les acteurs privés et les administrations publiques.
- Estimation de la part de ces revenus dont la création est directement imputable à l'existence de l'espace naturel.
- Anticipation de l'augmentation de ces revenus grâce aux deux programmes publics d'assainissement de l'eau évalués.
- Confrontation des revenus attendus aux sommes investies par les pouvoirs publics.

Type
d'espace

Parc national	☐	Réserve naturelle	☐	Autre espace protégé	☒
Parc régional	☐				

Type de milieu

Marin	☐	Haute montagne	☐	Moyenne montagne	☐
Plaine	☒	Tropical	☐	Autre	.....

Type de méthode

Méthodes d'analyses économiques	
Compilation de données diverses	☒
Analyse budgétaire	☐
Enquête fréquentation et attractivité	☐
Analyse du système d'activités	☐
Analyse Coûts-bénéfices	☐
Analyse Input-output	☐

Méthodes d'analyses de la valeur	
Evaluation contingente	☐
Méthode des prix hédoniques	☒
Modélisation des choix	☐
Autres méthodes	☐
Méthode des coûts de transport	☐
Autre méthode académique	.....

Evaluation des retombées économiques et des aménités

I. Méthodologie

Contexte et raisons de l'étude

? Contexte et méthodologie déployée

Dans les nombreux cas où elle est mise à disposition gratuitement, on tend à considérer que l'eau n'a pas de valeur financière. En conséquence, des programmes publics de protection de l'eau comme la Directive cadre sur l'Eau et Natura 2000 peuvent être perçus comme des investissements ne conduisant pas à un retour économique à la hauteur des dépenses engagées. Pourtant, l'eau est une ressource aux multiples bénéfices économiques pour la pêche, l'agriculture, le stockage de CO₂, l'eau potable, le tourisme, les activités récréatives, la valorisation de l'immobilier, etc.

L'étude restitue deux évaluations ex-ante (c'est-à-dire antérieure à la mise en œuvre des programmes) des bénéfices économiques potentiels de la Directive cadre sur l'eau et d'un programme Natura 2000 appliqués à deux régions des Pays-Bas. Elle vient compléter deux analyses coûts-bénéfices commanditées par l'Etat hollandais.

Les auteurs mobilisent une méthodologie baptisée « Financial Economic Decision-making Support model » (FEDS-model) qui se décline en plusieurs étapes présentées ci-dessous.

? Identification des fonctions économiques de l'espace naturel évalué

Un espace naturel peut avoir des fonctions de soutien des activités humaines (absorption des déchets par la nature, etc.), de production (approvisionnement en eau, oxygène, biens comestibles, etc.), de régulation (filtrage de l'air pollué, purification de l'eau, etc.), d'information (ce qu'on apprend de la nature), de réparation (pour le bien-être et la santé des individus à travers les activités récréatives et autres).

? Identification des parties intéressées et estimation des revenus qu'elles retirent de l'existence de l'espace naturel

Il s'agit de repérer les acteurs privés et publics tirant des revenus des fonctions de l'espace naturel (chiffres d'affaire, loyers, taxes, etc.). Cela se fait à travers la collecte des données disponibles sur ces flux financiers (les plus désagrégées possibles pour un maximum de finesse) et à travers l'estimation, par des entretiens avec les acteurs concernés, de la part de ces revenus imputable à l'existence du bien environnemental et aux services qu'il rend.

Démarche et méthodes d'évaluation

? Anticipation de l'impact économique des programmes européens de protection (Directive cadre sur l'eau et Natura 2000) sur l'évolution des revenus et estimation de leur délai de récupération

Il s'agit de définir les effets sur les revenus des acteurs qu'il est raisonnable d'anticiper de la Directive cadre sur l'eau et de Natura 2000, sachant qu'ils peuvent être positifs ou négatifs. Les effets sociaux sont aussi relevés, sans qu'un chiffrage ne soit forcément nécessaire. Estimer financièrement l'éventuel surplus d'activité du fait d'une eau de meilleure qualité (c'est-à-dire claire) permet de le confronter aux fonds investis dans les programmes de protection et d'évaluer les délais de récupération de ces investissements si l'on considère, d'une part, les revenus supplémentaires perçus par les acteurs privés, d'autre part, les revenus perçus par l'administration publique. Il s'agit en effet de désamorcer les réticences sociales et administratives envers le coût de programmes de protection environnementale.

II. Résultats concernant les dimensions économiques

Résultats pour la zone du Vechtplassen

Sont ici présentés uniquement les résultats concernant la zone du Vechtplassen. L'évaluation des effets des programmes européens de protection environnementale sur la région de Volkerak-Zoommeer apparaissent d'autant moins solides que les bénéfices et coûts liés à l'agriculture ne sont pas pris en compte.

La zone du Vechtplassen compte de nombreux lacs artificiels et est caractérisée par une forte concentration d'activités récréatives. Or la qualité de l'eau s'est fortement dégradée depuis les années 40. Plusieurs programmes de protection environnementale et patrimoniale s'y appliquent. Les principales activités dépendant de l'existence de sites aquatiques (hébergement et restauration, activités culturelles et récréatives) génèrent 130M d' , et 2294 emplois équivalents temps plein. Les entretiens avec les acteurs économiques ont conduit à estimer de manière très conservatrice que seuls 3% du chiffre d'affaires de ces activités sont imputables à l'existence des sites aquatiques de Vechtplassen, c'est-à-dire 4M d' et 90,2 emplois équivalents temps plein. 89000 des activités de commerce de détail sont imputables aux sites aquatiques. La valeur de l'immobilier attribuable aux sites aquatiques peut être estimée à 88M d' (15% de la valeur totale). Quant aux flux financiers perçus par les administrations publiques du fait de l'existence de sites aquatiques, on compte 11M d' (impôts sur les sociétés, taxes sur les dividendes, taxes sur les activités portuaires, taxes touristiques, taxes sur les résidences secondaires, taxes résidentielles, taxes sur les ventes de biens immobiliers). Deux variantes de l'application de la Directive cadre sur l'eau sont envisagées, une variante avec des objectifs modestes coûtant 12M d' et une variante plus ambitieuse coûtant 112M d' . Si l'on estime, comme il en ressort des entretiens, que l'amélioration de la qualité de l'eau par la Directive cadre sur

l'eau et Natura 2000 provoquera une augmentation des revenus de 3% dans les deux cas, les délais de récupération peuvent être estimés comme suit : 0,11 année de récupération pour les acteurs économiques et 1,06 années pour l'administration publique dans le cas d'un scénario modeste de la Directive cadre sur l'Eau ; 1,05 années pour les acteurs économiques et 9,83 années pour l'administration publique dans le cas d'un scénario plus ambitieux. Ces délais de récupération sont selon les auteurs tout à fait acceptables, particulièrement dans le cas de l'administration publique dont l'objectif premier est de stimuler l'économie locale, et non pas de retirer un bénéfice financier de la protection environnementale. A noter, l'examen des délais de récupération des sommes investies dans les programmes publics considère l'administration publique dans sa globalité (administrations centrales et décentralisées confondues), sans prendre en compte les cas où les revenus fiscaux ne sont pas perçus par les mêmes administrations que celles ayant financé les programmes.

III. Intérêt de l'étude

Limites et intérêts signalés par les auteurs

A la différence de l'analyse coûts-bénéfices, la force du FEDS-model selon les auteurs est de s'appuyer uniquement sur des valeurs économiques fixées lors de transactions marchandes effectives. Le modèle ne mobilise pas des méthodologies demandant aux individus (consommateurs, usagers ou citoyens) d'attribuer dans une situation fictive une valeur à un bien non-marchand dont la validité peut être contestée. D'ailleurs, les acteurs interrogés dans le cadre du FEDS-model ont tendance à largement sous-estimer la part de leurs revenus imputable à l'espace naturel évalué, conduisant à une estimation de la valeur de l'espace naturel beaucoup plus prudente, comparée au recueil de consentements à payer fictifs impliqué dans l'évaluation de la valeur économique totale d'un bien que comporte une analyse coûts-bénéfices.

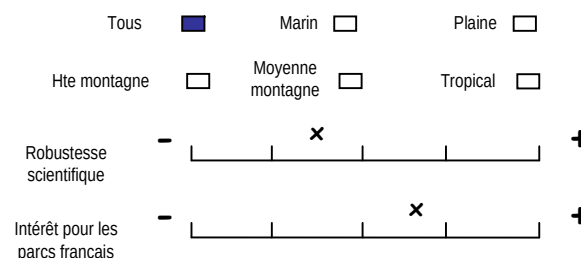
Les auteurs identifient plusieurs cercles de flux financiers tirés de l'existence d'un espace naturel : les flux directs directement attribuables au bien environnemental, les flux indirects parmi lesquels on compte les dépenses des consommateurs auprès d'entreprises dont l'activité n'est pas directement liée au bien environnemental, les dépenses des entreprises auprès de leurs fournisseurs, les impôts payés par les acteurs économiques aux administrations publiques. Pour ne pas hasarder des estimations manquant de fiabilité, les auteurs n'ont pas pris en compte les dépenses des entreprises auprès de leurs fournisseurs.

Intérêt et limites selon CREDOC

Sans approfondir la question, les auteurs voient également dans l'évaluation économique de ce type une possibilité d'établir un montage financier de programmes de protection environnementale qui demandent aux acteurs bénéficiant du bien protégé de participer au financement à hauteur des avantages qu'ils en retirent. Il ne s'agit plus de faire payer uniquement le contribuable (qui ne bénéficie pas toujours directement du bien protégé) ou le pollueur (qui souvent doit payer pour une pollution causée par des investissements effectués avant les nouvelles réglementations environnementales), mais également l'utilisateur.

L'évaluation des deux programmes de protection se fait sur la base de simples hypothèses quant à leurs contenus. Sur les deux sites, on oscille de fait entre deux scénarii de protection dont les coûts diffèrent de manière significative. Les résultats ont donc une valeur purement indicative. En outre, les auteurs ne prennent pas en compte certains revenus dont l'évaluation serait trop incertaine et ils acceptent le caractère prudent de l'estimation du chiffre d'affaires global attribuable aux sites aquatiques : leur objectif est avant tout de montrer que les programmes de protection environnementale sont créateurs de richesse économique et ne doivent pas être considérés comme des dépenses à pertes. D'un autre côté, l'objectif de démontrer l'importance économique de la protection environnementale fait qu'en dépit de la prudence marquée dans l'évaluation des bénéfices, les auteurs insistent peu sur les coûts d'adaptation supportés par les acteurs économiques du fait de nouvelles normes. Ceux-ci n'apparaissent pas explicitement dans le calcul comme c'est le cas dans l'évaluation de programmes Natura 2000 par le Crédoc (fiche 72).

IV. Transférabilité aux Parcs français



Contacts

Commanditaire de l'étude
Vereniging Natuurmonumenten

Auteur de l'étude (ou correspondant)
Tom Bade et Olivier van der Schroeffer (Triple E)
tom@tripleee.nl / www.tripleee.nl

Références utiles signalées par l'étude

❖ Aucune référence citée.